

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉCOULEMENT
DES
EAUX PLUVIALES
MÉNAGÈRES ET INDUSTRIELLES
SUR LES VOIES ET DANS LES COURS D'EAU
PUBLICS ET PRIVÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Décembre 1912, à 3 heures

PAR

RENÉ DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE

Président : M. LARNAUDE, *professeur*
Suffragants { MM. ESMEIN, *professeur*
JACQUELIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'ÉCOULEMENT
DES
EAUX PLUVIALES
MÉNAGÈRES ET INDUSTRIELLES
SUR LES VOIES ET DANS LES COURS D'EAU
PUBLICS ET PRIVÉS

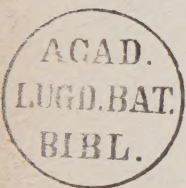
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mercredi 18 Décembre 1912, à 3 heures

PAR

RENÉ DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE



Président : M. LARNAUDE, *professeur*
Suffragants { MM. ESMEIN, *professeur*
JACQUELIN, *professeur*

PARIS

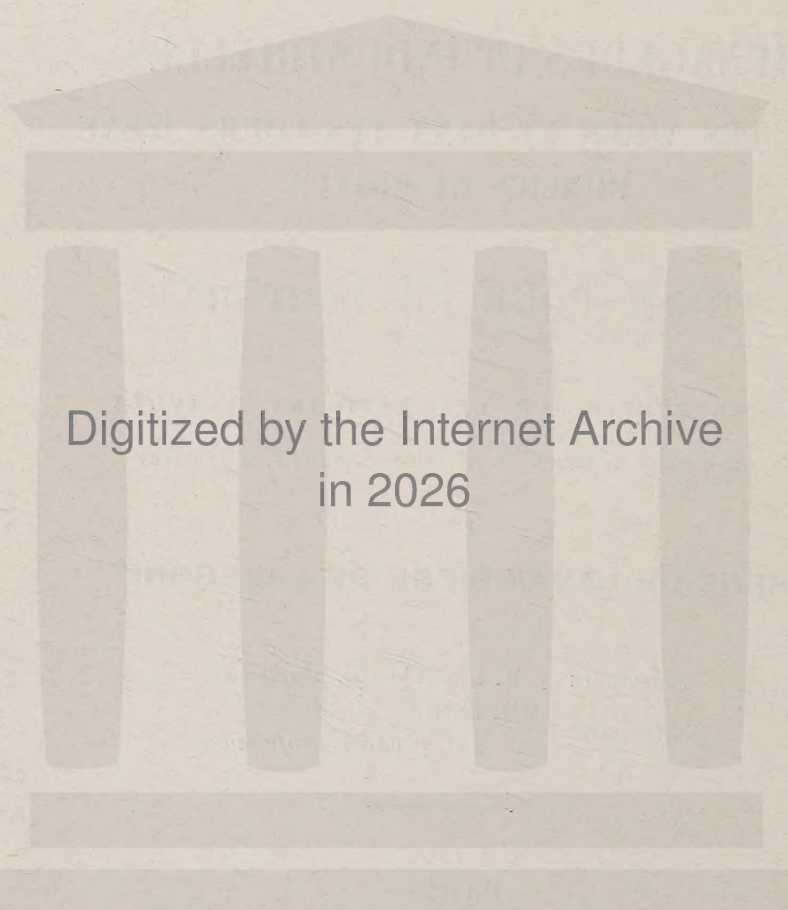
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550227_0032

INTRODUCTION

Le sujet que nous abordons dans cet ouvrage forme une partie minime de la vaste matière qu'est l'étude des Eaux. On sait que cette étude peut se diviser en trois parties d'inégale importance. Eaux utiles. Eaux nuisibles. Eaux dangereuses.

L'étude des Eaux utiles comprend l'examen de toutes les eaux quelle que soit leur origine, considérées en vue des services qu'on en peut tirer, sous les formes multiples d'utilisation que la technique moderne agricole ou industrielle a créées.

L'étude des eaux dangereuses se réfère à l'examen de toutes les eaux qui par leur force brutale, leur volume, ou leur masse, menacent ou compromettent les vies et les travaux humains. C'est en somme le chapitre des inondations, des waterringues ou des polders.

Quant aux eaux nuisibles, elles forment le constrate nécessaire des eaux utiles. Ce sont toutes celles qui constituent une gêne pour l'intérêt général, gêne qui provient tantôt de leur stagnation, tantôt de leur écoulement défectueux, en des points où nul canal naturel d'évacuation ne peut immédiate-

ment les recueillir, tantôt de leur corruption et de leur insalubrité. On peut distinguer parmi ces eaux nuisibles les eaux dormantes et les eaux usées. Les premières appartiennent à la catégorie des marais et des marécages, dangereux par les miasmes qui s'en dégagent. Les secondes n'appartiennent à aucune catégorie d'eaux spéciales. Ce sont toutes les eaux utiles vues, pourrait-on dire, par leur revers, c'est-à-dire examinées après leur utilisation industrielle, agricole ou domestique, eaux sales, altérées, corrompues, dangereuses pour la salubrité publique, quelquefois incommodes pour la circulation, eaux nuisibles en un mot dont on cherche à se débarrasser.

Telles sont les eaux auxquelles nous avons consacré cette étude. Nous y avons joint par raison de similitude et pour présenter un tout complet, les eaux pluviales qui, sans constituer des eaux usées proprement dites, ont, cependant, ce caractère commun avec les précédentes d'être aussi tout au moins en partie des eaux d'évacuation. Le surplus de ces eaux, qui ne peut pénétrer dans le sol, peut constituer par son volume une gêne, pour la propriété privée ou le domaine public, un ensemble d'eaux nuisibles dont il importe aussi de se débarrasser.

Les eaux nuisibles dont on veut se débarrasser tel pourrait être le sujet de ce travail. Mais là encore le terrain était trop vaste et nous avons été obligés de le circoncrire. Les modes d'évacuation des eaux usées sont nombreux et divers. On peut, en effet, les diriger soit sur le fonds du voisin, soit dans le sous-sol, soit dans les égouts, soit dans la mer ou les ports, soit enfin sur le sol de la voie publique, ou dans les cours d'eau.

C'est à l'étude de ces deux derniers modes de déversement que nous avons limité notre tâche. Elle soulève des questions fondamentales de droit privé et de droit administratif ; elle fait l'objet d'une législation tantôt très ancienne tantôt très récente. Des projets de lois sont en préparation sur la matière. De plus c'est un sujet qui est par certains côtés beaucoup plus de jurisprudence que de droit strict. Enfin, il n'existe pas à notre connaissance d'ouvrage spécial, déjà paru sur ce sujet. Les traités d'ailleurs excellents qui ont paru sur les Eaux en général sont les uns anciens et en retard sur la législation actuelle ; les autres trop brefs pour avoir donné des développements suffisants sur la matière spéciale que nous envisageons.

Nous avons classé sous quatre rubriques les eaux nuisibles dont nous nous occupons. Eaux pluviales, eaux ménagères, eaux malsaines et insalubres, eaux industrielles. Les eaux pluviales sont celles qui, provenant des nuages, tombent sur le sol et qui en touchant le sol n'ont encore subi aucune souillure. Leur caractère d'eaux pluviales se maintient encore pendant leur écoulement sur le sol tant qu'elles ne sont pas chargées de débris et d'impuretés autres que les molécules de terre et les déchets naturels (feuilles mortes, boues, etc...) qu'elles entraînent avec elles. Mais elles perdent leur caractère dès que la main de l'homme contribue à les altérer.

L'expression « eaux ménagères » englobe plusieurs catégories d'eaux, qui ne présentent pas toutes le même degré d'impureté et de nocivité. Elles tiennent le milieu entre les eaux pluviales inoffensives au point de vue de la salubrité et les eaux malsaines. On peut définir les eaux ménagères toutes celles qui ont servi à des usages domestiques : eaux

d'évier, eaux de toilette, eaux de lavage, etc... Ces eaux qui ont été employées à l'intérieur des maisons sont généralement chargées d'impuretés de toute sorte sans cependant que leur altération puisse en principe compromettre la salubrité générale.

Les eaux malsaines ou insalubres ont des origines très diverses. Elles peuvent être d'abord des eaux ménagères dont la composition est particulièrement mauvaise, eaux chargées de détrit, eaux savonneuses très sales. Ce sont aussi les eaux de purin particulièrement dangereuses et dont l'écoulement dans certains villages se reconnaît aux traînées noirâtres le long des chemins, les eaux vannes, les eaux d'égout particulièrement dangereuses. Ce sont enfin les eaux stagnantes qui s'écoulent graduellement en dégageant leur miasmes.

Les eaux industrielles présentent la plupart du temps les caractères nocifs des eaux malsaines et insalubres. Par leur composition, leur température, les matières qu'elles contiennent en suspension ou en dissolution, elles affectent gravement l'intérêt général. Ce sont toutes celles provenant des fabriques, usines et abattoirs.

Aucune législation spéciale ne s'applique à ces eaux nuisibles. Lors de la rédaction du projet de loi qui est devenu la loi sur le régime des eaux du 8 avril 1898, on avait consacré un titre à des règles précises concernant les eaux nuisibles. Ce titre n'a jamais été voté ni repris en son entier depuis 1898. C'est dans des textes d'ordre très différent qu'il faut puiser les règles applicables à l'écoulement des eaux usées dans les Cours d'eau et sur la voie publique. On peut classer ces textes en deux séries. Ceux qui visent la protection du

domaine national, départemental ou communal et ceux qui protègent la salubrité publique.

Mais ces textes sont insuffisants. Il a fallu les compléter par une jurisprudence très touffue qui ait fixé à la fois les droits des riverains des voies publiques ou des cours d'eau et les pouvoirs de l'Administration. Ce sont ces règles légales et ces principes jurisprudentiels que nous abordons maintenant.

PREMIÈRE PARTIE

Les voies publiques et privées

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

QUELLES VOIES SONT ASSUJETTIES A L'ÉCOULEMENT DES EAUX

Les voies publiques, qui se distinguent des chemins ou des héritages privés et des biens départementaux ou communaux, ont une destination essentielle : elles sont un exutoire et un passage pour les propriétés riveraines. Cette destination n'est pas seulement limitée à la personne des riverains, mais à tous les produits de leurs héritages ; matériaux, marchandises, récoltes, animaux, etc. Cette destination générale des voies publiques confère donc aux riverains, en principe le droit d'y faire écouler leurs eaux propres ou usées et c'est là une règle qui, sauf les conditions de voisinage, d'hygiène ou de conservation de la voie, ne saurait souffrir ni exception ni amoindrissement.

Toutes les voies publiques sont donc soumises à cette servitude générale d'écoulement des eaux conforme à leur destination même.

Aucune difficulté ne peut donc se présenter lorsqu'il s'agit de voies dont le caractère public n'est pas discutable : routes nationales, routes départementales, chemins vicinaux ou ruraux. Le principe du déversement des eaux sur ces voies sous les conditions énoncées soit par les textes généraux, soit par les arrêtés réglementaires des autorités compétentes, ne souffre aucune discussion. Mais l'application de ce principe peut donner lieu dans la pratique à quelques difficultés quant à la détermination des voies publiques assujetties à cet écoulement.

§ 1. — *Les voies publiques.*

Aucun texte précis ne peut nous renseigner sur ce qu'il faut entendre par voie publique au point de vue de l'émission des eaux. L'art. 681 sur l'égout des toits reste vague dans ses termes et ne fixe pas de limites. Le Code civil a eu certainement en vue tous les chemins publics classés comme tels par une décision administrative régulière et livrés à la circulation générale et dont la destination est précisément de recevoir en bordure des constructions particulières qui laisseront écouler leurs eaux sur ces voies. En ce qui concerne la grande voirie ou la voirie vicinale, la preuve de la destination est aisée à établir. Le classement ou la création résulte suivant les cas d'une loi ou d'un décret en Conseil d'Etat s'il

s'agit d'une route nationale (1), d'un décret simple ou d'une délibération du Conseil général s'il s'agit d'une route départementale ou d'un chemin vicinal de grande communication et d'intérêt commun (2).

La question serait donc simple si l'on prenait pour point de différenciation le classement de la voie publique. Mais la décision administrative ne peut fournir un criterium du caractère de la voie. Sans parler des voies privées affectées à la circulation générale auxquelles nous consacrerons un chapitre spécial, si l'on descend à la voirie purement communale, aux dernières catégories de chemins ruraux qui se différencient si peu des voies privées et du patrimoine privé communal la difficulté s'accroît. On n'ignore pas de plus que le caractère de voie publique urbaine n'est pas subordonné nécessairement à un arrêté de classement (3).

La question d'incorporation à la voirie urbaine est dans de nombreux cas une question de fait (4) laissée à l'appréciation du juge administratif.

Tantôt le Conseil d'Etat s'est basé sur la formalité du classement, tantôt il a envisagé la destination même de la voie contestée et a reconnu que par son affectation ou son usage, le domaine communal pouvait être rangé dans la catégorie des voies publiques soumises aux charges en faveur des riverains.

Le Conseil d'Etat a rendu sur ce point de nombreuses décisions.

(1) Loi du 27 juillet 1870, art. 1^{er}.

(2) Loi du 10 août 1871, art. 46-6^o et 7^o.

(3) Guillaume, *Voirie urbaine*, p. 25; des Cilleuls, *Voirie urbaine*, p. 170.

(4) Conseil d'Etat, 28 janvier 1887. L., p. 79; 11 mars 1887, L., p. 211.

C'est ainsi qu'il a décidé que ne pouvaient être soumis aux charges incombant aux voies publiques :

Une place bien que servant de lieu de promenade et d'emplacement pour la tenue des marchés, non classée au nombre des voies publiques de la commune (1) ;

Un terrain communal laissé à l'usage du public et utilisé pour la tenue des foires et marchés (2) ;

Une allée carrossable dépendant d'un parc municipal ne servant que de promenade publique (3) ;

Un terrain acheté par une ville réuni et mis de niveau avec la voie publique avec laquelle il se confond pour former une place (4).

Voilà donc une série de lieux publics ; affectés à l'usage général sur lesquels le Conseil d'Etat ne reconnaît aux riverains en l'absence de tout arrêté de classement aucune prérogative notamment celle d'émission des eaux.

Dans un sens contraire la haute juridiction administrative a décidé que pouvait avoir par sa destination et son usage le caractère de voie publique bien qu'aucun acte n'en ait expressément prononcé le classement une impasse affectée à la circulation publique (5) ;

Une place publique affectée au service de l'église et au passage des piétons (6) ;

Un terrain situé devant une propriété particulière (7) ;

Une voie ayant servi depuis un temps immémorial de pas-

(1) Conseil d'Etat, 10 novembre 1899. L., p. 620.

(2) Conseil d'Etat, 11 mai 1900, L., p. 331 ; 11 mars 1887, L., p. 211.

(3) Conseil d'Etat, 9 mai 1902, L., p. 359.

(4) Conseil d'Etat, 2 mai 1890, L., p. 438.

(5) Conseil d'Etat, 29 juillet 1898, L., p. 593.

(6) Conseil d'Etat, 19 déc. 1890, L., p. 982.

(7) Conseil d'Etat, 28 janv. 1887, L., p. 79.

sage pour conduire à un bâtiment affecté à des services municipaux (1).

En présence de ce double courant de jurisprudence on comprend la difficulté éprouvée à fixer d'une manière générale en matière de voirie urbaine les droits des riverains sur le sol de la voie longeant leur propriété. On ne peut se référer pour chaque cas qu'à une question de fait, à des usages locaux ou à une réglementation municipale. Le dernier mot dans tous les cas appartient au juge administratif saisi par l'une des parties en cause, soit à titre de question préjudiciable, soit à titre de juge du fond.

§ II. — *Chemins de fer.*

La question de caractère exact de voie publique et de droits des riverains sur ces voies pour le déversement de leurs eaux a été particulièrement discutée en ce qui concerne les chemins de fer et leurs dépendances. S'agit-il d'un patrimoine privé de la Compagnie ou, au contraire, d'une partie du domaine public ?

La question offre peu d'utilité pratique en ce qui concerne les talus, ouvrages, remblais de la voie ferrée et la voie ferrée elle-même. Les conditions mêmes auxquelles se trouve subordonnée la construction des immeubles dans le voisinage des chemins de fer rend peu pratique l'acquisition sur la voie ferrée d'une servitude d'écoulement d'eaux ou d'égout des toits. La loi du 15 juillet 1845, art. 5, porte que : « A l'avenir aucune construction autre qu'un mur de clôture

(1) Conseil d'Etat, 4 déc. 1891, L., p. 724.

ne pourra être établie dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer. » Comment concevoir un droit d'égout de toits, par exemple, à plus de deux mètres de distance du sol de la voie publique. La question ne se pose donc que par rapport aux constructions préexistantes soit à la loi de 1845 soit à l'établissement du chemin de fer.

Cependant, il y a des cas où l'écoulement des eaux riveraines intéresse la voie ferrée. On doit alors appliquer les articles 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845. Le premier déclare applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées, et ouvrages d'art dépendant des routes. Le second étend aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie. Cette assimilation des chemins de fer à la grande voirie est la conséquence de l'article 1^{er} de la loi de 1845. « Les chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie. » En classant les chemins de fer dans la grande voirie on a eu surtout en vue de donner au gouvernement des textes sûrs et bien rédigés pour assurer la surveillance des voies et garantir la conservation des ouvrages et la sécurité publiques. Mais on avait surtout en vue aussi l'établissement de servitudes, de dispositions restrictives pour la propriété privée. Et ces servitudes dans ce cas ne sont pas compensées par les avantages que procurerait un chemin. En effet, une voie ferrée et ses dépendances, bien que faisant partie de la grande voirie ne peuvent être assimilées complètement à elle au point de vue des riverains. La voie ferrée n'est pas une voie publique ordinaire et sa destination n'est pas d'être l'exutoire des eaux riveraines.

Par conséquent, il ne peut être reconnu au profit des rive-

rains aucun droit à déverser sur l'ouvrage public ou ses dépendances des eaux amenées artificiellement eaux ménagères, eaux résiduaires, etc... D'une façon générale on peut dire, à raison même du caractère public de la voie qu'on ne saurait y établir aucune servitude d'égout. Il importe, en effet, au plus haut point de prévenir des infiltrations et, par suite, des tassements dont les conséquences pourraient être désastreuses. L'article 681, Code civil, comme tout autre droit *suis generis*, est sans application à la matière des chemins de fer. La nature des voies ferrées y résiste absolument.

Seules les eaux pluviales s'écoulant naturellement suivant la pente du terrain pourront se déverser sur la voie ferrée ou ses dépendances. L'existence de cette servitude naturelle doit être maintenue même en ce qui concerne les chemins de fer.

L'ouvrage public est d'ailleurs protégé contre toute entreprise dommageable d'un riverain. Toute dégradation causée à la voie ou à ses dépendances par l'écoulement d'eaux de quelle que nature qu'elles soient constitue une contravention de grande voirie entraînant pour le délinquant condamnation à l'amende et à la réparation du dommage causé (1).

Mais on ne pourrait poursuivre un riverain d'une voie ferrée qui ferait écouler des eaux quelconques sur les dépendances du chemin de fer sans y causer de dégradation (2). Dans tous les cas où il y a dégradation les contraventions ne sont poursuivables que comme en matière de grande voirie.

Seuls les agents de l'administration ont le droit de poursuivre les contraventions.

Aucun texte n'attribue aux compagnies de chemin de fer

(1) Conseil d'Etat, 19 janvier 1906, L. 57 ; 13 déc. 1860, L. 768.

(2) Conseil d'Etat, 18 août 1862, L. 709.

le droit de poursuivre les infractions à la loi de 1845 (1). La Compagnie concessionnaire ne peut intervenir que pour demander réparation du dommage subi (2).

Une question beaucoup plus complexe a été soulevée au sujet des avenues des gares, tronçons de voies destinées à relier soit une voie publique avec la gare soit deux parties de la gare entre elles. (Par exemple, avenue conduisant de la gare des voyageurs à la gare des marchandises). Des maisons peuvent être construites en bordure de ces avenues. Quelle sera la situation des propriétaires de ces maisons eu égard au mode et aux droits de jouissance qu'ils peuvent exercer sur les avenues ? Doit-on, en effet, considérer ces voies comme faisant partie intégrante de la grande voirie et sont-ce alors des routes ordinaires donnant au riverain les mêmes droits que ceux-ci peuvent exercer sur les autres routes. Dans la plupart des cas ces avenues ont presque toujours été classées dans la voirie vicinale ou urbaine et prises à l'entretien par les communes (3). Elles tombent alors dans le régime des routes ordinaires et sont soumises comme elles à l'écoulement des eaux riveraines suivant les règles et les distinctions que nous étudions plus loin.

Dans un certain nombre de cas, au contraire, les avenues des gares sont restées la propriété des Compagnies et sont entretenues par elles. Quelle est la situation légale de ces avenues et, par conséquent, quels y sont les droits des riverains relativement à l'écoulement des eaux ?

(1) Conseil d'Etat, 6 mars 1856, L. 185 ; 18 août 1862, L. 708 ; 4 août 1864, L. 735 ; 18 août 1869, L. 831.

(2) Conseil d'Etat, 11 mai 1872, L. 297 ; 20 décembre 1872, L. 751 ; 21 nov. 1873, L. 852.

(3) Circulaire du ministre de l'Intérieur du 17 août 1875 et des Travaux publics du 5 avril 1882.

Un avis de la section des travaux public du conseil d'Etat, en date du 9 juillet 1879, a reconnu que ces avenues faisaient partie du domaine privé des chemins de fer. Par conséquent, les Compagnies ont le droit de clôturer ces avenues et de refuser aux riverains tous droits sur elles notamment le droit d'y écouler leurs eaux. Mais la question peut être envisagée à un point de vue plus complexe que celui du Conseil d'Etat. D'ailleurs, de nombreux arrêts rendus au contentieux antérieurement ou postérieurement à l'avis du 9 juillet 1879 semblent à première vue avoir adopté des solutions différentes. La difficulté ne repose pas sur la nature même de ces avenues. L'article 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1845, est formel sur ce point. Les avenues des gares sont des dépendances des chemins de fer et, par conséquent, ont le caractère de grande voirie (1); il s'ensuit qu'on ne saurait leur appliquer les prescriptions du droit privé entre héritages voisins. L'art. 640, Code civil, ne pourrait donc pas s'appliquer. Il est, en effet, de principe que les dispositions du Code civil qui règlent les rapports entre particuliers ne s'appliquent pas aux rapports entre ces héritages et le domaine public.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux a nettement reconnu ce principe depuis quelques années par un certain nombre de décisions relatives à l'application soit des articles 552 et 641 (2), (Assèchement des sources par des tranchées ou des tunnels), soit des articles 676 et suivants (ouvertures de jours et d'accès sur les avenues des gares (3)). La section

(1) Conseil d'Etat, 10 janv. 1867, L. 58; 1^{er} février 1884, L. 108; 22 juillet 1848.

(2) Conseil d'Etat, 11 mai 1883, L. 489; 22 mai 1885, L. 559; 8 août, L. 801; 4 déc. 1885, L. 937.

(3) Conseil d'Etat, 26 juin 1869, L. 631.

des travaux publics du Conseil d'Etat s'est prononcée très catégoriquement dans le même sens en 1886 à l'occasion d'une demande d'avis qui lui avait été adressée par le ministre des Travaux publics sur le régime des propriétés riveraines des avenues livrant accès aux gares et stations. La Cour de cassation n'a pas été moins affirmative dans une espèce où il s'agissait précisément de l'écoulement des eaux sur des voies urbaines (1).

Si les règles du droit privé ne peuvent être envisagées pour les avenues des gares, celles-ci ont-elles alors le caractère intégral de voies publiques livrées à la circulation générale et comme telles sont-elles soumises à toutes les entreprises des riverains ?

Deux arrêts ont solutionné la question dans deux sens à première vue diamétralement opposés. Dans un premier arrêt de 1869 (2), le Conseil d'Etat a annulé comme entaché d'excès de pouvoir un arrêté préfectoral d'alignement qui, s'appuyant sur l'article 684, avait interdit au riverain d'écouler les eaux pluviales de sa toiture sur l'avenue d'accès d'une gare.

Cette décision se basait sur le motif suivant : Une avenue d'une gare de chemin de fer, avenue formée de terrains acquis comme ceux de la voie ferrée elle-même par le concessionnaire, en vertu de la loi sur l'expropriation pour utilité publique n'ayant pas le caractère de voie intérieure, n'étant pas réservée à l'exploitation du chemin de fer, en reliant entre elles deux voies publiques et livrées comme ces voies à la circulation générale constitue une dépendance de la voie ferrée soumise comme cette voie au régime de la grande voirie.

En conséquence, le préfet chargé de délivrer l'alignement

(1) Cass., 2 mars 1855, D. 71-5, 412.

(2) Conseil d'Etat, 26 juin 1869. L., p. 631, Lebrun de Blon.

(art. 5, loi 15 juillet 1845) ne peut sans commettre un excès de pouvoir imposer aux riverains des obligations établies par l'article 684, Code civil dans le but de régler les rapports des particuliers entre eux.

L'alignement devait dit l'arrêt du Conseil d'Etat être donné conformément aux lois et règlements sur la grande voirie, par conséquent, sans conditions. En effet, une avenue de gare avec tous les caractères que nous avons indiqués précédemment n'est pas un chemin privé, ni une propriété patrimoniale de la Compagnie de chemin de fer (1). C'est une propriété publique en ce sens que cette voie fera retour à l'Etat à l'expiration de la concession. En tout cas comme la voie ferrée elle-même dont elle constitue une dépendance, l'avenue d'accès doit être d'ores et déjà soumise au régime de la grande voirie. Comme telle, elle doit subir tous les déversements des riverains sous la seule condition des règlements publiés. C'est donc la faculté pour tous les riverains des avenues d'accès d'y écouler leurs eaux dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que pour toutes les autres voies publiques.

Dans l'arrêt du 22 mai 1885 (2) le Conseil d'Etat a consacré une thèse toute opposée que soutenait M. Le Vavas seur de Précourt, commissaire du Gouvernement.

Sans doute, disait-il, l'avenue de la gare fait incontestablement partie du domaine public et est protégée par les lois et règlements sur la grande voirie, mais en résulte-t-il qu'il y ait voie publique ordinaire ?

Non, pensait le commissaire du gouvernement, il n'y a pas voie publique ordinaire, mais domaine public spécial. Les avenues des gares sont des voies publiques ayant une affec-

(1) Conseil d'Etat, 10 janv. 1867, Thiébault, L. 158.

(2) Conseil d'Etat, 22 mai 1885. L. p. 559.

tation spéciale, pouvant être fermées par des clôtures longitudinales et sur lesquelles, par conséquent, les propriétaires riverains n'ont aucun droit. Ils ne peuvent y déverser leurs eaux résiduaires, ni même leurs eaux pluviales d'égout des toits, l'art. 681, Code civil n'étant pas applicable en l'espèce.

Cependant, le fait d'opérer pareil déversement ne peut constituer par lui-même une contravention de grande voirie. Pour qu'il y ait contravention de voirie, il faut qu'il y ait dégradation de la voie publique. C'est cette thèse que le Conseil d'Etat fit passer dans son arrêt.

En somme la question en théorie offre peu d'intérêt, car on arrive dans la pratique à des solutions plus précises. La nature des voies d'accès aux gares est une question de fait. Que l'on considère l'avenue d'accès comme une voie publique pure et simple (1^{er} arrêt) ou comme une voie publique spéciale (2^e arrêt) le résultat est le même. S'agit-il d'une avenue servant d'accès à la gare des marchandises, cette avenue partant d'une voie publique et aboutissant à une grille fermant la cour des marchandises. Evidemment dans ce cas il s'agit d'une tolérance de la compagnie qui autorise le passage des chargements et des personnes se rendant à la gare des marchandises, mais cette tolérance peut cesser et la compagnie peut, en déplaçant la grille, comprendre l'avenue dans la cour de la gare des marchandises. Il ne peut s'agir là d'une voie publique (1) et les riverains n'ont aucun droit au déversement de leurs eaux.

S'agit-il, au contraire, comme dans l'espèce de 1867 d'une avenue de gare reliant entre elles deux voies publiques, une de ces voies passant devant la gare à laquelle l'avenue n'est pas dès lors attenante, on se trouve en présence d'une voie livrée à la circulation générale ayant tous les caractères

(1) Conseil d'Etat, 27 août 1857, L. p. 703.

d'une voie publique ordinaire et sur laquelle les riverains ont des droits de jouissance. L'article 684 Code civil notamment trouve son application.

En somme les lois et règlements n'ont édicté sur ce cas particulier aucune prescription ni interdiction pour les voies publiques ayant une affectation spéciale. Mais les intérêts publics et privés n'en sont pas moins sauvegardés. Depuis l'arrêt de 1885 il n'y a plus de controverse en la matière. Qu'il s'agisse d'une avenue de gare ouverte ou non à une circulation générale, le droit de déverser les eaux pluviales ou ménagères (les seules autorisées) appartient aux riverains sous la condition de ne causer aucune dégradation à l'avenue. L'Administration qui peut toujours réglementer les conditions d'écoulement des eaux, dispose de moyens répressifs au cas de dégradation de l'avenue d'accès ou d'obstacles à la circulation. Pourrait-elle aller plus loin et voir dans le fait du déversement non autorisé la création d'une servitude et, par suite, une anticipation sur le domaine public ? M. Picard dans son traité des eaux émet cette opinion. Nous devons faire remarquer, toutefois, que le Conseil d'Etat n'a pas admis cette thèse dans les deux arrêts du 22 mai et 4 décembre 1885.

La plupart des avenues d'accès aux gares sont livrées à la circulation générale sans aucune restriction. En ce qui concerne les cours des gares un arrêt du 22 juillet 1848 a décidé qu'elles étaient aussi une dépendance de la voie et protégées par les règlements de grande voirie. Les mêmes règles que celles des avenues d'accès leur sont applicables (1).

(1) Sur cette question des droits des riverains et de la jouissance sur les avenues des gares, consulter Féraud-Giraud, *Des voies publiques et privées, modifiées par les chemins de fer*, n^{os} 138-139-144-152 et 237. Voyez aussi Cassation, 29 août 1871. S. 71, 1, 132.

CHAPITRE II

MODE D'ÉCOULEMENT DES EAUX SUR LES VOIES PUBLIQUES

Les eaux pluviales, ménagères, ou industrielles, les eaux de sources ou de drainage, qui tombent directement sur les voies publiques ou qui y sont déversées par les riverains, doivent être recueillies le long des routes, chemins ou rues dans des fossés latéraux, des caniveaux ou des égouts qui les dirigent vers les cours d'eau.

Nous ne parlons ici que des ouvrages créés par l'autorité publique pour recueillir et diriger les eaux provenant de la route ou des fonds riverains supérieurs sans nous occuper dans ce paragraphe des travaux faits par les riverains eux-mêmes pour déverser leurs eaux dans les ouvrages de la voie publique, fossés, caniveaux ou égouts. Tandis que les ouvrages particuliers des riverains n'intéressent que l'écoulement de leurs eaux, les ouvrages de la voie publique ont un double but : conservation du chemin et écoulement des eaux tant de la voie publique elle-même que des fonds riverains.

Il est des localités où dans certaines parties des routes la disposition du terrain rend impossible l'établissement des fossés continus; l'administration y supplée par des fossés

discontinus qu'on appelle cuvettes. Les règles applicables aux fossés le sont également aux cuvettes.

§ I. — *Construction.*

D'anciens règlements souvent renouvelés prescrivent l'établissement de fossés le long des routes (1). Cette prescription correspond à des intérêts multiples : conservation et salubrité de la voie publique, commodité de la circulation.

D'après ces anciens règlements qui s'appliquaient surtout à la généralité de Paris l'ouverture des fossés des grandes routes et autres chemins publics était à la charge des riverains (2).

Cette servitude a été abrogée par la loi du 9 ventôse an XIII (28 février 1803) relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux (3) ; et par le décret du 16 décembre 1811 (4).

(1) Ordonnances du bureau des finances de la généralité de Paris des 17 décembre 1686, 4 août 1731, 29 mars 1754, 15 juil. 1766 : 3 avril 1772. Arrêt du Conseil du 6 février 1776, art. 8.

Quelques-unes des dispositions de ces textes sont considérées comme demeurées en vigueur, notamment celles qui édictent des peines contre ceux qui comblent les fossés. Au contraire, tout ce qui concerne les frais de construction, d'entretien et de curage a été modifié.

(2) Arrêts du Conseil du 26 mai 1705 ; 3 mai 1720, 17 juin 1721. Ordonnance du 17 juillet 1781.

(3) Article 2 : « Les plantations seront faites dans l'intérieur de la route et sur le terrain appartenant à l'Etat avec un contre-fossé qui sera fait et entretenu par l'Administration des Ponts et Chaussées. »

(4) Articles 5-6 et 7.

Actuellement l'établissement des fossés incombe donc à l'administration ou aux concessionnaires pour toutes les voies de communication. Aucun doute ne peut s'élever relativement à la charge des dépenses d'ouverture des fossés bordant les routes. Ces dépenses sont supportées par l'Etat pour les routes nationales, par les départements pour les routes départementales, par les communes pour les chemins vicinaux et ruraux.

La largeur et la profondeur des fossés sont indiquées d'une manière très variable dans les anciens règlements. Ce point peut, d'ailleurs, être difficilement réglé d'une manière uniforme. Il doit dès lors rentrer dans les attributions discrétionnaires de l'Administration. Les dimensions des fossés dépendent des circonstances, du volume des eaux à écouler, de l'importance de la route, de l'éloignement d'un cours d'eau, etc...

Toutefois, une profondeur de 0^m, 50 et une largeur au plafond égale sont les dimensions les plus fréquentes. Les anciens fossés étaient beaucoup plus grands (un mètre de profondeur, un mètre de largeur au plafond, deux mètres en gueule).

Le fossé doit être creusé sur le sol faisant partie de la voie publique et non sur le terrain privé du riverain. Au cas où la voie n'aurait pas la largeur suffisante pour comporter un fossé latéral, une expropriation devrait acquérir le terrain nécessaire à l'ouverture du fossé.

Quant aux terres provenant de l'ouverture du fossé, elles sont le plus souvent cédées aux riverains pour leurs terres ou employées dans d'autres travaux.

Elles peuvent être déposées temporairement sur les propriétés riveraines grevées de la servitude d'occupation temporaire.

Mais elles ne peuvent y séjourner au delà de la limite de cette servitude et en aucun cas ces terres d'extraction ne pourraient servir à élever sur la propriété riveraine un talus ou contre talus.

§ II. — *Propriété des fossés.*

Ces fossés sont une dépendance de la route, qu'ils bordent. Ils sont dès lors présumés jusqu'à preuve du contraire appartenir à la personne publique propriétaire de la voie et non aux riverains. La règle de mitoyenneté des articles 666 et suivants, Code civil, ne s'applique pas. La présomption de propriété à l'Etat, aux départements, ou aux communes, repose sur la destination même des fossés qui servent à l'écoulement des eaux de la voie publique.

S'il s'agit de fossés creusés le long d'anciennes routes un doute serait possible. L'ouverture étant la plupart du temps faite par les riverains ou à leurs frais, la propriété des fossés leur devrait être attribuée. Cependant il a été reconnu que les fossés des voies publiques faisaient corps avec celles-ci.

S'agit-il de routes postérieures à la loi du 9 ventôse an XIII. L'article 2 de cette loi a confié à l'administration des Ponts et Chaussées la confection et l'entretien des fossés. La présomption de propriété doit s'appliquer de même pour les fossés des chemins vicinaux ou ruraux.

Mais ce n'est là qu'une présomption légale qui n'exclut pas la preuve contraire et qui ne s'opposerait pas à ce qu'un particulier pût établir par titre son droit de propriété sur les fossés.

En ce qui concerne la voirie urbaine ce sont les villes qui

se chargent d'établir les ruisseaux ou les caniveaux en bordure des trottoirs pour l'écoulement des eaux riveraines. Tantôt il s'agit d'un véritable ruisseau si la rue est pourvue de trottoirs ; tantôt il n'existe qu'un simple caniveau lorsqu'il n'y a qu'un revers de chaque côté de la voie. Dans les deux cas les ruisseaux ou caniveaux sont généralement dallés. Les dépenses d'établissement doivent être supportées par le budget municipal et font partie des dépenses de voirie.

Une municipalité qui fait construire des trottoirs ne pourrait exiger des propriétaires riverains l'établissement de ces caniveaux ou tout au moins en récupérer le prix sur eux (1). En effet, il ne s'agit plus là des dépenses de construction des trottoirs que la loi du 7 juin 1845 art. 1^{er} a mis à la charge des propriétaires riverains. Le texte ne parle nullement des ruisseaux.

Nous faisons remarquer qu'il s'agit en l'espèce du mode d'écoulement des eaux le long de la voie publique. L'arrêt de 1866 ne préjuge nullement du mode d'écoulement des eaux issues de la maison en bordure de la voie publique jusqu'au ruisseau faisant partie de cette voie. La réglementation de ce mode d'écoulement rentre dans les pouvoirs de police de l'autorité municipale. Nous nous en occupons plus loin.

(1) Conseil d'Etat, 1^{er} mars 1866. D. 67, 3, 4. Trib. simp. pol., Havre, 22 janvier 1897, *Recueil du Havre* 1897, 2, 27.

§ III. — *Entretien.*

Sous l'empire de l'ancienne législation, l'entretien des fossés des routes était également supporté par les riverains (1).

La servitude d'entretien fut supprimée par la loi du 9 ventôse an XIII. Mais le décret du 16 décembre 1811, qui maintenait la suppression de l'ouverture des fossés par les riverains, rétablit à la charge de ceux-ci la servitude d'entretien. La loi du 12 mai 1825 l'a définitivement fait disparaître (article 2). « A dater du 1^{er} janvier 1827 le curage et l'entretien des fossés qui font partie de la propriété des routes royales et départementales seront opérés par les soins de l'administration publique sur les fonds affectés au maintien de la viabilité des dites routes. »

Le curage et l'entretien des fossés des chemins vicinaux est de même à la charge des pouvoirs publics (2).

L'entretien des fossés comprend deux catégories d'ouvrage : le redressement et le curage. Ces deux sortes de travaux sont exécutés par les personnes morales à qui appartient le sol de la voie publique par l'entremise des agents chargés d'entretenir la voie (agents des Ponts et Chaussées, agents voyers, etc...)

La décision qui ordonne le redressement ou le curage, est un acte discrétionnaire de l'administration. Les riverains ne pourraient exercer un recours contre le refus d'agir de l'administration. Mais au cas où l'absence de curage ou la

(1) Arrêts du Conseil du Roi, 26 mai 1705, 3 mai 1720, 17 juin 1721. Ordonnance, 17 juillet 1781.

(2) Loi du 21 mai 1836, art. 1^{er}

construction défectueuse du fossé leur causerait un dommage, par exemple, une inondation de leur propriété ils pourraient actionner l'autorité administrative responsable devant le Conseil de préfecture et réclamer une indemnité pour dommages résultant d'inexécution de travaux publics.

Aucun concours financier ou matériel ne peut être exigé du riverain pour l'entretien des fossés (1).

Cependant, des servitudes pèsent sur les riverains de la voie publique pour l'entretien des fossés. L'arrêt du Conseil du Roi du 3 mai 1720, article 4 imposait aux riverains l'obligation de recevoir sur leurs propriétés les terres et déblais provenant du curage des fossés des routes. La loi de 1825, si elle a déchargé les riverains de l'obligation d'entretien, est restée muette sur l'obligation de recevoir sur les fonds riverains les produits du curage. Or, les servitudes établies par un texte législatif ne peuvent être abrogées que par un texte semblable. Il en résulte que l'administration a considéré la servitude comme toujours en vigueur (2) et le Conseil d'Etat a confirmé cette manière de voir (3).

(1) Conseil d'Etat, 26 novembre 1909, L. 918. La question, cependant, s'est posée de savoir si l'Administration ne pourrait pas exiger d'un riverain le curage d'un aqueduc dallé longeant la façade de sa maison, construit sur le fossé de la route et complètement obstrué, alors surtout que le propriétaire riverain s'y était engagé comme une condition de l'autorisation obtenue par lui du préfet de remplacer par l'aqueduc, dont s'agit, le fossé de la route au-devant de son immeuble. Le Conseil de préfecture et le Conseil d'Etat sur recours du ministre des Travaux publics ont décidé que ce refus ne saurait constituer une contravention de grande voirie, par suite des termes formels de la loi du 12 mai 1825.

(2) Circulaire des Ponts et Chaussées du 30 juillet 1835.

(3) Conseil d'Etat, 2 avril 1849, L. 225 et 14 juillet 1849, L. 403. *Sic.*, Féraud-Giraud, tome II, page 498. Duvergier, *Lois*

Les préfets peuvent donc autoriser les agents des Ponts et Chaussées ou du service vicinal à déposer sur les propriétés riveraines les terres provenant des fossés (1). Les propriétaires riverains des voies publiques sont donc tenus de recevoir sur leur fonds le produit du curage des fossés. Si le dépôt rencontre de l'opposition de la part du propriétaire, on procède comme pour une occupation temporaire de terrains.

D'ailleurs cette servitude n'est pas bien lourde pour les riverains en admettant que l'époque du curage soit convenablement choisie, et que cette opération n'ait pas lieu pendant le moment où les terres sont couvertes de leurs récoltes. Les matières provenant du curage comprennent, en effet : 1^o Les pierres et cailloux, les sables et terres graveleuses qui servent à la réparation de la chaussée ou des accotements ; 2^o les terres végétales qui seules sont rejetées sur les voisins et sont plutôt utiles que nuisibles (2).

C'est le préfet qui, en vertu des pouvoirs dont il est investi en matière de grande voirie fixe les époques auxquelles il doit être procédé au curage. Pour la petite voirie c'est le maire qui décide de l'époque du curage. Cependant en ce qui concerne les chemins vicinaux ce sont les préfets qui sont compétents. Depuis la loi du 21 mai 1836 (art. 21) les préfets sont exclusivement chargés sous l'approbation du ministre de l'Intérieur de régler tout ce qui concerne l'écoulement des eaux des chemins vicinaux, les fossés de ces chemins et leur curage. Les règlements faits à cet égard

Note sous Loi 12 mai 1825. Aucoc, t. III, n° 1112, Picard, I, page 49.

(1) Art. 17. Loi 21 mai 1836. Instruction du ministre de l'Intérieur du 5 déc. 1870, art. 57.

(2) Doyat, *Annales des Ponts et Chaussées*, mars et avril 1839.

par les autorités municipales sont, en conséquence, nuls et non obligatoires (1).

Le maire ne peut donc prescrire aux riverains des chemins vicinaux d'une commune de curer une des rigoles qui longent ces chemins sous prétexte que le défaut de curage force les eaux à s'écouler sur la voie publique, alors même que le règlement général pris par le Préfet relativement aux chemins vicinaux serait muet à ce sujet. Dès lors il n'y a point de contravention de la part d'un riverain qui refuse d'opérer le curage ordonné par le maire ou même qui comble la rigole après un curage effectué par ordre du maire (2).

Le rejet de ces terres dans le fossé constitue une contravention de grande voirie (3) ou de petite voirie suivant le caractère de la voie publique, soit en application de l'arrêt du Conseil du 17 juin 1721 et de l'ordonnance du Roi du 4 août 1731 qui font défense de combler les fossés des routes, soit en application des règlements préfectoraux ou municipaux pour les voies non visées par les anciens textes. L'obligation de recevoir les terres provenant du curage des fossés grève également les propriétés riveraines des chemins de fer (4).

(1) Cassation, 5 août 1837. S. 37, 1, 1010.

(2) Cassation, 27 juin 1839. P. 43. 2, 761.

(3) Passible de l'amende de 500 livres prononcée par l'ordonnance du Roi du 4 août 1731. Modération de l'amende à raison des circonstances. Condamnation du contrevenant à l'enlèvement des terres par lui rejetées dans le fossé.

(4) Loi, 15 juillet 1845, art. 3.

§ IV. — *Protection.*

Les fossés, caniveaux, et ruisseaux font partie du sol même de la voie publique à laquelle ils appartiennent et sont protégés par les textes qui s'appliquent à cette voie. Toute entreprise illicite sur ces fossés, toute dégradation constitue une contravention passible de peines variables suivant le caractère de la voie. Il existe tout un arsenal de dispositions répressives destinées à amener la conservation des fossés (1). Le texte principal encore applicable pour la grande voirie est la disposition de l'ordonnance du 4 août 1731 renouvelée de l'arrêt du Conseil du 17 juin 1721, qui fait défense de combler les fossés des grands chemins et qui édicte contre les contrevenants la même peine de 500 francs d'amende.

La loi du 29 floréal an X art. 4^{er}, trouve son application. De même la loi du 23 mars 1842 a permis de réduire l'amende prévue au cinquième. En plus de l'amende qui doit toujours être prononcée par le juge administratif, le contrevenant peut être condamné à supporter les frais de réparation du dommage causé au chemin, de déblaiement et de rétablissement du fossé en l'état primitif (2).

Pour les routes de l'ancienne généralité de Paris c'est l'article 9 de l'ordonnance du 17 juillet 1781 qui s'applique (3).

(1) Arrêts du Conseil, 26 mai 1705, 3 mai 1720, 17 juin 1721, 4 août 1731, 6 fév. 1776, 17 mai 1686, 29 mars 1754, 15 juil. 1766, 3 avril 1772, Ordonn., 17 juillet 1781.

(2) Conseil d'Etat, 2 avril 1849, L. 225 ; Conseil d'Etat, 7 sept. 1869, L. 859 ; Conseil d'Etat, 21 février 1890, L. 212.

(3) Picard, *Traité des eaux*, I, 50.

La loi du 15 juillet 1845, art. 2 et les articles 20 et 37 de la loi du 11 juin 1880, ont étendu aux voies ferrées les lois et règlements sur la grande voirie notamment en tant qu'ils assurent la conservation des routes et des fossés.

Les art. 11 et 26 de la dernière loi ont établi des pénalités spéciales : 16 à 300 francs d'amende avec application possible de l'article 463 du Code pénal. La réparation du dommage se superpose naturellement au prononcé de l'amende.

Les textes que nous avons cités prévoient des modalités de contraventions très diverses. Une jurisprudence très touffue en a fait application.

Pour toutes les voies publiques appartenant à la petite voirie le seul texte applicable est le Code pénal, art. 471 et 479. Application des §§-11° 479 et 15° 471 peut être faite, dans tous les cas, soit qu'il existe ou non un règlement administratif sur la conservation du chemin. En l'absence d'un règlement administratif on doit appliquer seulement l'article 479, 11°.

Les peines applicables en l'espèce sont les amendes de simple police prévues à ces deux articles 5 franc à 15 francs, et en cas de récidive les peines des articles 474 et 482 (emprisonnement de 1 à 5 jours). Application peut cependant être faite des art. 463, et 483 Code pénal.

Les anticipations ou contraventions commises sur les fossés ou ruisseaux des routes ou chemins se ramènent à deux catégories principales : le comblement ou la dégradation des fossés et l'établissement de passages sur ces fossés sans autorisation :

L'ouverture de passages permanents ou temporaires sur les fossés est, dans l'intérêt de la conservation de la voie, subordonnée à une autorisation administrative délivrée par le préfet ou par le maire suivant la voie publique dont il s'agit.

Un arrêt du Conseil du 5 avril 1772 défend aux propriétaires et entrepreneurs de carrières d'ouvrir aucun passage sur les fossés des grandes routes sans en avoir obtenu l'autorisation expresse et par écrit (art. 2). Cette disposition bien que spéciale aux entrepreneurs de carrières n'en doit pas moins être observée par tous les riverains. En effet, les fossés faisant partie intégrante de la route, toute entreprise commise sans permission sur ces fossés peut être poursuivie comme contravention de grande voirie. Et cette prohibition, édictée par l'arrêt du Conseil, frappe aussi bien les obstructions temporaires destinées à faciliter la sortie des charrois, que l'établissement de ponceaux permanents même respectant la circulation des eaux (1).

C'est ainsi que d'après la Jurisprudence du Conseil d'Etat constitue une contravention le dépôt de fumiers, de cailloux ou de gravats dans les fossés d'une route (2) ;

L'établissement sans autorisation dans le fossé d'un barrage destiné à détourner les eaux du fossé de leur cours habituel pour les faire écouler dans une propriété (3), ou même en dehors de tout but utile (4) ;

Le bouchage de saignées ou rigoles ou aqueducs pratiqués dans la banquettes d'une route en vue de l'écoulement des eaux pluviales (5) nonobstant le droit que le propriétaire a de se pourvoir devant les tribunaux ordinaires pour faire statuer sur la question de servitude relativement à l'écoulement des eaux de la grand'route sur son terrain et sur l'in-

(1) Conseil d'Etat, 12 mars 1846, L. 150.

(2) Conseil d'Etat, 16 mars 1836, L. 295 ; 30 déc. 1843, L. 634 ; 12 mars 1846, L. 150 ; 28 déc. 1906, L. 996

(3) Conseil d'Etat, 12 décembre 1902, L. 758.

(4) Conseil d'Etat, 26 avril 1844.

(5) Conseil d'Etat, 7 janvier 1887, L. 20 ; 7 avril 1859, L. 276.

demnité qui pourrait lui être due dans le cas où la question de servitude serait jugée en sa faveur (1) ;

L'établissement à l'aide de ponceaux en bois d'un passage sur les fossés d'un chemin de fer ou d'une route (2) ou la construction sans permission d'un aqueduc (3) ;

La suppression d'un fossé par suite de travaux exécutés sur une propriété particulière (4).

Le Conseil d'Etat a de même considéré comme constituant une contravention de grande voirie prévue par l'ordonnance du 4 août 1731 le fait par les riverains des routes nationales ou départementales de rejeter dans le fossé les terres provenant du curage (5). Et même bien que l'ordonnance de 1731 ne punisse que le comblement des fossés, il a, cependant, été décidé que le fait par un riverain d'augmenter la profondeur du fossé tombait sous le coup de cette ordonnance (6).

Le Conseil d'Etat à ce sujet a aussi fait application à plusieurs reprises, et à tort suivant quelques auteurs (7) de l'arrêt du Conseil du 27 février 1765 en considérant que la construction de barrages ou de ponceaux sur un fossé constituait l'exécution sans permission de « choses saillantes ». « Fait Sa Majesté défenses à tous particuliers, propriétaires ou autres, de poser des choses saillantes le long des dites

(1) Conseil d'Etat, 24 août 1858, L. 584.

(2) Conseil d'Etat, 29 mars 1851, L. 220 ; 17 janvier 1867, L. 86.

(3) Conseil d'Etat, 9 mai 1845, L. 272.

(4) Conseil d'Etat, 18 juin 1868, L. 700.

(5) Conseil d'Etat, 2 avril et 14 juillet 1849, L. 225 et 403. Voyez Féraud-Giraud..., II, p. 498. Duvergier, *Recueil des Lois*, note sous Loi 12 mai 1825 ; Aucoc, tome III, n° 1112.

(6) Conseil d'Etat, 23 avril 1836, L. 323. Voyez dans des espèces analogues, Conseil d'Etat, 4 avril 1837, L. 507 ; 26 avril 1844, L. 259 ; 13 juin 1858, L. 420 ; 7 août 1891, L. 618 ; 7 sept. 1869, L. 869 ; 13 janvier 1882, L. 52.

(7) Voyez Picard, tome I, p. 50 et suiv.

routes sans en avoir obtenu permission desdits trésoriers de France à peine de démolition desdits ouvrages, confiscation des matériaux et de 300 livres (1) d'amende. »

Le Conseil d'Etat a fait application de cette ordonnance dans des arrêts anciens (2), mais semble avoir abandonné de nos jours cette jurisprudence abusivement extensive de l'esprit d'une ordonnance ayant un objet particulier alors qu'il existe un texte spécial visant la protection des fossés.

La jurisprudence administrative spéciale à la grande voirie est complétée par une jurisprudence parallèle de la Cour de cassation pour la protection des fossés, rigoles, ruisseaux ou caniveaux faisant partie d'une voie dépendant de la petite voirie. Il ne peut être fait application dans ce cas d'aucun ancien texte mais de règlements pris dans les limites de compétence des autorités administratives départementales ou communales. C'est ainsi que le règlement général de 1883 défend d'établir dans les fossés des barrages, écluses, passages permanents ou temporaires sans autorisation (art. 77). Toute dégradation ou entreprise irrégulière sur un ruisseau, caniveau ou fossé d'un chemin faisant partie de la petite voirie constitue une contravention de simple police passible de la sanction portée à l'article 471, 15° Code pénal (3). Le juge de paix peut non seulement prononcer l'amende, mais fixer le taux des dommages intérêts en réparation du préjudice causé à la voie et, enfin, ordonner la suppression des travaux constituant l'infraction (4).

Mais l'Administration, reconnaissant la gêne que les fossés

(1) Modifié par la loi du 23 mai 1842.

(2) Conseil d'Etat, 7 déc. 1850, L. 924 ; 4 avril 1837, L. 98 ; 9 mai 1845, L. 272.

(3) Cassation, 30 novembre 1895.

(4) Art. 161 et suiv., Code d'Instr. Crim.

ou rigoles peuvent apporter aux travaux de l'agriculture ou aux accès des propriétés riveraines, permet aisément aux riverains d'établir non seulement des passages provisoires, mais même des passages fixes, sous la condition de construire des petits aqueducs en maçonnerie pour permettre l'écoulement des eaux. Ces autorisations peuvent être délivrées par les ingénieurs des Ponts et Chaussées.

La Cour de cassation a même admis qu'il n'y avait ni usurpation, ni dégradation d'un chemin public, de la part d'un riverain qui a placé des planches mobiles sur un fossé pour pouvoir accéder à sa propriété inabordable sans cela (1).

Les contraventions commises par les riverains sont constatées par toutes les autorités qui ont le droit de dresser procès-verbal : gendarmes (2), agents-voyers et subordonnés (3) ou gardes champêtres.

Mais la loi ne donne attribution aux gardes champêtres que pour constater les contraventions aux arrêtés des Maires et des Préfets (4).

(1) Cassation, 20 janvier 1882. D. 82, 1, 327.

(2) Décret, 1^{er} mars 1852, art. 322, Loi, 17 juillet 1851, Décret, 1^{er} mars 1854, art. 493.

(3) Cassation, 29 novembre 1851. D. 51, 5, 448.

(4) Cassation, 1^{er} mai, 3 et 6 novembre 1868. D. 68, 1, 464 et 511 ; Cassation, 3 juillet 1874. S. 74, 1, 408.

Voyez sur cette question, *Traité pratique des fossés et des haies*. par A. Mesureux, 1884.

TITRE II

VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES SUR LA VOIE PUBLIQUE

Le droit pour les riverains d'écouler sur la voie publique leurs eaux pluviales est formel sous la condition des règlements de police. A maintes reprises la jurisprudence administrative ou civile a affirmé ce droit.

Il résulte comme nous le disions dans le chapitre précédent et surtout en ce qui concerne les eaux pluviales, de la destination même de la voie publique et il ne paraît pas douteux qu'une autorité administrative quelconque soit radicalement impuissante à déposséder les riverains de ce droit (1).

(1) Cassation, 22 mars 1876. D. 76, 1, 206. Cassation, 15 mars 1887. D. 87, 1, 448: « Attendu qu'en versant sur la voie publique les eaux pluviales qui tombent sur sa propriété le riverain exerce le droit que lui confère l'art. 681, C. c. »

Cela se conçoit aisément. Les eaux pluviales sont inoffensives. Ce sont les eaux naturelles par excellence qui la plupart du temps découlent sur la voie publique sans que la main de l'homme y ait contribué. Enfin leur volume et leur mode d'écoulement n'offrent, en général, aucun danger pour la conservation de la voie publique ou la commodité de la circulation. On comprend donc à ce triple point de vue la faveur dont jouissent à leur égard les riverains.

Cependant, l'écoulement des eaux pluviales ne se fait pas suivant un mode unique. Il existe différentes manières d'écouler sur le sol de la voie publique les eaux pluviales qui d'ailleurs peuvent présenter un volume plus ou moins considérable. On peut donc dans l'examen de l'écoulement des eaux sur les voies publiques distinguer trois rubriques différentes :

1° Les eaux pluviales formant l'égout des toits et régies par l'article 684, Code civil ;

2° Les eaux pluviales suivant la pente du terrain, visées par l'article 640, Code civil ;

3° Enfin les eaux pluviales déversées artificiellement sur la voie publique au moyen de drains, rigoles, tuyaux établis par les riverains. Nous y assimilerons les eaux d'irrigation et de drainage régies par les lois de 1845 et 1854.

SECTION I

Droits des riverains

§ I. — *Egout des toits.*

Les servitudes, établies par la loi dit l'article 649 Code civil, ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers. C'est bien dans ce dernier sens que l'article 681 prévoit le déversement des eaux pluviales provenant des toits sur le sol de la voie publique (1).

« Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique. Il ne peut les faire verser sur le fonds du voisin (2). »

Cet article du Code est la consécration pour le riverain du droit d'écoulement des eaux sur la voie publique. Le texte vise toutes les eaux tombant des maisons, bâtiments, hangars, murs, etc... bordant la voie publique. Mais il reste imprécis et vague en ce qui concerne l'usage de ce droit et ne parle ni du mode d'écoulement, ni des aggravations de servitude, ni des dommages que le sol de la voie publique peut éprouver du fait de ce déversement.

Le mode d'écoulement en l'espèce peut se comprendre de

(1) Conf. Dairel, *Cours d'eau*, 1837, tome II, p. 330, n° 763.

(2) Voyez Dalloz, *Code administratif* annoté, V° *Voirie*, p. 1385, n° 9.371.

deux façons différentes. Les eaux pluviales peuvent tomber directement du toit sur le sol sans être recueillies dans des gouttières. Elles peuvent, au contraire, être réunies dans des tuyaux de descente et amenées ensuite jusqu'au sol de la voie publique. En l'absence de tout règlement de police sur la matière et dans les villes où le décret de 1852 n'est pas applicable, il est évident que le premier mode de déversement peut être employé. Mais ce déversement direct peut gêner la circulation des piétons, nuire à la voie publique et en fait il n'est guère usité que dans les campagnes. Encore est-il de jurisprudence constante que l'autorité administrative compétente a, dans l'intérêt de la circulation et de la conservation de la voie, le droit d'édicter des prescriptions destinées à réglementer l'écoulement des eaux des toits sur le sol de la voie publique. Des arrêtés de police peuvent donc être pris à cet égard soit pour ordonner d'amener par des tuyaux de descente les eaux jusqu'au sol de la voie, soit pour les faire déverser dans les rigoles ou fossés creusés à l'effet de les recevoir. Ce pouvoir réglementaire appartient au préfet pour tout ce qui concerne les voies publiques dont il doit assurer la police de la circulation et de la conservation. Dans les villages ou dans les villes, à l'intérieur des agglomérations, le Maire a de même le droit de réglementer le déversement de l'égout des toits. Les pouvoirs de police qui lui sont dévolus par les articles 90, 91, 97, 99, de la loi du 5 avril 1884, lui donnent, en effet, le droit de déterminer les conditions dans lesquelles ce déversement doit avoir lieu. Et ce pouvoir municipal destiné à assurer la sécurité et la commodité du passage ou la salubrité de la voie s'étend à toutes les voies publiques de la commune, même à celles qui font partie de la grande voirie (1). (Loi 5 avril 1884). Le

(1) Cassation, 8 janv. 1885, *Gaz. Palais*, 85, 1, 217.

maire et le préfet peuvent donc agir concurremment en la matière, le préfet par voie d'arrêté général concernant toutes les routes de son département, le maire par voie d'arrêté local pour toutes les routes traversant la commune. Ce pouvoir réglementaire, destiné à assurer un écoulement convenable des eaux des toits dérive notamment des lois du 22 décembre 1789, 6 janvier 1790, section III, art. 2-6°, 21 mai 1836, art. 21, 16-24 août 1790, 10-22 juillet 1791 et loi 5 avril 1884.

Quelles sont les limites de ce pouvoir réglementaire ? Un arrêté-type du 20 septembre 1858, relatif à la police des routes porte (art. 27) : « Les eaux pluviales, lorsqu'elles ont été recueillies dans une gouttière, seront conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente, puis jusqu'au caniveau de la route, soit par une gargouille, soit par un ruisseau pavé s'il n'existe qu'un revers. »

Les pouvoirs de l'autorité administrative se résument donc en trois points : elle peut imposer aux riverains l'obligation de recueillir les eaux de toiture en bordure de la voie publique dans des gouttières horizontales ; elle peut ensuite obliger les riverains à conduire les eaux ainsi recueillies jusqu'au sol de la voie publique par des gouttières verticales, elle peut enfin indiquer dans quelles conditions se fera le raccord de ces tuyaux de descente avec les ruisseaux, les fossés ou les égouts.

Ces trois catégories de mesures réglementaires sont destinées à assurer la commodité de la circulation et la bonne conservation de la voie publique. On ne saurait admettre, en effet, que les passants soient exposés à recevoir l'eau des toitures, ou que cette eau, en tombant d'une assez grande hauteur, ravine et dégrade le sol du chemin.

Sont donc légaux et, par conséquent, obligatoires sous les peines portées en l'article 471-15°, Code pénal :

Le règlement municipal qui enjoint aux propriétaires riverains de la voie publique, de placer dans un certain délai des chénaux et tuyaux de descente aux toitures de leurs maisons en façade sur une rue (1) ;

C'est ce qui a été prescrit à Paris par l'article 23 de l'ordonnance du 24 décembre 1823.

L'arrêté municipal qui interdit l'établissement ou le maintien de gouttières saillantes disposées de manière à projeter les eaux pluviales sur la voie publique à distance des murs de face des maisons (2).

Le maire pourrait de même ordonner aux riverains de réduire la largeur de leurs avant-toits.

Des avant-toits trop proéminents peuvent, en effet, priver la voie publique d'air et de lumière et les stillicides en tombant à terre peuvent atteindre et salir les passants (3). Il a, d'ailleurs, été décidé, à cet égard, que les tuiles qui rejettent les eaux pluviales des toits des maisons sur la voie publique sont assimilées aux gouttières saillantes et doivent être supprimées comme elles (4).

L'autorité administrative peut encore dans la limite de ses pouvoirs, pour conduire les eaux pluviales jusqu'au ruisseau, prescrire aux frais des propriétaires riverains l'établissement ou l'entretien perpétuel de gargouilles sous les trot-

(1) Cassation, 8 janvier 1885. *Gaz. Palais*, 85, 1, 217.

(2) Conseil d'Etat, 30 juillet 1909, L., p. 783 ; Cassation, 21 nov. 1834. S. 34, 1, 802.

(3) Arrêt précité du 8 janvier 1885.

(4) Décision du ministère de l'intérieur du 23 octobre 1837. Dalloz, *Répert.*, v^o Voirie par terre, n^o 1868. « Il y a donc lieu dès lors de rejeter les réclamations formées devant le ministre de l'Intérieur contre un arrêté préfectoral qui avait approuvé un arrêté municipal prescrivant cette suppression. »

toirs (1), ou de chénaux en pierre destinés à faciliter à travers les trottoirs l'écoulement des eaux provenant des maisons riveraines, sans que les propriétaires puissent se refuser à l'établissement de ces chénaux sous le prétexte que cette dépense constitue des frais d'établissements de trottoirs dont la totalité doit être supportée par le budget municipal (2).

Cette dépense mise à la charge des riverains se rapporte, en effet, non pas à la construction des trottoirs, mais à l'exercice de la servitude d'émission des eaux sur la voie publique. Or, si l'article 681, Code civil, grève la voie publique de la servitude d'écoulement des eaux pluviales, il appartient aux propriétaires de mettre cette voie en état de supporter la servitude. De plus, en imposant aux riverains l'entretien de gargouilles, le maire ne leur impose pas la réfection d'une partie de la voie publique ; les gargouilles ne font pas partie intégrante des trottoirs. Les trottoirs sont établis dans l'intérêt général de la circulation. Les gargouilles, au contraire, sont destinées à assurer l'écoulement des eaux des immeubles en bordure de la voie, et cette différence de destination suffit à expliquer que les uns doivent, en principe, être une charge commune et que les autres doivent être établies aux frais des propriétaires (3).

(1) Conseil d'Etat, 13 déc. 1889, L. 1154. Voyez Guillaume, *Voirie urbaine*, p. 249, des Cilleuls, *Traité de la voirie urbaine*, p. 517. Conseil d'Etat, 9 mai 1902, L. 364. Les infractions à de tels arrêtés pris dans l'intérêt de la commodité de la circulation ne constituent pas des contraventions de grande voirie, alors du moins que l'infraction n'a causé aucune dégradation à la route.

(2) Cass., 13 mars 1862. D. 65, 5, 397.

(3) Cependant il a été jugé que le Conseil de préfecture était compétent pour statuer sur une demande d'indemnité formée contre une commune à raison d'un accident survenu à un passant, par suite du mauvais état d'une gargouille servant à l'écoulement

Tels sont les pouvoirs de l'autorité administrative en la matière. On ne saurait les étendre davantage et reconnaître au préfet ou au maire le pouvoir, soit d'imposer aux riverains une forme ou une marque déterminées de chénaux ou de gargouilles, soit d'exiger comme mode d'écoulement unique des eaux pluviales le branchement particulier à l'égout (1).

A plus forte raison, l'autorité administrative ne pourrait-elle interdire le déversement des eaux pluviales sur la voie publique (2). Elle ne pourrait non plus se servir des arrêtés d'alignement pour arriver au même résultat en y introduisant une clause obligeant le riverain à ne pas faire usage de la voie publique pour y déverser l'égout de ses toits. L'alignement ne suppose aucune condition. Si l'administration en subordonne la délivrance à des conditions spéciales, elle excède ses pouvoirs réguliers. Il a été jugé qu'on ne peut subordonner l'alignement à des conditions qui auraient pour effet de prononcer sur des questions de servitude et d'application des lois et règlements en matière de grande voirie (3).

Il a été jugé aussi que lorsque le propriétaire a établi des gargouilles ou des chénaux souterrains et non apparents, il ne pourrait être tenu de supporter les frais de leur renouvellement, si des travaux opérés sur la voie publique ont néces-

des eaux des toits sur la voie publique ; les gargouilles qui ont pour objet de protéger les trottoirs contre l'envahissement des eaux, alors même qu'elles sont établies aux frais des propriétaires constituent une dépendance de l'ouvrage public. Conseil d'Etat, 20 juil. 1910, L. 595 ; 13 déc. 1901, L. 882. Rappr. Conflit, 20 mars 1897, L. 311 ; 18 nov. 1893, L. 766.

(1) Cassation, 25 mars 1869, *Bull. crim.*, n° 75.

(2) Conseil d'Etat, 28 avril 1893, L. 352.

(3) Conseil d'Etat, 15 déc. 1859, L. 748, 26 juin 1869, L. 631.

sité la reconstruction de ces mêmes gargouilles dans un système différent (1). Il serait nécessaire, toutefois, qu'au moment des changements effectués les anciens conduits soient en bon état et aient été construits conformément aux règlements de voirie et aux ordonnances de police.

Les arrêtés, pris en dehors des pouvoirs préfectoraux ou municipaux, pourraient être attaqués devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoirs et les contrevenants poursuivis devant les tribunaux de simple police pourraient exciper de l'illégalité de ces arrêtés pour obtenir leur acquittement.

La connaissance d'infractions à toutes ces prescriptions administratives est, en effet, de la compétence du tribunal de simple police, comme nous le développons dans un paragraphe spécial à la fin de ce chapitre.

La question des aggravations de servitude n'offre pas de bien grandes difficultés. Le texte du Code civil doit, en effet, être entendu dans le sens le plus large, dans les limites fixées par les règlements de police. Il est donc incontestable que le propriétaire riverain a le droit de construire tout bâtiment en bordure de la voie publique, d'en écouler l'eau des toitures sur le sol de la voie, d'exhausser les bâtiments anciens, d'augmenter la déclivité des toits, de couvrir en ardoises, un toit précédemment couvert en chaumes, de réunir enfin en un seul point, si bon lui semble, les eaux d'un même bâtiment. Les aggravations de servitude, qui résultent de tous ces travaux, doivent être supportés par la voie jusqu'au point où une dégradation s'ensuivrait.

(1) Conseil d'Etat, 7 avril 1841, L. 142.

§ II. — *Eaux pluviales suivant la pente.*

Ces eaux pluviales découlant suivant la pente naturelle du terrain sont celles dont parle l'article 640, Code civil.

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. »

Telle est la règle dans les rapports entre héritages privés. Mais lorsque le fonds inférieur se trouve être la voie publique, l'article 640, Code civil, ne peut trouver en principe son application. Les dispositions du Code, qui règlent les rapports entre particuliers et héritages privés, ne s'appliquent pas aux rapports entre ces héritages et le domaine public.

Le conseil d'Etat statuant au contentieux a très nettement reconnu ce principe par un certain nombre de décisions relatives à l'application soit des articles 552 et 641, Code civil (1) (tarissement de sources à raison de travaux exécutés) soit des articles 676 et suivants (2) (ouvertures, jours et accès sur les avenues des gares) (3).

La section des Travaux publics s'est prononcée très catégoriquement dans le même sens, en 1886, à l'occasion d'une

(1) Conseil d'Etat, 11 mai 1883, L. 479, 29 février 1884, L. 186 ; 22 mai 1885, L. 550 ; 8 août 1885, L. 796 ; 4 décembre 1885, L. 935 ; 28 nov. 1885, L. 905, *Addé* : Perriquet, *Travaux Publics*, II, 692, Aucoc, *Conférences*, II, 699.

(2) Conseil d'Etat, 26 juin 1869, L. 630 ; 22 mai et 4 décembre 1885, précités.

(3) Sur cette question spéciale, voir *supra*, page 15.

demande d'avis à elle adressée par le ministre des Travaux publics sur le régime des propriétés riveraines des avenues livrant accès aux gares et stations (1).

La Cour de cassation a, de même, reconnu que l'article 640 n'était pas applicable au cas où le fonds inférieur était la voie publique (2) : « Attendu qu'il est de principe que les dispositions dudit article 640 faites pour régler les obligations civiles des propriétaires particuliers entre eux sont péremptoirement inapplicables au cas de leur mise en rapport avec la voie publique, — cas exclusivement réservé soit aux prescriptions répressives du Code pénal soit aux prescriptions des lois et règlements relatifs à la police de la voirie. »

C'est à cette théorie de la Cour de cassation que nous nous rallions. Par contre, plusieurs auteurs pensent que l'article 640 doit s'appliquer même dans les rapports entre héritages privés et voies publiques. C'est l'opinion de Demolombe (3), d'Aubry et Rau (4), de Laurent (5), de Daviel (6). Il ne nous semble pas que l'opinion de ces auteurs soit exacte.

Ce n'est pas à dire que les propriétaires riverains ne puissent laisser couler naturellement leurs eaux pluviales sur la voie publique. Si l'exercice du droit peut, suivant les circonstances, être l'objet de contestations, le principe même de ce droit est à l'abri de toute controverse. La jurispru-

(1) Voir *supra*, page 11 et suiv.

(2) Cassation, 2 mars 1855. D. 71, 5, 412.

(3) Tome I, n° 24.

(4) Tome III, 4^e édit., page 8, texte n° 240 et note, 5^e édit., p. 13.

(5) Tome VII, n° 359.

(6) Tome III, 3^e édition, n° 763.

dence a toujours admis pareil écoulement. Non pas en vertu de l'article 640, Code civil, mais d'après les principes généraux du droit naturel et selon les lois et règlements sur la voirie.

Un des objets de la voie publique est de servir de canal d'écoulement aux eaux riveraines. Les fossés latéraux sont construits dans ce but. S'ils sont destinés à recueillir les eaux pluviales provenant des toitures, il doivent *a fortiori* servir d'exutoire aux eaux suivant la pente du terrain. Les unes y arrivent du fait de l'homme, les autres obéissent à la loi naturelle qui porte et entraîne les eaux suivant la pente du sol ; celles-ci ont donc un droit à l'écoulement sur la voie publique encore plus certain que celles-là. Aussi ce droit n'a-t-il été jamais discuté et les lois et règlements-types de voirie ne peuvent, en conséquence, contenir et ne contiennent, en effet, aucune disposition restrictive à l'égard de ces eaux (1).

Mais il appartient à l'autorité administrative de prendre toutes mesures pour assurer l'écoulement normal de ces eaux, la libre circulation et la conservation de la voie publique. Elle peut prescrire, par exemple, de même que pour l'égout des toits, l'établissement de caniveaux en bordure de la propriété.

Lorsqu'il s'est soumis aux prescriptions des règlements de police, le riverain ne saurait encourir de responsabilité quant à la direction et à l'effet des eaux sur la voie publique. De même que pour les eaux de toiture, il appartient à l'administration compétente de prendre aux frais du budget sur lequel sont imputées les dépenses de construction ou d'en-

(1) Daviel, *Cours d'eau*, tome II, page 330. Picard, *Traité des eaux*, tome I, pages 157 et suiv.

tretien de la voie publique, les mesures nécessaires pour l'écoulement des eaux sans dommage pour la conservation du domaine public ou la libre jouissance de la voie.

§ III. — *Eaux découlant avec le concours de l'homme.*

Les lois et règlements sont également muets pour les eaux dont l'écoulement est créé ou aggravé par le fait de l'homme. Ce sont toutes les eaux pluviales tombant sur une propriété et dirigées au moyen de rigoles ou de drains sur une portion quelconque de la voie publique sol ou fossé. Parmi ces eaux, les unes ne sont que canalisées dans la direction naturelle qu'elles prendraient indépendamment de tout travail de l'homme ; les autres sont détournées de leur cours primitif pour être dirigées vers la voie publique. Elles peuvent provenir d'immeubles non riverains de la voie publique et dont les eaux pluviales recueillies dans des fossés ou caniveaux sont amenées à la voie publique soit par l'intermédiaire de drains passant par les héritages privés soit par l'intermédiaire des chemins particuliers tributaires de la voie publique.

Le silence des textes à l'égard de ces eaux s'explique en présence de l'article 681, Code civil, qui a précisément autorisé le déversement des eaux pluviales amenées artificiellement sur la voie publique dans l'un des cas les plus graves et les plus fréquents. On peut donc penser que par analogie tous les déversements artificiels sur la voie publique sont de plein droit autorisés. Dans les villes où les rues sont pavées les propriétaires riverains doivent avoir le droit de conduire

sur la voie publique toutes les eaux pluviales par des ouvrages faits de main d'homme même lorsque la pente naturelle du terrain ne les y porterait pas. Mais peut-il en être de même le long des chemins vicinaux et des grandes routes. On objecte que les eaux dégradent et ruinent les chaussées ; mais cette considération d'intérêt public n'est pas un argument de droit.

L'administration peut toujours, d'ailleurs, recueillir les eaux et les faire écouler par des fossés. Mais il y a, cependant, une différence à noter entre le droit d'écouler ces eaux et celles de l'article 681. Pour les eaux de toitures il y a une véritable servitude au profit des riverains. L'imprescriptibilité des voies publiques ne fait pas obstacle à ce que les riverains y écoulent leurs eaux pluviales canalisées ; mais l'imprescriptibilité est un obstacle à ce que les riverains puissent y acquérir ce droit d'écoulement à titre de servitude. Il ne peut être question ici de servitude nouvelle, mais d'un droit *sui generis* des riverains. C'est cette impossibilité de créer de toutes pièces une nouvelle servitude sur la voie publique qui a fait prétendre à certains auteurs qu'en envisageant la question au point de vue étroit, on pourrait prétendre que pareil déversement d'eaux pluviales sur la voie publique, pourrait être considéré comme constituant une anticipation passible d'une répression pénale. Cette opinion s'appuie sur les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation qui a assimilé à une anticipation le déversement d'eaux dans un égout au cours d'une période d'interdiction (1).

Les riverains dans cette hypothèse devraient, avant tout déversement, se munir d'une autorisation administrative.

Le Conseil d'Etat n'a jamais consacré cette doctrine. Dans

(1) Cassation, 16 décembre 1858. D. 59, 4, 44.

de nombreux arrêts rendus à propos d'avenues de gare, il a reconnu le droit pour le riverain d'écouler sur la voie publique toutes les eaux pluviales, même celles amenées artificiellement. Mais ce droit ne saurait faire obstacle à l'existence d'arrêtés de police pris en vue de réglementer l'écoulement des eaux (1). On ne peut, en effet, acquérir sur la voie publique par prescription ou de tout autre manière un droit quelconque en contradiction avec les règlements de voirie (2). Il est évident, par exemple, que les riverains ne pourraient par la manière dont ils disposent les rigoles d'écoulement ou en rassemblant les eaux sur un seul point, en un mot en rendant leur cours dommageable déverser ces eaux pluviales sur la voie publique. Sans pouvoir comme le fait Daviel (3), parler d'aggravation de servitude, il pourrait être question de dégradation de chemin et, par suite, de contravention.

§ IV. — *Écoulement des sources sur la voie publique.*

On doit rattacher au chapitre des eaux pluviales la question de l'écoulement des sources sur la voie publique, soit que les eaux de source prennent directement naissance sur le fonds riverain de la voie publique, ou bien qu'elles soient transmises par le fonds immédiatement supérieur du fonds en bordure de la voie.

(1) Cassation, 21 nov. 1834, D. 34, I, 380.

(2) V. Dalloz, *Répertoire*, v^o Voirie par terre, n^{os} 574 et suiv.

(3) Daviel, *Cours d'eau*, Tome II, page 331.

Il faut dans l'examen de cette question faire une distinction entre les eaux de source coulant naturellement sur la voie publique, et celles qui ne s'y déversent que par suite de travaux faits par le propriétaire riverain.

Les eaux de source ne sont pas dans l'immense majorité des cas des eaux courantes à la sortie du fonds riverain de la voie publique. Au point de vue de la police administrative, elles échappent donc à une réglementation de l'autorité publique. Mais la source qui, en arrivant à la voie publique constitue une eau courante, est soumise aux règles de l'article 643, Code civil et susceptible d'être réglementée par l'autorité administrative dès sa sortie du fonds riverain (1). De là plusieurs distinctions à faire suivant que la source constitue ou non une eau courante et se déverse naturellement ou par le fait de l'homme ;

1° Les riverains de la voie publique en ce qui concerne les eaux coulant naturellement de leurs fonds ne peuvent, nous le savons, invoquer les principes de l'art. 640, Code civil. Ils ne sauraient donc s'appuyer sur les termes de cet article pas plus pour les eaux de sources que pour les eaux pluviales. C'est donc d'après les principes du droit et d'après les règlements administratifs qu'on doit chercher la solution de la question.

Or, il apparaît clairement que tout ce que nous avons exposé pour les eaux pluviales doit trouver son application s'il s'agit d'eaux de sources coulant naturellement du fonds supérieur sans que la main de l'homme y ait contribué, alors

(1) Fabreguettes, *Traité des Eaux*, tome II, p. 50 ; Aubry et Rau, p. 66 et 67 ; Picard, *Traité des Eaux*, tome I, page 158, Demolombe, t. XI, n° 64. Cassation, 29 avril 1873. D. 73 ; 1, 281, 2 août 1897. D. 98, 1, 15.

surtout que ces eaux par leur volume et leur mode de déversement ne constituent ni un ruisseau, ni une eau courante quelconque. Ces eaux, quelle que soit leur origine avant leur sortie sur la voie publique, obéissent à la loi naturelle qui les dirige suivant la pente et la conformation du sol. Il est impossible pour l'autorité administrative de s'élever contre cette loi et aucune disposition restrictive ne pourrait être prise à cet égard dans tous les cas où l'écoulement des eaux pluviales peut librement s'effectuer. L'autorité administrative ne pourrait qu'exiger du riverain propriétaire de la source l'application des prescriptions usitées pour les eaux pluviales et le respect des lois et règlements de voirie régissant la voie publique tributaire de la source.

Si le volume de la source dépasse de beaucoup l'afflux ordinaire des eaux pluviales et si à la sortie du fonds, un ruisselet se forme, le droit du propriétaire n'en est point atténué de ce fait. Il appartient alors à l'Administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la conservation du domaine public et la commodité de la circulation sur la voie. Les frais qui pourraient être exposés dans ce but par l'Administration en tant qu'ils constituent des dépenses normales d'entretien devraient être imputés sur le budget ordinaire de la voie et ne pourraient être récupérés à quelque titre que ce soit sur le riverain. L'administration est, en effet, chargée d'assurer l'écoulement des eaux sur la voie publique (1).

Cependant, au cas où l'importance du débit de la source ou le mode de déversement adopté entraînerait une dégradation de la voie publique et en compromettrait le bon état, le pro-

(1) Voyez *supra*, « Mode d'écoulement des eaux des voies publiques ».

priétaire riverain pourrait être considéré comme coupable de contravention et passible de dommages-intérêts représentant les frais de réparation ou d'entretien extraordinaire nécessités par son fait. L'autorité administrative pourrait, en outre, le mettre en demeure de faire cesser à l'avenir toute entreprise dommageable.

2° S'il s'agit d'écoulement de source sur la voie publique, aggravé ou provoqué par le fait de l'homme la question est plus délicate. Il n'est pas besoin de rechercher si les travaux ont eu pour but de détourner la source de son cours naturel ou plus simplement de canaliser son cours. Il suffit que des travaux de captation et d'adduction existent pour créer un état de fait et de droit différent.

Il est bien certain d'une part qu'aucun texte de loi ou de règlement ne contient de prohibition pour la transmission des eaux de source dans les conditions que nous venons d'énoncer. Mais, cependant, cet écoulement est en opposition avec le principe qui interdit de grever le domaine public d'une servitude que ne lui imposerait pas la nature.

En fait, — alors surtout que le débit de la source est de peu d'importance — on applique à l'écoulement des eaux de source les règles que nous avons exposées pour l'écoulement des eaux pluviales ne découlant pas naturellement du fonds supérieur. Nous ne pensons donc pas, contrairement à l'opinion exprimée par M. Picard, que cette transmission artificielle d'eaux de source puisse être considérée comme constituant une anticipation sur le domaine public passible d'une répression pénale. M. Picard invoque en sa faveur les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation du 16 décembre 1858 (1).

(1) D. 59, 1, 44.

Mais le conseil d'Etat n'a pas admis la doctrine de la Cour de cassation (1).

L'importance plus grande du débit de la source dans ce cas comme dans le précédent ne modifie pas le point de vue de droit. L'administration là encore, comme précédemment, doit se borner à garantir le domaine de toute dégradation, et elle possède dans les lois et règlements sur la voirie les armes nécessaires pour assurer la répression immédiate de toute action dommageable.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'eaux de source, amenées artificiellement ou s'écoulant naturellement, l'assimilation complète que nous en avons faite avec les eaux pluviales suppose que les premières présentent les qualités des secondes et en particulier leur pureté. De même ainsi que nous avons déjà indiqué que les eaux pluviales perdent leur caractère dès qu'elles se trouvent altérées ou corrompues, les eaux de source devraient être soumises à des dispositions autres que celles que nous avons indiquées, si le propriétaire avant de les transmettre à la voie publique les altérait ou les rendait insalubres, corrompues ou malsaines. Elles rentreraient alors dans cette dernière catégorie d'eaux que nous étudions ultérieurement. Dans tous les cas l'article 471-6° pourrait être applicable à défaut de toute réglementation spéciale. Il punit « ceux qui jettent au devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par des exhalaisons insalubres ». En outre, si un règlement administratif spécial est applicable, il est sanctionné par les dispositions du § 15, de l'art. 471, Code pénal.

(1) Conseil d'Etat, 26 juin 1869 ; L. 630, 28 mai 1885, L. 550 ; 4 décembre 1885, L. 935.

SECTION II

Réglementation et poursuites.

§ I. — *Pouvoirs de l'administration.*

Il ne suffit pas que l'autorité administrative édicte des règlements de voirie et des prescriptions impératives concernant les conditions d'écoulement des eaux pluviales. Ces mesures préventives resteraient lettre morte si des sanctions sévères n'étaient attachées à leur exécution et si l'administration ne disposait de pouvoirs répressifs suffisants pour faire cesser tout acte contraire aux textes en vigueur.

Sans entrer dans un exposé détaillé des règles en matière de contravention de grande voirie ou de petite voirie, examinons brièvement dans quelles conditions peut se présenter l'action répressive de l'administration.

Nous avons déjà indiqué à propos des sources que l'autorité administrative peut intervenir dans le cas où des dégradations seraient commises par le riverain sur le domaine public. C'est, en effet, la principale hypothèse à envisager. Les griefs qu'on pourrait relever à propos de l'écoulement d'eaux pluviales sur la voie publique sont au nombre de trois : anticipation sur le domaine public — inobservation des règlements administratifs, — dégradation de la voie :

1° Le grief d'anticipation sur la voie publique ne nous paraît pas pouvoir être envisagé. Nous avons déjà indiqué

que l'écoulement des eaux pluviales, même se déversant du fait de l'homme, ne nécessite pas une autorisation de la puissance publique. L'anticipation suppose un dépôt permanent ou temporaire sur le domaine public. Il ne pourrait y avoir anticipation en l'espèce que dans le cas d'un écoulement d'eaux pluviales anormal et exagéré. Et encore dans ce cas s'agirait-il bien plutôt d'une inobservation de règlements de police.

2° L'inobservation des règlements de police est de beaucoup le cas le plus fréquent. Le riverain qui déverse ses eaux pluviales d'une manière nuisible à la circulation, qui n'établit pas de gouttières dans les lieux où leur emploi a été rendu obligatoire, qui refuse de se soumettre aux prescriptions relatives aux gargouilles ou chénaux, se met en contravention avec les règlements de police existants. Suivant la nature de la voie en bordure de la propriété du contrevenant on peut, suivant les cas, se trouver en présence d'une contravention de grande ou de petite voirie ; il y aura toujours infraction à un règlement administratif. Toutes les règles applicables aux contraventions ordinaires et notamment celles que nous exposons ci-dessous (1) trouvent naturellement leur place ici.

3° Enfin, il peut y avoir dégradation de la voie publique, dommage au sol de cette voie, atteinte à sa conservation du fait d'un écoulement d'eaux pluviales, défectueux ou trop abondant. La sanction dans ce cas est également l'application des pénalités qui frappent l'auteur de toute contravention de grande ou de petite voirie, suivant le caractère et la nature du chemin considéré.

Le Conseil d'Etat a toujours admis que l'administration

(1) Voir le chapitre des *Eaux ménagères*.

peut, chaque fois qu'il y a dégradation du domaine public, poursuivre comme contravention tous les actes qui seraient de nature à causer un préjudice quelconque à la voie publique (1).

Mais peut-on relever une contravention contre un riverain de voie publique indépendamment de tout travail de sa part? Le principe de la contravention pour dégradation de la voie est aisément admissible lorsque la cause certaine en est un établissement défectueux des gouttières ou tuyaux d'égout des toits, ou un ensemble de travaux exécutés pour amener sur la voie publique et ses dépendances les eaux pluviales ou autres se déversant sur la propriété. Ici il y a fait de l'homme, par conséquent, responsabilité de sa part. Mais au cas où l'écoulement des eaux se fait suivant la pente naturelle du terrain — en dehors de tout travail du propriétaire — peut-on, cependant, lui reconnaître une responsabilité au cas de dommage à la voie publique? L'affirmative doit être admise. L'inexécution de travaux particuliers, comme l'exécution de ces travaux, si elle entraîne des dégradations, engage la responsabilité du riverain. Il reste admis, cependant, que le propriétaire pourra toujours invoquer le cas de force majeure, par exemple, si les dommages se sont produits à la suite de violents orages, de grosses pluies, ayant accru notablement le débit et la force des eaux. C'est encore à la condition, toutefois, que l'ouvrage privé n'a pas favorisé ou augmenté le dommage. Ainsi un riverain ayant exécuté dans le mur de clôture de sa propriété des travaux qui ont eu pour effet de faire refluer sur une route nationale les eaux qui se déversaient précédemment sur sa propriété est passible d'une contravention de grande voirie (2).

(1) Conseil d'Etat, 13 déc. 1860, L. 768.

(2) Conseil d'Etat, 17 janvier 1908, L. 68.

De même le propriétaire, qui en élevant le niveau de la cour de son usine et en faisant ainsi refluer les eaux sur la voie publique où ce déversement cause des dégradations, commet une contravention (1), toutes réserves faites d'ailleurs de la faculté appartenant au contrevenant de faire valoir devant la juridiction compétente, tous les droits à indemnité qu'il croirait lui appartenir, soit à raison d'une servitude à laquelle son immeuble serait indûment assujéti, soit à raison de dommages causés à sa propriété par les modifications que l'administration aurait apportées au relief de la route.

§ II. — *Sanctions et compétence.*

Quelles sont les sanctions des infractions à la charge des riverains et quel tribunal peut prononcer les pénalités prévues par la loi ? Il faut distinguer suivant qu'on est en présence d'une contravention pour inobservation d'un règlement administratif, ou d'une contravention pour dégradation de la voie publique.

Dans le premier cas, quelle que soit la nature de la voie visée par le règlement, c'est le caractère de règlement administratif qui prédomine et la compétence est celle du tribunal de simple police (2).

Dans le second cas, et s'il s'agit d'une contravention de petite voirie, c'est encore l'autorité judiciaire qui est compétente (3). S'il s'agit d'une contravention de grande voirie,

(1) Conseil d'Etat, 17 déc. 1909, L. 1005.

(2) Art. 138 (L. 27 janvier 1873) Code d'Inst. Crim., voyez Dalloz, *Supplém.*, v^o Compétence criminelle, n^{os} 151 et suiv.

(3) Art. 471-5^o, Code pénal.

la compétence est celle du Conseil de préfecture (1) avec appel au Conseil d'Etat. Ces règles générales de compétence sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'insister. Mais il importe de préciser quelle sera la compétence, lorsque l'infraction constitue à la fois une inobservation des règlements administratifs d'une part, d'autre part une contravention aux règlements sur un chemin public faisant partie de la grande voirie.

On doit distinguer tout d'abord le cas où l'infraction constatée n'a pas causé de dégradation au sol de la voie publique. Et dans ce cas la compétence sera appréciée suivant que l'acte administratif — auquel une infraction a été commise, a eu en vue soit la conservation du sol de la voie publique, soit la commodité de la circulation. Suivant le caractère de l'acte administratif considéré, la connaissance de la contravention serait dans le premier cas réservée au tribunal administratif — dans le second cas à l'autorité judiciaire. Dans le doute, la compétence judiciaire doit l'emporter.

C'est en ce sens qu'un arrêt du Conseil d'Etat, du 8 décembre 1857 (2), a décidé que la disposition d'un arrêté du préfet qui, en autorisant la reconstruction d'une façade sur la voie publique, exige l'établissement de gouttières et de tuyaux de descente pour amener les eaux pluviales jusqu'au niveau de la voie publique, ne rentre pas dans les mesures prises en vue de la conservation de la voie publique, mais qu'elle est prise en vertu du pouvoir qui appartient à l'administration de veiller à la commodité de la circulation. Il en a tiré la conséquence que l'infraction à cette prescription

(1) Loi du 29 floréal an X.

(2) Lebon, page 781.

ne relève pas du Conseil de préfecture, comme ne constituant pas une contravention de grande voirie (1).

De même l'arrêté par lequel le préfet prescrit que les eaux pluviales, après avoir été conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente, seront amenées jusqu'au caniveau de la route par une gargouille établie sous le trottoir, rentre dans les mesures qu'il appartient à l'administration de prendre dans l'intérêt de la commodité de la circulation sur la voie publique en vertu de l'art. 3, titre 11, de la loi des 17, 24 août 1790. En conséquence, les infractions à cet arrêté ne constituent pas une contravention de grande voirie. Et si l'infraction n'a pas eu pour effet d'entraîner une dégradation de la voie publique, le Conseil de préfecture est incompétent pour en connaître (2).

Par contre, la compétence appartient au Conseil de préfecture pour connaître de toute infraction à un arrêté pris en vue de pourvoir au bon entretien, à la protection et à la conservation de la voie publique.

Si, au contraire, l'infraction a eu pour effet d'occasionner une dégradation à la voie publique, il faut admettre le principe d'une double compétence ou plutôt d'un partage possible de compétence : l'autorité administrative statuant sur le dommage ; l'autorité judiciaire statuant sur la violation du règlement administratif. L'infraction étant double la double juridiction est naturelle.

Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'un riverain d'une route nationale a contrevenu à un arrêté réglementant le mode de construction des caniveaux à établir à travers les trottoirs dans la traversée d'une ville. La circonstance que le Conseil de préfecture peut avoir à connaître du fait comme dégra-

(1) Conf. Aucoc, *Droit administratif*, tome III, 1118.

(2) Conseil d'Etat, 9 mai 1902, L. 364. S. 05, 3, 40.

dation intéressant la grande voirie n'empêche pas le juge de paix de réprimer par l'application de l'amende de simple police la violation du règlement administratif (1).

Et il est à noter que le fait que l'administration supérieure aurait pu accepter le caniveau tel qu'il avait été construit par le propriétaire ne saurait infirmer la condamnation prononcée, car en l'espèce, l'administration des Ponts et Chaussées ne peut dispenser un propriétaire de se conformer à un règlement municipal (2).

Une dernière question doit nous retenir. Quelles sanctions le juge compétent peut-il appliquer ?

Qu'il s'agisse d'une contravention de petite voirie ou de l'inobservation d'un règlement municipal, quelle que soit la voie considérée, la sanction consiste en l'application de l'article 474-15° ou 5° Code pénal : amende maxima de cinq francs. De plus en cas de dommage à un chemin faisant partie de la petite voirie, le juge de police doit statuer par le même jugement sur les dommages-intérêts (3). Enfin, le juge pourra ordonner la démolition des travaux irréguliers (4).

Dans le domaine de la grande voirie il faut distinguer — quant aux pouvoirs du juge administratif — suivant que les

(1) Cassation, 19 mars 1863. D. 67, 5, 453. Il s'agissait d'un règlement municipal indiquant que les gargouilles seraient en fonte avec une rainure sur la face supérieure et du modèle d'usage adopté par l'administration. Or, le prévenu avait établi devant sa maison une tranchée partant de l'intérieur de ladite maison et aboutissant au caniveau de la rue dans laquelle il avait construit une rigole en briques se terminant au caniveau par une bouche en bois. Cet ouvrage, à raison des matériaux employés constituait une contravention à l'arrêté municipal.

(2) Voyez encore Cassation, 13 mars 1862. D. 65, 5, 397.

(3) Code Instruction criminelle, art. 161.

(4) Voyez au chapitre suivant, pages 96 et suiv.

travaux exécutés par le riverain l'ont été à l'intérieur ou à l'extérieur de la propriété.

Dans le premier cas seule est punissable la dégradation causée à la voie publique. La loi du 29 floréal an X est applicable d'accord avec les anciens règlements. Mais comme aucun des règlements sur la grande voirie maintenus par l'article 29, titre I de la loi des 19-22 juillet 1791, ni aucune disposition des lois et règlements intervenus sur la matière postérieurement n'édicte, en dehors du territoire de l'ancienne généralité de Paris, d'amende pour la répression de la contravention dont s'agit — la seule sanction possible conforme à la loi de l'an X, est la démolition des travaux exécutés, la réparation du dommage causé et la remise des lieux en l'état primitif (1).

Mais si les travaux ont été exécutés sur la voie publique, il y a lieu d'appliquer — outre la loi de l'an X, l'ordonnance du 4 août 1731 qui prévoit une amende de 500 livres, laquelle peut être réduite jusqu'au 20^e en vertu de la loi du 23 mars 1842 nonobstant les frais du procès-verbal et la démolition des travaux.

Ainsi en a décidé le Conseil d'Etat dans une affaire où un riverain avait exhaussé l'accotement de la route existant le

(1) Conseil d'Etat, 17 janvier 1908, L. 68 : « Considérant que le Conseil de préfecture a constaté que les travaux exécutés par le Sieur B. dans le mur de clôture de sa propriété avaient eu pour effet de faire refluer sur la route nationale les eaux qui se déversaient précédemment sur cette propriété ; que ce fait à raison des dégradations qu'il devait occasionner à la route, constituait une contravention prévue par la loi du 29 floréal an X ; que dès lors c'est à tort que le Conseil de préfecture s'est borné à condamner le sieur B. aux frais du procès-verbal, sans prescrire, en outre, la réparation du préjudice causé et la réouverture de la barbacane indûment supprimée, etc... »

long de sa propriété et fait ainsi refluer les eaux pluviales sur la route, y causant des dégradations (1).

La loi de 1842 ayant eu pour but de ramener les amendes de grande voirie entre 16 et 300 francs, et le minimum de 16 francs dépassant le taux des amendes de simple police la Cour de cassation a décidé que les contraventions de grande voirie avaient le caractère de délits et ne devaient se prescrire que par trois ans (2). Au contraire, la jurisprudence du Conseil d'Etat admet en ce cas la prescription ordinaire des contraventions, c'est-à-dire une année (3).

Ajoutons enfin que le Conseil de préfecture statuant en matière répressive ne doit pas à peine d'annulation en la forme de sa décision, se borner à viser, mais doit rapporter textuellement les dispositions législatives dont il fait application (4).

(1) Conseil d'Etat, 17 décembre 1909. L. 1005. Rapp., Conseil d'Etat, 2 décembre 1898. S. 768.

(2) Cassation, 18 mars 1895. D. 95, 1, 156.

(3) Conseil d'Etat, 8 août 1894. L. 574. Voyez Dalloz, *Code des Lois administratives*, v^o Voirie, p. 1319, n^o 7.537.

(4) Conseil d'Etat, 6 déc. 1895, L. 806 ; 26 mars 1897, L. 264, 13 décembre 1901, L. 887 ; 2 avril 1909, L. 406 ; 11 juin 1909, L. 567.

CHAPITRE II

L'ÉCOULEMENT DES EAUX MÉNAGÈRES SUR LA VOIE PUBLIQUE

SECTION I

Origine et nature du droit d'écoulement des eaux ménagères.

§ I. — *Droits des riverains*

L'article 681, Code civil, ne vise expressément, ainsi que nous l'avons déjà vu, que les eaux pluviales. L'article 640 du même Code ne s'applique également qu'à cette catégorie d'eaux et de plus les règles qu'il pose ne se comprennent qu'entre héritages privés, et ne trouvent point place dans les rapports entre propriété riveraine et voie publique.

Le droit des riverains, en ce qui concerne les eaux ménagères, ne dérive donc point d'un texte formel autorisant l'écoulement de ces eaux sur la voie publique. Là encore, comme pour la plus grande partie des eaux pluviales, nous

nous trouvons dans un domaine purement jurisprudentiel. La jurisprudence administrative ou civile a, en effet, suppléé au silence des textes et a admis que les riverains des voies publiques possédaient virtuellement un droit *sui generis*, dépendant de la nature du voisinage de ces voies publiques, pour l'écoulement de leurs eaux ménagères.

Nous ne pensons pas qu'on doive rattacher ce droit à une extension arbitraire des termes et de l'esprit de l'article 681 Code civil qui, selon nous, a un objet précis et limité. Il paraît beaucoup plus naturel de le faire dériver de la destination même de la voie publique qui, à côté de son rôle de voie de circulation et de communication, a aussi une fonction d'issue naturelle des résidus liquides des maisons riveraines. La salubrité commande de laisser écouler hors de ces maisons les eaux ménagères qui pourraient croupir dans les dépendances des immeubles riverains, y former des foyers d'infection et menacer la santé publique.

Ce droit reconnu par la jurisprudence aux riverains constitue un des avantages légaux institués pour indemniser le propriétaire en bordure d'une voie publique des charges qui lui incombent du fait de ce voisinage. Ce droit ne peut être évidemment qualifié de droit réel ou de servitude dont l'existence est incompatible avec la domanialité publique. Mais il est plus qu'une tolérance administrative. Il s'appuie sur une jurisprudence constante. Cela explique qu'il peut exister indépendamment de toute permission de voirie ou d'une autorisation administrative.

D'ailleurs, la jurisprudence qui a reconnu ce droit d'écoulement des eaux ménagères n'a fait qu'étendre ou appliquer un principe que des textes anciens, dont quelques-uns sont encore en vigueur, ont reconnu implicitement.

Un examen rapide de ces textes nous en donnera la preuve.

C'est d'abord l'édit de décembre 1607 (art. 9) qui envisage une sorte de servitude d'évier sur la voie publique.

« Défendons aussi à toutes personnes de faire des éviers plus haut que rez-de-chaussée, s'ils ne sont couverts jusqu'au dit rez-de-chaussée et même sans la permission de nostre dit grand voyer, ses lieutenants ou commis, pour laquelle permission lui sera payé trente sols indistinctement, tant pour ceux qui sont au rez-de-chaussée que pour ceux qui ne se trouveront au dit rez-de-chaussée. »

C'est aussi l'ordonnance du bureau des finances de la généralité de Paris sur la voirie (12 décembre 1747).

« Ordonnons que dans un mois à compter de ce jour, tous les propriétaires des éviers, au-dessus du rez-de-chaussée de la rue, seront tenus de les faire couvrir jusqu'au niveau du pavé, à peine de 50 livres d'amende. »

L'ordonnance du 30 septembre 1814, portant défense d'établir des conduits d'eaux ménagères communiquant avec les égouts de Paris, reconnaît, au contraire (art. 3 et 6), le droit pour les riverains de faire écouler les eaux ménagères sur le sol de la voie publique.

« Lorsque d'après les dispositions naturelles ou accidentelles d'une maison, le sol de ses rez-de-chaussée cours ou jardins, se trouvant au-dessous du sol de la rue, il y aura impossibilité reconnue et constatée de conduire au dehors par une pente d'au moins 5 millimètres par mètre les eaux ménagères ou pluviales *pour les faire écouler par les ruisseaux ou places*, il pourra être permis au propriétaire d'établir une communication souterraine entre sa maison et l'égout le plus voisin pour y conduire les dites eaux. Dans tout autre cas, non seulement il ne sera permis aucune communication de ce genre, mais celles maintenant existantes seront supprimées aux frais des propriétaires comme abusivement établies. »

L'art. 6 de la même ordonnance prévoit de même que dans les constructions nouvelles, l'écoulement des eaux ménagères doit se faire par le ruisseau de la voie publique.

De même l'ordonnance royale du 26 janvier 1821, du 24 décembre 1823, art. 19 et 20, les instructions du ministre des Travaux publics concernant la grande voirie, enfin la discussion et les travaux préparatoires de l'article 681, Code civil, servent de base juridique à l'opinion de la jurisprudence.

La majorité des auteurs reconnaît aussi que tel est bien le droit des riverains de déverser sur la voie publique non seulement leurs eaux pluviales, mais aussi leurs eaux ménagères (1).

Parmi les auteurs que nous citons en note, M. Picard fait découler ce droit d'une extension de l'art. 681. M. Aucoc prétend trouver le fondement de ce droit dans les art. 640 et 681, Code civil. Enfin, M. Christophe enseigne que ce droit

(1) En ce sens voyez : Guillaume, *Voirie urbaine*, 1876, page 244, n° 276 et page 155, n° 157.

Daviel, *Cours d'Eau*, 1837, n° 946.

Picard, *Traité des eaux*, tome IV, n° 458.

Fabreguettes, *Traité des eaux*, tome I, page 553.

Morgan, *Loi municipale*, 1892, tome I, page 554 en note.

Aucoc, *Conférences*, tome III, n°s 1108 à 1120.

Christophe, *Travaux publics*, tome II, n° 2370, page 433. *Répertoire de police judiciaire et administrative*. Courville sous direction Lépine, tome II, 2614.

Bloch, *Dictionnaire de l'administration française*, v° Eaux ménagères.

Blanche, *Dictionnaire général d'administration*, v° Eaux ménagères.

Demolombe, *Servitudes*, tome II, n° 597.

Dalloz, *Répertoire*, v° Contravention, n° 162.

Carpentier, *Répertoire*, v° Eaux 270. Chemin rural, 141. Chemin vicinal, 2354.

résulte de la nature même des voies publiques et constitue un des avantages légaux institué pour indemniser le riverain des charges inhérentes au voisinage de la voie publique, et en conclut que c'est non pas un droit *sui generis*, mais un véritable droit.

Les deux jurisprudences de la Cour de cassation et du Conseil d'état sont d'accord aussi pour reconnaître le droit d'écoulement des eaux ménagères au profit du riverain : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de cassation, que les demandeurs au pourvoi exercent le droit d'écoulement d'eaux sur la voie publique, qui aux termes de l'article 681 Code civil appartient à chacun et comprend tant les eaux pluviales tombant des toits que les eaux ménagères (1).

« Attendu, dit un second arrêt, qu'en versant sur la voie publique les eaux pluviales qui tombent sur sa propriété, ainsi que les eaux ménagères, le demandeur exerce le droit que lui confère l'art. 681, Code civil (2). »

Nous avons cité ces deux arrêts parce qu'ils exposent la doctrine de la Cour de cassation sur la matière. La Cour suprême voit dans l'article 681, Code civil, la base du droit d'écoulement des eaux ménagères sur la voie publique. La jurisprudence du Conseil d'Etat reconnaît également le droit des riverains à l'écoulement des eaux ménagères (3).

(1) Cassation, 22 mars 1876. — D. 76, 1, 206.

(2) Cassation, 13 mars 1887. — D. 87, 1, 448.

(3) Conseil d'Etat, 11 février 1887, L. 147. Concl. de M. Marguerie commissaire du gouvernement.

SECTION II

Réglementation du droit d'écoulement des eaux ménagères.

L'exercice d'un pareil droit ne peut être admis sans réglementation. Il est nécessaire, en effet, de protéger la voie publique des dégradations que les riverains, en usant de ce droit, pourraient commettre. Il faut aussi garantir les passants contre tout écoulement d'eaux ménagères défectueux ou nuisible. C'est donc au double point de vue de la conservation de la voie et de la commodité de la circulation que les autorités compétentes vont pouvoir intervenir et réglementer dans l'intérêt général l'usage de ce droit particulier. L'autorité administrative compétente, et notamment l'autorité municipale, ont en cette matière le droit de subordonner tout déversement d'eaux ménagères sur la voie publique à une réglementation qui, dans certaines circonstances, peut aller jusqu'à la suppression du déversement.

Les auteurs précédemment cités sont tous d'accord pour reconnaître les pouvoirs de l'autorité administrative. Ces pouvoirs, que nous avons déjà indiqués à propos de l'écoulement des eaux pluviales, ont une raison d'être plus impérieuse encore lorsqu'il s'agit d'eaux ménagères (1).

(1) Aux auteurs déjà cités on pourra ajouter encore pour une consultation utile :

Merlin, *Répertoire*, v^o Trib. de police, sect. I, § 2, n^o 5.

Lerat de Magnitot et Huart Delamarre, *Dictionnaire de droit*

Et la jurisprudence du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation a toujours affirmé dans ses arrêts le principe et la régularité du pouvoir réglementaire de l'autorité administrative en cette matière (1). Nous nous bornerons à considérer ce pouvoir réglementaire au point de vue de la commodité et de la sécurité de la circulation. Tout ce qui a trait à la conservation de la voie a déjà été examiné dans le chapitre consacré aux eaux pluviales. On voudra donc bien s'y reporter et appliquer aux eaux ménagères les principes précédemment exposés. Tout ce qui, d'autre part, a trait à la salubrité publique sera étudié, à propos des eaux malsaines au chapitre suivant.

Au point de vue spécial auquel nous nous plaçons, les textes applicables quelles que soient les voies publiques sont l'édit de 1607, l'article 471 du Code pénal, enfin, la loi du 5 avril 1884, art. 97 et suivants.

§ I. *Edit de 1607.*

L'art. 9 de l'édit de décembre 1607, porte :

« Deffendons à toutes personnes de faire des évier plus haut que rez-de-chaussée, s'ils ne sont couverts jusqu'au dit rez-de-chaussée et même sans la permission de nostre dit grand

public et administratif, v^o Règlement municipal, section 1, § 2.

(1) Conseil d'Etat, 13 décembre 1889. L. 1154 ; 11 février 1887. L. 147 (Conclus. de M. Marguerie). Cassation, 23 janvier 1862, *Bull. Criminel*, n^o 29. V. Guillaume, *Voirie Urbaine*, p. 249, des Cilleuls, *Voirie Urbaine*, p. 517.

voyer, ses lieutenants ou commis pour laquelle permission lui sera payé trente sols indistinctement tant pour ceux qui sont au rez-de-chaussée que pour ceux qui ne se trouveront au dit rez-de-chaussée (1). »

L'ordonnance du 12 décembre 1747 a sanctionné de peines spéciales l'ordonnance de 1607. Ces textes prescrivent l'établissement des évier et tuyaux adducteurs d'eaux ménagères, au niveau du sol.

Lorsqu'un évier est construit plus haut que le rez-de-chaussée contrairement à cette prescription, la juridiction appelée à connaître de la contravention peut ordonner l'établissement d'un conduit naturel, destiné à porter les eaux au rez-de-chaussée, mais elle excéderait ses pouvoirs en prescrivant pour obvier à l'inconvénient du séjournerment des eaux ménagères sur les routes l'établissement d'un canal destiné à les mener ailleurs (2). Telle n'est pas, en effet, la portée de l'édit de 1607.

La règle de cet édit, qui soumet à l'autorisation préalable, l'établissement des conduites d'écoulement des eaux ménagères et, en particulier, des évier, est encore en vigueur. Elle a été prescrite non seulement dans l'intérêt de l'administration, mais aussi dans celui des voisins et des passants pour que les exhalaisons insalubres ne gênent pas les premiers et que les seconds ne soient pas exposés à recevoir les éclaboussures des eaux ménagères déversées dans des évier mal construits. Cette nécessité d'obtenir une autorisation ne porte d'ailleurs nullement atteinte au droit du riverain, d'écouler ses eaux sur la

(1) Rapp. Edit. d'Orléans, art. 93. Coquille, *Institut. des servitudes.*

(2) Conseil d'Etat, 23 janvier 1837. *Recueil*, Roche et Lebon, vol. 6, page 486. Voyez à ce propos au chapitre sur la Ville de Paris, le décret du 22 juillet 1882, art. 13.

voie publique et ce serait méconnaître ce droit que de l'obliger sous prétexte d'autorisation à établir des canalisations, tuyaux, caniveaux couverts pour conduire les eaux de son immeuble jusqu'à un lieu déterminé, puisards, fosse, étang ou cours d'eau (1).

Les autorisations nécessaires pour l'établissement des conduites d'évier sont délivrées, suivant l'ordre des compétences, par le Préfet pour les routes nationales ou départementales, ainsi que pour les chemins vicinaux de grande communication et par le Maire pour les chemins vicinaux ordinaires, les chemins ruraux et les voies urbaines.

Faisons remarquer que cette autorisation ne s'applique qu'au mode de déversement par évier, et qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir de l'administration une autorisation pour le droit à l'écoulement des eaux.

L'édit de décembre 1607 porte aussi une seconde prescription qui, contrairement à la précédente, n'est pas demeurée en vigueur.

Elle a été remplacée par l'article 474, Code pénal, mais l'esprit de l'édit sinon les termes a passé dans le texte du Code pénal.

L'art. 8 de l'édit est ainsi conçu : « Pareillement avons deffendu et deffendons à tous nos dits sujets de jeter dans les rues eaux, ni ordures par les fenêtres de jour ni de nuit... et encore sans incommoder les passants, autrement avons permis à notre grand voyer et permettons de les faire condamner en l'amende comme dessus, auquel voyer ou commis nous enjoignons de se transporter par toutes les rues mesmes par les maistresses de quinze jours en quinze jours, afin de commander qu'elles soient délivrées et nettoyées et

(1) Conseil d'Etat, 23 janvier 1837, déjà cité.

que les passans ne puissent recevoir aucune incommodités. »

Les contraventions à l'édit de 1607 ne sont frappées d'aucune pénalité. L'édit n'en prévoit, en effet, aucune. La seule sanction est dans tous les cas la suppression des ouvrages irréguliers. Dans le domaine de la petite voirie on pourrait appliquer la sanction prévue par l'article 471, soit qu'on se réfère aux paragraphes 5, 6, 11 ou 15 de cet article.

On peut rapprocher de ce texte, une ancienne ordonnance du prévôt de Paris pour la police générale et règlement sur la voirie du 22 septembre 1600, art. 22 : « Sont faites deffenses à toutes personnes de jetter aucunes eaux, immondices, ni ordures, par les fenêtres esdites rues et voies tant de jour que de nuit à peine de 2 écus d'amende et de prison. »

Ces divers textes, spéciaux à une généralité ou à une province ayant été abrogés et remplacés par l'art. 471, C. p., c'est à l'étude de celui-ci que nous allons dès lors nous consacrer.

§ II. Article 471. § 6. Code pénal.

En dehors de toute réglementation spéciale émanée de l'autorité administrative l'article 471-6°, Code pénal, s'applique en la matière.

Il punit d'une amende de 4 à 5 francs inclusivement et en cas de récidive (art. 474) d'une peine d'emprisonnement de trois jours au plus : « Ceux qui auront jeté ou exposé au devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres. » De ce paragraphe on peut rapprocher le paragraphe 12, même article :

« Ceux qui, imprudemment, auront jeté des immondices sur quelque personne (1). »

Pour que l'article 471 s'applique, plusieurs conditions doivent être réunies :

Il faut, selon les termes mêmes de l'article, qu'il y ait jet ou exposition, devant l'édifice, par un habitant ou un propriétaire de l'édifice, d'une chose nuisible par sa chute ou par des exhalaisons insalubres.

1^o L'article 471 vise deux infractions connexes, le jet de choses, quelles qu'elles soient, susceptibles de nuire par leur chute, et l'exposition des choses nuisibles par leurs exhalaisons. Conformément à la division que nous avons déjà indiquée, nous n'examinerons dans ce chapitre que la première de ces deux contraventions prévues par l'article 471. Les liquides nuisibles par leurs exhalaisons, c'est-à-dire les eaux malsaines, font l'objet du chapitre suivant. En parlant de jet susceptible de nuire, le texte a eu certainement en vue l'interdiction de faire ou laisser couler les eaux. L'expression jeter comprend tout mode d'émission sur la voie publique depuis le jet inopiné par une fenêtre jusqu'au déversement continu par tuyaux ou canalisations (2) ;

2^o La jurisprudence a toujours considéré que le rédacteur du Code dans l'expression « devant les édifices » avait certainement en vue la voie publique (3).

Le Code de brumaire parlait expressément de la voie pu-

(1) Cf. ordonnance de police du 13 juillet 1764. Voyez aussi Royon, *Voirie à Paris*, page 218.

(2) Cassation, 21 mars 1834. D. 34, 1, 380, et Cassation, 8 février 1866. D. 67, 1, 188.

Conf. Dalloz, *Répertoire*, v^o Contravention, n^o 162, v^o *Voirie*, n^o 1867.

(3) Cassation, 22 nov. 1856. D. 56, 5, 500 ; 2 juin 1865.

blique. Sous l'empire de cette législation la cour de cassation avait rendu un arrêt formel du 18 germinal de l'an X, qui annulait un jugement condamnant un habitant de Guingamp prévenu d'avoir déposé du fumier dans sa cour attenante à la voie publique (1).

Le rédacteur nouveau de l'article 471 est moins explicite, mais le sens du texte est le même que précédemment (2). En effet, pour interpréter l'article 471, il faut se reporter aux dispositions législatives dont il constitue la sanction pénale et qui prescrivent des mesures de police relativement aux lieux publics et surtout à la voie publique.

Par conséquent, on doit déduire de cette interprétation formelle du texte que l'article 471 ne s'applique ni à l'écoulement des eaux ménagères sur les voies privées, ni au déversement de ces eaux ou au jet sur un terrain privé même non clos, même communiquant avec la voie publique (3).

3° Enfin il faut, dernière condition, que la chose soit nuisible par sa chute ou par des exhalaisons insalubres. On ne s'occupera que du premier point en ce moment. Le texte considéré en sa première partie signifie donc que seul est incriminé le mode de déversement des liquides quelconques indépendamment de toute exhalaison nuisible et de toute insalubrité.

(1) Cassation, 18 germinal an X. *Bulletin Crim.*, n° 156. Voyez Dalloz, *Répertoire*, v° Contravention, n° 164 et Blanche, *Contravention de police*, n° 127.

(2) La Cour de cassation l'a reconnu en statuant sur un pourvoi formé par le Ministère public contre un jugement du tribunal de simple police de Nantes (Cassat., 19 janvier 1856. D. 56, 1, 140). En ce sens Cassation, 22 novembre 1856. S. 57, 1, 236.

(3) Cassation, 9 janvier 1857. D. 57, 1, 80. — 2 juin 1865. D. 65, 5, 236. Nous consacrons un développement spécial à cette question au chapitre des voies privées.

Par conséquent, l'écoulement des eaux ménagères, effectué d'une manière non nuisible, reste en dehors de l'art. 471 et ne peut être interdit de ce fait.

De l'application de ce texte il résulte donc qu'en l'absence de tout règlement municipal, les riverains ne pourraient être inquiétés pour le déversement de leurs eaux ménagères sur la voie publique sans, cependant, qu'il leur soit permis d'adopter un mode de déversement entravant ou gênant la circulation, nuisible aux passants, soit à leur personne, soit à leurs vêtements, marchandises, propriétés, etc. (1).

Les éléments de la contravention ainsi déterminés, l'étude de l'article 471, § 6, peut se ramener aux quelques points suivants :

1° A quelles eaux s'applique cet article ;

2° Quels sont les modes de déversements interdits ;

3° Quelles sont les personnes responsables du déversement ;

4° Poursuite de la contravention. Excuses. Sanctions. Pouvoir du Juge.

1° Nous avons déjà indiqué que l'art. 471 n'a tout d'abord en vue dans sa première partie que la commodité et la sécurité de la circulation. Que les eaux soient propres ou sales, leur chute peut toujours être nuisible aux passants.

Les eaux ménagères ne sont pas forcément des eaux sales. Ce peuvent être des eaux propres recueillies à l'intérieur des maisons dans un récipient quelconque, et dont on veut ensuite se débarrasser. La jurisprudence de la Cour de cassation a reconnu dans de nombreux arrêts que le jet, d'eau ni insalubre ni malpropre, rentre cependant dans les termes

(1) Voyez Dalloz. *Répertoire*, v° Contravention, n° 158.

de l'article 471 ; car ce qu'a en vue cet article ce n'est pas la qualité de l'eau, mais le jet d'un liquide quelconque propre ou sale sur la voie publique. On ne saurait donc invoquer comme excuse la propreté et l'innocuité même reconnues du liquide jeté ; quelle que soit sa composition, le fait de le jeter sur la voie publique d'une manière pouvant nuire aux passants constitue une contravention à l'article 471-6° (1).

Ainsi jugé que le fait de laisser couler de l'eau *même propre* par la fenêtre d'une maison constitue une infraction à l'article 471-6°, Code pénal, qui met au nombre des contraventions qu'il prévoit le jet de choses de nature à nuire par leur chute ; que l'eau jetée par une fenêtre même sans être malpropre peut cependant nuire par sa chute (2).

Et la contravention ne disparaîtrait pas, même lorsqu'il existe un règlement local n'ayant prévu que le jet d'eau sale (3). L'article 471, en effet, édicte une interdiction indépendante de toute ratification par un règlement administratif. *A fortiori* doit-on conclure qu'un maire ne pourrait par un arrêté municipal autoriser le jet d'eau propre défendu par l'article 471, dont la disposition est fondée sur des motifs d'ordre et d'intérêt public qui n'admettent aucune restriction (4). Le tribunal de simple police n'a pas à tenir compte de pareils arrêtés.

2° Tout mode de déversement susceptible de nuire par sa chute ou de gêner la circulation constitue la contravention

(1) Cassation, 3 janvier 1885 ; Cassation, 24 novembre 1855. D. 56, 5, 35 ; Cassation, 2 janvier 1869. D. 69, 5, 254 ; Cassation, 7 décembre 1872. D. 72, 5, 279 ; Cassation, 18 août 1881. D. 81, 5, 229 ; Cassation, 25 janvier 1883. D. 84, 5, 305.

(2) Cassation, 18 août 1881. D. 81, 5, 229.

(3) Cassation, 24 novembre 1855. D. 56, 5, 35.

(4) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 291.

de l'article 471. Cet article parle « du jet ou de l'exposition ». Ces termes doivent être entendus dans le sens le plus large et s'appliquent à l'écoulement direct sur le sol de la voie publique aussi bien qu'au jet d'une certaine hauteur. Les déversements pouvant gêner la circulation ou nuire aux passants sont aussi variés que nombreux. On peut les classer en deux catégories : la chute d'eaux d'une fenêtre ou d'un tuyau à une certaine hauteur : l'écoulement sur le sol de la voie d'eaux en trop grande quantité. Rentre dans l'une ou l'autre de ces catégories le fait par le riverain, en arrosant des fleurs sur une fenêtre d'envoyer de l'eau sur le sol de la voie publique, le fait de jeter pour quelque cause que ce soit un seau d'eau propre ou sale par la fenêtre (1), le fait de laisser tomber sur les passants les eaux d'évier par suite de la vétusté de la cuvette du tuyau de descente des eaux ménagères (2) ; le fait d'un riverain qui vide ses eaux de toilette par la fenêtre ou qui jette de l'eau sur un enfant pour se débarrasser de ses importunités (3) ; le fait enfin d'un propriétaire qui laisse s'échapper sur une voie publique des eaux en si grande quantité qu'elles gênent la circulation (4).

Il a été jugé à ce propos que le déversement d'une certaine quantité d'eau sur la voie publique de manière à gêner la circulation constitue une contravention nouvelle chaque

(1) Cassation, 28 juillet 1828, 3 janvier 1835 ; Cassation, 8 février 1856. D. 56, 5, 302 ; Cassation, 30 août 1860. D. 60, 5, 418 ; Cassation, 3 janvier 1855 ; Cassation, 7 décembre 1872. D. 72, 5, 279 ; Voyez aussi Dalloz, *Répertoire*, v^o Commune, n^o 1036, et v^o Contravention, 158.

(2) Cassation, 10 février 1848. D. 48, 5, 306. Voyez Dalloz, *Répertoire*, v^o Contravention, n^o 156.

(3) Cassation, 2 janvier 1869. D. 69, 5, 254.

(4) Cassation, 30 janvier 1879. D. 79, 1, 384.

fois qu'il se produit. Un pareil fait ne peut, en effet, être considéré comme un acte unique permanent et continu. Il doit évidemment donner lieu à des poursuites chaque fois qu'il est réitéré. Par suite, la répression peut en être poursuivie bien que l'écoulement des eaux ait été toléré pendant un certain temps (1).

On voit d'après les exemples précités l'étendue et la portée de l'article 471, Code pénal, dont l'application est possible toutes les fois que les eaux déversées sur la voie publique causent ou sont susceptibles de causer un dommage aux passants ou une gêne à la circulation. Cette expression « susceptibles de causer » indique que si la condamnation du riverain à des dommages-intérêts est subordonnée à un dommage effectif, sur la personne d'un tiers, la contravention à l'article 471, existe indépendamment de tout dommage effectif. Le seul fait de déversement des eaux d'une manière qui *pourrait être nuisible* justifie la condamnation de l'auteur du déversement (2).

3° Contre qui la contravention peut-elle être poursuivie ? C'est uniquement contre les auteurs personnels de l'infraction que les poursuites doivent être dirigées. L'article 471, Code pénal, n'atteint que les auteurs mêmes du fait incriminé et non les propriétaires ou locataires des maisons d'où

(1) Même arrêt et Cassation, 11 avril 1868. D. 69, 1, 119. Cependant voyez en sens contraire ; Cassation, 3 novembre 1870. D. 70, 1, 438.

(2) Notons qu'une tentative de déversement non suivie d'effet, par exemple, la pose d'éviers ou la menace de jeter de l'eau à un passant ne constitue pas un fait punissable.

Les articles 2 et 3, Code pénal, ne font pas mention de la tentative contraventionnelle ; de ce silence on peut conclure à bon droit que la tentative de contravention n'est pas punissable.

Voyez Garraud, *Précis de Droit Criminel*, p. 165.

le déversement irrégulier a été effectué. Le caractère tout personnel de l'infraction exclut la responsabilité du patron à raison du fait d'un ouvrier, du maître ou du commettant à raison du fait d'un employé ou domestique (1). Il n'est ici naturellement question que de la responsabilité pénale ; et le principe de la responsabilité civile, tel qu'il existe suivant l'article 1384, Code civil, ne cesse pas d'être applicable.

On ne pourrait pas non plus, est-il besoin de le dire, relever à la charge du propriétaire, du maître ou du patron un fait de complicité. La complicité en matière de contraventions de police résultant du paragraphe 6 de l'article 471 n'est frappée d'aucune peine (2). Les contraventions sont en effet, des infractions trop peu graves et qui causent trop peu de préjudice à la société, pour que la répression s'étende au delà de l'auteur principal.

4° Par qui sont constatées les contraventions ? Sans nous étendre sur cette question d'ordre très général, disons que la constatation des déversements nuisibles d'eaux ménagères peut être faite par tous les agents de la voirie ou du service de la voie publique, ainsi que par tous les agents énumérés aux articles 11 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Les agents voyers, cantonniers, conducteurs des Ponts et chaussées peuvent dans les limites de leur compétence constater les contraventions commises sur les rues ou chemins.

Les gardes champêtres et forestiers sont chargés de rechercher, en vertu d'un pouvoir propre, chacun dans le ter-

(1) Cassation, 23 août 1879. *Bull. Crim.*, n° 171 ; Cassation, 28 février 1863. S. 64, 5, 324 ; Cassation, 25 mars 1869. *Bull. Crim.*, n° 121 ; Cassation, 3 mars 1859. S. 59, 1, 868.

(2) Cassation, 22 juillet 1897. D. 99, 1, 92.

ritoire pour lequel ils sont assermentés les contraventions rurales ou forestières (art. 16 et 20, Code Inst. crim.) Les premiers sont en plus chargés de la police municipale. (Loi du 5 avril 1884, art. 102.) A côté de ces agents l'exercice de la police judiciaire pour la recherche la constatation et la poursuite des contraventions est confié au commissaire de police et à son défaut au maire ou adjoint. Enfin, il y a dans chaque commune des agents spéciaux adjoints à la police judiciaire, et auxiliaires des précédents dont la mission est de coopérer à la recherche et à la poursuite des contraventions en général.

Tous ces agents ont le pouvoir de dresser des procès-verbaux et de faire des rapports. Ils consignent dans les procès-verbaux qu'ils rédigent la nature du déversement, les circonstances dans lesquelles il se produit, le temps et le lieu où il a été effectué, enfin les preuves ou indices à la charge de ceux qui en sont présumés coupables.

Le commissaire de police ou à son défaut le maire au reçu des procès-verbaux ou rapports saisit alors directement le tribunal de simple police, juge de la contravention.

Mais un point intéressant doit être élucidé. Un tiers quelconque peut-il provoquer des poursuites contre l'auteur d'un déversement nuisible ou tout au moins exiger d'un agent assermenté la constatation de la contravention. La solution n'est pas douteuse lorsqu'il s'agit d'un tiers lésé, par exemple, d'un passant qui a reçu sur lui l'eau nuisible par sa chute. Dans ce cas, en effet, le tiers lésé a le droit d'exiger la constatation de l'infraction au texte pénal. Mais le tiers, non lésé par l'infraction commise par le propriétaire riverain, n'a pas qualité pour exiger la poursuite de la contravention. Ce droit existe seulement pour les personnes expressément visées par la loi.

Ajoutons qu'à côté de l'article 471-6°, Code pénal, on pourrait encore faire application du même article 42°. Il y a entre ces deux articles une ressemblance et une connexité certaines, mais il y a aussi des différences. Il faut faire une distinction entre les deux. Il ne faudrait pas croire d'après le texte que le 1^{er} paragraphe s'applique au cas où il y a eu volonté, et le second au cas où il y a eu seulement imprudence. Dans le cas du paragraphe 6, comme dans le cas du paragraphe 42 il peut n'y avoir eu que simple imprudence. Mais l'un prévoit que quelqu'un a été atteint, l'autre ne l'exige pas. Le paragraphe 6 a en somme une portée bien plus grande que l'autre et la peine est la même.

Quels seront les pouvoirs du juge de simple police ? Si la contravention relevée à la charge du riverain est définitivement reconnue le juge de paix devra prononcer contre le contrevenant les sanctions prévues aux articles 471 et 474, Code pénal, c'est-à-dire l'amende de cinq francs et en cas de récidive (1) l'emprisonnement de six jours au maximum. Il devra aussi se prononcer sur les dommages-intérêts à allouer au tiers lésé dans tous les cas où il le sera nécessaire (2). Mais il lui sera loisible d'appliquer au contrevenant le bénéfice des circonstances atténuantes (art. 463 Code pénal), mais non de la loi de sursis (3) sans cependant que l'atténuation de la peine puisse s'étendre aux dommages-intérêts.

Mais le juge de simple police peut-il admettre l'excuse à la

(1) Rappelons qu'il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant dans les 12 mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal (art. 474, C. p.).

(2) Code d'Inst. Cri., art. 161.

(3) Cassation, 5 mars 1892. D. 92, 1, 338 ; 29 juillet 1892. D. 93, 1, 157, et D. 92, 1, 472.

contravention de l'article 474-6°. Aucune excuse sauf le cas de force majeure dûment constaté ne peut-être invoquée en l'espèce. Ce principe résulte d'une jurisprudence constante. Ainsi ne peut être admis comme une excuse écartant l'application de la peine :

Le fait que l'eau jetée était claire et propre (1) ;

Le fait que l'eau jetée n'a atteint personne ou n'a causé aucun dommage (2) ;

Le fait qu'il n'est pas nécessaire que l'eau soit sale ou que le jet ait atteint quelqu'un pour qu'il y ait contravention résulte de la considération que « l'intention de nuire n'est pas nécessaire pour qu'un fait qualifié contravention par la loi soit passible des peines qu'elle détermine ; la criminalité d'un tel fait résulte complètement de la seule violation de la loi ou des règlements » ;

Le fait que le prévenu par suite des circonstances de la cause a été obligé d'agir comme il l'a fait (3).

Le fait que la contravention n'était pas prévue par un règlement local. « Car là où la loi a disposé les règlements municipaux sont superflus (4) ; »

Le fait que le règlement municipal permettait le déversement d'eaux propres (5), ou que l'autorité municipale avait

(1) Cassation, 3 janvier 1835 ; 24 novembre 1855. D. 56, 5, 35 ; 2 janvier 1869. D. 69, 5, 254 ; 7 décembre 1872. D. 72, 5, 279 ; 18 août 1881. D. 81, 5, 229 ; 25 janvier 1883. D. 84, 5, 305.

(2) Cassation ; 8 février 1856. D. 56, 5, 502 ; 31 mars 1861. *Bull. Crim.*, n° 70 ; 18 août 1881, précité.

(3) Cassation, 13 mars 1852. S. 52, 4, 763 ; 1^{er} avril 1854. *Bull.*, 92 ; 20 septembre 1855. *Bull.*, 327.

(4) Cassation, 2 juin 1842. S. 42, 4, 838 ; 24 novembre 1855. D. 56, 5, 35.

(5) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 291.

longtemps toléré le déversement incriminé (1), car d'une part un règlement municipal ne peut aller à l'encontre d'une disposition d'ordre public, et d'autre part une autorité administrative ne peut permettre utilement ce qu'un texte législatif a interdit ;

Le fait qu'il y a absence de plainte de la part des passants et voisins, alors même qu'il en est ainsi attesté par le rédacteur du procès-verbal (2).

Le fait que l'eau jetée de la fenêtre du rez-de-chaussée est tombée dans une rue très peu fréquentée et de manière à ne nuire à personne (3).

Le fait que le prévenu avait une autorisation régulière du Maire, les tribunaux n'étant tenus de faire exécuter les arrêtés municipaux que lorsqu'ils se rattachent à la loi (4).

Et même si la contravention provient d'un fait accidentel, indépendant de la volonté de son auteur, il y a encore contravention punissable si la force majeure ne peut être prouvée. L'absence de volonté du contrevenant ne peut constituer une excuse. Une contravention de police peut en effet, résulter du fait matériel ou de la négligence du riverain ; la volonté de l'inculpé n'est pas un élément nécessaire de l'infraction (5). C'est ainsi que la jurisprudence en a décidé à

(1) Cassation, 11 avril 1868. D. 69, 1, 119 et 3 novembre 1870. D. 70, 1, 438. La tolérance administrative — même longue ne pourrait donc *a fortiori* constituer un titre ou une prescription acquisitive. — Cassation, 30 janvier 1879. D. 79, 1, 384.

(2) Cassation, 31 juillet 1862. Conf. Cassation, 22 février 1844.

(3) Cassation, 30 avril 1852. Bull. 140.

(4) Cassation, 28 septembre 1827. S. 28, 1, 686.

(5) Aux arrêts déjà cités on peut encore ajouter les arrêts suivants qui rejettent toute excuse hors le cas de force majeure ; Cassation, 2 mars 1855. D. 71, 5, 412 ; Cassation, 8 février 1866.

propos d'eaux d'évier tombées sur des passants par suite de la crevaisson par vétusté de la cuvette du tuyau de descente des eaux ménagères (1).

La Cour de cassation a jugé qu'en pareil cas il n'y avait pas force majeure, mais négligence du propriétaire : il appartenait au riverain de s'assurer de l'état du conduit avant d'y jeter les eaux (2).

D'ailleurs chaque fois que la contravention implique de la part du contrevenant un fait direct et personnel,

D. 67, 1, 188 ; Cassation, 30 août 1860. D. 60, 5, 418 ; Cassation, 2 janvier 1869. D. 69, 5, 254 ; Cassation, 30 janvier 1879. D. 79, 1, 384. Cet arrêt décide que le fait de déverser sur le sol de la rue des eaux provenant de la condensation de la vapeur qui s'échappe d'une fabrique implique de la part du propriétaire un fait direct et personnel qui ne peut être assimilé à un cas de force majeure. Cassation, 3 janvier 1879. D. 79, 1, 377.

(1) Cassation, 10 février 1848. D. 48, 5, 306. *Id.*, 25 janvier 1883. D. 84, 5, 305.

(2) Voici en résumé les circonstances de l'affaire. Un commissaire de police avait constaté « qu'un marchand de parapluies était venu se plaindre à lui de la chute de l'eau d'un évier d'une maison, sur sa personne et sur sa marchandise étalée sur la voie publique ; il s'était transporté sur les lieux et avait reconnu l'évidence du fait ». Le tribunal de police après avoir mis en doute les affirmations du procès-verbal ajoute « que dans le cas même où la cuvette du tuyau de descente des eaux ménagères de la maison aurait, par suite, de son état de vétusté laissé échapper par-dessus ce récipient les eaux qui seraient tombées sur les passants, ce fait ne constituait qu'un accident fortuit à l'abri de toute atteinte de la loi » et, en conséquence, il renvoya le délinquant des poursuites. Sur le pourvoi du Ministère public la décision fut annulée, « attendu qu'en statuant ainsi le tribunal de police s'est mépris sur le caractère des contraventions de police qui peuvent résulter d'un fait matériel ou d'une simple négligence sans que la volonté entre comme élément nécessaire de leur existence » (Cassation, 10 février 1848 précité).

l'excuse tirée de la force majeure ne peut être admise (1).

Et pour qu'en matière de contravention de simple police la force majeure constitue une excuse, il faut que tous les caractères de la force majeure se trouvent réunis pour que l'excuse soit admise ; le simple cas fortuit ne pourrait jamais être invoqué (2).

La Cour de cassation se réserve d'ailleurs toujours aux termes d'une jurisprudence constante, le droit de vérifier si les circonstances relevées par le juge du fait, comme constitutives de la force majeure présentent réellement ce caractère (3).

La prescription ne pourrait pas non plus constituer une excuse pour le contrevenant. Elle ne peut être invoquée comme extinctive des poursuites exercées. En effet, le refus d'obtempérer aux injonctions de l'autorité administrative pour l'application soit de l'article 471, soit d'un règlement municipal constitue une contravention permanente et successive qui ne peut être prescrite qu'à partir du jour où l'état de fait qui la constitue a cessé d'exister (4).

(1) Cassation, 30 janvier 1879. D. 79, 1, 384.

(2) Cassation, 5 novembre 1863. D. 72, 5, 222 ; 24 avril 1868. D. 68, 1, 463.

(3) Cassation, 28 avril 1865. D. 65, 1, 245 ; 7 novembre 1867. D. 72, 5, 222 ; 2 décembre 1871. D. 71, 1, 366.

(4) Cassation, 8 janvier 1885. *Gaz. Pal.*, 85, 1, 217. Le Juge de Paix avait décidé que l'infraction était une contravention permanente ; mais non successive ; qu'elle était définitivement accomplie à l'expiration du délai accordé pour l'exécution des travaux ; que la prescription courait à partir de ce délai et qu'elle était acquise à un an. La Cour de cassation a décidé que la contravention réside dans le refus d'exécution des travaux ordonnés par l'autorité municipale, que ce refus se renouvelle chaque jour depuis l'époque fixée pour l'exécution.

§ III. — *Pouvoir réglementaire des Maires et des Préfets.*

L'article 471 Code pénal, est loin de faire face à toutes les nécessités de la pratique. La réglementation très générale, qu'il engendre et sanctionne serait insuffisante bien souvent, notamment en ce qui concerne la voirie urbaine. A côté de cette réglementation négative qui se borne à édicter une défense, il est nécessaire qu'il y ait une réglementation positive, un ensemble de prescriptions émanées de l'autorité administrative compétente pour ordonner toutes mesures propres à assurer un écoulement inoffensif des eaux ménagères. Les règlements de police préfectoraux et municipaux doivent édicter ces prescriptions utiles et compléter les dispositions de l'article 471 Code pénal. Ils ont pour but soit la conservation du domaine public, soit la commodité de la circulation. La question de la salubrité publique reste en dehors de ce chapitre. Ils s'appliquent aux eaux ménagères comme aux eaux pluviales et avec d'autant plus d'étendue que l'écoulement des eaux ménagères est une matière toute de réglementation, et de police et qu'on ne peut opposer à l'autorité administrative ni le droit dérivant de l'article 640 ni même celui de l'article 681, Code civil. Ainsi la réglementation administrative peut-elle aller jusqu'à une interdiction totale de déversement si les circonstances le comportent ? Nous examinerons successivement les points suivants :

- 1° Quelles sont les autorités réglementaires en l'espèce ?
- 2° Sous quelle forme leur activité se manifeste-t-elle ?
- 3° Quelle est l'étendue de leurs pouvoirs ?

4° Sanctions. Compétence. Pouvoirs du juge. Voies de recours des administrés :

1° Le pouvoir réglementaire pour toutes les voies publiques est concentré entre les mains de trois autorités : le ministre, le préfet, le maire. Leur importance en est ici en raison inverse de leur situation hiérarchique. Le ministre de l'Intérieur pour les chemins vicinaux, le ministre des Travaux publics pour les routes faisant partie de la grande voirie se bornent à édicter des règlements généraux dont l'application doit être assurée par l'intermédiaire des autorités locales. Ce sont celles-ci qui, par des arrêtés soit généraux soit individuels, assurent l'exécution des prescriptions générales intéressant l'ordre public et la conservation des chemins.

En dehors des pouvoirs du préfet touchant la conservation des routes nationales et départementales et des chemins vicinaux d'intérêt commun, pouvoirs qui se manifestent sous forme de règlements approuvés par le Ministre compétent, le Maire a pour les voies urbaines, les chemins ruraux et les chemins vicinaux ordinaires le même pouvoir de réglementation. Mais il a, en outre, le droit d'édicter des règlements applicables aux voies publiques de toute nature dans les limites de sa commune, en vertu des dispositions législatives qui rangent dans la police municipale les mesures qui concernent la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques. L'autorité municipale tient les pouvoirs très étendus qui lui ont été conférés en la matière, de la loi du 5 avril 1834, article 97. L'article 99 de la même loi donne aux préfets des droits superposés à ceux du maire, et subsidiaires à eux dans certains cas soit que le préfet réglemente pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles ; soit que le préfet agisse pour une commune

déterminée aux lieu et place de l'autorité municipale après mise en demeure faite à celle-ci et restée sans résultat.

2° Le maire ou le préfet peuvent agir tantôt par mesure réglementaire générale, tantôt par arrêté individuel (1). Les attributions de police des préfets sont au-dessus de celles des maires s'il s'agit de prendre pour tout le département, des mesures qu'un maire aurait le droit de prendre pour sa commune. Il ne faut pas, cependant, que les préfets puissent substituer leur autorité à celle des maires ; c'est pour cette raison qu'il leur est interdit d'user de leurs pouvoirs généraux en matière de police pour prendre des arrêtés applicables à une commune seulement. Le préfet peut, cependant, prendre des mesures pour une seule commune en cas de négligence constatée de l'autorité municipale et après avoir mis le maire en demeure de remplir sa fonction.

Les arrêtés municipaux réglementaires doivent être portés à la connaissance des administrés par voie d'affiches les arrêtés individuels doivent être notifiés aux intéressés. Les uns et les autres sont exécutoires dès que la publication ou notification a été effectuée ; exception est faite cependant pour les règlements de police permanents exécutoires seulement un mois après la remise de l'ampliation au sous-préfet. En cas d'urgence cependant le préfet peut autoriser l'exécution immédiate.

3° La portée des pouvoirs de police municipaux ou préfectoraux dépasse de beaucoup celle des textes que nous avons jusqu'ici étudiés. — Ces pouvoirs permettent, en effet, aux autorités administratives d'édicter toutes mesures dans l'intérêt de la conservation de la voie publique et de la circula-

(1) Cassation, 13 mars 1862. D. 65, 5, 37.

tion sur cette voie. Il y a donc là une double mission à remplir : protéger la voie et protéger les passants contre les entreprises des riverains.

Nous aurons à examiner : *a*) le pouvoir de réglementation d'écoulement des eaux ménagères, *b*) le droit d'interdire cet écoulement, *c*) la faculté pour les autorités locales de faire exécuter des travaux d'office en vue de l'intérêt public général.

A. Ces principes exposés au chapitre des eaux pluviales concernant les mesures réglementaires prises pour assurer le bon écoulement des eaux, trouvent encore leur place ici. C'est ainsi que l'autorité municipale peut obliger les riverains à établir sous les trottoirs des gargouilles (1), des chénaux ou des caniveaux (2) pour assurer jusqu'au ruisseau ou au fossé l'écoulement des eaux ménagères. L'entretien de tous ces ouvrages est naturellement à la charge des riverains. De même le Maire ou le Préfet peuvent valablement ordonner aux propriétaires riverains de remplacer les simples cuillers dont un précédent règlement local exigeait l'établissement pour l'émission des eaux ménagères sur la voie publique par un chenal en pierre couvert à sa surface (3). Mais il convient à ce propos de faire une observation : Pour que les riverains soient légalement tenus des frais de reconstruction des tuyaux d'émission, il faut que la réfection ordonnée par le maire soit nécessitée et motivée par la vétusté ou le mauvais état actuel des ouvrages. S'il n'y a qu'un simple changement dû à une reconstruction ou à une modification

(1) Conseil d'Etat, 13 décembre 1889. L. 1154.

(2) Cassation, 29 juillet 1898. S. 00, 1, 157.

(3) Cassation, 13 mars 1862. D. 65, 5, 397; 1^{er} mars 1866. D. 67, 3, 4.

des trottoirs existants, tous les frais entraînés par ces travaux sont à la charge de la Commune auteur du travail. L'arrêté d'un maire, qui en déciderait autrement, serait susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir (1).

Sont réguliers les arrêtés de l'autorité compétente qui prescrivent aux riverains d'enlever tout obstacle apporté par eux au libre écoulement des eaux ménagères d'une rue (2) ; d'assurer immédiatement l'écoulement des eaux ménagères au moyen de caniveaux couverts établis de façon à éviter tout dégagement d'odeurs sans déterminer les travaux à exécuter (3). Mais le Maire ne pourrait sans excès de pouvoir indiquer la forme exacte des travaux à exécuter, les matériaux à employer.

Après avoir réglementé les organes de déversement, l'autorité municipale peut prendre des mesures concernant l'écoulement des eaux ; notamment elle peut indiquer le maximum de degré de corruption des eaux (4), limiter l'écoulement de ces eaux à certaines heures du matin ou du soir, prescrire aux riverains d'entretenir en état de propreté constant les tuyaux d'amenée et le ruisseau au droit de leur propriété, etc., etc... Elle peut encore fortifier les interdictions édictées par l'article 471, Code pénal, ou les textes antérieurs, défendre de jeter de l'eau par les fenêtres ou de déverser des eaux sales ou propres en trop grande quantité sur la voie publique, enjoindre aux propriétaires de supprimer les

(1) V. Dalloz, *Répertoire*, v^o Voirie, n^o 1665.

(2) Conseil d'Etat, 2 février 1900. L. 80.

(3) Conseil d'Etat, 7 décembre 1900. L. 733, voir S. 03, 3, 51.

(4) L'arrêté municipal qui permet de déverser dans les ruisseaux des rues les eaux ménagères autorise suffisamment par là même le déversement des eaux de teinturerie lorsqu'il est constaté qu'elles ne sont pas insalubres. Cassation, 20 avril 1843.

flaques et mares d'eau formées par eux le long de leur propriété (1). Ses pouvoirs dépassent de beaucoup la sphère d'application de l'article 471, au point de vue non seulement de la matière réglementée, mais encore de l'assiette du règlement. En effet, alors que tout ce qui est en dehors des limites strictes de la voie publique, échappe aux dispositions de l'art. 471, les pouvoirs de police du maire peuvent s'étendre aux dépendances immédiates de cette voie.

Ainsi il a été jugé que l'arrêté du maire qui défend de jeter des ordures dans la cour d'une maison attenante à la voie publique est obligatoire et que la contravention qui y est commise ne peut être excusée sous le prétexte que l'accès de la cour du prévenu n'est pas ouvert au public (2). « Attendu qu'il est constaté et reconnu dans l'espèce que le sieur X... a contrevenu à l'article 3 de l'arrêté précité en jetant un vase d'urine dans la cour de la maison qu'il habite, laquelle cour devient de la sorte un véritable cloaque ; qu'en refusant donc de réprimer cette contravention par le motif que l'accès de la dite cour n'est point ouvert au public, le jugement dénoncé a commis un excès de pouvoir... Casse. »

De même l'arrêté qui déclare qu'une cour située à l'extrémité d'une rue sera considérée comme voie publique et soumise à ce titre aux règlements locaux de police, permet d'appliquer à cette cour toutes les mesures concernant l'écoulement des eaux ménagères (3).

Jugé de même que le perron servant d'entrée à un monument public tel qu'une salle de spectacle, quand ce perron non clos est attenant à la voie publique et est franchi accidentellement par des passants, doit être considéré comme

(1) Cassation, 23 juillet 1864. D. 65, 1, 326.

(2) Cassation, 21 juillet 1838.

(3) Cassation, 13 avril 1839.

faisant partie de cette voie et est soumis aux règlements de police concernant la sûreté et la commodité du passage : en sorte que celui qui laisse tomber d'une habitation supérieure sur ce perron de l'eau contrairement à la défense d'un arrêté municipal ne peut être exempté de la peine encourue pour cette infraction (1).

Les pouvoirs de l'autorité municipale ont cependant des limites ; elle ne pourrait, par exemple autoriser, ce qui est formellement défendu par l'art. 471, et permettre le jet d'eaux ménagères par les fenêtres, par des évier surplombant, ou tout mode de déversement susceptible de nuire aux passants. L'article 471 étant fondé sur des motifs d'ordre et d'intérêt public n'admet aucune restriction (2).

Tel est le champ — vaste comme on le voit — de réglementation municipale en ce qui touche l'écoulement des eaux ménagères.

B. Peut-on aller plus loin encore et reconnaître à un règlement le droit d'interdire tout écoulement de ces eaux sur la voie publique ? Ce droit ne saurait être reconnu à l'autorité municipale, du moins lorsque le déversement des eaux n'occasionne ni gêne, ni dégât. Ce n'est que pour prévenir ou pour réprimer un fait dommageable à la voie publique ou aux passants que le maire peut prendre pareille mesure. Encore nous semble-t-il que le véritable objet de cette mesure doit être beaucoup moins une interdiction formelle qu'une mise en demeure de faire cesser le dommage, ou la cause du dommage résultant de l'écoulement des eaux ménagères. Considéré ainsi, le pouvoir de l'autorité municipale ne paraît pas exorbitant et n'anéantit pas le droit à l'écoulement des

(1) Cassation, 25 février 1841.

(2) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 291.

eaux ménagères qu'ont tous les riverains de la voie publique. Ce droit est certain et protégé — nous le savons — par une jurisprudence constante. Un arrêté municipal ne pourrait — en dehors des limites que nous venons de fixer — le méconnaître — sans excès de pouvoir (1). Et la Cour de cassation a toujours maintenu les décisions qui relaxaient les riverains poursuivis en vertu d'un arrêté administratif méconnaissant le droit d'écoulement des eaux. Les maires devront donc se montrer fort réserver en cette matière et n'user du pouvoir de police qui leur est confié que dans des cas exceptionnels.

Ces cas exceptionnels supposent une interdiction temporaire et non permanente. Dès que les circonstances qui ont motivé l'interdiction cessent, l'interdiction doit disparaître et le juge des poursuites peut apprécier souverainement l'état de fait existant et la légalité de l'arrêté municipal. On citera parmi les circonstances qui peuvent motiver une interdiction d'écoulement : la sauvegarde de la voie, la sécurité de la circulation, enfin le soin de la salubrité publique. Au cas, en effet, où le trop grand volume des eaux déversées ou la défectuosité du mode de déversement causeraient à la voie publique une dégradation quelconque (ravinement, déchaussement, détrempeement, excavations, éboulements, etc...), l'autorité administrative chargée de la conservation de la voie peut mettre le riverain en demeure de faire cesser le dommage et si le riverain ne veut pas ou ne peut pas en l'état actuel des choses, se conformer aux prescriptions de la mise en demeure, l'autorité administrative a le droit par mesure individuelle, d'interdire tout écoulement sur la voie publique, sans préjudice d'ailleurs de la contravention de

(1) Cassation 22 mars 1876. D. 76, 1, 206.

grande ou de petite voirie encourue et de la condamnation nécessaire à la réparation du dommage.

De même l'intérêt de la circulation amènera l'autorité municipale à prendre des mesures tantôt individuelles, tantôt générales.

Une mesure individuelle d'interdiction peut, en effet, intervenir après mise en demeure, contre le riverain qui sans causer de dommage à la voie publique, déverse cependant sur le sol de cette voie une telle quantité d'eaux ménagères que le sol détrempé, forme un amas de boue, d'eaux stagnantes, qui sont un obstacle à la circulation et une gêne pour les piétons (1).

Une mesure générale d'interdiction s'impose aussi quelquefois en vue de prévenir des accidents. Et le maire en vertu du droit qui lui appartient de prescrire des mesures temporaires pour prévenir tout accident sur la voie publique peut interdire aux propriétaires de déverser ou de jeter de quelque manière que ce soit, en dehors des bouches d'égout réservées à cet effet, les eaux ménagères ou autres pendant la durée des gelées (2).

C'est encore par mesure générale que le maire dans l'intérêt de la salubrité publique interdira le déversement d'eaux ménagères (3). Il est bien entendu, en effet, que l'écoulement des eaux ménagères n'est autorisé qu'autant que ces eaux ne constituent pas un danger pour la salubrité publique. Des eaux ménagères trop sales ou trop impures, sans cependant pouvoir être classées dans les eaux insalubres et malsaines, sont cependant, soit pendant les chaleurs, soit

(1) Cassation, 23 juin 1862. D. 62, 1, 496. *Id.*, 7 décembre 1858. D. 58, 5, 354.

(2) Cassation, 8 février 1894. D. 94, 1, 494.

(3) Loi, 5 avril 1884, art. 97.

pendant une période d'épidémie, de nature à compromettre l'état sanitaire général. Aussi la Cour de cassation a-t-elle reconnu depuis longtemps la légalité des arrêtés administratifs prescrivant des mesures de protection sanitaire (1). Les pouvoirs du maire en cette matière, qu'il tenait de la loi du 5 avril 1884, ont d'ailleurs été fortifiés depuis par les lois du 21 juin 1898 sur la police rurale et du 15 février 1902 sur la santé publique. Nous étudierons dans le chapitre suivant ces deux lois que nous nous bornons à mentionner ici.

En résumé, on doit reconnaître la légalité et la régularité des actes administratifs portant interdiction soit par mesure générale, soit par mesure individuelle, et temporairement de déverser sur la voie publique les eaux ménagères.

La Cour de cassation a toujours considéré comme légaux et obligatoires tous les arrêtés municipaux portant réglementation ou interdiction d'écouler les eaux ménagères sur la voie publique (2).

Les droits des riverains n'en sont pas pour cela méconnus. Il est évident qu'il leur est toujours loisible de déférer au

(1) Cassation, 23 juin 1862. D. 62, 4, 496. *Id.*, 8 février 1856. D. 56, 5, 302. Cassation, 7 décembre 1855. D. 55, 5, 46. Ce dernier arrêt décide que le fait d'avoir contrairement à un règlement local répandu sur la voie publique des eaux savonneuses et sales constitue une infraction au règlement, et que c'est à tort que l'excuse a été admise par le motif qu'au moment où l'infraction a été commise la rue aurait été couverte d'une eau pluviale et bourbeuse d'un cours rapide ce qui aurait fait obstacle à ce que le prévenu put aller sans danger pour sa santé surtout à une époque où le choléra sévissait dans la commune, porter au loin l'eau d'ailleurs moins nuisible qu'il avait épanchée.

(2) Aux arrêts déjà cités *adde* : Cassation, 2 juin 1836. S. 38, 1, 936 : 17 décembre 1846. *Gaz. Pal.*, 49, 2, 73. 1^{er} août 1848. *Gaz. Pal.*, 50, 1, 358 : 18 août 1854. S. 55, 1, 399. 13 mai 1898. S. 00, 3, 57. Conseil d'Etat, 5 juin 1848. L. 362.

Conseil d'Etat pour excès de pouvoirs tout arrêté préfectoral ou municipal pris en dehors des motifs que nous avons exposés, sans motifs, ou pour des motifs démentis par les faits. De plus le juge des poursuites — et c'est sous cette forme que la question se présente le plus fréquemment — peut apprécier la validité de l'acte en vertu duquel les poursuites sont exercées.

Mais on ne saurait reconnaître aux riverains le droit d'invoquer aucune prescription ou de se prévaloir d'un état de choses existant depuis longtemps pour soutenir que les prescriptions d'un arrêté municipal sur la matière ne peuvent leur être appréciables (1). De même aucune possession, aucun état de choses même immémorial ne peut servir de base à une résistance ou à une défense du riverain (2).

§ IV. — *Pouvoirs du juge.*

Quelle doit être la juridiction saisie en cas d'infraction aux règles qui viennent d'être exposées ?

Quels sont les pouvoirs du juge et quelles sanctions peut-il prononcer ?

Le tribunal saisi en matière d'infraction à un règlement municipal concernant la grande et la petite voirie est toujours la justice de paix du canton. Il faut donc examiner d'abord les pouvoirs de cette juridiction, et la procédure à suivre devant elle. Mais nous avons vu que certains déver-

(1) Conseil d'Etat, 7 décembre 1900. L. 733.

(2) Cassation, 2 mars 1855 D. 71, 5, 412 ; 8 février 1866. D. 67, 1, 188 ; 29 août 1867 ; 25 janvier 1883. D. 84, 3, 305.

sements d'eaux ménagères pouvaient affecter la conservation du domaine public. Or, toute dégradation au sol de la voie publique constitue une contravention, soit de grande voirie, soit de petite voirie dont la connaissance appartient tantôt à la juridiction administrative, tantôt à l'autorité judiciaire.

C'est le tribunal de simple police qui a une compétence absolue à l'exclusion de toute autre juridiction. L'unique sanction dont il dispose — sanction quelque peu illusoire bien souvent — est celle de l'article 471-15°, Code pénal. « Seront punis d'amende depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement, ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements et arrêtés publiés par l'autorité municipale. »

Le rôle du juge consiste donc uniquement en principe à constater l'infraction au règlement municipal et à la frapper de la peine portée par la loi. A côté de cette répression pénale le juge de paix doit aussi se prononcer sur les dommages causés par l'infraction et sur les demandes en réparation du préjudice (1). Mais on sait que le juge du tribunal de simple police, sans avoir le droit d'infirmer l'arrêté administratif, ce qui serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs, a cependant la faculté et même le devoir de vérifier la légalité de l'arrêté municipal (2), tant pour la compétence que pour la forme et tantôt de soulever une question préjudicielle d'appréciation de l'arrêté, tantôt de s'abstenir de faire application dudit arrêté s'il lui semble que l'autorité administrative a méconnu les formes légales et outrepassé

(1) Code Inst. Crim., art. 161. Voyez Dalloz, *Code. Adm., annoté*, t. III, v° salubrité publique, p. 62, n° 1444 et suiv. v° voirie, p. 1358, n° 8654 et suiv.

(2) Cassation, 5 janvier 1906. *Pand. franc.*, 1906, I, 349.

ses pouvoirs. Le juge de simple police a donc le devoir de rechercher si l'objet de l'arrêté auquel il a été contrevenu, rentre dans les attributions et la compétence de l'autorité municipale (1). Dès lors en cette matière d'écoulement d'eaux ménagères comme en toutes autres, celui qui n'attaque pas l'arrêté municipal devant le Conseil d'Etat peut se rendre non recevable à discuter les points qui sont du domaine exclusif de l'autorité administrative, mais il n'en reste pas moins dans tous les cas recevable à discuter devant la juridiction répressive, la légalité de l'arrêté municipal (2).

Mais ces pouvoirs du juge de simple police sont restreints dans des limites précises. Il est de jurisprudence certaine qu'il ne peut sous aucun prétexte se faire juge du mérite, de la convenance ou de l'utilité de l'arrêté qui motive les poursuites, ni en discuter la nécessité ou la rigueur, l'appréciation au fond des motifs de cet arrêté ne pouvant être faite que par l'autorité administrative supérieure (3).

C'est ainsi que lorsqu'un arrêté municipal a réglé le mode de déversement, sur la voie publique, des eaux ménagères, le juge de police ne peut se borner à décider que les eaux déversées par un prévenu n'occasionnaient aucun embarras sur la voie publique et n'étaient pas insalubres, il doit aussi se prononcer sur le point de savoir si les conditions imposées par l'arrêté ont été observées (4).

Lorsque le juge de police ne met pas en doute ou a reconnu la légalité de l'arrêté administratif, il doit appliquer la peine prévue. Pour toute infraction à un règlement muni-

(1) Cassation, 5 mai 1905. *Gaz. Pal.*, 1905, 1, 686. Cassation, 22 février 1906. *Gaz. Pal.*, 1906, 1, 459.

(2) Cassation, 20 novembre 1868. D. 69, 1, 263.

(3) Cassation, 20 octobre 1831 (*Bull. Crim.*, n° 264, p. 454). 10 mars 1860 (*Bull. Crim.*, n° 75, p. 126).

(4) Cassation, 7 décembre 1858. D. 58, 5, 384.

cial sur l'écoulement des eaux ménagères l'unique sanction prévue est celle de l'article 471, Code pénal. Il ne saurait être question d'une autre sanction.

Et le maire ou le préfet ne pourraient, sans excès de pouvoirs, frapper d'une pénalité arbitraire ceux qui contreviendraient aux dispositions d'un règlement administratif (1). Le juge de simple police ne doit pas prononcer une semblable pénalité.

Exception devrait être faite cependant pour les règlements administratifs qui se bornent à appliquer les dispositions des anciens édits lorsque ceux-ci prévoient des pénalités spéciales.

Enfin, le juge de police a encore deux décisions à rendre : statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la commune ou le département, en réparation du préjudice que l'écoulement défectueux des eaux ménagères a pu causer à la voie publique ou à ses dépendances (2) et en dernier lieu ordonner la démolition ou, au contraire, la construction de certains travaux.

En effet, le juge de simple police a tout pouvoir pour ordonner la démolition de tout travail exécuté en dehors ou contrairement aux règlements administratifs (évier surplombant, tuyaux saillants, conduites ou gargouilles non conformes au type du règlement administratif) ; mais il peut aussi prescrire aux frais du contrevenant l'exécution de tous travaux destinés pour l'avenir à éviter le retour d'une infraction nouvelle, d'une dégradation de la voie ou d'un obstacle à la circulation générale.

(1) Cassation, 4 novembre 1848. D. 50, 5, 472 ; 29 août 1857. D. 57, 1, 416 ; 10 février 1854. D. 55, 5, 44. *Adde*, Dalloz, *supp. au Rép.* v° Commune, n° 493 et suiv. En ce sens encore Cassation, 7 décembre 1901. D. 1904, 1, 286.

(2) Art. 161 Code Inst. Crim.

Remarquons que dans ce cas, la décision du juge de paix est susceptible d'appel et que, par suite, le recours en cassation n'est pas ouvert contre cette décision (1).

Ajoutons enfin que les règles d'admissibilité de l'excuse, sont les mêmes que celles exposées dans le cours du précédent chapitre.

(1) Voir Dalloz, *Supplém.*, v° Appel criminel, n° 16 et suiv. et v° Degré de juridiction, n° 230 ; Conf. Cassation, 26 janvier 1856. D. 56, 5, 136. Cet arrêt décide que le tribunal de police qui, outre une amende de cinq francs, inférieure au taux du dernier ressort, ordonne la démolition de certains travaux est susceptible d'appel, comme prononçant de ce dernier chef une condamnation d'une valeur indéterminée. Dans le cas contraire d'exécution de travaux. Voyez Cassation 5 janvier 1906. *Gaz. Pal.*, 1906, 1, 195.

CHAPITRE III

L'ÉCOULEMENT DES EAUX INSALUBRES SUR LA VOIE PUBLIQUE

§ 1. — *Interdiction du déversement sur la voie publique.*

Les eaux malsaines ou insalubres dont nous avons précédemment donné la définition et indiqué les caractères (1) diffèrent profondément des eaux pluviales ou usées dont nous nous sommes occupés jusqu'ici. Ces eaux, dont l'origine comporte des causes diverses présentent un double danger : gêne à la circulation lorsqu'elles sont déversées sur le sol de la voie publique d'une manière défectueuse ou trop abondante : insalubrité et contamination non seulement des eaux pures voisines, mais aussi de l'air qui se charge et devient le véhicule des miasmes en suspension dans les eaux corrompues. Le premier inconvénient qu'elles présentent ne les distingue pas spécialement des eaux pluviales ou ménagères et elles doivent être soumises à ce point de vue à la même réglementation. Mais le danger d'insalubrité dont elles sont la cause, leur état de corruption et d'altération doivent les désigner particulièrement aux pouvoirs publics et provo-

(1) Voir introduction, page 4.

quer de la part de ceux-ci toutes mesures utiles à l'intérêt général et au bon état sanitaire public.

On ne doit donc pas être étonné que le déversement de pareilles eaux sur la voie publique ne puisse être autorisé. L'émission d'eaux fétides malsaines ou insalubres ne saurait à aucun point de vue être considérée comme l'exercice d'un droit pour les riverains. Ceux-ci ne pourraient se prévaloir ni de l'article 684 qui ne vise que les eaux pluviales, ni de l'article 640 qui ne s'applique pas à la voie publique, et ne s'entend que d'eaux pures, ni d'un prétendu droit *sui generis* qui ne saurait exister que s'il ne se heurte à aucun texte législatif contraire, et si son exercice ne porte aucune atteinte à la liberté et à la jouissance de la voie publique par les tiers.

Tout, au contraire, le jet ou l'écoulement de pareilles eaux est interdit par le Code pénal (1), et dans tous les cas où la prohibition législative est insuffisante, l'autorité administrative a le droit et le devoir de la renouveler et de l'étendre pour prévenir tout séjournement et toute émission sur la voie publique d'eaux susceptibles de nuire à la santé et à la salubrité générales (2). Malheureusement, en pratique l'autorité municipale ne comprend pas toujours l'importance et l'utilité d'une réglementation sévère des émissions d'eaux fétides sur les chemins. Soit ignorance, soit négligence, malgré toutes les ressources que les lois de 1884, 1898 et 1902 mettent à la disposition des magistrats municipaux, les pouvoirs préventifs et répressifs prévus par les textes législatifs sont systématiquement inemployés ; trop souvent dans les villages et même dans les villes on voit s'écouler sur les

(1) Cassation, 2 mars 1855. D. 71, 5, 412. En ce sens. Blanche, *Dict.*, v^o Contravention de police, n^o 126. Et Cassation, 30 mars 1861. *Bull.*, 70, 20 août 1867. *Bull.*, 205.

(2) Conseil d'Etat, 28 avril 1893. D. 94, 3, 46.

voies publiques des eaux corrompues, en particulier des eaux de purin qu'on reconnaît aux traînées noirâtres le long des chemins.

Le principe de l'interdiction de laisser écouler les eaux malsaines et insalubres sur la voie publique est contenu dans l'article 471-6° Code pénal.

Cet article reproduit en partie le § 3 de l'article 605 du Code de brumaire an IV (25 octobre 1795) qui punissait de peines de police ceux qui contrevenaient à la défense « de rien jeter qui puisse nuire ou endommager par sa chute ou causer des exhalaisons nuisibles. »

Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner dans le chapitre précédent la portée de l'article 471. Nous renvoyons à ce que nous y avons exposé relativement aux conditions d'application de l'article : jet ou exposition — sur la voie publique. Il nous reste à expliquer ce qu'il faut entendre par liquides malsains ou insalubres ou plutôt suivant les termes mêmes de l'article de « choses » (c'est-à-dire de liquides) de nature à nuire par des « exhalaisons insalubres ». Il a été, en effet, reconnu que la défense de l'article 471-6° renferme implicitement sous les termes très vagues du texte, la défense de faire ou laisser couler sur la voie publique des eaux insalubres (1).

Ce texte se suffit entièrement à lui-même et un règlement spécial est inutile pour que l'interdiction existe (2), et pour

(1) Dalloz, *Rép.*, v° Voirie par terre, n° 1867. Cassation, 30 mars 1861, D. 61, 5, 540 ; 31 juillet 1863. D. 67, 5, 475 ; 8 février 1866. D. 67, 1, 188 ; 29 août 1867. D. 67, 5, 475 ; 1^{er} mai 1879. D. 81, 5, 229 ; 25 janvier 1883. D. 84, 5, 305.

(2) Cassation, 2 mars 1855, D. 71, 5, 412 ; 2 juin 1838. S. 38, 1, 936 ; 17 décembre 1846. *Gaz. Pal.*, 49, 2, 73 ; 1^{er} août 1848. *Gaz. Pal.*, 50, 1, 358. Conseil d'Etat, 13 mai 1898. S. 00, 3, 57. Cassation, 10 avril 1900. D. 01, 1, 34. Voyez aussi en ce sens Christophe, *Travaux Publics*, tome II, n° 2369.

que les propriétaires riverains qui laissent écouler des eaux de cette nature se rendent coupables d'une contravention (1).

Quelle est la portée de l'article 471 ? L'interdiction de déverser des eaux nuisibles par leurs exhalaisons doit être entendue dans le sens le plus large. Les termes de cet article englobent une infinité d'eaux usées ou corrompues. Même s'il s'agit de liquides ne répandant pas d'odeurs nauséabondes, mais charriant des boues, des immondices, des détritits, le texte pénal peut être appliqué.

Il importe de noter tout d'abord que suivant une jurisprudence établie, le point de savoir si les eaux sont insalubres ou non est une question de fait (2). Le juge de simple police saisi des poursuites a sur ce point un pouvoir d'appréciation souveraine.

Est interdit conformément à l'article 471, Code pénal l'écoulement sur la voie publique :

Des eaux sales provenant d'une porcherie ou d'une laiterie (3) ;

Des eaux infectes provenant d'une cour et qui séjournent en flaques sur la voie publique (4) ;

Des eaux fétides déversées dans un fossé bordant la voie publique et qui n'a le caractère, ni d'un cloaque, ni d'une sentine destinée à l'évacuation des liquides infects (5) ;

Des eaux infectes provenant d'une maison alors surtout que ces eaux sont déversées sur la voie publique par un

(1) Dalloz, *Code des Lois Administratives*, tome I. V^o Commune, n^o 2895 et suiv.

(2) Cassation, 20 avril 1843.

(3) Cassation, 22 mars 1884. D. 85, 5, 282.

(4) Cassation, 22 août et 29 août 1867. D. 67, 5, 475 ; 8 février 1866. D. 67, 1, 188 ; 9 mai 1884. D. 84, 5, 306.

(5) Cassation, 10 avril 1900. D. 01. 1, 34.

égout disposé de telle façon, qu'elles peuvent jaillir sur les passants (1) ;

Du sang, des eaux grasses ou salies (2) ;

Des urines de chevaux provenant d'une écurie placée dans le voisinage de la voie publique, et s'écoulant d'une manière incessante par une aiguière communiquant avec le ruisseau (3). Peu importe que cet état de choses ait été longtemps toléré et que pour diminuer les exhalaisons, le contrevenant ait fait jeter dans son aiguière, pendant les fortes chaleurs de l'eau saturée de chaux vive (4).

Des eaux qui proviennent du tannage des peaux et répandent une exhalaison infecte (5) ;

De l'urine (6) ;

Ou du purin des écuries et des étables (7) ;

Des matières grasses, épaisses et infectes provenant d'une teinturerie (8) ;

Des eaux minérales provenant d'un établissement de bains (9) ;

(1) Cassation, 31 juillet 1863. D. 67, 5, 475.

(2) Cassation, 16 juin 1832 ; Voyez Dalloz, *Répert.*, v^o Commune, n^o 953.

(3) Cassation, 8 février 1866. D. 67, 1, 188 et 2 avril 1848.

(4) Pour prévenir les écoulements dont il s'agissait en l'espèce le Maire peut défendre de construire les écuries et les lieux d'aisance dans la partie des propriétés riveraines que joint immédiatement la voie publique. Voir Dalloz, *Répert.* ; v^o Vidange, n^o 24. et Cassation, 1^{er} mars 1851. *Bull. Crim.*, 80, page 131.

(5) Cassation, 16 juin 1832 (précité).

(6) Cassation, 9 février 1838. *Pand. franc.*, 40, 1, 226.

(7) Cassation, 16 janvier 1886. *Bull. Crim.*, n^o 19.

(8) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 540.

(9) Conseil d'Etat, 5 juin 1848. L. 362 et 25 mars 1887. L. 255.

Des eaux sales ou fétides provenant d'eaux ménagères (1);

Des eaux corrompues provenant d'un fumier conservé à l'intérieur d'une cour ou de jus de fumier (2) ;

Des eaux infectes, alors surtout qu'elles sont déposées sur le sol d'une rue étroite et qu'à raison des circonstances particulières dans lesquelles leur stagnation prolongée a lieu, elles sont insalubres pour les passants et les voisins (3) ;

Des eaux de savon formant cloaque (4) ;

Des eaux d'évier particulièrement sales (5) ;

Rentre encore dans les limites de l'interdiction portée par l'article 471, Code pénal :

Le fait de déverser deux pots de nuit dans le ruisseau qui coule devant l'habitation du prévenu (6) ;

Le fait d'uriner sur la voie publique, alors qu'il existe des urinoirs dans les rues, places et boulevards ; alors surtout qu'un arrêté municipal interdit de le faire (7). Cependant, il a été jugé que le fait d'uriner sur la voie publique ne constituait pas une infraction à l'article 471, Code pénal, en l'absence de tout règlement municipal (8).

En effet, pour étendre aux passants les termes de l'article 471, Code pénal, il faut un règlement municipal spécial ;

(1) Cassation, 7 décembre 1855. D. 55, 5, 46 ; 2 mars 1867. D. 67, 1, 414.

(2) Cassation, 2 mars 1855. S. 55, 1, 550. D. 71, 5, 412. Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 540 ; 29 août 1867. S. 68, 1, 56.

(3) Cassation, 9 mai 1884. D. 84, 5, 306.

(4) Cassation, 31 mai 1834. *Bull.*, 168 ; 29 août 1867. S. 68, 1, 56.

(5) Cassation, 10 février 1848. D. 48, 5, 306.

(6) Cassation, 9 février 1838. Voyez Dalloz, *Rép.*, v° *Contravention*, n° 166.

(7) Cassation, 2 juin 1906. *Gaz. Pal.*, 06, 2, 231. S. 07, 1, 367.

(8) Cassation, 14 décembre 1867. D. 68, 1, 285.

le texte parlant de ceux qui laissent écouler des liquides malsains devant leurs édifices, se rapporte, *stricto-sensu*, aux habitants de ces édifices.

Enfin, le fait de laisser un borbier devant sa maison, répandant des odeurs incommodes (1).

On peut se rendre compte par ces multiples exemples de la portée considérable que la jurisprudence a attribuée à l'article 471. Si, dans certains cas, il s'agit bien, en effet, de liquides dégageant des exhalaisons insalubres, dans d'autres cas, par exemple, celui d'eaux savonneuses ou d'eaux d'un établissement de bains, on s'est appuyé sur le caractère insalubre du liquide écoulé indépendamment de toute odeur fétide ou nauséabonde. L'altération accentuée des eaux a suffi dans ce cas à motiver une condamnation.

Ajoutons qu'il n'est pas nécessaire pour que l'article 471-6° s'applique que les eaux coulent à ciel ouvert dans la partie de la voie publique que borde la construction d'où elles s'échappent.

Par exemple, si ces eaux longent toute la façade de la maison dans un caniveau couvert et n'émergent à l'air libre qu'à l'extrémité de la dite maison, l'article 471 est encore applicable (2).

§ II. — *Pouvoirs de l'autorité municipale.*

Le texte du Code pénal suffit à lui seul à interdire toute émission d'eaux insalubres sur la voie publique.

(1) Cassation, 21 mars 1834. Voyez Dalloz, v° Contravention, n° 162 ; Cassation, 29 août 1867. D. 67, 5, 475

(2) Cassation, 1^{er} mai 1879. D. 81, 5, 229.

Un propriétaire riverain ne pourrait donc arguer de l'absence d'un règlement municipal pour prétendre avoir le droit d'écouler des liquides impurs au devant de ses bâtiments. Cependant, l'autorité administrative peut intervenir et prendre des règlements pour édicter des mesures spéciales sanctionnées par l'article 471-15°, Code pénal.

Le préfet et le maire ont tous deux la faculté d'intervenir en vertu de leurs pouvoirs de police. Mais le magistrat municipal plus encore que le préfet a des pouvoirs très étendus : c'est à l'examen de ces pouvoirs que nous nous attachons.

Leur origine provient des lois du 5 avril 1884, art. 97, du 21 juin 1898, article 19 ; enfin du 15 février 1902.

1° La loi de 1884, Code de l'organisation communale, prévoit comme rentrant dans la police municipale, le droit pour le maire d'interdire de jeter quoi que ce soit qui puisse endommager les passants, ou causer des exhalaisons nuisibles. En vertu de cet article, le maire pourra donc toujours prendre des arrêtés généraux ou individuels, publier des règlements pour interdire le jet ou l'écoulement d'eaux insalubres sur la voie publique. Ces arrêtés ou règlements administratifs pourront avoir pour but, non seulement de préciser les conditions de la prohibition portée par le Code pénal, notamment en spécifiant quelles eaux doivent être considérées comme insalubres, mais encore d'étendre le texte pénal à des lieux où la jurisprudence l'a reconnu inapplicable, par exemple, dans des cours, impasses, retraits privés mais attenants à la voie publique. Notons à ce propos qu'il a été décidé que la rigole d'une rue fait partie de la voie publique ; que, par suite, lorsqu'un règlement défend de déposer ou de jeter sur la voie publique les liquides d'aucune espèce pouvant embarrasser ou salir la voie publique, c'est y

contrevenir que de faire écouler des liquides de la nature indiquée par la rigole de la rue (1).

2° La loi du 21 juin 1898 sur le Code rural contient deux articles qui déterminent en cette matière les pouvoirs des maires. L'art. 18 donne mission aux maires, d'une façon très générale, de veiller à tout ce qui intéresse la salubrité publique.

En vertu de ce principe l'autorité municipale peut (art. 19, alinéa 3) déterminer les mesures à prendre pour empêcher l'écoulement sur la voie publique des liquides provenant des fumiers et des étables. Nous avons déjà indiqué que le maire peut à ce propos interdire l'établissement d'écuries ou d'étables immédiatement contiguës à la voie publique. Mais l'article précité n'envisage qu'une partie (dans les campagnes souvent la plus considérable) des eaux malsaines ou insalubres.

L'article 20 de la loi de 1898 pose, au contraire, une règle beaucoup plus large et dont la portée est très étendue. Cet article interdit de laisser écouler, de répandre ou de jeter soit sur les places et voies publiques, soit sur les lieux de marchés ou de rassemblement d'hommes ou d'animaux, des substances susceptibles de nuire à la salubrité publique. Le législateur a pris soin dans la rédaction du texte d'employer des formules dont le sens permet d'englober tous les déversements nuisibles quel que soit leur mode, leur composition, leur origine et leur lieu d'écoulement et c'est au Maire qu'il appartient d'appliquer et de faire respecter dans sa commune cette prohibition.

En combinant les trois textes que nous venons de citer : art. 471, Loi de 1884, Loi de 1898, on est amené à recon-

(1) Cassation, 23 janvier 1862. D. 62, 1, 496.

naitre à l'autorité municipale un droit de réglementation fort étendu. En vertu des pouvoirs généraux de police qu'elle détient déjà, elle est en droit non seulement d'interdire tout déversement insalubre sur la voie publique, mais de pourvoir à l'écoulement des eaux malsaines en dehors de ce domaine pour organiser et prescrire un mode d'écoulement inoffensif; ordonner que les eaux corrompues soient dirigées par des conduits souterrains, des caniveaux fermés, soit jusqu'à un cours d'eau voisin, soit dans un fossé de la voie publique servant d'égout et spécialement affecté à cet usage, soit enfin dans un puisard d'absorption, dont la surveillance échoit à l'autorité municipale (1).

Que ce soit sous forme de règlements généraux ou d'arrêtés individuels, les pouvoirs du Maire sont aussi étendus soit pour édicter l'interdiction formelle de tout déversement nocif dans le ruisseau de la voie publique (2), soit pour mettre en demeure un riverain de faire cesser immédiatement l'écoulement de liquides malsains et corrompus (3), ou tout au moins de supprimer l'odeur forte ou désagréable provenant des liquides répandus (4). De pareils règlements municipaux pris en vertu de l'un ou l'autre texte précité sont toujours légaux et obligatoires (5). Et le maire a le pouvoir non seule-

(1) Conseil d'Etat, 20 décembre 1885. L. 844; 7 mai 1886. L. 387.

(2) Cassation, 23 janvier 1862. D. 62, 1, 496.

(3) Conseil d'Etat, 25 mars 1887. L. 255.

(4) Voyez Blanche, *Dictionnaire*, v^o Bains. Le maire peut, par exemple, prescrire que les bains de Barrèges ou autres qui répandent une forte odeur ne soient rejetés dans les ruisseaux qu'étendus d'une quantité d'eau suffisante pour en rendre l'odeur insensible.

(5) Cassation, 6 février 1823. Dalloz, *Répert.*, v^o Commune, n^o 909; 2 juin 1906, *Gaz. Pal.*, 06, 2, 231; 22 mai 1909, *Gaz. Pal.*, 09, 2, 356.

ment d'interdire tout déversement pour l'avenir, mais encore d'enjoindre à un riverain de supprimer le déversement qu'il effectue depuis longtemps. Aucun riverain ne peut, en effet, acquérir sur la voie publique par prescription, un droit de servitude comme celui d'y avoir un aqueduc ou une bouche de caniveau dont les eaux, provenant de la propriété répandent une odeur insalubre.

En un tel cas la suppression de l'aqueduc ou du caniveau peut avoir lieu par ordre de l'autorité municipale, sans que le propriétaire puisse prétendre à une indemnité (1), alors même que les caniveaux ou conduites auraient été établis sans contravention de sa part (2).

Contre ces arrêtés municipaux quelles sont les voies de recours ouvertes aux riverains ? Conformément aux principes généraux du contentieux administratif le recours pour excès de pouvoir est ouvert aux riverains lésés par un arrêté municipal d'interdiction d'écoulement. Mais les motifs du recours ne pourraient s'appuyer que sur l'incompétence ou le vice de forme, le fond même de l'acte administratif constituant une mesure de police, dont l'opportunité ne peut être critiquée par la voie contentieuse. Le Conseil d'Etat a jugé qu'un arrêté, par lequel un maire dans l'intérêt de la salubrité communale fait défense à un propriétaire de laisser écouler sur la voie publique les eaux malsaines et insalubres provenant de son immeuble ne peut être déféré au Conseil d'Etat au contentieux (3).

Il est, d'ailleurs, évident que le riverain lésé dans ses intérêts peut toujours s'adresser par la voie gracieuse au

(1) Cassation, 13 février 1828, S. 28, 1, 253.

(2) Cassation, 31 juillet 1868. D. 69, 1, 440.

(3) Conseil d'Etat, 25 mars 1887. L. 255.

maire pour obtenir le retrait de la mesure qui lui porte préjudice.

3° Enfin, l'autorité municipale a reçu de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique des pouvoirs nouveaux qui ont étendu et augmenté ceux qu'elle tenait déjà des législations précédentes.

L'article 4^{er} de cette loi donne pouvoir au maire de réglementer et, par conséquent, d'interdire sous la forme spéciale d'un règlement sanitaire l'écoulement d'eaux infectes ou nuisibles sur la voie publique.

« Dans toute commune le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du Conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire : 1° Les précautions à prendre, en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles... 2° Les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances... notamment les prescriptions relatives à l'évacuation des matières usées. »

Sans entrer dans un commentaire détaillé de cet article il importe de préciser les points suivants :

a) A la différence de la loi de 1884, qui autorise le maire à réglementer l'écoulement des eaux insalubres, la loi de 1902 lui impose l'obligation de publier un règlement sanitaire à défaut de quoi il y sera pourvu par l'autorité administrative supérieure.

b) Il pourrait sembler que la loi de 1902 ne s'applique pas à l'émission d'eaux sur la voie publique. Le texte, en effet, ne parle que des voies privées, des maisons et de leurs dépendances. Mais il faut se rappeler que la loi de 1902 se réfère expressément à l'art. 97 de la loi de 1884, sur les pouvoirs de police de l'autorité municipale ; que de plus, si le

règlement ne peut s'appliquer exclusivement à la voie publique, il doit viser cependant le mode d'évacuation des eaux usées. Or, la réglementation à l'intérieur des maisons en bordure de la voie publique de ce mode d'écoulement des eaux insalubres est la contre partie logique et nécessaire de l'interdiction d'écouler sur le sol ou dans le ruisseau les liquides contaminés.

On peut donc prétendre qu'à ce titre et sous ce point de vue particulier la loi de 1902 qui ne vise pas expressément la voie publique permet, cependant, à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger cette voie contre toute émission d'eaux malsaines (1).

On comprend ainsi quelle est l'étendue des pouvoirs dont dispose l'autorité municipale du fait de la loi de 1902. Il ne s'agit plus pour elle seulement de réglementer l'écoulement extérieur des eaux nuisibles, de prescrire l'établissement, de tuyaux, de caniveaux ou de gargouilles. Pénétrant dans l'intérieur même des maisons, l'autorité municipale peut aller jusqu'à prendre toute mesure utile pour décider de quelle façon l'immeuble privé et le domaine public seront protégés de la contamination possible du fait des eaux usées.

C'est ainsi que l'autorité municipale peut valablement, suivant la jurisprudence administrative, fixer dans le règlement sanitaire les règles de salubrité auxquelles doivent être soumis tous les immeubles, tant dans l'intérêt des habitants de chaque immeuble que dans l'intérêt de l'ensemble des citoyens de la commune, et notamment édicter toute une série de prescriptions pour l'écoulement des eaux usées, pour l'interdiction de toute émission d'immondices, donc de liquides

(1) Conseil d'Etat, 21 mai 1909. L. 314.

malsains sur la voie publique, pour les dispositions des conduites d'eaux usées (1).

L'arrêt du Conseil d'Etat, du 21 mai 1909, a reconnu que le Maire en ces matières avait les droits les plus étendus et que les prescriptions du règlement sanitaire devaient s'appliquer non pas seulement aux nouveaux immeubles à construire, mais même aux immeubles anciens, à condition toutefois dans ce dernier cas qu'il s'agisse de travaux dont la nécessité est absolument démontrée pour assurer la salubrité publique.

En dehors de ce cas, d'ailleurs, si les travaux, pour l'évacuation des eaux usées, ne peuvent être prescrits par voie de disposition réglementaire s'appliquant à l'ensemble des habitations, ils peuvent toujours être imposés, le cas échéant, à titre de mesure particulière aux immeubles dont l'insalubrité a été constatée dans les conditions prévues par l'article 12 de la loi du 15 février 1902 (2).

Il semble cependant que sur plusieurs points la jurisprudence administrative a été un peu loin dans cette voie et nous nous rallions de préférence à la jurisprudence de la Cour de cassation, qui se montre beaucoup plus respectueuse de la propriété privée. Dans un arrêt du 9 juin 1910 (3), la chambre criminelle a décidé que l'autorité municipale ne pouvait porter atteinte au droit de propriété privée en déterminant la nature des travaux à exécuter dans l'intérêt de la salubrité. La Cour, par exemple, considère comme illégal l'arrêté municipal portant que l'écoulement permanent de toutes les eaux sur la voie publique sera assuré au moyen de rigoles pavées, ce qui revient à décider que le maire peut

(1) Conseil d'Etat, 21 mai 1909. L. 515.

(2) Même arrêt.

(3) *Gaz. Pal.*, 1910, 2, 73.

édicter des mesures générales en vue d'assurer la salubrité, mais ne peut imposer un mode particulier d'exécution des travaux. On voit donc la différence que sépare les deux jurisprudences (1).

En résumé, on doit considérer que les pouvoirs du maire l'autorisent à interdire tout déversement d'eaux malsaines d'immeubles privés sur la voie publique, et à prendre même à l'intérieur des maisons particulières toutes mesures nécessaires pour protéger de l'émission d'eaux contaminées le sol de la voie publique.

Mais si les maires outrepassent leurs droits, en imposant des travaux que ne nécessite point la protection de la santé publique, en portant des interdictions d'écoulement d'eaux qui ne sont ni malsaines, ni insalubres, en obligeant les pro-

(3) Voir sur la Loi de 1902. Martin et Bluzet, *Commentaire de la loi du 15 février 1902*. — Monod, *La santé publique*, 1904. — Strauss et Filassier, *La loi sur la protection de la santé publique 1905*.

Déjà la jurisprudence s'était, bien avant la loi de 1902, prononcée, sur ce principe. Elle avait reconnu que les règlements municipaux sont entachés d'excès de pouvoir lorsqu'ils perdent leur caractère de généralité et portent atteinte aux droits des propriétaires en exigeant d'eux l'emploi de procédés spéciaux et dispendieux. Cassation, 23 juillet 1864. D. 65, 1, 326. — 16 mars 1867. D. 67, 1, 414. — 25 juillet 1885. D. 86, 1, 275. — Conf. Conseil d'Etat ; 23 décembre 1892. Augier, 13 mai 1898. *Gay*. Il semble bien que ces décisions conservent leur valeur sous l'empire de la loi de 1902. Le Maire peut toujours valablement « ordonner des prescriptions relatives à l'évacuation des matières usées ». Seulement il y a excès de pouvoir lorsque les prescriptions imposées sont de celles qui ne peuvent trouver place dans une loi. Voyez : Cassation, 31 décembre 1903. D. 04, 1, 281. S. 05, 1 425.

Enfin, voyez sur la portée des pouvoirs du Maire en vertu de la loi de 1902 les conclusions de M. Tiessier, commissaire du gouvernement rapportées au Lebon sous arrêt, 5 juin 1908. L. 613.

priétaires à n'employer que des matériaux d'une sorte ou d'une marque déterminées, leurs règlements sont susceptibles dans tous ces cas d'être déferés au Conseil d'Etat pour incompétence ou excès de pouvoirs (1).

Les mesures que l'autorité municipale peut être appelée à prendre en ce qui concerne l'émission des eaux malsaines peuvent se manifester de deux façons différentes : sous forme d'autorisation de bâtir dans les agglomérations de 20.000 habitants et au-dessus (2) ; c'est là une mesure individuelle ; sous forme de règlements sanitaires dans tous les cas conformément à l'art 1^{er} de la loi (3). Nous rappelons que les règlements sanitaires doivent être approuvés par le préfet après avis du Conseil départemental d'hygiène et que si dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la loi, une commune n'avait pas pris de règlement sanitaire, il en aurait été imposé un d'office par un arrêté du préfet, le conseil départemental d'hygiène entendu (4).

Enfin, un dernier mode de procéder est envisagé par la loi de 1902 : c'est l'exécution d'office des travaux ayant pour but de faire cesser l'émission sur la voie publique des eaux considérées comme nuisibles. Quand l'administration estime que les poursuites exercées contre un riverain en état d'in-

(1) Conseil d'Etat, 5 juin 1908. L. 615 ; et 21 mai 1909. L. 510. Voir sur les pouvoirs des Maires pour la salubrité publique un arrêt de la Cour de cassation du 3 décembre 1904. *Gaz. Pal.*, 03, 1, 101, D. 03, 1, 290 et le rapport de M. le conseiller Bard. Voyez aussi la note de M. Roux sous Trib. simp. police. Bordeaux, 11 février 1903. S. 03, 2, 249.

Adde Jourdan, *Pouvoirs des Maires en matière de salubrité*, page 47.

(2) Article 11, Loi du 13 février 1902.

(3) Voyez le règlement type du 30 mai 1903. *Bulletin du ministère de l'Intérieur*, p. 196.

(4) Art. 2. Loi, 1902.

fraction avec le règlement sanitaire, sont inefficaces, quand elle veut mettre fin à la contravention, et faire disparaître la cause d'insalubrité, elle peut imposer l'exécution de telle ou telle mesure suivant la procédure exposée aux articles 12 et suivants de la loi de 1912.

Sans entrer dans des détails complets sur ce point, indiquons de quelle manière peut s'exécuter la décision de l'autorité municipale.

Lorsque l'inobservation d'une disposition d'un règlement sanitaire, concernant l'écoulement d'eaux malsaines de l'intérieur des maisons sur la voie publique, aura été constatée dans un procès-verbal, et qu'il paraîtra utile de faire cesser la cause d'insalubrité, le maire rédigera un rapport dont les intéressés pourront prendre communication. Ce rapport sera ensuite soumis à l'examen de la commission sanitaire, qui statuera après avoir entendu les intéressés s'ils le demandent. Si cette commission sanitaire n'admet pas les propositions du maire, le préfet saisira le Conseil départemental d'hygiène. L'avis de la commission ou du conseil fixera le délai dans lequel les travaux devront être exécutés. Le maire prendra alors un arrêté ordonnant les travaux nécessaires et il mettra le propriétaire en demeure de s'y conformer dans le délai fixé. Le propriétaire aura le droit de se pourvoir contre cet arrêté devant le Conseil de préfecture, puis devant le Conseil d'Etat. Si l'arrêté du maire n'a pas été l'objet d'un recours ou si ce recours a été rejeté, le propriétaire devra s'exécuter dans le délai fixé par l'arrêté. S'il ne le fait pas, il sera traduit devant le tribunal de simple police qui pourra, ainsi que nous l'exposons plus loin, ordonner l'exécution des travaux par les soins de l'administration aux frais du contrevenant.

On voit donc que la procédure d'exécution d'office offre

des garanties au droit de propriété. On peut lui reprocher d'être par cela même assez lente. Mais l'administration ne sera nullement désarmée, car si des mesures s'imposent à bref délai dans l'intérêt pressant de l'hygiène publique, elle usera du droit qui lui est attribué par l'art. 3 de la loi de 1902, aux termes duquel : En cas d'urgence, c'est-à-dire en cas d'épidémie ou d'un autre danger imminent pour la santé publique, le préfet peut ordonner l'exécution immédiate, tous droits réservés, des mesures prescrites par les règlements sanitaires prévus par l'article 1^{er}.

Malgré les garanties que la loi donne à la propriété privée, les citoyens auront, le plus grand intérêt à faire trancher, par la voie du recours pour excès de pouvoir, la question de la légalité, lorsqu'elle est contestable, des dispositions des règlements sanitaires.

Tout d'abord il est bien certain qu'ils ont intérêt à ne pas demeurer indéfiniment dans l'incertitude sur ce qu'ils doivent et peuvent faire chez eux. De plus, alors même qu'avec la procédure ci-dessus, ils n'auraient pas à craindre de se voir imposer inconsidérément l'exécution d'office des travaux nécessaires pour satisfaire au règlement sanitaire, il ne faut pas oublier qu'ils peuvent toujours se voir dresser procès-verbal et qu'ils peuvent encourir une poursuite directe devant le tribunal de simple police (1). Enfin, ils ont intérêt à voir supprimer du règlement sanitaire des prescriptions de nature à influencer sur l'opinion des autorités et des juridictions chargées d'intervenir dans la procédure organisée par les articles 12 à 15. Ajoutons que ces dispositions aux termes de l'art. 3, par cela seul qu'elles figurent dans le règlement sanitaire, peuvent permettre au préfet d'en ordonner l'exécu-

(1) Loi du 15 février 1902, art. 27.

tion immédiate en cas d'urgence, et cela sans discussion d'aucune sorte.

On conçoit donc l'intérêt qu'il y a à former un recours contre des prescriptions excessives du règlement sanitaire municipal (1).

Il reste à propos de la loi de 1902 un dernier point à préciser. On s'est demandé si cette loi, qui vise spécialement et détermine les pouvoirs de l'autorité municipale en ce qui concerne la salubrité publique, avait eu pour effet d'abroger les textes précédents sur la matière, en d'autres termes si le maire, lorsqu'il édicte des règlements sur la salubrité publique pour l'écoulement des eaux malsaines, ne peut le faire que sous forme de règlements sanitaires avec toutes les formalités qui y sont attachées. La question revient en somme à rechercher le départ qu'il faut faire entre les pouvoirs de police que le maire tient de la loi de 1884 et ceux qu'il tient de la loi de 1902.

On pourrait d'abord prétendre que tous les arrêtés municipaux, pris pour l'écoulement des eaux malsaines, doivent nécessairement revêtir les formalités essentielles de la loi de 1902, et que tous les arrêtés pris antérieurement au règlement sanitaire sont devenus inapplicables, et étayer ce système sur l'article 31 de la loi qui déclare abrogées toutes les dispositions et lois antérieures contraires au nouveau texte.

Pareille opinion ne peut être adoptée. En effet, la loi de 1902, qui réglemente une manifestation particulière de la police municipale, ne peut avoir eu pour effet d'abroger l'article 97 de la loi de 1884 d'une portée beaucoup plus générale. De plus la loi du 15 février 1912 a eu pour objet de

(1) Conclusions de M. Tiessier Commissaire du gouvernement sous arrêt Conseil d'Etat, 3 juin 1908, L. 620.

prévenir et de faire cesser les maladies transmissibles et d'assurer la salubrité des maisons ou de leurs dépendances. Elle vise donc l'écoulement des eaux usées, en tant qu'il intéresse la salubrité des immeubles et par contre coup la voie publique. La nouvelle loi ne peut donc donner au maire le pouvoir de réglementer l'écoulement des eaux une fois parvenues sur la voie publique ; mais elle autorise à réglementer l'évacuation des eaux usées hors des immeubles riverains, en tant que cette évacuation intéresse la salubrité de la voie publique. Elle s'applique ainsi à un objet différent de celui des arrêtés municipaux des lois de 1884 ou de 1898, qui concernent exclusivement la salubrité de la voie publique.

D'ailleurs d'après l'article 34 de la loi de 1902 les dispositions et lois antérieures abrogées sont celles qui sont contraire à la nouvelle loi. Or, il n'y a pas incompatibilité d'application entre la loi de 1902 et les lois de 1884 et 1898. Et il est de principe qu'un règlement ne peut être considéré comme abrogé qu'autant qu'il y a impossibilité absolue d'en concilier l'application avec un nouveau règlement (1). Tel n'est pas le cas ici. Le maire suivant, par conséquent, qu'il s'agira de la salubrité de la voie publique ou de la salubrité des immeubles riverains et par contre coup de la voie publique, pourra puiser ses pouvoirs dans l'une ou l'autre des lois précitées. Parfois, même il pourra agir à la fois par règlement sanitaire spécial et par arrêté administratif ordinaire.

D'ailleurs, en fait la jurisprudence a reconnu comme légaux et obligatoires les arrêtés municipaux pris en dehors de la loi de 1912, qui « interdisent de nuire au bon état maté-

(1) Cassation, 8 janvier 1864. D. 66, 5, 402 ; 17 janvier 1868. D. 68, 1, 363.

riel de la voie publique par des infiltrations, déversements, jets, écoulement, dépôts d'immondices, quelle qu'en soit la nature ». C'est en ce sens que la Cour de cassation a rendu deux arrêts le 2 juin 1906 et le 22 mai 1909 (1).

Le second de ces arrêts rejette le pourvoi d'un habitant de Bressuire contre un jugement du tribunal de simple police de cette ville, qui l'avait condamné pour infraction à un arrêté municipal interdisant tout déversement nuisible sur la voie publique.

§ III. — *Pouvoirs de l'autorité préfectorale.*

A côté des pouvoirs de l'autorité municipale sur l'émission des eaux insalubres l'autorité préfectorale possède aussi des pouvoirs réglementaires.

Alors qu'en ce qui concerne les eaux pluviales ou ménagères le préfet a sur son domaine propre des pouvoirs identiques à ceux de l'autorité communale, mais n'en a pas d'autres, au contraire, en ce qui concerne les eaux insalubres le préfet possède non seulement des moyens de réglementation égaux, mais des pouvoirs provenant d'une initiative propre en vertu des dispositions de la loi.

On peut donc étudier successivement les simples pouvoirs de contrôle du préfet et, ensuite, les pouvoirs d'initiative qu'il possède :

1° Dans le premier cas l'action du préfet ne diffère pas de celle qu'il tient des principes généraux du droit administratif. Ses pouvoirs sont étroitement liés à ceux du maire,

(1) *Gaz. Pal.*, 06, 2, 231 et 09, 2, 356.

en connexité complète avec eux et sont subordonnés à l'initiative municipale. En effet, pour tout ce qui concerne la salubrité des voies publiques, par conséquent, la réglementation des eaux malsaines, quelle que soit la nature de la voie envisagée, c'est au maire qu'il appartient de prendre toutes les mesures qu'il juge utiles. Le préfet ne peut sur ce point et pour une commune déterminée qu'annuler un arrêté municipal ou en suspendre l'exécution. Il peut en cas d'urgence en autoriser l'exécution immédiate (1). La loi du 15 février 1902 a, en outre, reconnu au préfet un droit spécial : les règlements sanitaires, émanés de l'autorité municipale doivent être approuvés par le préfet après avis du Conseil départemental d'hygiène (2) ;

2° Quant au rôle d'initiative propre du préfet il faut distinguer suivant qu'il s'agit de la grande ou de la petite voirie.

a) En matière de grande voirie les pouvoirs du préfet ne sont pas considérables en ce qui touche la réglementation des eaux insalubres. Ces eaux n'affectent, en effet, généralement ni la conservation du domaine public, ni la liberté de la circulation. Elles n'intéressent que la salubrité, matière relevant des pouvoirs municipaux. Cependant, le préfet possède le droit de police générale sur les chemins faisant partie de la grande voirie. Il peut donc réglementer l'écoulement des eaux insalubres toutes les fois que ces eaux intéressent l'état général de la route nationale ou départementale. Il peut, par conséquent, prendre des arrêtés par application de l'arrêté réglementaire du ministre des Travaux publics du 20 septembre 1858 qui dispose que : « Nul ne peut, sans au-

(1) Loi du 5 avril 1884, art. 95 et art. 91.

(2) Loi du 15 février 1902, art. 2.

torisation, rejeter sur la voie publique les eaux insalubres provenant des propriétés riveraines. »

Pour les chemins vicinaux le préfet peut de même exercer son pouvoir réglementaire, à la condition, toutefois, que ce soit pour l'ensemble des chemins vicinaux d'un département et non pour un chemin vicinal déterminé. Il peut donc par arrêté rendre applicable l'instruction générale du ministre de l'Intérieur du 6 décembre 1870, modifiée en 1874, dont l'article 273-4° porte : « Nul ne pourra sans y être préalablement autorisé... déverser sur le sol ou le long des chemins vicinaux des eaux quelconques de manière à causer des dégradations... ni des jus de fumier ou de purin ». Cette disposition réglementaire doit être entendue dans le sens le plus large (1) et appliquée à toutes les eaux malsaines ou insalubres. Il ne faudrait pas croire que l'application de ces circulaires ou instructions ministérielles a pour effet de substituer au pouvoir réglementaire des préfets celui du ministre des Travaux publics. Il ne s'agit là que de règlements-types qui, d'ailleurs, commencent par ces mots. « Nous préfet du département de .. etc... (2) »

En matière de petite voirie ou de voirie urbaine les pouvoirs du préfet sont plus restreints. L'initiative du préfet, dans ce cas, ne doit se manifester qu'en cas d'inaction ou de négligence du maire. Le préfet intervient alors pour se substituer au magistrat municipal et publier des règlements en son lieu et place. Il peut, si le maire ne satisfait pas à ses devoirs de police, bien que l'intérêt public le lui commande et après une mise en demeure restée sans résultat, prendre pour l'écoulement des eaux malsaines et insalubres telle me-

(1) V. Aucoc, *Droit adm.*, III 1120.

(2) Voyez Dalloz, *Code des lois polit. et adm.*, v° Voirie, tome III, p. 1061.

sure utile qu'il jugera nécessaire (1). La loi du 15 février 1902 a spécifié que le système des règlements sanitaires communaux ne faisait pas obstacle à ce pouvoir (2).

En dehors de ce droit de se substituer au maire pour une commune déterminée en cas de négligence ou de mauvaise volonté du magistrat municipal, l'article 99 de la loi de 1884, reconnaît au préfet le droit de prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, mais seulement dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité (3). L'écoulement des eaux usées ou nuisibles rentre dans les limites de ces pouvoirs.

De même la loi de 1902 (article 2) dispose que si dans le délai de un an à partir de la promulgation de la loi, une commune n'a pas de règlement sanitaire, il lui en sera imposé un d'office par le préfet, le conseil départemental d'hygiène entendu. Le préfet a donc eu à l'époque fixée par la loi un pouvoir de réglementation propre à exercer.

Enfin, la même loi prévoit qu'en cas d'urgence, c'est-à-dire en cas d'épidémie ou d'un autre danger imminent pour la santé publique, le préfet peut ordonner l'exécution immédiate des mesures prescrites par les règlements sanitaires. L'urgence dans ce cas doit être constatée par un arrêté du maire ou à son défaut par un arrêté du préfet, que cet arrêté soit spécial à une ou plusieurs personnes ou qu'il s'applique à tous les habitants de la commune. En vertu de ces pouvoirs le préfet pourra donc prendre, en ce qui concerne l'émission d'eaux insalubres sur la voie publique, toutes mesures nécessaires à la salubrité de la commune.

(1) Loi du 5 avril 1884, art. 99.

(2) Loi du 15 février 1902, art. 2.

(3) V. Morgand, *Loi Municipale*, art. 97 et suiv.

§ IV. — *Régime des autorisations de voirie.*

Une interdiction absolue et perpétuelle de laisser écouler sur la voie publique les eaux insalubres ou malsaines peut être une cause grave de préjudice pour les riverains et un danger pour la salubrité publique. Il est, en effet, indispensable d'assurer l'évacuation des eaux usées des immeubles particuliers. De telles eaux, stagnantes dans les cours ou les dépendances de ces immeubles auraient vite fait de les transformer en foyers d'épidémie et d'infection. Et dans certains cas il est matériellement impossible d'empêcher l'écoulement des eaux usées hors des immeubles. Tantôt donc les eaux sont amenées au cours d'eau, réceptacle naturel de toutes les eaux pures ou impures, tantôt elles sont dirigées vers de vastes puisards d'absorption d'où elles suintent dans le sous-sol, tantôt enfin elles sont déversées dans les égouts privés ou publics dont l'issue nécessaire est la mer, le cours d'eau, ou bien encore, dans des circonstances toutes particulières, le champ d'épandage.

Sans entrer dans l'examen de ces divers modes d'évacuation des eaux usées, il est nécessaire d'examiner ici les règles applicables aux autorisations d'écoulement sur la voie publique.

Le système d'écoulement des eaux malsaines peut, en effet, avant l'évacuation terminale vers laquelle on les dirige être obligé d'emprunter une partie du sol de la voie publique. Il existe donc des cas où l'autorité administrative est appelée à reconnaître au profit du riverain, et malgré le principe

d'interdiction d'écoulement qui frappe les eaux usées, la faculté, sinon le droit de déverser momentanément de telles eaux sur la voie publique. Tous les règlements généraux prohibant l'écoulement d'eaux insalubres sur la voie publique, contiennent la réserve expresse du cas où une autorisation a été accordée par l'autorité administrative compétente (1).

Cette autorisation spéciale, consentie au riverain, de diriger ses eaux sur la voie publique vers une destination ultérieure, constitue le régime de la permission de voirie. L'administration peut, en effet, dans la mesure où cette permission ne nuit, ni à l'intérêt général, ni à la conservation du domaine, faire preuve de tolérance à l'égard de ces usages privés de la voie publique, tels qu'un déversement d'eau usées.

Le riverain qui voudra profiter de la voie publique pour y diriger des eaux insalubres devra donc s'adresser à l'autorité administrative (2).

L'autorité compétente pour accorder ou refuser la permission demandée sera tantôt le préfet, tantôt le maire, suivant la nature de la voie publique.

Le maire ou le préfet ont, en cecas, un pouvoir absolument discrétionnaire.

Contre le refus de permission opposé par l'administration aucun recours n'est possible (3). Cependant, le refus arbitraire d'une municipalité n'est pas par lui-même définitif. L'art. 98 de la loi du 5 avril 1884 déclare que « les permis-

(1) Voyez notamment Règlement type du ministère des Travaux publics en matière de grande voirie (20 sept. 1858) et Instruction générale du ministère de l'Intérieur pour chemins vicinaux (6 décembre 1870), art. 273, 4°.

(2) Conseil d'Etat, 4 mai 1906. L. 370.

(3) Conseil d'Etat, 19 mars 1880. L. 333 ; 6 mars 1885. L. 266.

sions de voirie à titre précaire ou essentiellement révocable, sur les voies publiques qui sont placées dans les attributions du maire et ayant pour objet notamment l'établissement dans le sol de la voie publique des canalisations destinées au passage ou à la conduite, soit de l'eau, soit du gaz, peuvent en cas de refus du maire, non justifié par l'intérêt général, être accordées par le préfet » (1). Mais l'arrêté par lequel le préfet a autorisé un particulier à établir une conduite sous la voie publique même contrairement à la décision du maire de la commune n'est pas susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat par voie contentieuse (2).

Ces permissions ne sont pas nécessairement pures et simples. Ayant le pouvoir de refuser la permission qu'on lui demande, l'autorité municipale ou préfectorale a le droit de la subordonner à des conditions précises de réalisation. Ainsi elle peut exiger du riverain l'établissement de conduites fermées ou de caniveaux couverts dans toute la partie où l'écoulement des eaux usées emprunte le sol de la voie publique. Elle peut subordonner l'émission des eaux insalubres dans le ruisseau de la voie publique à une épuration préalable ; elle peut dans le même esprit, établir des limites d'insalubrité maxima des liquides déversés.

Elle peut, enfin, exiger du riverain, en retour de la tolérance dont elle fait preuve, le paiement d'une redevance qui est comme le prix de location du domaine public occupé. Les administrations municipales ont d'ailleurs été toujours autorisées à percevoir de telles redevances (3).

(1) Conseil d'Etat, 3 avril 1908. L. 339.

(2) Conseil d'Etat, 27 mai 1887. L. 421. Voyez la note sous cet arrêt.

(3) Loi du 11 frimaire an VII, art. 7, § 3. Loi du 18 juillet 1837, art. 34, § 7. Loi du 5 avril 1884, art. 68, § 7.

Les obligations du riverain titulaire d'une pareille permission de voirie sont soumises à une double sanction ; le retrait de l'autorisation donnée et la poursuite devant le tribunal de simple police, ou le conseil de préfecture pour anticipation sur le domaine public, si le riverain outrepassé la permission qui lui a été accordée ou persiste, lorsque le retrait de l'autorisation a eu lieu à déverser encore des eaux insalubres sur la voie publique.

Mais, même en dehors de toute transgression du riverain aux conditions de l'autorisation de voirie, l'administration a le droit de retirer la permission accordée. Une tolérance administrative est nécessairement révocable et précaire. Il se peut qu'à un moment donné, soit temporairement soit d'une manière définitive, l'autorisation primitivement accordée, par suite de circonstances nouvelles, devienne une gêne pour la circulation, ou un danger pour la salubrité publique ; il se peut qu'elle soit en contradiction formelle avec les termes d'un nouvel arrêté administratif ou d'un règlement sanitaire. Il se peut que l'apparition d'une épidémie nécessite des mesures sérieuses de protection de la salubrité publique. Dans tous ces cas en vertu de son pouvoir discrétionnaire l'administration supprimera la permission. Le riverain dans ce cas ne saurait prétendre à une compensation ni à une indemnité.

Mais le retrait de la permission doit être motivé par le souci de l'intérêt général. Dès que l'autorité administrative obéit à d'autres mobiles et ne peut fournir la justification de l'intérêt public, le retrait de la permission de voirie constitue un acte arbitraire susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat (1).

(1) Cassation, 27 juillet 1893. D. 94, 1, 197 ; 11 août 1891. D. 92, 1, 545. Conseil d'Etat, 15 novembre 1895. L. 706 ; 4 janvier 1893. L. 3 ; 21 mars 1873. L. 269.

Mais il faut pour que le Conseil d'Etat puisse annuler l'acte de retrait pour excès ou détournement de pouvoir, que l'arbitraire de l'acte résulte des motifs invoqués ou tout au moins des documents visés par le préfet ou le maire.

§ V. — *Sanctions. — Compétence. — Pouvoirs du juge.*

Toutes les infractions à l'interdiction d'écouler sur la voie publique les eaux malsaines ou insalubres sont sanctionnées par l'article 471, Code Pénal (amende de un à cinq francs, emprisonnement de trois jours au plus en cas de récidive (1)). En l'absence de tout règlement municipal ou préfectoral l'émission d'eaux insalubres sur la voie publique est punie conformément au paragraphe 6 de cet article. S'il existe un règlement administratif, l'infraction en est punie par le paragraphe 15 du même article.

Enfin, si le déversement d'eaux malsaines tombe sous le coup d'un règlement sanitaire il doit être encore fait application du même article et de la même peine. En effet, l'article 27, de la loi du 15 février 1902, décide que sera puni des peines portées à l'article 471 du Code pénal quiconque aura commis une contravention aux prescriptions des règlements sanitaires.

Une jurisprudence constante a toujours fait application de cet article et reconnaît que le déversement d'eaux malsaines ou insalubres sur la voie publique constitue une contravention de simple police soumise aux règles générales sur la

(1) Art. 474, C. p.

matière (1). Ces règles ont été déjà exposées en détail : nous n'y reviendrons pas. Quelle que soit la voie publique sur laquelle le déversement ait été effectué, le tribunal compétent est le tribunal de simple police. Il doit en être décidé ainsi non seulement pour les infractions aux arrêtés administratifs émanés de l'autorité municipale, et concernant la salubrité publique, mais encore pour tous les déversements effectués sur une dépendance de la grande voirie en contradiction à un règlement préfectoral, du moins en l'absence de toute dégradation du sol de la voie.

Il n'est qu'un cas où le tribunal de police est incompétent. C'est lorsqu'il y a infraction à l'article 44 de la loi de 1902. Celui qui aura construit une habitation sans le permis du maire étant puni d'une amende de 16 à 500 francs, la peine édictée excède la compétence du tribunal de simple police.

Dans tous les cas où le tribunal de simple police est saisi d'une contravention il doit, dans les conditions que nous avons précédemment indiquées, prononcer la condamnation à l'amende. Lorsqu'il s'agit d'appliquer l'art. 471-6°, du moins si la matérialité du fait n'est pas contestée, aucune difficulté ne se présente : le juge doit condamner à l'amende. S'il faut, au contraire, au moyen du paragraphe 15 du même article, sanctionner un règlement administratif, le juge de simple police peut, on le sait, en vérifier la légalité, c'est-à-dire vérifier si le règlement a bien été pris dans le cercle des attributions de l'autorité compétente, suivant la procédure requise, conformément au texte de la loi (2). A supposer

(1) Voir Blanche et Dutruc, *Contraventions de police (passim)*. Cassation, 31 juillet 1863. D. 67, 3, 475 ; 8 février 1866. D. 67, 1, 188 ; 29 août 1867, D. 67, 3, 475.

(2) Cassation, 28 sept. 1827. S. VIII, 1, 686 ; 30 mars 1861. *Bull. crim.*, n° 70.

d'ailleurs qu'à raison de l'illégalité ou de l'irrégularité de l'acte administratif, le prévenu puisse être relaxé des poursuites, le juge de police peut, cependant, examiner si l'infraction relevée à la charge du prévenu ne rentre point dans l'hypothèse prévue par le paragraphe 6 de l'art. 474 et en cas d'affirmative, même en faisant abstraction de tout règlement municipal, prononcer la condamnation prévue par cet article.

Indépendamment de l'amende le juge de simple police doit aussi se prononcer sur les dommages-intérêts réclamés (1).

La loi du 15 février 1902 est venu ajouter à ce rôle très simple du juge de paix un rôle plus délicat et complexe. Le tribunal de police peut, dans certains cas, ordonner l'exécution immédiate de travaux. Ce tribunal quand il est saisi directement d'un procès-verbal de contravention n'a pas à se préoccuper de la question de l'exécution d'office laquelle, du moins momentanément, lui échappe. Mais par contre dès qu'il est saisi en cette forme, il prononce la pénalité s'il juge légale la mesure réglementaire à laquelle il a été contrevenu, et sans avoir aucunement à attendre l'accomplissement des formalités et de la longue procédure des art. 12 à 15 de la loi de 1902. Il n'a pas à rechercher si l'administration entend recourir par la suite à une procédure de coercition et imposer l'exécution des travaux nécessaires pour satisfaire aux prescriptions du règlement sanitaire (2).

Mais lorsque l'administration poursuit l'exécution de travaux destinés à supprimer l'écoulement des eaux nuisibles

(1) Code Instruct. Crim., art. 161.

(2) Conclusions de M. Teissier, commissaire du gouvernement. Arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 1908. L. 611. Cassation, 1^{er} février 1908, *Gaz. Pal.*, 08, 1, 297.

sur la voie publique en vertu de la loi de 1902, et lorsque le propriétaire aura refusé d'exécuter les travaux dans le délai imparti, celui-ci sera traduit devant le tribunal de simple police. Ce tribunal saisi dans ces circonstances devra prononcer comme dans le cas de la procédure pénale directe, la peine de l'article 471-15°; mais, en outre, autorisera le maire à faire exécuter les travaux d'office. Et alors à la différence de ce qui se passe quand il est directement saisi par la voie répressive, en vertu de l'article 27, loi 1902, le tribunal de simple police n'a plus à vérifier la légalité des mesures définitivement et irrévocablement ordonnées par l'autorité ou la juridiction administrative.

En dehors de ce dernier cas où le juge se borne en somme à revêtir d'une formule exécutoire un acte administratif touchant à la propriété privée, le tribunal de simple police conserve sa plénitude d'appréciation et de juridiction; mais là encore comme précédemment lorsque la contravention à un règlement légal est établie, le délinquant ne pourrait être relaxé sous aucun prétexte, hors le cas de force majeure. Toutes les excuses alléguées pour enlever aux faits constatés leur caractère d'infraction pénale doivent être écartées systématiquement (1).

Ainsi ne peut être considéré comme une excuse le fait que le prévenu était de bonne foi (2), en écoulant sur la voie publique les eaux insalubres.

Le fait que le prévenu n'a pas eu l'intention de nuire et que l'écoulement d'eaux nuisibles ne provient que d'une négligence de sa part (3). En effet, la volonté du prévenu n'est pas

(1) Voir Dalloz, *Répert.*, v° Contravention, n° 167 et n° 160. Cassation, 27 avril 1827.

(2) Voir Dalloz, *Répert.*, v° Contravention, 159.

(3) Cassation, 30 janvier 1879. D. 791, 384. Et cassation, 22 fé-

en matière de contravention un élément nécessaire de l'infraction ;

Le fait que le contrevenant prend des précautions pour diminuer les exhalaisons des eaux projetées, par exemple, fait jeter dans la rigole de l'eau saturée de chaux vive (1). En effet, il n'est point permis, de se soustraire à l'exercice des obligations de la voirie-urbaine pour tout ce qui touche la salubrité publique, par l'emploi d'équivalents prétendus ou de précautions plus ou moins efficaces qui ne sauraient prévaloir sur les prescriptions impératives de la loi (2).

Le fait que l'autorité administrative a toléré les déversements pendant fort longtemps. En effet la prescription n'est jamais admise en la matière ;

Le fait que les déversements insalubres ne pouvaient nuire à personne ; que l'eau jetée par le prévenu ne pouvait gêner à raison de l'heure avancée (3). En effet, la disposition de la loi est générale et la prohibition qu'elle consacre n'est point subordonnée à des conditions de temps, heures ou localités ;

Le fait que le danger d'insalubrité était minime, la pluie qui tombait au moment où l'écoulement a eu lieu se mêlant à la petite quantité d'eau jetée par le contrevenant en faisant disparaître les traces (4) ;

vrier 1844 : « Attendu que l'intention de nuire n'est pas nécessaire pour qu'un fait qualifié contravention par la loi soit passible des peines qu'elle détermine ; que la criminalité d'un tel fait résulte complètement de la seule violation de la loi ou des règlements légalement rendus. » V. Dalloz, *Répert.*, v^o Commune, 1036.

(1) Cassation, 31 juillet 1863. D. 67, 1, 188.

(2) Cassation, 8 février 1866. D. 67, 1, 188.

(3) Voir Dalloz, *Répert.*, v^o Contravention, n^o 159.

(4) Cassation, 8 février 1856. D. 56, 5, 502.

Le fait que la rue était peu fréquentée (1) ;

Le fait qu'il n'y avait pas de règlement local.

Nous avons déjà indiqué qu'en l'absence de tout règlement local, l'article 471-6° punissait l'écoulement de « choses de nature à nuire par leurs exhalaisons » et « là où la loi a disposé les règlements municipaux sont superflus » (2).

Le fait que les usages du pays autorisent ce déversement et que l'administration l'a toléré (3).

C'est là un point important à noter, car bien souvent dans les campagnes il est d'usage courant de laisser écouler sur la voie publique le jus de purin ou les eaux fétides provenant des écuries ou des étables. La négligence ou la complaisance de l'autorité administrative, non plus que l'usage constant de cette pratique ne peuvent, à aucun moment, constituer un droit ou une excuse au profit du riverain.

Les usages quels qu'ils soient d'une localité ne sauraient autoriser une dérogation à une loi générale surtout à une mesure de police édictée pour des motifs d'ordre et d'intérêt public. Par suite, est nul le jugement qui prend en considération les usages locaux pour s'abstenir de réprimer une contravention à une mesure de ce genre :

« Attendu que le procès-verbal du commissaire de police constatait par l'exposition sur la voie publique de matières de nature à nuire par des exhalaisons insalubres, une double contravention à la charge de la dame X... tant à l'article 471-6°, qu'à l'arrêté municipal du 12 juin 1855 ; que le jugement, sans dénier les faits constatés, déclare que les usages établis à la Ciotat, ne permettent pas d'y faire application de 471-6° ; qu'il n'est pas possible d'admettre que les

(1) Cassation, 30 avril 1852. *Bull. crim.*, n° 140.

(2) Cassation, 2 juin 1842. *S.* 42, 1, 838.

(3) Cassation, 30 mars 1861. *D.* 61, 5, 291.

usages d'une localité puissent autoriser une dérogation à une loi générale ; que l'article 471-6°, fondé sur des motifs d'ordre et d'intérêt publics doit recevoir son application dans toute l'étendue du territoire et n'admet aucune restriction (1). »

Ne pourrait encore constituer une excuse admissible par le juge de police :

Le fait que le prévenu, coupable d'avoir laissé écouler sur la voie publique du jus de fumier et autres liquides fétides provenant de sa cour, y est contraint parce qu'un voisin a le droit d'en exiger le passage à travers la cour du prévenu (2).

Le fait que le prévenu — en dehors d'un cas de force majeure démontré — a été dans la nécessité d'agir comme il l'a fait (3).

Enfin, l'absence de plainte de la part des passants ou voisins, même attestée par le rédacteur du procès-verbal n'est pas un obstacle à la poursuite de la contravention par le ministère public (4).

Quant à la force majeure elle doit être ici, comme en toute autre matière, une excuse péremptoire (5). Mais pour que cette excuse soit admise, il est nécessaire que tous les caractères de la force majeure se trouvent réunis, c'est-à-dire que le prévenu « ait été contraint par une force à laquelle il

(1) Cassation, dernier arrêt cité. En ce sens encore : Cassation, 15 janvier 1859. D. 59, 5, 41 ; 3 novembre 1859. D. 59, 5, 366 ; 24 février 1859. D. 59, 5, 366.

(2) Cassation, 29 mars 1889. *Pand. franç.*, 89, 1, 495.

(3) Cassation, 13 mars 1852. S. 52, 1, 763 ; 1^{er} avril 1854, *Bull.*, 92 ; 20 sept. 1855, *Bull.*, 327.

(4) Cassation, 31 juillet 1862.

(5) Cassation, 7 juillet 1827 ; 20 juillet 1838, *Bull. crim.*, 237 ; 8 août 1840. S. 41, 1, 549 ; 7 déc. 1855. D. 55, 5, 46.

lui était impossible de résister (1) ». La Cour de cassation est toujours juge souverain de l'appréciation de la force majeure (2).

(1) Art. 64, Code pénal.

(2) Cassation, 2 décembre 1871. D. 71, 4, 366. Cassation, 30 janvier 1879. D. 79, 4, 384.

CHAPITRE IV

L'ÉMISSION DES EAUX INDUSTRIELLES SUR LA VOIX PUBLIQUE (1)

Les eaux industrielles sont toutes celles provenant de manufactures, d'ateliers ou d'établissements qui emploient dans le cours de leurs travaux ou manipulations des eaux pures rejetées ensuite à l'extérieur de ces usines.

Le caractère industriel de ces eaux n'implique pas nécessairement qu'il s'agit de liquides résiduaire, altérés et corrompus. Il y a des eaux industrielles qui sont inoffensives. Pour celles-là on applique les règles que nous avons exposées à propos des eaux ménagères. Mais la plupart des eaux industrielles présentent des dangers très grands pour la salubrité publique. Elles proviennent soit d'établissements industriels non classés ; ou bien elles sont issues d'établissements classés par les textes très nombreux sur les manufactures ou établissements dangereux ou insalubres : ce sont, à proprement parler, les eaux résiduaire.

Pour ces eaux une double législation peut être appliquée :

(1) Voir pour tout ce qui concerne les détails de la législation sur les établissements insalubres l'ouvrage de MM. Porée et Livache.

la législation ordinaire qui a été exposée dans le chapitre précédent; une législation spéciale issue du décret du 15 octobre 1810, qui arme l'autorité administrative de pouvoirs étendus et coercitifs.

C'est qu'en effet, la plupart des eaux industrielles présentent de graves inconvénients : les unes peuvent nuire à la commodité de la circulation ; d'autres à raison de leur température, de leur coloration, des principes chimiques qu'elles contiennent, peuvent causer des dommages aux passants, aux étalages, à la végétation de la voie publique ; d'autres compromettent la salubrité générale ; ce sont celles qui tiennent en suspension des matières animales ou végétales corrompues, fermentescibles, qui par leurs exhalaisons malsaines, les résidus qu'elles laissent derrière elles peuvent constituer un foyer et une cause d'épidémies ; d'autres, enfin, à raison de leur volume, peuvent dégrader gravement le sol de la voie publique. La plupart des établissements insalubres rejettent des eaux corrompues, dont le déversement sur la voie publique pourrait être, à ces différents chefs, une cause de dommage.

A s'en tenir à la législation ordinaire, on se heurterait à une défense absolue d'écouler sur la voie publique des eaux éminemment insalubres. L'article 471-6°, Code pénal, suffit à lui seul à justifier et à sanctionner cette prohibition ; mais dans la pratique il était impossible de maintenir une interdiction absolue d'écoulement ; c'était dans beaucoup de cas empêcher l'ouverture et l'exploitation d'usines utiles et souvent même indispensables à la prospérité commerciale d'un pays. C'était faire échec par là même au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

C'était même compromettre la salubrité générale. Il est nécessaire que l'exploitant se débarrasse de ces eaux rési-

duaires sur la voie publique, à l'air libre, dans tous les cas où il ne peut les évacuer souterrainement par l'intermédiaire des égouts, sinon il serait contraint d'avoir recours au procédé d'absorption par des puisards, procédé détestable à tous égards.

On a donc été amené à subordonner l'émission de ces eaux sur la voie publique à des conditions qui en réduisent les inconvénients au minimum. L'autorité administrative est déjà armée, nous le savons, de larges pouvoirs soit pour la protection de la salubrité publique, soit pour la libre circulation, soit pour la conservation de la voie. Les lois du 5 avril 1884 et du 9 avril 1898, la loi du 22 décembre 1789-6 janvier 1790, suffisent déjà à donner des armes aux autorités locales. Mais celles-ci puisent dans la législation spéciale des établissements insalubres des pouvoirs préventifs ou répressifs, qui suffisent largement à la protection des intérêts dont elles ont la garde.

Le principe fondamental est celui qui est posé par l'article 471-6°, Code pénal. Jamais les riverains n'ont le droit de déverser sur la voie publique des eaux industrielles nuisibles. Tout riverain qui, en dehors de toute autorisation, opère pareil déversement, est passible de la contravention prévue à l'art. 471 et tombe sous le coup des pénalités qui y sont prévues (1).

Ce principe suppose l'absence de toute autorisation administrative. L'objet de ce chapitre est d'indiquer dans quelles conditions ces autorisations peuvent être obtenues.

1° *Etablissements non classés.* — L'écoulement sur la voie publique des eaux industrielles, des établissements non

(1) Cassation, 1^{er} mai 1879. D. 81, 5, 229. Voyez Conseil d'Etat, 28 avril 1893. L. 352.

classés, n'est soumis à aucune réglementation particulière. Les eaux, si elles sont inoffensives et propres, peuvent en dehors de toute autorisation être rejetées à l'extérieur sous la seule condition du respect des règlements de police. Au contraire toutes eaux insalubres, malsaines ou nocives ne peuvent être déversées sur la voie publique ou ses dépendances qu'après l'obtention par l'exploitant d'une autorisation donnée par les autorités locales. C'est dans tous ses détails la réglementation sur l'écoulement des eaux insalubres qui s'applique.

2° *Etablissements classés*. — Le seul fait pour un établissement industriel d'être compris dans la nomenclature des textes législatifs sur les établissements dangereux, incommodés ou insalubres, le soumet à des dispositions réglementaires spéciales pour l'écoulement de ses eaux résiduaires quel que soit leur degré d'altération ou de nocivité. Une autorisation est nécessaire pour qu'elles puissent être déversées sur le sol de la voie publique ; autorisation qui ne fait pas obstacle à ce qu'une réglementation générale puisse leur être applicable.

A côté de cette réglementation préventive, l'administration dispose de moyens de coercition vis-à-vis des industriels qui ne se soumettraient pas aux conditions des règlements administratifs ; elle peut, en outre, engager contre eux des poursuites devant le juge de répression.

SECTION I

Réglementation préventive.

Cette réglementation préventive repose sur un ensemble de conditions d'exploitation et notamment d'écoulement d'eaux résiduaires imposées à l'industriel. Ces conditions résultent des actes administratifs généraux applicables à tous les habitants d'une même commune, ou des actes administratifs spéciaux concernant l'établissement industriel en particulier. Ces actes réglementaires peuvent émaner des préfets, des sous-préfets ou des maires. Examinons successivement les pouvoirs de chacune de ces autorités administratives.

§ I. — *Pouvoirs du préfet.*

Le préfet indépendamment de toute législation spéciale est chargé de faire exécuter les lois et les règlements. Il doit donc à ce titre veiller à l'application de la législation sur les établissements insalubres même dans les cas où cette législation ne lui reconnaît pas de pouvoir propre. De plus, la loi du 22 décembre 1789-8 janvier 1790 lui confie le soin de veiller au maintien de la salubrité et de la sécurité publique. Enfin, le préfet a mission de protéger les routes et chemins

faisant partie de la grande voirie contre toute entreprise dommageable des riverains. On voit donc que le rôle du préfet va pouvoir s'étendre très largement sur les conditions à imposer à l'exploitant d'un établissement industriel classé ou non pour l'émission des eaux résiduaires sur la voie publique.

Les pouvoirs de l'autorité préfectorale, vis-à-vis des établissements non classés, dérivent des lois générales de police qui chargent les préfets de veiller à la salubrité publique, à la conservation des voies dont ils ont la charge, enfin à l'exécution des lois générales dans leur département.

Mais vis-à-vis des établissements classés — ceux de première et de deuxième classe — le préfet qui autorise leur création exerce relativement à l'émission des eaux résiduaires sur la voie publique des pouvoirs considérables. Ils se manifesteront par les conditions imposées à l'industriel dans l'acte d'autorisation et dans toute réglementation postérieure qui sera jugée utile par l'administration.

1° Autorisation des établissements classés. — Cette réglementation préventive résulte tout d'abord des conditions imposées à l'industriel dans l'acte d'autorisation. Depuis le décret du 25 mars 1852 : « sur la décentralisation administrative », toutes les autorisations, quelle que soit la classe de l'établissement considéré, sont accordées par les autorités administratives locales, préfets ou sous-préfets (1). L'acte

(1) Antérieurement au décret de 1852 les autorisations pour les établissements de 1^{re} classe étaient données par décret en Conseil d'Etat (art. 2, décret, 15 octobre 1810). Le décret du 25 mars 1852 (art. 2) porte : « Les préfets des départements statueront sous l'autorisation du ministre, sur les divers objets concernant la police sanitaire et industrielle dont la nomenclature est fixée par un tableau B. annexé. » Le tableau B-8° porte : « Autorisation

administratif d'autorisation pour les établissements de 1^{re} et 2^e classe est un arrêté préfectoral.

C'est cet arrêté préfectoral portant autorisation de l'ouverture de l'établissement industriel qui contient toutes les conditions d'exploitation, et parmi elles le mode de déversement des eaux résiduaires sur la voie publique.

Les articles 3 et suivants du décret du 15 octobre 1810 établissent la procédure nécessaire à l'ouverture d'un établissement industriel. Elle comporte une enquête, l'avis du sous-préfet ou du maire suivant les cas, pour les établissements de 1^{re} classe quelquefois une décision du Conseil de préfecture, l'avis du Conseil d'hygiène de l'arrondissement (1), aujourd'hui remplacé par l'avis de la Commission sanitaire de la circonscription (2).

Cette procédure met donc en présence dans les cas les plus graves, c'est-à-dire pour les établissements de première classe, les opinions diverses de plusieurs catégories d'intéressés. L'industriel, les voisins, le maire de la commune, la Commission sanitaire; ce n'est qu'à la suite des opinions exprimées par toutes ces parties en cause que l'acte d'autorisation pourra être accordé. Le préfet dans son arrêté fixant les conditions d'exploitation et notamment celles d'écoulement d'eaux résiduaires aura donc à statuer en tenant compte des désirs exprimés par tous les représentants des intérêts publics ou privés en cause, mais en statuant toujours conformément à l'intérêt général.

des établissements insalubres de 1^{re} classe dans les formes déterminées pour cette nature d'établissements et avec le recours existant aujourd'hui pour les établissements de 2^e classe.

(1) Circulaire du 6 avril 1852. *Bulletin du ministère de l'Intérieur* 1852, page 323.

(2) Loi du 13 février 1902, art. 20.

La base de l'enquête administrative comme des oppositions émanées des tiers sera toujours la demande d'autorisation adressée au préfet par l'industriel. Cette demande doit, outre les indications générales relatives à la création et au fonctionnement de l'établissement, préciser trois points qui se réfèrent immédiatement à l'écoulement des eaux. L'industriel doit, en effet, indiquer les circonstances topographiques que présente la localité où doit s'établir l'usine (voisinage d'un cours d'eau, pente des terrains), les procédés à employer pour se débarrasser des déchets ou des résidus liquides ; enfin, les moyens préventifs pour éviter les inconvénients résultant de l'exploitation, tels que la stagnation ou l'écoulement défectueux ou insalubre des eaux résiduaires (1).

A l'appui de sa demande et pour faciliter l'instruction, l'industriel doit produire le plan de l'établissement et du pays environnant (2).

On conçoit quelle est l'importance de cette demande d'autorisation. Elle ne saurait être trop détaillée et l'administration devrait toujours tenir la main à ce que l'industriel établisse dans cet acte tous les éléments nécessaires à une utile réglementation.

La demande d'autorisation de tout établissement industriel, susceptible d'envoyer sur la voie publique des eaux corrompues, devrait prévoir toutes les mesures utiles pour assurer l'innocuité des eaux déversées.

L'industriel devrait en particulier, s'il est obligé d'envoyer sur la voie publique tout ou partie des eaux résiduaires, indi-

(1) Voir Code des Etablissements industriels, Ch. Constant, page 185, un modèle de demande de ce genre.

(2) Ordonnance du préfet de police du 30 novembre 1837 et circulaire du ministre des Travaux publics de 1862.

quer quels travaux il compte exécuter pour pallier aux effets nocifs des eaux déversées, quelle méthode pourra être employée pour la décantation ou l'épuration desdites eaux.

Et avant de donner une autorisation, il serait toujours facile à l'autorité administrative d'imposer à l'industriel l'obligation de déclarer la quantité d'eau résiduaire évacuée chaque jour, les substances qui y seront contenues et enfin les moyens proposés pour assurer un écoulement inoffensif des eaux ; il en résulterait la facilité pour l'autorité administrative de donner un acte d'autorisation où seraient contenues toutes les prescriptions utiles.

2° Conditions d'écoulement des eaux résiduaires. —

Quels vont être alors les pouvoirs du préfet ? En principe ce fonctionnaire a toujours la faculté de refuser l'autorisation et, dans ce cas la demande de l'industriel ne pourra être reproduite que s'il apporte des modifications sensibles au projet primitif, ou si un fait nouveau, modifiant la situation de l'usine par rapport aux tiers ou relatif à la topographie du pays vient à être révélé (1).

Mais il est peu probable, en pratique, que les conditions d'écoulement des eaux résiduaires motivent un refus d'autorisation. Le Conseil d'Etat a même jugé que le préfet dépasserait ses pouvoirs s'il refusait l'autorisation à un établissement sous le seul prétexte que ses déversements résiduaires pourraient nuire aux tiers ou même à la voirie vicinale (2). Le plus souvent, en effet, il sera possible d'autoriser la création de l'établissement en le soumettant à cet égard à des conditions qui en assurent le fonctionnement convenable.

(1) Conseil d'Etat, 22 décembre 1853. L. 1087, 24 juin 1870. L. 785.

(2) Conseil d'Etat, 3 février 1830. L. 51.

La détermination de ces conditions s'inspirera de ce principe fondamental, que le préfet ne doit avoir égard qu'à l'intérêt public, et ne se faire en aucun cas le juge ou le défenseur d'intérêts particuliers. S'il autorisait le déversement d'eaux résiduaires sous des conditions qui ne correspondraient qu'à la satisfaction d'un intérêt ou à la garantie d'un droit privé, il commettrait un détournement de pouvoir qui vicierait son arrêté. Il en serait ainsi, d'un refus d'autoriser l'écoulement des eaux résiduaires sur la voie publique, parce que des infiltrations peuvent se produire au droit d'une propriété privée qui nuiraient à son bon état ou à sa végétation ; de l'obligation imposée à un industriel d'établir un caniveau couvert au droit d'une propriété voisine dans l'intérêt de cette propriété, alors que l'écoulement des eaux résiduaires est autorisé à l'air libre sur les autres parties de la voie publique ; de la condition qui obligerait un exploitant à diriger ses eaux résiduaires par un long détour, vers le cours d'eau ou l'égout voisin pour protéger une propriété privée située sur le chemin direct entre l'usine et le cours d'eau ou l'égout.

Tous ces intérêts strictement privés ont des moyens propres de pourvoir à leur défense devant les tribunaux. L'unique préoccupation du préfet doit être d'agir vis-à-vis de l'industriel pour la défense et la protection des intérêts généraux dont il a la garde. Il pourra, sans doute, prendre en considération la situation d'un propriétaire riverain, mais seulement autant qu'elle s'identifiera avec l'intérêt général. Ainsi le préfet pourra défendre à un industriel de laisser écouler ses eaux dans le ruisseau de la voie publique au droit d'une propriété riveraine, si par suite de la situation des lieux et de la stagnation des eaux, cet immeuble est gravement contaminé par les émanations insalubres qui se dégagent des

eaux rejetées et risque de devenir un foyer d'épidémie qui peut compromettre la salubrité publique.

Il n'est pas possible de fixer pour chaque catégorie d'établissements des conditions immuables d'écoulement des eaux résiduaires sur la voie publique. Ces conditions à prescrire ne dépendent, pas tant en effet, de la nature des eaux rejetées, que de la situation topographique des lieux, de l'état des égouts, des ruisseaux, de l'existence de maisons voisines, enfin du climat général du pays.

Il faut donc pour chaque espèce particulière examiner tous les éléments spéciaux de décision et fixer les conditions suivant les circonstances.

La première condition que l'autorité administrative peut imposer pour l'écoulement des eaux résiduaires sur la voie publique, c'est le choix d'un emplacement qui permette cet écoulement sans inconvénient pour la salubrité générale.

Au moment de l'autorisation d'un établissement l'autorité administrative a le droit d'exiger de l'industriel la déclaration des moyens d'assainissement qu'il emploiera, et on pourra le mettre dans l'alternative ou d'accepter des modes de traitement souvent onéreux, mais qui dans certains cas sont compensés par la situation même de l'établissement avantageuse pour l'industriel, ou de chercher un emplacement différent, plus favorable à la transmission des eaux sur la voie publique.

Il est à remarquer d'ailleurs que l'écoulement sur la voie publique sera de beaucoup le cas le moins fréquent. L'administration comme l'industriel lui préféreront très souvent l'émission directe dans un cours d'eau.

Cependant, il pourra se faire que l'écoulement à la voie publique soit nécessaire, soit, en l'absence de tout cours d'eau, pour conduire les eaux industrielles à un champ d'épandage

ou à des terrains d'absorption, soit, à raison de l'éloignement du cours d'eau, pour y conduire les eaux industrielles qui grossiront les ruisseaux de la voie publique, soit enfin lorsqu'il existe un réseau d'égouts dans la commune, pour amener indirectement de la sortie de l'usine les eaux industrielles jusqu'à la bouche d'égout voisine.

Dans tous ces cas l'emplacement de l'établissement sera le principal élément à considérer : la proximité du cours d'eau ou de l'égout, restreignant le parcours à l'air libre sur la voie publique, l'absence de toute habitation sur le parcours suivi par les eaux industrielles, l'existence de fossés profonds et en pente suffisante le long de la voie publique pourront amener l'autorité préfectorale à désigner à l'exploitant un emplacement déterminé.

En dehors de toute question d'emplacement le préfet, pour les établissements de première et de deuxième classe, a le droit de prescrire dans l'arrêté d'autorisation les conditions d'écoulement utiles pour protéger la salubrité et la sécurité de la voie publique.

Des textes spéciaux à certains établissements indiquent parfois, eux-mêmes quelles doivent être les prescriptions. Une Instruction du 27 février 1867, en exécution du décret du 9 février 1867 porte : « Vous devrez Monsieur le préfet, veiller à ce que les conditions qu'a précisées l'art. 9, du décret soient convenablement observées, surtout en ce qui concerne les exhalaisons nuisibles et l'écoulement des eaux de manière à sauvegarder les intérêts de la salubrité publique et ceux des habitations voisines. » Pour les vacheries, par exemple, l'ordonnance du 27 février 1838 prescrit que le sol en sera pavé en pente, et qu'il y aura un ruisseau pour faciliter l'écoulement des eaux. L'ordonnance du 29 avril 1825, sur les abattoirs, défend aux bouchers de laisser couler sur la voie

publique le sang, ainsi que les résidus provenant des abats. Aucune matière animale ne doit être entraînée sur la voie publique avec les eaux de lavage.

De même encore l'ordonnance du 14 avril 1849, concernant la boyauderie, défend de faire écouler les eaux de lavage et de macération sur la voie publique.

De nombreux autres textes stipulent pour des établissements industriels déterminés des prescriptions de cette sorte. Pour tous ces établissements, comme pour ceux auxquels nulle ordonnance spéciale n'est applicable, le préfet pourra soumettre l'évacuation de leurs eaux résiduaires à des conditions et à des travaux fixés dans l'acte d'autorisation.

La jurisprudence a reconnu que les pouvoirs du préfet, en la matière, ne pouvaient faire aucun doute, pourvu que ces mesures soient inspirées uniquement par le souci de l'intérêt général (1).

On peut grouper sous trois chefs principaux les conditions que l'autorité administrative peut imposer à l'exploitant d'un établissement industriel classé, pour l'évacuation des eaux résiduaires sur la voie publique suivant le degré de nocivité des eaux, l'emplacement de l'établissement et l'état des lieux.

A. Lorsqu'il s'agit d'eaux industrielles non dangereuses, mais plutôt incommodes, leur écoulement sur la voie publique est subordonné à des conditions peu rigoureuses. La plupart des eaux de lavage sont dans ce cas : par exemple, les eaux de lavage des minerais, les eaux de décapage des tréfileries, les eaux de fabrication de sulfate de fer, les eaux de

(1) Conseil d'Etat, 28 février 1896, L. 189.

lavage des salaisons, les eaux de lavage et de collage des pâtes à papier, les eaux de lavage des petites blanchisseries, les eaux de lavage des buanderies, etc.

Parfois, des eaux plus insalubres sont aussi déversées sur la voie publique avec autorisation préfectorale, telles, les eaux de teintureries, colorées ou acides. Mais ce sont là des pratiques exceptionnelles et qu'on ne saurait approuver. L'émission de ces eaux aux ruisseaux n'est pas, d'ailleurs, exempte de toute condition. L'autorité administrative doit prendre en considération l'état plus ou moins étanche du ruisseau, la pente de la voie publique, le parcours plus ou moins long que les eaux devront faire à l'air libre sur cette voie ; enfin, l'intensité de la circulation sur cette voie et l'incommodité qui pourrait résulter pour les passants de l'écoulement d'eaux résiduaires.

Le préfet peut donc, en considération de toutes ces circonstances exiger de l'industriel que le déversement ne s'effectuera qu'à certaines heures de la journée (1) ou sera reporté à l'extérieur du village (2), soit que l'établissement touche par une de ses extrémités au point où le déversement pourra s'effectuer, soit qu'on amène les eaux jusqu'à ce point par des tuyaux étanches dans le sol de la voie publique.

Il peut prescrire la construction de caniveaux couverts, en briques, pour amener jusqu'au ruisseau ou au fossé les eaux résiduaires, ordonner que le ruisseau évacuateur sera pavé et cimenté au droit de l'établissement et sur le parcours des eaux pour éviter toute infiltration (3).

Il peut aussi ordonner, pour débarrasser les eaux rési-

(1) Conseil d'Etat, 21 mai 1880. L. 468 et 22 août 1868. L. 956, Cassation, 15 nov. 1838, S. 39, 1, 706.

(2) Cassation, 3 août 1866. D. 66, 1, 460.

(3) Conseil d'Etat, 5 mars 1868. L. 248.

duaires des matières en suspension, de munir les orifices des conduites d'amenée, de grilles ou grillages serrés (1). S'il s'agit d'eaux à une haute température, il pourra exiger leur refroidissement préalable avant tout déversement sur la voie publique.

Enfin, il pourra prescrire à l'industriel de balayer chaque soir les ruisseaux de la voie publique au moyen de classes d'eau. La ville moyennant redevance peut se charger de ce soin.

B. Dans d'autres cas l'envoi direct sur la voie publique sera possible après décantation ou épuration ; cela dépendra du degré d'altération des eaux et de leur quantité, il est donc nécessaire, au moment de la création d'un établissement, de connaître le volume exact ou à peu près exact d'eaux résiduaires envoyées chaque jour par l'industriel. Or, ce volume d'eaux résiduaires réellement nuisibles est, en général, peu considérable et on pourra toujours prescrire à l'industriel de les traiter à part par décantation ou épuration.

Ces opérations se font à l'intérieur de l'établissement industriel.

La décantation a pour but de retenir les matières en suspension d'origine animale, végétale ou minérale et à diminuer ainsi notablement l'altération de l'eau. Pour cela on dirige les eaux industrielles, à leur sortie de l'usine, dans de vastes bassins de repos parfaitement étanches où se fait le dépôt des matières en suspension. Les dimensions de ces bassins, dit M. Porée, doivent être en rapport avec le volume d'eau débité ; ils seront autant que possible divisés en compartiments de manière que les liquides soient obligés de circuler en chicane ce qui facilite le dépôt ; de plus la vitesse

(1) Conseil d'Etat, 4 juin 1880. L. 510 et 19 nov. 1875. L. 901.

d'écoulement doit être très faible. Quelquefois, lorsque ce sont des matières grasses qui infectent les eaux, elles remontent à la surface au lieu de se déposer au fond. Dans un cas comme dans l'autre, les liquides résiduaires une fois décantés peuvent être envoyés alors sans danger sur la voie publique.

L'épuration est une opération plus parfaite et plus complète que la décantation. Elle s'applique non plus aux matières en suspension, mais aux matières en dissolution dans les eaux résiduaires. Dans ce cas le traitement par des agents chimiques est indispensable. Ce traitement sera commode et peu onéreux si les eaux sont en faible quantité et d'un volume assez restreint. Lorsqu'on se trouve en présence d'établissements qui rejettent des eaux usées en grande quantité la dépense sera plus onéreuse pour l'industriel. Mais là encore on pourra séparer les eaux contaminées à un très haut degré, des eaux beaucoup moins nocives et ne soumettre au traitement d'épuration que les premières. C'est ainsi que dans une buanderie on pourra prescrire de traiter séparément par des agents chimiques les liquides provenant du coulage, tandis qu'il n'y aura pas d'inconvénients sérieux à envoyer directement sur la voie publique les eaux de rinçage qui constituent la majeure partie des liquides à évacuer.

L'épuration se fait au moyen d'agents chimiques tels que la chaux, le sulfate ou le perchlorure de fer, le phosphate double de magnésie et de fer (1).

(1) Sur l'emploi pratique de ces procédés, voyez *Revue d'hygiène*, 1882, p. 1.

Parmi les eaux qui nécessitent une épuration chimique sérieuse, il faut citer les eaux d'abattoirs qui présentent de graves dangers. D'après M. Fabregettes (tome I) p. 561, pour épurer ces eaux il faudra en séparer d'abord les matières en suspension, et pour cela la précipitation chimique seule est applicable. Mais on ne peut se servir de chaux, car elle donne lieu à des dégagements d'ammo-

En résumé, on peut dire qu'un établissement industriel pourra, toujours par un traitement consciencieux au moyen d'agents chimiques appropriés, épurer les eaux résiduaires de telle façon qu'elles deviennent inodores, incolores, à réaction légèrement alcaline, ce qui retarde la fermentation et ne contiennent plus en dissolution qu'une quantité très restreinte de matières organiques.

On peut dès lors sans danger envoyer ces liquides sur la voie publique si, d'ailleurs, les ruisseaux ont une pente suffisante pour éviter la stagnation des eaux, et si leur parcours sur cette voie est réduit au minimum.

Mais cette émission des eaux usées sur la voie publique, même après le traitement par décantation ou épuration, ne peut avoir lieu sans une autorisation qui n'est pas obligatoi-

niaque et autres produits à odeurs très désagréables. Le meilleur précipitant sera le sulfate ferrique, seul ou associé au sulfate d'alumine. On obtient par addition de ce sel un précipité abondant qui entraîne les matières en suspension ; coagule le sang et les matières albuminoïdes et désodorise les eaux. Les eaux sont après décantation à peu près inodores, claires et décolorées ; on ne doit pas employer moins de 1 kilogramme de ce sel par mètre cube.

Le meilleur mode d'emploi du sulfate ferrique est d'en faire une solution à un litre connu, qu'on fait écouler dans l'eau résiduaire en proportion déterminée avec le volume de cette dernière. Mais pour les abattoirs ruraux, l'écoulement des eaux étant très intermittent il vaut mieux employer le sel à l'état solide. Toutes les eaux usées seront collectées dans un caniveau qui aboutira à une série de grilles qui retiendront les matières volumineuses en suspension, puis à une petite chambre dans laquelle on disposera un panier à fond perforé où l'on placera le sulfate ferrique aggloméré en gros morceaux. Les eaux dissoudront ce sel puis arriveront au travers de chicanes disposées pour assurer un mélange intime, dans un bassin de décantation où elles séjourneront un jour.

rement donnée. Pourront ainsi être écoulées après décantation ou épuration, préalables dans la plupart des cas, les eaux de lavage des betteraves, les vinasses, les eaux de lavage des fils et tissus de lin ou de chanvre, les eaux de macération des cocons, les eaux de fabrique de colle-forte, les eaux de corroiries (exceptionnellement) les eaux de lavoirs à houille, les eaux de lavoirs à laine, les eaux de noir des raffineries, les eaux de teintureries, etc...

Les teintureries constituent des établissements pour lesquels des mesures plus sévères sont indispensables. Les eaux chargées de matières, acides ou colorantes, de principes insalubres et nocifs, doivent être l'objet de prescriptions rigoureuses, mais faciles à observer. On peut à propos de ces établissements citer en exemple l'arrêté du préfet du Nord, du 16 août 1864, concernant les teintureries du Nord (Voir, Porée, *Annexes*).

C. Enfin il existe des eaux résiduaires qui ne peuvent jamais être écoulées à l'air libre sur la voie publique ; eaux provenant des abattoirs, eaux des amidonneries, des fabriques de chlore, des hongroiries, des mégisseries, des sécheries de marne, des fabriques des poudrette, des tanneries, des déchets de filature de lin, des séchages de peaux, etc.....

Il est nécessaire d'évacuer ces eaux par des caniveaux fermés. C'est en ce sens que le préfet peut prescrire à l'industriel de couvrir le ruisseau ou fossé, évacuateur, jusqu'à un aqueduc ou à une bouche d'égout, afin d'éviter les miasmes, à provenir de l'insalubrité desdites eaux (1) ; de construire des caniveaux couverts en briques ou des ruisseaux en pierres dures cimentées pour amener jusqu'au ruis-

(1) Cassation, 1^{er} août 1862. D. 63, 1, 154.

seau les eaux industrielles (1), de diriger ces eaux jusqu'à la rivière prochaine dans des conduits parfaitement étanches (2), ou au moyen d'un aqueduc couvert (3).

Ces prescriptions inscrites dans l'acte d'autorisation sont absolument impératives pour l'industriel — sauf recours de sa part — et autorisent par là même le préfet à interdire de déverser sur la voie publique ou dans le ruisseau à l'air libre ces eaux résiduaires (4).

Le préfet dispose donc de pouvoirs très étendus pour assurer le maintien et la protection des intérêts généraux.

Il ne peut, toutefois, en abuser en imposant des conditions que le Conseil d'Etat a qualifiées d'excessives. De telles conditions — qui varient avec chaque espèce — autorisent l'industriel à déférer au Conseil d'Etat l'acte administratif qui les contient. On indiquera plus loin quels sont les pouvoirs du Conseil d'Etat sur ce point. Il appartient à l'industriel de faire la preuve que les conditions à lui imposées sont excessives (5).

Une telle réglementation paraît donc largement suffisante pour assurer un écoulement inoffensif des eaux résiduaires sur la voie publique. Malgré ces nombreuses dispositions réglementaires préventives ou répressives, il existe encore des cas où les établissements industriels classés ou non sont une source d'insalubrité pour la voie publique, sur laquelle ils envoient leurs eaux résiduaires. C'est que trop souvent les mesures préventives insérées dans l'acte d'autorisation ne sont pas respectées par l'industriel : si l'établissement est

(1) Cassation, 10 juin 1864. D. 63, 5, 260. Conseil d'Etat, 28 juillet 1859. L. 531. Conseil d'Etat, 5 mars 1868. L. 248.

(2) Conseil d'Etat, 7 mai 1875. L. 420.

(3) Conseil d'Etat, 21 décembre 1861. L. 914.

(4) Conseil d'Etat, 24 mai 1860. L. 414.

(5) Conseil d'Etat, 28 février 1873. L. 197.

isolé, éloigné de toute agglomération, l'industriel ne prend aucune précaution sous prétexte qu'il n'existe pas de voisins immédiats ; si, au contraire, l'établissement est installé dans un centre industriel, il s'établit un état de fait qui supprime toute réglementation administrative.

On comprend donc que ces pouvoirs de l'autorité administrative, si étendus qu'ils soient, ne seraient cependant pas suffisants pour protéger la salubrité et la sûreté de la voie publique si, postérieurement à l'autorisation, l'autorité administrative n'avait plus aucun moyen d'intervention. Il est nécessaire de reconnaître à l'administration le droit de constater et de faire cesser les infractions aux prescriptions réglementaires.

A défaut d'un texte précis reconnaissant ce droit à l'autorité administrative dans la loi de 1810, le Conseil d'Etat a depuis longtemps décidé (1) que les préfets peuvent prendre toute mesure de surveillance et de police vis-à-vis des établissements industriels classés conformément d'ailleurs à la loi du 22 décembre 1789-8 janvier 1790 (art. 2, § 3), qui a confié à l'autorité préfectorale le maintien de la salubrité et de la sûreté publique.

Le préfet sera donc compétent pour relever toute contravention à la législation des établissements insalubres ou aux règlements administratifs généraux ou individuels et pour suivre cette contravention.

Le préfet déterminera suivant les circonstances la nature des mesures à prendre. Il pourra commencer par enjoindre par arrêté individuel, à l'exploitant de se conformer aux conditions de l'acte d'autorisation relatives à l'écoulement des eaux. Cet arrêté pourra être déféré par l'indus-

(1) Conseil d'Etat, 28 janvier 1864 (Delmas).

triel au Ministre d'abord, au Conseil d'Etat ensuite (1).

Mais le préfet, lorsque l'industriel respecte les conditions de l'acte d'autorisation, peut-il lui imposer des conditions nouvelles à raison de circonstances motivant des mesures de police plus sévères ?

3° *Conditions nouvelles.* — Cette réglementation administrative qui aboutit à l'acte d'autorisation est-elle définitive lorsque l'établissement industriel a été créé dans les limites de cet acte d'autorisation ? En d'autres termes, un préfet peut-il, en cours d'exploitation, imposer au propriétaire d'un établissement légalement autorisé des conditions nouvelles ?

L'acte d'autorisation constitue, en effet, une sorte de charte ou de statut pour l'industriel ; il est pour lui une garantie d'avenir (2).

Pour répondre à cette question, il faut tenir compte des modalités de l'acte d'autorisation. L'arrêté préfectoral peut, en effet, accorder soit une autorisation temporaire, soit une autorisation conditionnelle, soit une autorisation définitive.

Dans le premier cas, à la fin de la période d'autorisation, le préfet est en droit de modifier les prescriptions à imposer

(1) Conseil d'Etat, 27 août 1840 (Castillon), 28 janvier 1864, (Delmas).

(2) En ce sens l'opinion du ministre des Travaux publics, manifestée à propos d'un recours au Conseil d'Etat. (Arrêt du 6 juillet 1843. L. 328.) « Le Préfet du Loiret après avoir par un premier arrêté en date du 25 mars 1831, autorisé la brasserie du sieur Mastein, avait-il la faculté et le droit de prescrire, comme il l'a fait par l'arrêté attaqué, les nouvelles mesures que l'intérêt de la salubrité publique lui a paru devoir exiger ? Il est permis d'en douter attendu qu'en statuant sur la demande en autorisation et en imposant des conditions qui lui avaient paru nécessaires alors, *il avait épuisé son droit* ».

pour une nouvelle période limitée ou indéterminée. Il lui est donc loisible d'aggraver les conditions d'évacuation d'eaux résiduaires sur la voie publique, si l'expérience a prouvé que les conditions antérieures étaient insuffisantes ou inexécutables pratiquement.

S'il s'agit d'une autorisation conditionnelle, c'est-à-dire accordée sous la réserve expresse que l'exploitation et, par conséquent, l'évacuation des eaux résiduaires ne provoquera aucune plainte, ni aucun inconvénient pour le voisinage, on conçoit que tout acte nuisible de l'exploitant qui pourrait motiver le retrait de l'autorisation, justifie l'intervention du préfet qui exigera de l'industriel sous forme de mesures complémentaires, des travaux à effectuer en vue de remédier aux inconvénients qui ont été signalés en cours d'exploitation.

Mais on doit décider, même au cas d'une autorisation définitive donnée par arrêté préfectoral, que le préfet a le droit d'imposer à l'industriel des conditions nouvelles pour l'écoulement des eaux résiduaires sur la voie publique, s'il est apparu, en cours d'exploitation, que ces conditions nouvelles sont nécessaires pour le bon état de conservation ou de salubrité de la voie.

En effet, le décret de 1810 donne à l'autorité administrative, ainsi qu'on le verra, le droit sinon de supprimer entièrement un établissement classé du moins de suspendre son exploitation si elle devient dangereuse pour la salubrité publique. A plus forte raison doit-on lui reconnaître le droit — tout à l'avantage de l'exploitant — d'indiquer à celui-ci dans quelles conditions il pourrait être autorisé à poursuivre son exploitation.

En outre, si l'on admettait que le préfet est irrévocablement lié par l'acte d'autorisation il faudrait, ainsi que

M. Porée le fait remarquer, admettre la réciprocité et décider que de son côté l'industriel ne pourra apporter aucune modification dans son exploitation si minime soit-elle.

Or, il n'en est pas ainsi. Le Conseil d'Etat reconnaît que les modifications qui ont pour cause l'extension normale de l'industrie sont à l'abri de toute critique de la part de l'administration.

Par une juste réciprocité l'administration doit pouvoir de son côté suivre les développements de l'établissement autorisé, et prescrire des conditions nouvelles qui soient en rapport avec cette extension (1). Elle doit pouvoir de même fixer des conditions nouvelles qui ne sont que le complément de celles imposées dans l'arrêté d'autorisation ou qui n'ont pour but que d'assurer l'exécution de cet arrêté.

Mais que décider si les conditions nouvelles sont rendues nécessaires, non pas par des modifications apportées par l'industriel, mais par des inconvénients non prévus dans l'acte d'autorisation et qui se sont révélés postérieurement à cet acte? L'administration aura encore le pouvoir d'ordonner l'exécution de travaux nouveaux ou complémentaires. Il se peut, en effet, que les inconvénients relatifs à un écoulement défectueux des eaux résiduaires sur la voie publique, constituent une contravention de grande ou de petite voirie ou de simple police. Il se peut aussi que des voisins, ayant subi de ce fait un dommage, assignent l'industriel devant les tribunaux judiciaires. Dans les deux cas, et suivant une jurisprudence constante de la Cour de cassation le juge civil saisi pourra, nonobstant l'acte d'autorisation, ordonner toute mesure utile pour faire cesser la contravention ou le dommage. Ces mesures, consistant en travaux à exécuter, devien-

(1) Conseil d'Etat, 14 décembre 1883. L. 910.

dront la plupart du temps des conditions nouvelles imposées à l'industriel ; elles seront plus onéreuses pour lui que si l'administration les avait directement ordonnées.

L'industriel, d'ailleurs, ne sera pas à la merci de l'administration, par le fait seul qu'on reconnaît à celle-ci le droit de lui imposer des conditions nouvelles. L'industriel, en pareil cas, aura toujours contre l'arrêté préfectoral le même recours que contre l'acte d'autorisation ; il aura donc les garanties d'intervention de la justice.

D'ailleurs, très souvent dans l'acte d'autorisation l'administration se réserve formellement le droit de fixer de nouvelles conditions d'exploitation. La jurisprudence du Conseil d'Etat, d'ailleurs, reconnu le droit formel du préfet de prescrire, au propriétaire d'un établissement précédemment autorisé, des obligations nouvelles dans l'intérêt de la salubrité (1).

Il s'agissait, dans cette espèce, de la construction d'un aqueduc couvert pour le déversement d'eaux résiduaires provenant de l'usine.

Plusieurs décisions du Conseil d'Etat imposent, comme condition de l'autorisation accordée, l'obligation pour l'exploitant de se soumettre non seulement aux prescriptions indiquées, mais aussi aux dispositions qui seraient ultérieurement jugées nécessaires par l'autorité administrative dans l'intérêt de la salubrité publique (2).

Il doit en être ainsi surtout lorsque l'établissement auto-

(1) Conseil d'Etat, 8 août 1882. L. 782. Voyez en un sens analogue et par solution implicite. Conseil d'Etat, 28 février 1873. L. 196.

(2) Conseil d'Etat, 2 décembre 1853. D. 54, 3, 19 ; 26 avril 1855. D. 55, 3, 59.

risé concerne une industrie encore peu connue dans les conséquences de son exploitation (1).

§ II. — *Pouvoirs du Sous-préfet.*

On n'a parlé jusqu'ici que des établissements de première et de deuxième classe, parce qu'eux seuls relèvent du préfet quant à l'acte d'autorisation. Pour les établissements de troisième classe l'autorité administrative compétente est le sous-préfet (2). Le préfet s'il fixait les conditions de l'acte d'autorisation commettrait un excès de pouvoir (3), sauf cependant dans l'arrondissement du chef-lieu du département où il remplit les fonctions de sous-préfet pour cet arrondissement (4).

Enfin, dans le département de la Seine, dans les communes de Meudon, Saint-Cloud, Sèvres et quelques autres (5), c'est le préfet de police qui exerce les pouvoirs conférés aux sous-préfets.

L'étendue des pouvoirs de ces autorités administratives ne diffère pas de celle qu'on a reconnue aux préfets. Les règles exposées précédemment sont donc encore ici applicables.

Si le sous-préfet est seul compétent pour fixer les conditions d'autorisation d'un établissement de troisième classe,

(1) Conseil d'Etat, 15 décembre 1865. L. 973.

(2) Article 3 de l'ordonnance du 14 janvier 1815. Cons. d'Etat, 21 août 1821. L. 109.

(3) Conseil d'Etat, 21 mai 1847. L. 307.

(4) Conseil d'Etat, 22 août 1868. L. 958.

(5) Art. 4 ordon. de 1815, et loi 7 août 1850.

le préfet, postérieurement à cette autorisation, conserve, en vertu de ses pouvoirs généraux de police, le droit d'intervenir et d'imposer à l'exploitant des conditions différentes pour l'écoulement d'eaux résiduaires sur la voie publique. Mais cette intervention n'exclut pas tout pouvoir du sous-préfet qui peut, lui aussi, en cours d'exploitation, imposer des conditions nouvelles et s'en réserver le droit dans l'acte d'autorisation (1).

§ III. — *Voies de recours contre les arrêtés préfectoraux.*

Les pouvoirs dont dispose l'autorité administrative préfectorale vis-à-vis de l'industriel, propriétaire de l'établissement classé, relativement aux conditions d'émission des eaux usées sur la voie publique ne peuvent se concevoir et s'exercer qu'autant qu'ils correspondent à des intérêts généraux de salubrité ou de sécurité de la voie publique. S'ils outrepassent ces limites et lèsent injustement l'industriel dans son exploitation, il est nécessaire que l'exploitant puisse faire respecter ses droits. Cette faculté lui est assurée au moyen du recours contentieux contre la décision préfectorale refusant l'autorisation demandée ou imposant des conditions inacceptables. Il a aussi, le cas échéant, à sa disposition le recours ordinaire pour excès de pouvoir dans les cas où il est prévu par la loi.

Les règles relatives à l'introduction et au jugement des recours étant différentes suivant la nature des établissements classés, il est nécessaire de distinguer les voies de recours

(1) Conseil d'Etat, 7 mai 1875. L. 420.

pour le propriétaire d'un établissement de 1^{re} ou de 2^e classe, et pour le propriétaire d'un établissement de 3^e classe.

1^o *Etablissements de la première classe.* — Contre la décision préfectorale qui lui fait grief, le propriétaire d'un établissement de la première classe a un recours direct devant le Conseil d'Etat. Il ne peut saisir ni le ministre ni le conseil de préfecture qui seraient également incompétents. La jurisprudence administrative est très nettement fixée en ce sens du moins depuis la circulaire ministérielle du 15 décembre 1852 (1).

Ce recours de l'industriel est ouvert contre tout arrêté préfectoral lui faisant grief, soit parce qu'il lui refuse l'autorisation, soit beaucoup plus fréquemment dans notre cas parce qu'il la subordonne à des conditions d'écoulement d'eaux résiduaires que l'industriel trouve inutiles, excessives, trop onéreuses ou impossibles à exécuter ; soit enfin parce qu'il impose en cours d'exploitation des prescriptions nouvelles inadmissibles (2).

Le pourvoi peut être formé soit par l'industriel fondateur de l'établissement, soit par un acquéreur postérieur (3), mais non pas par le propriétaire du terrain qui, aux termes de la

(1) « Quand l'autorisation a été refusée, dit cette circulaire ministérielle, la seule voie de recours ouverte au demandeur est celle du recours au Conseil d'Etat ; son appel au Conseil de préfecture ne serait pas recevable. C'est en ce sens que doit être entendu l'article 7 du décret du 15 octobre 1810, et c'est d'après ces principes que doivent être désormais introduits les recours ».

En ce sens. Conseil d'Etat, 29 décembre 1858. L. 766 ; 8 août 1865. L. 747 ; 14 mars 1867. L. 282 ; 3 décembre 1875. L. 948.

(2) Conseil d'Etat, 8 août 1882. L. 782 ; 14 décembre 1883. L. 910.

(3) Conseil d'Etat, 24 juin 1870. L. 785.

jurisprudence du Conseil d'Etat, n'est pas recevable à exercer un pareil recours.

Nous avons déjà indiqué les limites des pouvoirs du préfet et quelles conditions pouvaient paraître excessives.

Nous exposerons, par la suite, quelles interventions peuvent se produire devant le Conseil d'Etat, interventions de toutes les parties intéressées au maintien de l'arrêté préfectoral, voisins, etc... Il se peut, en outre, que des oppositions ayant été formées au Conseil de préfecture et cette juridiction ayant statué par un arrêté cet arrêté soit déféré au Conseil d'Etat qui, saisi d'autre part directement par l'industriel, aura à juger par deux arrêts différents et même rendus à un intervalle de temps éloigné sur les conditions d'un même établissement. Il y a là une défectuosité de la loi qui peut aboutir, non pas à des décisions contradictoires, mais à des motifs de rejet provenant de l'exception de chose jugée (1).

Quels vont être les pouvoirs du Conseil d'Etat. Ils vont être doubles. L'industriel peut, en effet, obtenir du Conseil d'Etat l'annulation de l'arrêté de refus, ou plus exactement dans notre cas l'annulation des conditions d'écoulement d'eaux résiduaires qui lui font grief. Mais en même temps que le Conseil d'Etat procède à cette annulation, il peut, dans sa décision même après avoir demandé l'avis du ministre du Commerce et celui du comité consultatif des arts et manufactures, spécifier les conditions auxquelles l'industriel devra se soumettre (2). Mais dans ce cas le Conseil d'Etat a soin de spécifier que l'exploitant sera tenu de se conformer à toutes autres prescriptions qui seraient jugées ultérieure-

(1) Consultez sur ce point particulier Porée et Livache, volume cité, pages 167 et suiv.

(2) Conseil d'Etat, 28 mars 1884. L. 246.

ment nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité des voies publiques (1). Le Conseil d'Etat peut aussi ordonner lui-même une enquête (2), dont le résultat lui fournira les éléments nécessaires pour fixer les conditions auxquelles l'établissement devra être soumis.

Au contraire, si les éléments nécessaires font complètement défaut ou si l'instruction administrative est incomplète le Conseil d'Etat renverra l'industriel devant l'administration préfectorale pour faire déterminer des conditions nouvelles d'exploitation. L'industriel aura encore, d'ailleurs, la faculté de se pourvoir à nouveau contre l'arrêté préfectoral, à intervenir si les conditions qui lui sont fixées par cet arrêté lui portent préjudice.

2° Etablissements de deuxième et troisième classe. — Pour ces établissements, le recours formé par l'industriel contre l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est plus porté directement devant le Conseil d'Etat, mais devant le Conseil de préfecture (3). Il ne pourrait l'être ni devant le préfet ni devant le ministre.

Toutes les règles applicables au recours formé par l'industriel devant le Conseil d'Etat, pour les établissements de 1^{re} classe, sont applicables au recours devant le Conseil de préfecture pour les autres établissements. Ce recours peut être formé soit contre l'acte d'autorisation imposant des conditions excessives d'écoulement des eaux sur la voie publique, soit contre tout acte administratif postérieur émanant

(1) Conseil d'Etat, 20 mai 1881. L. 520.

(2) Conseil d'Etat, 24 juin 1870. L. 787.

(3) Art. 8 alinéa 2. Décret, 15 octobre 1810; Conseil d'Etat, 29 août 1821. L. 109; 14 janvier 1824. L. 429; 22 août 1838. L. 177; 20 juillet 1867. L. 679; 22 août 1868. L. 958.

du préfet ou du sous-préfet, prescrivant des conditions nouvelles (1).

Le Conseil de préfecture a, en pareils cas, des pouvoirs analogues à ceux du Conseil d'Etat en ce qui concerne les établissements des deux premières classes. Il peut annuler ou confirmer l'arrêté qui lui est déféré, modifier les conditions d'écoulement imposées, prescrire lui-même des conditions nouvelles.

La décision du Conseil de préfecture est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat.

Cette procédure pour les établissements de deuxième et de troisième classe offre sur la procédure du recours direct au Conseil d'Etat pour les établissements de 1^{re} classe le grand avantage de centraliser devant le même tribunal administratif tous les recours relatifs à un même établissement, qu'ils viennent des tiers lésés ou de l'industriel et d'englober dans une même décision la solution de tous ces recours.

On notera enfin que s'il s'agit d'un établissement mixte, c'est-à-dire se composant d'industries de différentes classes, on appliquera pour les règles de recours et de compétence la procédure à suivre pour l'établissement de la classe la plus élevée (2).

On a déjà vu plus haut qu'à côté du recours contentieux qui avait pour but de contester au fond les dispositions mêmes de l'arrêté préfectoral relatives à l'écoulement d'eaux résiduaires sur la voie publique, l'industriel pouvait atta-

(1) Conseil d'Etat, 24 février 1859. L. 145 ; 16 janvier 1862. L. 29.

(2) Porée et Livache, vol. cité, page 186 ; Conseil d'Etat, 9 mars 1850. L. 221 ; 18 janvier 1851. L. 36 ; 8 déc. 1853. L. 1026 ; 7 mai 1875. L. 420.

quer pour excès de pouvoir tout arrêté préfectoral dans les conditions et pour les motifs d'un recours ordinaire pour excès de pouvoir.

Ce recours peut être formé non seulement contre toute décision administrative prise par le préfet dans l'exercice de ses pouvoirs de surveillance ou de police, mais aussi contre l'arrêté portant autorisation d'ouverture d'un établissement industriel et fixant les conditions d'écoulement des eaux usées, et contre tout arrêté ultérieur modifiant ou aggravant ces conditions. Le précédent recours contentieux qui vient d'être examiné suppose que le préfet a statué dans les limites de sa compétence, en accomplissant toutes formalités préalables requises et dans le but spécifié par les lois.

Il se peut, cependant, que le préfet statue en dehors de sa compétence, des formes requises et du but légal de son intervention. Par exemple, s'il statue sur la demande en autorisation d'un établissement de 3^e classe, ou fixe des conditions excessives ou arbitraires en appuyant sa décision sur des motifs étrangers à la salubrité ou à la conservation de la voie publique ; enfin, s'il statue sans enquête ou sans avis préalable de l'autorité municipale.

Ce recours doit être porté directement au Conseil d'Etat, qui se borne à annuler l'arrêté préfectoral entaché d'incompétence, de détournement de pouvoir ou de vice de forme, mais ne statue pas sur le fond même de l'arrêté. Ce recours spécial n'est recevable de la part de l'industriel que dans les cas où il est ouvert aux intéressés dans les matières ordinaires, c'est-à-dire pour vice de forme, incompétence ou détournement de pouvoir. En conséquence, lorsque le Préfet, en imposant à l'exploitant d'un établissement classé certaines mesures pour l'écoulement des eaux résiduelles, s'est inspiré uniquement de l'intérêt général et a respecté les

formes requises, le Conseil d'Etat ne peut être appelé *par la voie du recours pour excès de pouvoir* à apprécier l'utilité des mesures ainsi ordonnées (1).

§ IV. — *Pouvoirs du maire.*

Nous arrivons à une question fort délicate et controversée, à une sorte de conflit de deux autorités administratives différentes, réglementant le même objet. Il importe pour la clarté du sujet de diviser la question. Les pouvoirs du maire diffèrent, en effet, suivant qu'il s'agit d'établissements classés par la législation de 1810 et les textes subséquents ou, qu'au contraire, on se trouve en face d'établissements jouissant d'un régime de liberté complète :

1° Sur les établissements non classés l'autorité municipale a un pouvoir propre et exclusif de réglementation, Vis-à-vis de ces établissements pour lesquels les textes de 1810 et 1815 ne sont pas applicables, ou se trouve en présence des lois de 1884 et de 98, qui chargent l'autorité municipale de pourvoir à la salubrité publique (2). L'écoulement sur la voie publique des eaux de ces établissements est entièrement soumis au mode de réglementation municipale que nous avons exposé à propos des eaux insalubres. Le maire ne pourrait, sans excès de pouvoir, interdire l'émission sur la voie publique d'eaux même industrielles s'il est prouvé que

(1) Conseil d'Etat, 28 février 1896. D. 97, 3, 27.

(2) Cassation, 21 décembre 1848. D. 49, 5, 353. V. Dufour, *Droit adm.* tome II, n° 599 et suiv. Avisse, *Etablissements industriels*, tome I, p. 51 et 221.

ces eaux n'offrent aucun danger. L'interdiction d'écoulement sur la voie publique, comme nous l'avons vu, ne résulte pas du caractère industriel de ces eaux, mais de l'insalubrité, de la nocivité qu'elles peuvent présenter, soit à raison des exhalaisons qu'elles dégagent ou des principes corrosifs qu'elles contiennent. Les pouvoirs du maire ne diffèrent donc pas en cette matière de ceux que nous lui avons reconnus sur l'émission à la voie publique d'eaux insalubres. Il puise à la fois dans la loi du 5 avril 1884 (art. 97), dans celle du 21 juin 1898 (art. 19) et dans celle du 15 février 1902, le droit d'interdire l'écoulement de ces eaux si elles sont insalubres, comme le droit d'autoriser leur déversement sous certaines conditions de police ou d'enjoindre à l'exploitant de faire disparaître toute cause d'insalubrité. C'est là l'exercice normal et régulier de son droit de veiller à la salubrité des voies publiques et à la sûreté, à la commodité de la circulation. Mais il ne pourrait sans excès de pouvoir puiser dans la législation de 1810, pour réglementer des établissements non classés, des pouvoirs autres que ceux énoncés ci-dessus, notamment déterminer par arrêté individuel la nature et l'importance de travaux à exécuter pour remédier à un écoulement insalubre (1), ou même interdire l'exploitation (2), ou prescrire à un industriel de cesser son exploitation jusqu'après l'exécution de certains travaux à l'intérieur de l'établissement (3). Ceci est entièrement conforme aux principes du droit. S'il rentre incontestablement dans les attributions de l'autorité

(1) Cassation 18 juin 1887. S. 88. 1, 396.

(2) Conseil d'Etat, 17 novembre 1893. L. 747. *Id.*, 27 février 1891. L. 156.

(3) Conseil d'Etat, 26 juillet 1889. L. 885. En sens encore. Conseil d'Etat, 12 mai 1882. L. 450 ; Conseil d'Etat, 6 juillet 1906. L. 600.

municipale d'assurer par toutes les prescriptions convenables la salubrité publique, l'exercice de ce pouvoir doit se concilier avec le respect de la propriété alors qu'aucune loi spéciale ne reconnaît à l'autorité administrative des pouvoirs plus étendus.

Au contraire, le maire pourrait, à l'extérieur de l'établissement et dans la partie de cet établissement attenant à la voie publique, subordonner l'autorisation de déversement d'eaux insalubres sur la voie publique, à l'exécution de certains travaux ayant pour but de protéger la voie contre toute insalubrité ou nocivité des eaux, par exemple, ordonner à l'exploitant d'établir des caniveaux couverts, ou des conduites fermées, ou de couvrir la partie d'un canal d'émission d'eaux industrielles qui s'étend le long de la voie publique (1). Au surplus, on devra pour cette question se reporter à l'exposé détaillé que nous en avons fait au chapitre des eaux insalubres en observant que la condition première de la réglementation municipale est une insalubrité manifeste des eaux envoyées sur la voie publique.

Ces eaux peuvent, en outre, en dehors de toute question d'insalubrité, présenter à raison de leur volume ou de leur mode d'écoulement un danger pour la conservation de la voie publique ou la commodité de la circulation. Là encore le maire, conformément aux pouvoirs que nous lui avons déjà reconnus en cette matière, pourra, soit en vue de la commodité de la circulation et pour toutes les voies publiques, soit en vue de la conservation du chemin et alors seulement pour la petite voirie ou la voirie urbaine édicter toute mesure réglementaire. Nous avons exposé pré-

(1) Conseil d'Etat, 18 janvier 1844. L. 35.

cédemment les limites des pouvoirs municipaux en cette matière. Nous n'y reviendrons pas (1).

2° La question est plus complexe s'il s'agit d'établissements classés.

On peut considérer tout d'abord le rôle de l'autorité municipale durant l'instruction, c'est-à-dire antérieurement à l'acte d'autorisation.

A. L'article 3 du décret de 1810 porte que les maires des communes sont admis à présenter au cours de l'instruction concernant l'autorisation des établissements de 1^{re} classe, leurs moyens d'opposition. L'article 7 prévoit également pour les établissements de 2^e classe, l'opposition de toute partie intéressée. Nous nous expliquerons par la suite sur la portée de ces oppositions et la procédure à laquelle elles donnent lieu.

Il suffit de noter actuellement que le maire au nom de la commune a le droit de protester au cours de l'instruction contre toute ouverture d'un établissement industriel de nature à préjudicier aux intérêts dont il a la garde. Il a le droit de préciser à quelles conditions d'évacuation des eaux résiduaires l'établissement devra être soumis pour ne nuire ni à la conservation de la voie, ni à la circulation, ni à la salubrité publique. Sur les oppositions que le maire transmettra au préfet, le Conseil de préfecture sera appelé à se prononcer. On conçoit qu'il peut ne pas se ranger à l'opinion exprimée par le maire.

Pour les établissements de 3^e classe l'article 3 de l'ordonnance du 14 janvier 1815, qui a modifié l'article 3 du décret du 15 octobre 1810, porte conformément d'ailleurs à l'ar-

(1) Voir chapitre troisième, page 107 et suiv.

ticle 1^{er} du même décret que les permissions seront accordées par les sous-préfets après avoir pris préalablement l'avis des maires. Le rôle de l'autorité municipale là encore va donc s'exercer au cours de l'instruction. Mais comme dans le premier cas cette intervention n'a lieu qu'à titre purement consultatif. Le sous-préfet n'est pas tenu de suivre l'avis du maire.

Ce rôle consultatif du maire serait tout à fait insuffisant si, postérieurement à l'acte d'autorisation, l'autorité municipale n'avait des pouvoirs de police étendus même sur les établissements classés ainsi qu'il va l'être exposé (1).

B. Là encore on peut faire une distinction suivant que l'établissement classé, dont il s'agit, a ou non une autorisation régulière.

a) Tant que l'autorisation n'a pas été obtenue, l'établissement bien que légalement classé ne peut cependant se prévaloir d'une situation spéciale, et ne relève pas encore de l'autorité préfectorale quant aux conditions d'exploitation. Le maire aura donc le droit de prendre, vis-à-vis de cet établissement et en ce qui concerne l'écoulement des eaux sur la voie publique, toute mesure que lui reconnaît l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 dans l'intérêt de la salubrité et de la circulation, ou l'article 19 de la loi du 21 juin 1898 sur la voirie rurale (2). L'autorité municipale chargée sur son territoire de l'exécution et de l'application des lois, peut même ordonner la fermeture d'un pareil établissement comme

(1) En outre, le Maire peut déférer au Conseil d'Etat un arrêté du Conseil de préfecture autorisant un établissement ; Conseil d'Etat, 5 décembre 1908. L. 996.

(2) Conseil d'Etat, 16 décembre 1904. L. 810 ; 28 janvier 1887. L. 78.

étant en contradiction formelle avec l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1810 (1). *A fortiori* peut-elle imposer à un pareil établissement toutes conditions utiles pour l'écoulement des eaux et même interdire tout écoulement insalubre de sa part.

Notons cependant que vis-à-vis d'un établissement classé, mais non pourvu d'une autorisation régulière, l'autorité municipale ne pourrait se prévaloir des dispositions de la loi du 15 février 1902. L'article 32 de cette loi spécifie en effet qu'elle n'est pas applicable aux ateliers et manufactures.

Contre l'arrêté du maire pris dans les limites que nous avons indiquées, l'industriel lésé peut former un recours devant le préfet, et si le préfet maintient l'arrêté attaqué, il a la faculté de s'adresser au ministre de l'Intérieur. Il peut de même déférer l'acte administratif à la censure du Conseil d'Etat.

Un autre moyen est encore à sa portée : Ne pas se soumettre à l'arrêté qu'il considère comme illégal ; et poursuivi devant le tribunal de simple police, soutenir que le règlement ou l'arrêté municipal n'est pas légal et si telle est l'opinion du juge, il sera acquitté.

b) Mais si l'établissement est régulièrement autorisé, les pouvoirs de police du maire ne peuvent s'exercer que sous la réserve des trois conditions suivantes : Ne pas entraver la liberté de l'industrie ; ne pas contrecarrer la réglementation donnée par l'autorité préfectorale ; ne rien ordonner qui soit en contradiction avec les lois spéciales du 15 octobre 1810 et 14 janvier 1815.

Ces principes ont été très justement indiqués dans les

(1) Cassation, 14 février 1833. *Bull. Crim.*, n° 57 ; 13 novembre 1835. *Bull. Crim.*, n° 415 ; Cassation, 16 août 1884. D. 85, 1, 221.

observations que le ministre des Travaux publics présentait dans une affaire des Tripièrs de Lyon, du 30 juin 1859 (1). « La législation sur les établissements insalubres, disait-il, apporte une dérogation au principe de liberté industrielle, mais elle la subordonne à des formes précises qui sont déterminées par le décret du 15 octobre 1810, et qui consacrent, au profit des industriels, les garanties d'une instruction et d'une décision individuelles, et d'un recours contentieux. Dès lors réglementer en dehors de ces formes, des opérations se rapportant à des industries classées, c'est méconnaître le vœu de la loi et commettre un excès de pouvoir. » Or, c'est ce que feraient des arrêtés municipaux si, par voie de mesure individuelle ou générale, ils modifiaient les conditions d'exploitation qui ont été reconnues par l'acte administratif d'autorisation.

Ainsi que le font remarquer MM. Porée et Livache (2) l'industriel soumis à la législation de 1810 et régulièrement autorisé a reçu du fait de cette autorisation « une existence propre, spéciale, une individualité, une sorte de statut personnel, en un mot un titre. Ce titre il est ce que l'administration l'a fait par l'acte d'autorisation, mais il vaut contre tout le monde, et, *dans son usine* du moment qu'il observe les conditions de son autorisation l'industriel est à l'abri de toute mesure de police : les règlements généraux ne l'atteignent pas ».

Insistons sur l'expression « dans son usine » employée par les auteurs cités. C'est, qu'en effet il y a une distinction capitale selon nous à faire, quant aux pouvoirs de l'autorité municipale, entre l'action du maire à l'intérieur et son action à l'extérieur de l'établissement, classé. La réglementa-

(1) Conseil d'Etat, 30 juin 1859. L. 453.

(2) V. Porée, page 521.

tion intérieure de l'établissement ce qui constitue les conditions d'exploitation ou de fabrication échappe totalement à l'action directe de l'autorité municipale (1). Par contre, tout ce qui touche à l'extérieur de l'établissement, et notamment dans ses rapports avec la voie publique, aux pouvoirs de la police municipale est soumis quant aux conditions à observer à la réglementation des arrêtés locaux. La Cour de cassation a décidé dans de nombreux arrêts que le pouvoir conféré à l'autorité administrative supérieure de régler le mode d'exploitation et le régime *intérieur* des établissements ne fait pas obstacle aux mesures de police à prendre par l'autorité municipale sur les objets dont le règlement lui est confié tels que les précautions à prendre à l'extérieur de l'établissement pour la salubrité de la voie publique pourvu qu'elles ne modifient pas les prescriptions de l'autorité supérieure et surtout qu'il s'agit de mesures générales (2).

(1) Cassation, 25 novembre 1853. D. 54, 5, 61 ; 1^{er} juin 1855. D. 55, 1, 300.

Cette délimitation des pouvoirs de l'autorité municipale est très nette dans une affaire qui a abouti à un arrêt de Cassation du 1^{er} août 1862. D. 63, 1, 154. Le Maire de Château-Thierry, enjoint — dans un but non contesté de salubrité — au propriétaire d'une tannerie : 1^o de construire en sa propriété une cuve réservoir en maçonnerie pour recevoir toutes les eaux de son établissement afin qu'elles puissent y déposer toutes les matières qu'elles tiennent en suspension, avant d'être rejetées dans le ruisseau ; 2^o de curer cette cuve le plus souvent possible et d'en enlever en vases clos les matières déposées ; 3^o de couvrir le ruisseau par un dallage bien jointif, depuis la sortie de son établissement jusqu'à un aqueduc, afin d'éviter les miasmes à provenir de l'insalubrité des eaux résiduaires.

Les deux premiers chefs de cet arrêté sont incontestablement illégaux. La Cour n'a eu à se prononcer et a, d'ailleurs, reconnu la validité du 3^e chef.

(2) Cassation, 16 avril 1858. D. 65, 5, 261 ; Conf. Dalloz.

Or, l'émission des eaux sur la voie publique fait partie des conditions d'exploitation extérieure qu'il appartient au maire de réglementer. En d'autres termes l'autorité municipale se trouve vis-à-vis des établissements classés, en ce qui concerne l'écoulement des eaux et abstraction faite de la loi du 15 février 1902, exactement dans la même situation que vis-à-vis des autres immeubles privés ordinaires de la commune.

Par conséquent, en l'absence de dispositions spéciales, insérées dans l'acte d'autorisation au sujet de l'écoulement des eaux, le maire a tout pouvoir pour réglementer cet écoulement d'eaux insalubres à travers la commune conformément aux dispositions générales concernant la salubrité et la commodité de la circulation (1).

Mais les pouvoirs du maire sont, au contraire, plus restreints lorsque l'acte d'autorisation de l'établissement classé contient des clauses spéciales relatives à l'émission des eaux hors de cet établissement.

Ce sont ces deux points que nous devons examiner de près maintenant.

1° On doit tout d'abord indiquer qu'il ne peut être ici question des arrêtés municipaux, qui atteindraient le propriétaire de l'usine non du fait de son industrie, mais du fait de son habitation, alors même que cette habitation se confondrait avec l'établissement. L'industriel ne peut pas plus se soustraire à cet arrêté que tout autre habitant de la commune (2).

Répertoire, v° Industrie, n° 193, v° Commune, n° 960, v° Manufacture, nos 52 et 140, v° Salubrité, n° 25. Dufour, *Traité de droit administratif*, tome III, n° 7.

(1) Cassation, 1^{er} août 1862 ; 7 février 1863. D. 63, 1, 153.

(2) En ce sens Cassation, 15 mars 1861. D. 62, 1, 54.

En dehors de ce point particulier et en se plaçant en face d'un déversement d'eaux résiduaires ayant un véritable caractère industriel, le principe est que les règlements préfectoraux et les conditions particulières imposés à un industriel pour l'exploitation intérieure de sa fabrique, ne le dispensent pas d'obéir aux lois générales sur la salubrité et la sécurité de la voie publique, donc d'obéir aux règlements municipaux (1). Il ne pourrait, par conséquent, opposer son autorisation régulière pour se soustraire au pouvoir réglementaire de l'autorité municipale, qui existe aussi bien vis-à-vis de son établissement qu'à l'égard de toutes les habitations situées dans les limites de la commune. Ni l'acte d'autorisation, ni une longue tolérance ne pourraient servir d'excuse à l'industriel pour refuser d'obéir aux règlements municipaux (2).

Quel objet pourront avoir ces règlements et sous quelle forme pourront-ils se manifester valablement vis-à-vis de l'industriel ?

Le seul but que peut poursuivre l'autorité municipale, à l'encontre des déversements industriels sur la voie publique, est un but de salubrité ou de commodité de la circulation. Ayant — suivant les textes législatifs de 1884 et de 1898 — le soin de veiller à l'hygiène publique, au passage dans les rues, de prévenir les épidémies, d'assurer la conservation du

(1) V. Code adm. Dalloz, v^o salubrité ; Cassation, 3 février 1877. D. 79, 1, 46 ; 4 février 1881. D. 81, 1, 231 ; 16 avril 1858. D. 65, 5, 261 ; 30 mars 1861. D. 61, 5, 303.

(2) Conseil d'Etat, 28 janvier 1887. L. 78.

En ce sens Dalloz, *Rép.*, v^o Commune, n^o 4290. Industrie, n^o 195. Bourguignat. Législation applicable aux établissements industriels, t. I, p. 114.

Voyez encore les observations de M. Romieu dans la *Revue d'Administration*, 1887, t. I, p. 302.

domaine public, le maire peut réglementer l'écoulement sur la voie publique des eaux industrielles, et même défendre de jeter au ruisseau des eaux résiduaires infectes et nocives soit par leurs exhalaisons, soit par leur corrosivité, soit enfin par les matières végétales ou animales qu'elles contiennent. L'interdiction de déverser des eaux industrielles existant du fait de l'art. 474-6°, Code pénal, en dehors de tout arrêté administratif, l'action du maire se borne plus généralement à accorder les autorisations nécessaires à pareil déversement et à les subordonner à des conditions qui écartent tout danger du fait de cet écoulement. Ces conditions, nous les avons déjà énumérées dans les chapitres précédents : caniveaux couverts, conduits étanches, adduction souterraine, empruntant le sol de la voie publique jusqu'à un cours d'eau ou un puisard d'absorption. De telles conditions sont légères pour l'industriel le plus souvent. Mais on comprend que l'arrêté municipal peut avoir une portée beaucoup plus grande et atteindre indirectement l'exploitation industrielle elle-même. Ainsi la défense de laisser écouler, dans le ruisseau les eaux résiduaires de l'usine, peut obliger l'industriel à modifier l'agencement intérieur de son établissement. L'autorisation à lui donnée, de déverser ses eaux usées sous la condition d'une décantation ou d'une épuration préalables, peut l'entraîner à exécuter à l'intérieur de la manufacture des travaux parfois considérables. Les pouvoirs du maire en cette matière équivalent à ceux dont dispose le préfet pour la réglementation préventive d'un établissement classé. Et, cependant, le maire agit dans la limite de ses pouvoirs, alors du moins qu'il se borne à subordonner l'autorisation de voirie nécessaire aux déversements industriels, à des conditions de salubrité sans imposer des modes de travaux particuliers pour réaliser ces conditions. C'est en cela, d'ailleurs, que l'étendue

des pouvoirs locaux est moindre que celle des pouvoirs du préfet qui impose à l'industriel classé des travaux même à l'intérieur de son usine (1).

Ces pouvoirs de réglementation de l'autorité municipale se manifesteront sous les deux formes habituelles, règlement général ou arrêté individuel.

On conçoit facilement que l'industriel doive se soumettre aux prescriptions d'un arrêté réglementaire général applicable à l'ensemble des habitants de la commune, alors surtout que cet arrêté est antérieur à l'ouverture de l'établissement classé (2). C'est ainsi que la Cour de cassation a reconnu d'une manière constante que la loi de 1810 n'apportait aucune dérogation à la loi des 16-24 août 1790, par conséquent, aux dispositions analogues de la loi de 1884 et que le maire pouvait se servir de ces lois si du moins il ne change pas les conditions d'exploitation, surtout en intervenant par des mesures d'une application générale (3). Ainsi a-t-elle décidé que l'autorisation d'exploiter une teinturerie ne donnait pas à celui qui l'a obtenue le droit d'écouler les résidus infects de sa fabrique sur la voie publique, au mé-

(1) On doit indiquer cependant qu'il s'agit uniquement ici des pouvoirs du maire agissant comme chef de la commune. Lorsqu'il agit comme subordonné du Préfet c'est en somme la décision du Préfet qui s'applique et non la sienne propre. Ainsi l'arrêté par lequel un maire enjoint *en vertu d'instructions du Préfet* à un industriel d'exécuter divers travaux pour son assainissement n'est pas entaché d'excès de pouvoir, car le Maire n'a pas agi en son nom, mais s'est borné à déférer à l'invitation du Préfet par application de l'art. 92, de la loi du 5 avril 1884, pour assurer l'exécution de la décision prise par le Préfet (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1907. L. 99).

(2) Cassation, 15 mars 1861. D. 62, 1, 54 ; 21 décembre 1848. D. 49, 5, 354.

(3) Cassation, 16 avril 1838. D. 65, 5, 261.

pris d'un arrêté municipal prohibant les écoulements de ce genre (1).

Un arrêt du 7 février 1863 est très explicite sur ce point délicat (2). Il est utile de le reproduire en entier.

« La Cour... Vu le règlement général de police pris par le maire de Château-Thierry, en date du 29 septembre 1847, lequel a été approuvé par le préfet et dont l'article 87 est ainsi conçu : « Défenses sont faites aux brasseurs, teinturiers et tous autres de laisser couler dans les rues et ruisseaux de la ville des eaux infectes par des évier conduisant au ruisseau des eaux grasses, sales et du sang venant de l'intérieur des habitations » ;

« Attendu qu'un procès-verbal régulier inculpait Blanchard : 1° d'avoir envahi la voie publique par l'écoulement d'eaux sortant de sa tannerie, et d'en avoir ainsi interrompu la circulation ; 2° d'avoir laissé écouler par les conduits au ruisseau des eaux sortant de sa tannerie renfermant des détritux et exhalant une odeur fétide ;

« Attendu que le jugement attaqué relaxe Blanchard par le motif que sa tannerie, étant une industrie rangée dans la classe des établissements insalubres, et dont l'existence remontait antérieurement à 1810, son mode d'exploitation ne pouvait être modifié que conformément au décret de 1810 ;

« Attendu en fait que le jugement ne méconnaît pas que les eaux s'écoulaient dans un ruisseau ou canal joignant la voie publique, et qu'elles continssent des matières répandant des exhalaisons nuisibles ; attendu en droit que le pouvoir que l'autorité supérieure tient du décret de 1810, d'autoriser et réglementer les établissements insalubres dans leur mode

(1) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 302 ; 3 février 77. D. 79, 1, 46.

(2) D. 63, 1, 155.

d'exploitation selon leur nature, ne saurait faire obstacle au droit de l'autorité municipale de prendre les mesures générales nécessaires pour assurer la propreté et la salubrité de la voie publique et de ses dépendances et d'y assujettir les propriétaires des établissements insalubres comme tous les autres habitants ;

« Attendu que, par suite, si la tannerie du sieur Blanchard ne relevait que de l'autorité préfectorale comme établissement insalubre, elle ne cessait pas pour cela d'être soumise comme habitation, aux prescriptions des arrêtés municipaux concernant l'écoulement des eaux dans les ruisseaux faisant partie ou longeant la voie publique ;

« Attendu que dès lors l'arrêté du maire de Château-Thierry, ordonnant de ne laisser écouler par les conduits ou ruisseaux des habitations aucune eau infecte et de nature à nuire par ses exhalaisons, était obligatoire pour le sieur Blanchard qui ne pouvait se soustraire à son exécution sous le prétexte que son habitation était un établissement insalubre, dont l'existence est antérieure à 1810 et que le décret du 15 octobre 1810 l'autorisait à exploiter librement ;

« Attendu que le jugement attaqué du tribunal de simple police de Château-Thierry, en s'appropriant de semblables théories, a tout à la fois fait une fausse interprétation du décret de 1810, méconnu la force obligatoire de l'arrêté du maire de Château-Thierry et violé l'art. 474, §§ 6 et 15. Code pénal... Casse... (1)

Non seulement l'industriel doit se soumettre aux arrêtés généraux antérieurs à son établissement, mais encore il doit obéir aux injonctions des règlements généraux postérieurs si du moins ils visent la totalité des immeubles de la commune, et s'appliquent à l'écoulement de toutes les eaux résiduares

(1) En ce sens encore, 3 févr. 1874, D. 75, 5, 282.

sur le territoire communal. Peu importe que les nouvelles mesures prises par l'autorité municipale consacrent une aggravation de charges ou de conditions pour l'industriel. Un tel arrêté est légal et obligatoire en ce qui concerne l'écoulement des eaux, par cela seul qu'il n'édicte aucune prescription relative à l'emplacement et à l'organisation intérieure de l'établissement insalubre, mais ne vise que la voie publique, dont la police et la surveillance appartiennent de droit à l'autorité municipale (1).

Il faut aller plus loin encore et reconnaître que le maire pourra agir par voie d'arrêté individuel, et défendre à l'industriel de jeter dans la rue, dans le ruisseau ou dans le fossé au droit de sa propriété des liquides résiduaires nuisibles. Voilà donc le maire investi du droit d'imposer aux établissements autorisés — en dehors de prescriptions préfectorales — des conditions spéciales qui seront une aggravation de celles déjà imposées à l'industriel. Et, cependant, la Cour de cassation n'a pas hésité à admettre la validité et le bien fondé de pareils arrêtés individuels, pourvu que les conditions nouvelles ainsi imposées soient justifiées par la nécessité d'assurer la salubrité publique, la commodité de la circulation et n'aient pas pour but de réglementer l'exercice intérieur d'une industrie (2).

C'est ainsi que l'autorité municipale peut prescrire la fermeture des issues qui laissent écouler sur la voie publique des liquides résiduaires nocifs (3), ordonner que l'écoulement d'eaux industrielles sera subordonné à l'établissement

(1) En ce sens Porée et Livache, *Op. cit.*, page 522.

(2) Cassation, 1^{er} août 1862. D. 63, 1, 155 ; 8 décembre 1865. D. 66, 5, 138 ; 13 février 1874. D. 75, 5, 281.

(3) Conseil d'Etat, 13 mars 1908. L. 259.

de caniveaux couverts (1), ou ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures de la journée, etc...

Contre de pareils arrêtés quelles sont les voies de recours de l'industriel lésé ? Il peut tout d'abord poursuivre la réformation des prescriptions à lui applicables devant l'autorité supérieure ; il peut, poursuivi devant le tribunal de simple police arguer de l'illégalité de l'arrêté municipal ; ou enfin se pourvoir directement contre cet arrêté devant le Conseil d'Etat. Dans aucune de ces hypothèses l'industriel n'aura le droit de contester le fond même de l'arrêté, mais devra établir simplement que le maire, a excédé ses pouvoirs pour empiéter bien évidemment sur ceux de l'autorité administrative supérieure. S'il est démontré que l'autorité municipale a bien agi dans l'intérêt de la salubrité ou de la circulation, le règlement devra être maintenu.

Notons que le recours à l'autorité supérieure contre un arrêté individuel est ici suspensif parce qu'il s'agit d'une décision administrative particulière enjoignant la confection de travaux déterminés et partant non susceptible d'exécution provisoire.

Si, au contraire, l'acte administratif d'autorisation de l'établissement classé contient des prescriptions spéciales relatives à l'écoulement des eaux résiduaires, quels seront les pouvoirs de l'autorité municipale ? Il faut indiquer tout d'abord que les maires ont toujours le droit et le devoir de veiller à la stricte exécution des lois de 1810 et 1815 (2) : et, par conséquent, de s'opposer à ce que des établissements classés et autorisés fonctionnent en dehors des conditions de leur autorisation. Aussi peuvent-ils par des arrêtés particuliers pres-

(1) Conseil d'Etat, 7 décembre 1900. L. 733.

(2) Loi de 1884, art... 97.

crire aux industriels de se soumettre aux conditions de l'acte d'autorisation qui les régit (1). C'est là l'exercice normal de la mission légale confiée aux maires, de veiller à l'exécution des actes de l'autorité administrative supérieure.

La Cour de cassation admet encore que les maires peuvent par des arrêtés généraux ou individuels aggraver les conditions spéciales prévues à l'acte d'autorisation en ce qui concerne l'émission sur la voie publique d'eaux industrielles ; une triple condition dans ce cas est nécessaire : il faut que les prescriptions municipales rentrent dans les attributions du maire relatives à la salubrité, il faut que cette salubrité soit en cause ; il faut enfin que les prescriptions municipales soient conciliables avec celles déjà prescrites dans l'acte d'autorisation (2).

On voit donc que le point de vue d'aggravation des conditions préfectorales ne doit pas dominer le critérium des pouvoirs de l'autorité municipale.

Aussi nous ne partageons pas l'opinion des auteurs qui affirment que le maire n'a aucun droit d'ajouter aux conditions prescrites par l'acte d'autorisation. Dans ce système on invoque plusieurs arrêts de la Cour de cassation, notamment ceux des 25 novembre 1853 et 1^{er} juin 1855, dans lesquels la Chambre criminelle n'hésite pas à déclarer illégale comme renfermant un empiétement sur les pouvoirs de l'autorité administrative supérieure toute mesure de l'autorité municipale qui modifie ou aggrave les conditions d'établissement ou d'exploitation imposées à l'industriel dans l'acte

(1) V. Bourguignat, *Législation des établissements insalubres*, I, p. 114 ; *Répertoire*, Dalloz, v^o Manufacture, n^o 186 — 3^o. Cassation, 14 février 1833 ; 13 novembre 1835.

(2) Cassation, 23 novembre 1850. D. 50, 5, 350 ; 1^{er} août 1862. D. 63, 1, 155 ; 7 février 1863. D. 63, 1, 155.

d'autorisation (1). Cette thèse peut être vraie s'il s'agit des conditions de fabrication ou d'emplacement de l'établissement ; c'est à ce point de vue que se placent les arrêts précités ; mais elle n'est plus exacte en ce qui concerne toutes les prescriptions municipales, prises dans l'intérêt de la salubrité et se rapportant à l'écoulement des eaux résiduaires sur le sol de la voie publique.

Reste un dernier cas à examiner : celui où les arrêtés locaux, généraux ou individuels sur l'écoulement des eaux sont en contradiction avec les conditions de l'acte d'autorisation. Le plus souvent, en effet, comme nous l'avons vu, les actes d'autorisation (arrêtés ou décrets) contiennent des mesures impératives concernant l'émission des eaux sur la voie publique ; tantôt cet écoulement est purement et simplement autorisé ; tantôt il est soumis à des conditions d'épuration ou de travaux à exécuter. L'autorité municipale peut-elle alors ou bien interdire un écoulement autorisé ; ou bien imposer des conditions précises dans un cas où elles ont été jugées inutiles par l'autorité supérieure ? La jurisprudence ne l'a pas admis, à juste titre nous semble-t-il. Elle a décidé que pour que les arrêtés municipaux soient réguliers, il faut que les prescriptions ne contredisent pas les conditions d'autorisation préalablement octroyées (2). La Cour de cassation en a ainsi décidé vis-à-vis d'un fabricant de sucre qui avait été autorisé par l'arrêté préfectoral fixant les conditions d'établissement de son usine sous certaines conditions, d'ailleurs respectées par lui, à écouler au ruisseau les eaux provenant des résidus de sa fabrication. Elle a jugé que c'était à tort qu'un arrêté municipal même antérieur et même général,

(1) Cassation, 25 novembre 1853. D. 54, 5, 61 ; 1^{er} juin 1855. D. 55, 1, 300.

(2) Cassation, 1^{er} juin 1855. D. 55, 1, 300.

défendait de déverser dans le ruisseau ces eaux résiduaires.

Par contre, la Cour de cassation a jugé qu'il n'y avait pas contradiction entre un arrêté préfectoral d'autorisation qui décidait que l'industriel ne pourrait déverser ses eaux résiduaires que deux fois par jour, depuis une heure jusqu'à deux heures de l'après-midi, et une demi-heure après le coucher du soleil ; et un arrêté municipal qui défendait cet écoulement de 4 heures du matin à 8 heures du soir (1). Cependant, l'arrêté municipal est considérablement restrictif des conditions de l'acte d'autorisation. Pareil arrêté devait être déclaré illégal, et nous ne pouvons nous rallier à la solution adoptée par cet arrêt.

D'ailleurs, ce conflit ne se présente pas souvent dans la pratique : Tout d'abord parce que l'autorité municipale, au cours de la procédure d'autorisation, a la faculté de s'opposer à l'introduction de conditions dans l'acte d'autorisation qui lui sembleraient nuisibles pour la salubrité publique ; ensuite, parce qu'elle peut à tout moment, à supposer qu'un fait nouveau intervienne, solliciter de l'administration supérieure les mesures qu'elle estime être nécessaires ; enfin, parce que le dernier mot de la question appartient au préfet qui peut, même en dehors de tout recours hiérarchique de l'industriel lésé, annuler l'arrêté du maire ou en suspendre l'exécution. Il est de jurisprudence constante que l'autorité supérieure a le droit de réformer l'arrêté municipal dans le cas où les mesures qu'il prescrit seraient de nature à gêner le fonctionnement régulier d'un établissement classé, tel qu'il a été autorisé (2).

D'ailleurs, il faut observer que l'approbation donnée par

(1) Voyez notamment Cassation, 4 février 1881. D. 81, 1, 231.

(2) Cassation, 4 février 1881. D. 81, 1, 231.

le préfet à un arrêté municipal entaché d'excès de pouvoir, comme contredisant l'acte d'autorisation, n'en couvre pas l'illégalité.

« Attendu dit un arrêt, que si cet arrêté a été approuvé par le préfet, cette approbation à raison de la nature de l'acte et de ses formes ne constituait pas, de la part de ce magistrat, l'exercice du pouvoir conféré par l'ordonnance du 14 janvier 1815 (1). »

Cependant, l'illégalité pourrait être couverte si le préfet, au lieu de se borner à approuver l'arrêté, se l'appropriait entièrement. En ce cas, l'arrêté municipal n'apparaît que comme un projet de réglementation émanant de l'autorité municipale, et rendu exécutoire par une décision expresse du préfet. Ainsi en a décidé la Cour de cassation (2) dans une affaire où le préfet avait autorisé l'écoulement d'eaux résiduaires par un aqueduc les déversant à une certaine distance du village, distance qui devait être déterminée par le maire. Celui-ci prescrivit en dehors de cette délégation spéciale, que l'aqueduc serait couvert sur toute sa longueur, mais en subordonnant l'exécution de cette mesure à son approbation par le préfet. Le préfet approuva l'arrêté du Maire et ordonna son exécution. La Cour de cassation reconnut, en conséquence, qu'il s'agissait là beaucoup moins d'une approbation que d'une prescription de l'autorité préfectorale.

Enfin, il est à noter qu'un règlement municipal, interdisant tout écoulement d'eaux industrielles sur les voies publiques de la commune, ne peut faire obstacle à l'exercice du droit qu'à l'administration supérieure d'autoriser postérieurement un établissement nouvellement créé à déverser, sous certaines

(1) Cassation, 25 novembre 1853. D. 54, 5, 61.

(2) Cassation, 3 août 1866. D. 66, 1, 461.

conditions, des eaux sur la voie publique (1). Assurément, en effet, un arrêté de police locale ne saurait à aucun degré faire obstacle à la concession d'un établissement écoulant ses eaux résiduaires, concession faite en vertu des règlements concernant les établissements classés. Le régime, créé par le décret du 15 octobre 1810, a eu précisément pour but de soustraire les questions de ce genre à l'action arbitraire et variable des autorités municipales. Néanmoins, on ne saurait méconnaître qu'il y a un compte sérieux à tenir d'actes émanant du maire où l'on peut trouver l'expression des intérêts et des désirs d'une partie considérable de la population (2).

De tout ce que nous venons d'exposer on peut tirer en résumé les conditions suivantes :

1° Vis-à-vis des établissements non classés les Maires ont tout pouvoir pour prescrire relativement à l'écoulement des eaux sur la voie publique toute mesure utile au maintien de la salubrité et à la commodité de la circulation ;

2° Vis-à-vis des établissements classés, mais non autorisés, les Maires peuvent prescrire toutes conditions d'écoulement des eaux en vue du double but que nous venons d'indiquer. Ils peuvent même prononcer la fermeture de ces établissements comme existant en violation des décrets de 1810 et 1815 ;

3° Vis-à-vis des établissements classés et autorisés les Maires peuvent :

Veiller à la bonne exécution des conditions d'écoulement d'eaux résiduaires contenues dans l'acte d'autorisation.

Suppléer à l'absence de réglementation ou compléter cette

(1) Conseil d'Etat, 10 février 1888. L. 129.

(2) Avis du Comité consultatif des arts et manufactures du 2 février 1887.

réglementation en vue de la salubrité générale de la commune.

Mais ils ne peuvent contredire en quoi que ce soit non plus que restreindre les conditions d'écoulement d'eaux industrielles sur la voie publique, telles qu'elles résultent de l'acte d'autorisation.

SECTION II

Réglementation répressive.

§ I. — *Sanctions.*

1° En dehors de tout règlement administratif et de tout acte d'autorisation, alors même qu'il s'agit d'un établissement non classé, l'interdiction de laisser ou faire écouler sur la voie publique des eaux industrielles dangereuses pour la salubrité est sanctionnée par l'article 474, Code pénal (amende de cinq francs au maximum, en cas de récidive, dans le délai d'un an, emprisonnement de 3 jours au plus). L'industriel, coupable d'avoir envoyé sur la voie publique au droit de sa propriété des eaux usées nocives, sera toujours passible d'une contravention constatée par un procès-verbal des agents de police ou des fonctionnaires du service de la voirie. Le juge de simple police, saisi des poursuites, pourra apprécier la nocivité des eaux rejetées et prononcer la condamnation ainsi que l'interdiction de laisser écouler de pareilles eaux. Nous

nous sommes déjà expliqué longuement sur l'application de l'art. 454, Code pénal. Nous renvoyons à ces explications (1);

2° S'il a été pris, vis-à-vis des établissements classés ou non, des règlements émanés de l'autorité municipale, l'inexécution des prescriptions de ces règlements est prévue et punie par l'article 471.-15° dont la portée, est générale en matière de règlements administratifs.

3° Enfin, si l'industriel a manifestement enfreint les conditions à lui imposées par l'acte d'autorisation, il y a encore lieu d'appliquer l'art. 471, 15°. Code pénal (2). En effet, le décret de 1840, ne prononçant aucune peine, trouve une sanction dans les dispositions de cet article. Et l'autorité administrative n'est pas tenue de prévoir des sanctions particulières en vue de faire observer les règles prescrites par ce décret (3). Ces sanctions, on le voit, se ramènent toutes à l'application de l'article 471, Code pénal, lorsqu'une contravention est relevée à la charge de l'industriel, soit pour inexécution des conditions prescrites pour l'écoulement des eaux résiduaires dans l'acte d'autorisation ou dans un règlement administratif, soit pour émission sur la voie publique d'eaux nocives suivant les termes du paragraphe 6 de l'art. 471. Dans tous ces cas ce sera le juge de simple police qui sera saisi des poursuites.

(1) Voir chapitre III.

(2) Cassation, 4 août 1892. *Pand. franç.*, 93, 1, 80; Cassation, 2 août 1889. *Pand. franç.*, 90, 1, 13; Cassation, 2 février 1895. *Pand. franç.*, 96, 1, 449.

(3) Cassation, 9 mars 1901. *Pand. franç.*, 04, 1, 175.

§ II. — *Pouvoirs du juge.*

Quels vont être les pouvoirs du tribunal de police ? Il doit se borner à constater : 1° que l'arrêté est légal, c'est-à-dire pris dans le cercle des attributions de l'autorité dont il émane, et dans les formes requises ; 2° qu'il y a eu contravention à cet arrêté légalement pris. Il ne pourrait, par conséquent, prononcer un acquittement en se fondant sur ce que les eaux déversées ne sont pas insalubres, sauf cependant au cas où en l'absence de tout règlement administratif il y aurait lieu seulement à application de l'art. 471-6°. C'est là une question qui n'est pas de sa compétence ; il n'a pas le droit de substituer son autorité à celle de l'administration (1). Il ne pourrait non plus prononcer un acquittement par le motif que l'industriel aurait reçu de l'administration une approbation verbale (2), ou que les conditions imposées par l'administration n'avaient pas pour effet de diminuer l'insalubrité des eaux écoulées.

Le tribunal de simple police, compétent pour rechercher si les prescriptions en contravention desquelles l'exploitant d'une manufacture insalubre est poursuivi ont été légalement édictées, ne l'est pas pour apprécier les inconvénients résultant de la difficulté plus ou moins grande de leur exécution, et ne peut dès lors prononcer l'acquittement du prévenu en considération de ces inconvénients s'ils ne vont pas

(1) Cassation, 26 janvier 1861. D. 61, 1, 89.

(2) Cassation, 19 novembre 1857. D. 58, 1, 44.

jusqu'à constituer un obstacle de force majeure (1). De même le juge de simple police, auquel est déféré une convention à un arrêté municipal réglementant l'écoulement des eaux usées sur la voie publique, n'aurait pas le droit d'apprécier ou de faire apprécier par des experts la légitimité des motifs de cet arrêté et dans le cas où ceux-ci ne lui paraissent pas exacts, de déclarer cet arrêté non obligatoire (2).

La Cour de cassation a encore déclaré que le tribunal de simple police avait à tort acquitté un exploitant prévenu de ne pas avoir exécuté les conditions d'un arrêté d'autorisation prescrivant que des caniveaux en briques seraient pratiqués dans le sol pour recueillir les égouttures et les résidus goudronneux, par le motif que la construction de ces caniveaux en l'absence de tout écoulement effectif d'égouttures ou de résidus goudronneux était inutile (3). Cet arrêt fait ressortir manifestement le caractère obligatoire et impératif des clauses de l'acte d'autorisation qui ont pour but de prévenir et de rendre impossibles à *l'avance* tous les inconvénients résultant de l'exploitation. L'infraction dont l'industriel doit répondre, ne résulte donc pas du dommage qu'il a pu causer, mais de l'inobservation même des conditions d'autorisation, sans que le juge des poursuites ait à en discuter le bien fondé et la valeur. C'est encore en vertu de ces principes que la Cour de cassation a annulé un jugement de simple police qui avait acquitté un industriel par le motif que les eaux écoulées hors de l'usine, en dépit d'un règlement administratif, ne présentaient cependant aucune trace d'altération ou d'insalu-

(1) Cassation, 3 août 1866. D. 66, 1, 460 ; 9 novembre 1861. D. 63, 5, 45.

(2) Cassation, 2 juillet 1841. D. 41, 1, 421 ; et 26 janvier 1861. D. 61, 1, 89.

(3) Cassation, 10 juin 1864. D. 65, 6, 260.

brité (1). Elle a de même décidé que le juge de simple police ne saurait relaxer l'industriel poursuivi à raison de l'absence de plaintes des voisins ou parce qu'à raison de la saison (hiver) l'écoulement de résidus industriels ne pourrait présenter un caractère dangereux d'insalubrité (2).

On a déjà indiqué précédemment que comme pour toutes les contraventions, la prescription peut être opposée par le prévenu. Elle peut même être soulevée d'office par le juge. Cette prescription est celle prévue par l'article 640, Code d'Instruction criminelle. « L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue à compter du jour où elle aura été commise. » Mais ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer une contravention pour émission d'eaux résiduaires sur la voie publique en dépit de règlements administratifs est une contravention successive se renouvelant chaque jour. Le point de départ de la prescription n'est donc pas le jour où la contravention a été commise, ni même le jour où elle a été constatée (3), mais le jour où elle a cessé (4). Car, dit un arrêt de Cassation du 19 août 1836, les conditions d'exploitation au mépris des règlements administratifs constituent,

(1) Cassation, 3 août 1866. D. 66, 1, 461.

(2) Cassation, 30 mars 1861. D. 61, 5, 302.

(3) Cependant voyez en ce sens Porée et Livache, page 558. La constatation de l'écoulement nuisible ne l'empêche pas de se renouveler postérieurement et une contravention naît à chaque renouvellement fut-il quotidien. Même si l'autorité administrative, après un procès-verbal, laisse cependant le déversement d'eaux résiduaires se continuer, on ne saurait cependant invoquer la tolérance administrative, eut-elle duré pendant une année entière. On sait, en effet, que pareille tolérance ne couvre pas la contravention.

(4) Cassation, 24 février 1845. D. 45, 1, 415; 17 décembre 1864. D. 66, 1, 366.

chaque fois qu'elles se renouvellent, un fait nouveau dont la poursuite doit entraîner la répression.

Les pouvoirs répressifs de l'Administration ne se bornent pas à provoquer l'application de la sanction pénale. Ils lui permettent de faire condamner l'industriel fautif à toutes réparations civiles s'il y a eu dommage à une voie publique dépendant de la petite voirie. Ils lui permettent encore d'obtenir du juge de simple police l'interdiction faite à l'industriel pour l'avenir de continuer le déversement prohibé par les règlements administratifs. Enfin, aux termes d'une jurisprudence constante de la Cour de cassation, la qualité d'établissement classé ne fait pas obstacle à ce que le juge civil ordonne tout travail utile pour faire cesser le dommage.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation a été encore plus loin et a reconnu au juge de simple police le pouvoir de prononcer sur les réquisitions du ministère public, la fermeture de l'usine (1). Une sanction aussi rigoureuse semblera dépasser la compétence et les pouvoirs d'un juge qui ne peut prononcer une amende supérieure à cinq francs. Aussi pensons-nous qu'une telle mesure ne peut intervenir que dans circonstances particulières, par exemple, lorsque les conditions essentielles d'exploitation de l'établissement sont en contradiction avec les règlements administratifs applicables. Il serait inadmissible de requérir la fermeture d'une usine à raison du déversement sur la voie publique de liquides industriels dangereux, alors surtout que le juge de simple police peut disposer d'une sanction utile et suffisante en interdisant à l'avenir toute émission d'eaux nuisibles.

Les arrêts que nous avons rapportés et qui reconnaissent au juge de simple police le droit de prononcer la fermeture

(1) Cassation, 26 mars 1868. D. 69, 1, 115 ; 13 février 1885. D. 85, 1, 480.

d'un établissement classé se réfèrent à des circonstances plus graves qu'un simple écoulement nocif et qui en fait justifiaient l'importance de la mesure appliquée.

§ III. — *Pouvoirs répressifs de l'administration.*

A côté de ce rôle répressif de l'autorité judiciaire, il faut envisager le rôle parallèle et connexe en matière de répression des autorités et juridictions administratives :

1° L'application d'un arrêté administratif interdisant ou réglementant l'émission d'eaux industrielles sur la voie publique peut soulever une question préjudicielle. Celle-ci se posera lorsque l'industriel contestera la validité des poursuites soit à raison de la portée du règlement administratif ou de l'acte d'autorisation, soit à raison du fait même du classement de l'usine, soit enfin à propos des conditions d'exploitation qui ont motivé les poursuites. La connaissance de ces points litigieux appartient en principe à l'autorité administrative.

Il ne faut pas se dissimuler que ce départ de compétence est parfois délicat à préciser. Il dépendra, en effet, très souvent, de l'attitude de l'industriel poursuivi. Si celui-ci ne conteste pas l'émission d'eaux usées, s'il reconnaît le fait matériel, il n'est point besoin de renvoi devant l'autorité administrative ; mais si, au contraire, l'industriel discute l'application de l'acte administratif à raison de la nature et de la composition des eaux écoulées, qu'il prétend n'être pas celles prévues à l'arrêté, ou à raison des conditions dans les-

quelles l'écoulement a eu lieu, il sera alors nécessaire de soumettre ce différend préalable à l'autorité de qui émane l'acte administratif à fin d'interprétation. Ce sera soit le maire (cas d'un règlement municipal), soit le préfet (cas d'un acte d'autorisation délivré par lui), soit le Conseil de préfecture (si l'autorisation a été donnée par lui), soit enfin le Conseil d'Etat (si c'est de lui qu'émane l'acte d'autorisation). L'autorité administrative saisie, devra donc préciser l'étendue et la portée des conditions imposées par elle. Contre cette décision administrative d'interprétation, l'industriel pourra former un recours contentieux. Mais ce recours ne peut être considéré par le tribunal de simple police comme une exception dilatoire faisant obstacle aux poursuites. Le recours au Conseil d'Etat n'étant pas suspensif, la contravention doit être réprimée en dehors de toute question et de toute solution du recours (1).

2° La juridiction administrative doit encore intervenir à titre de juridiction répressive, toutes les fois que le déversement d'eaux industrielles a causé des dégradations à la voie publique, lorsque celle-ci est soumise au régime de la grande voirie.

Ces dégradations résultent, le plus souvent, du trop grand volume d'eaux déversées sur le sol ou dans les fossés de la voie. Il s'en suit, parfois, un déchaussement ou un ravinement du sol empierré ou un éboulement des fossés évacuateurs. Il arrive aussi que les eaux agissent, non par leur volume, mais par leur composition. Les principes chimiques, qu'elles contiennent en pénétrant dans le sol, détruisent la végétation de la voie publique ou de ses dépendances no-

(1) Cassation, 17 décembre 1864. D. 66, 1, 366 ; 12 mai 1865 et 17 décembre 1864. D. 66, 1, 366, 367.

tamment les arbres en bordure de la voie. Ainsi le déversement dans un fossé de liquides corrosifs industriels y ayant causé des détériorations, constitue une contravention (1); Mais pour qu'il y ait contravention, il est nécessaire que la voie publique ou ses dépendances soient dégradées. Il a été jugé que le déversement, sans dégradations d'eaux industrielles *non nuisibles* dans le caniveau d'une route nationale, ne constitue pas une contravention de grande voirie, ce fait n'étant réprimé par aucun des anciens règlements (2). S'il s'agissait, par contre, d'*eaux nuisibles* pour lesquelles une autorisation de déversement est nécessaire, toute émission sans autorisation sur la voie publique, ne causât-elle aucune dégration, pourrait être réprimée comme anticipation sur le domaine public.

Pareille contravention de grande voirie est de la compétence du Conseil de préfecture avec appel au Conseil d'Etat (3). Elle peut donner lieu dans certains cas et suivant les règlements appliqués à une amende; dans tous les cas à la condamnation aux frais du procès-verbal, à la réparation du préjudice causé et à la suppression, pour l'avenir, du fait nuisible. Aucune disposition de loi n'impose au Conseil de préfecture l'obligation de recourir à une expertise pour constater un dommage résultant d'une contravention de grande voirie. Il peut valablement baser son arrêté sur le procès-verbal de constatation (4).

(1) Conseil d'Etat, 18 décembre 1885. L. 993.

(2) Conseil d'Etat, 28 avril 1893. L. 352. Il s'agissait dans cette affaire d'un riverain qui avait déversé dans le fossé de la route des eaux chaudes provenant du fonctionnement d'une machine à vapeur à système de condensation, ce déversement n'ayant causé aucun dommage.

(3) Loi du 29 floréal an X.

(4) Conseil d'Etat, 18 décembre 1885. L. 993. Ajoutons que

3° Enfin, l'autorité administrative intervient encore sous une autre forme de répression contre l'exploitant d'un établissement industriel en prononçant la fermeture. Nous avons déjà indiqué que la fermeture de l'établissement industriel pouvait être demandée par l'administration devant le juge de répression, tout en faisant nos réserves sur la possibilité d'appliquer une mesure de cette importance pour l'inexécution de conditions concernant l'écoulement des eaux résiduaires.

Ici il s'agit d'une mesure propre de l'autorité administrative en dehors de toute décision judiciaire.

On comprend que la fermeture soit prononcée par l'autorité administrative lorsqu'il existe des réserves dans l'acte d'autorisation, ou une clause permettant cette mesure en raison d'inexécution des conditions de l'acte d'autorisation ou de danger pour la salubrité (1).

On conçoit aussi que cette fermeture, même définitive, intervienne au terme d'une autorisation temporaire accordée à l'industriel (2).

Mais on doit aussi reconnaître la validité de cette mesure à l'égard d'un établissement régulièrement et définitivement autorisé (3). Il s'agit alors, non pas d'une fermeture défini-

d'après cet arrêt l'exploitant d'un établissement industriel, alors même qu'il n'en serait pas propriétaire exclusif, peut être poursuivi personnellement pour une contravention de grande voirie résultant du fait de son établissement.

(1) Conseil d'Etat, 13 janvier 1853. L. 118.

(2) Conseil d'Etat, 19 janvier 1877. L. 71 ; 16 novembre 1883. L. 804.

(3) Conseil d'Etat, 28 janvier 1864. L. 75 ; 18 juin 1846. L. 332 ; 5 janvier 1854. L. 5 ; 13 juin 1860. L. 443 ; 5 août 1868. L. 841.

tive ou d'une révocation de l'acte d'autorisation, mais d'une mesure répressive provisoire qui peut devenir définitive mais qui, en elle-même, n'est qu'une menace, un avertissement donné à l'industriel qui ne se soumet pas aux conditions de l'acte d'autorisation.

L'autorité administrative peut, en effet, à l'encontre des établissements de toutes classes, motif pris de l'inexécution des conditions *prescrites par l'acte d'autorisation* ou par des arrêtés préfectoraux prescrivant des conditions nouvelles (mais non pas par des arrêtés municipaux), prononcer la suspension ou fermeture *provisoire* par arrêté préfectoral sauf appel devant le Conseil d'Etat.

Cette mesure administrative est, d'ailleurs, indépendante du droit que les préfets tiennent en vertu de leurs pouvoirs de police de prendre toutes *les mesures* nécessaires pour prévenir les infractions, ce droit pouvant aller jusqu'à suspendre provisoirement l'exploitation en cas de refus dûment constaté de l'industriel, de se conformer aux prescriptions de l'administration (1).

Il faut bien noter que la compétence du préfet n'existe point pour édicter la suppression, mais seulement pour prescrire la fermeture. Il y a entre les deux mesures une différence fondamentale. La fermeture n'est pas une peine, mais un moyen de contrainte, une voie de droit destinée à empêcher la violation de règlements administratifs.

Il est donc évident que la fermeture d'établissements ne peut être ordonnée par le simple motif de l'insuffisance des conditions attachées à l'autorisation, et surtout ne peut être

(1) Conseil d'Etat, 28 janvier 1864. L. 74; 5 août 68. L. 839; 12 mars 80. L. 274. Cassation, 29 novembre 1885. *Gaz. Pal.*, 85, 1, 400. Voyez Serrigny, *Compétence administ.*, t. II, n° 1162. Bourguignat, t. I, n° 81. Dufour, t. II, 568 et 572.

poursuivie dès lors que l'industriel contrevenant, ayant été mis en demeure de se conformer à l'arrêté d'autorisation, a obéi à cette mise en demeure en supprimant l'écoulement précédemment interdit ou en respectant pour cet écoulement à l'extérieur les conditions prévues à l'acte d'autorisation (1).

C'est au préfet seul qu'il appartient de prononcer cette fermeture d'établissements fonctionnant en violation des conditions fixées par l'acte d'autorisation (2).

Il la prendra de son propre chef ou sur la demande de l'autorité municipale si l'industriel viole les règlements. Dans tous les cas, il agira dans la limite de ses droits en prescrivant la fermeture, jusqu'à ce que les travaux nécessaires aient été exécutés par le contrevenant.

Mais le maire ne pourrait ordonner cette fermeture pour violation d'un règlement municipal sur l'écoulement des eaux résiduaires (3).

L'autorité judiciaire ne pourrait non plus, dans un procès *purement civil*, ordonner, à la requête d'un particulier, la suppression d'un établissement classé même non autorisé. Le droit de suppression appartient exclusivement aux préfets. Les tribunaux civils ne peuvent prononcer que des dommages-intérêts (4).

(1) Conseil d'Etat, 16 juillet 1857. L. 545 ; 20 juillet 1877. L. 714.

(2) Cassation, 21 décembre 1848. S. 49, 1, 539. Conseil d'Etat, 18 juin 1846. L. ; 16 mars 1894. L. 201 ; 17 décembre 1886. L. 890 ; 28 janvier 1864. L. 74 ; 5 août 1868. L. 839 ; 12 mars 1880. L. 271 ; 17 novembre 1893. L. 747.

(3) Conseil d'Etat, 13 mars 1908. L. 259. Conseil d'Etat, 12 mai 1882. L. 450.

(4) Conseil d'Etat, 12 avril 1884. L. 188.

§ IV. — *Voies de recours.*

Les arrêtés préfectoraux en tant que mesures de police, ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux ; mais en tant qu'actes administratifs susceptibles de léser des droits acquis ou de froisser des intérêts, ils sont susceptibles de donner naissance à toute une procédure contentieuse.

D'après une jurisprudence certaine, c'est devant le ministre du Commerce, et non pas devant le Conseil d'Etat directement, que doivent être portés les recours (1).

Mais cette procédure ne fait pas d'obstacle au recours pour excès de pouvoirs. Il faut, en effet, que la violation des conditions imposées résulte de constatations formelles et ait fait l'objet à l'encontre des industriels soit d'une mise en demeure, soit d'un procès-verbal de contravention ; à défaut de ces éléments de preuve, le Conseil d'Etat admet les exploitants à soutenir que le préfet, en ordonnant la fermeture de l'établissement, a excédé la limite de ses pouvoirs (2).

Il a toujours été admis que le Conseil d'Etat, nonobstant la fermeture immédiate d'un établissement insalubre ordonnée par l'autorité préfectorale, peut, à la demande du propriétaire de cet établissement, ordonner avant de faire droit sur le

(1) Conseil d'Etat, 18 juin 1846. L. 332 ; 5 janvier 1854 ; 16 juillet 1857. L. 546 ; 28 janvier 1864. L. 75 ; 5 août 1868. L. 841 ; 12 mars 1880. L. 272.

(2) Conseil d'Etat, 27 novembre 1896. L. 767 ; 12 mars 1880. L. 272 ; 16 mars 1894. L. 201.

fond et jusqu'à la décision à intervenir, qu'il sera sursis à l'exécution de l'arrêté lorsqu'au moyen de certaines précautions déterminées il est possible de pallier les inconvénients signalés (1).

(1) Conseil d'Etat, 15 fév. 1872. L. 99 ; 4 janvier 1878. L. 2.

TITRE III

LES VOIES PRIVÉES

GÉNÉRALITÉS

Il existe à côté des voies publiques, propriété de l'Etat ou des collectivités administratives, des chemins, ruelles, impasses ou rues qui constituent la catégorie des voies privées. Ces voies privées, très nombreuses dans les campagnes et fréquentes dans les villes, desservent une ou plusieurs maisons, sont affectées à l'usage commun des habitants des immeubles desservis, parfois sont ouvertes à une circulation publique. Quelques-unes sont closes à leurs extrémités ; d'autres se distinguent par une clôture des voies publiques avoisinantes. Si certaines de ces voies par leur affectation permanente, incontestée et générale à l'usage du public, se rapprochent singulièrement des voies urbaines ou rurales composant le domaine public, d'autres chemins, au contraire, en l'absence de toute prescription gardent strictement leur caractère privé. On peut donc englober toutes ces voies sous la dénomination générale des voies privées ; mais on doit relever parmi elles des différences profondes quant aux règles qui leur sont applicables relativement à l'écoulement des eaux.

Suivant le point de vue considéré, il y a lieu pour l'étude

de ces voies, d'opérer deux classifications. Les droits des riverains de ces voies privées différeront suivant qu'on se trouvera en présence d'un chemin propriété d'un unique individu ou au contraire d'un chemin appartenant à une collectivité d'habitants. Les pouvoirs de l'administration différeront suivant que la voie aura un caractère strictement privé ou au contraire sera ouverte à la circulation publique. Nous diviserons donc cette étude en deux parties : Droits des riverains, Droits de l'administration. Dans la première partie on étudiera les voies à un unique propriétaire et les voies à des propriétaires communs. Dans la deuxième partie les voies fermées et voies ouvertes au public.

CARACTÈRES ET ORIGINES DES VOIES PRIVÉES

Les chemins privés sont, d'après Dalloz (1), ceux qui, établis uniquement pour le service ou l'utilité du fonds qu'ils traversent, ne peuvent être fréquentés que par ceux qui en sont propriétaires ou ont acquis le droit d'y passer. Ce droit résultera d'ailleurs parfois d'une simple tolérance du propriétaire comme cela a lieu pour les voies privées ouvertes à la circulation générale. Cette définition ainsi complétée englobe les deux catégories de voies privées qu'il importe de distinguer : voies privées à un unique propriétaire voies privées communes à plusieurs propriétaires.

1° La première catégorie comprend les voies desservant un ou plusieurs héritages, mais appartenant à un proprié-

(1) Répertoire, v^o voirie par terre, n^o 1457.

taire unique quelquefois distinct du propriétaire des héritages contigus. Le plus souvent le propriétaire du sol de la voie privée est aussi propriétaire des domaines la bordant et des maisons riveraines que cette voie dessert. Ces chemins forment donc une entière propriété privée et sont soumis en ce qui concerne les rapports du propriétaire de la voie avec les propriétaires ou locataires riverains aux règles du droit commun.

2° Mais à côté de ces chemins, il en est d'autres, qui, sans sortir de la classe des chemins privés, participent en quelque sorte des caractères des voies publiques. Tels sont ceux qui depuis un temps immémorial sont affectés au service et à l'exploitation de plusieurs héritages. Ces chemins auxquels on a donné généralement le nom de chemins d'exploitation ou chemins de desserte n'appartiennent pas privativement à chaque propriétaire des fonds traversés pour la partie qui touche son fonds ; — mais présumés établis en vertu d'une convention ancienne intervenue à l'origine entre tous les propriétaires intéressés, ils sont réputés appartenir en commun à tous ces propriétaires. D'où il résulte que chacun d'eux peut exercer ses droits sur le chemin dans son entier sans rapporter un titre comme il y serait obligé s'il s'agissait de l'exercice d'une simple servitude (1). Ils sont propriétaires communs de la totalité du chemin et non pas seulement bénéficiaires d'une simple servitude (2).

Ces chemins ont des noms très divers. On les appelle chemins de culture, chemins de desserte, chemin de contrées, chemins de quartiers, (dans les villes) chemins voisins ou sentes de voisinés, enfin chemins d'exploitation. Toutes ces voies classées sur les états des chemins d'une

(1) Code civil, art. 691.

(2) Cassation, 20 février 1866. D. 66, 1, 384.

commune sont réputées appartenir aux riverains, avoir été créées par eux et constituent donc des chemins privés susceptibles de possession et de prescription (1).

« Les chemins privés dit Dubreuil (Coutume de Provence) se divisent en deux classes : chemin dû à un particulier pour l'utilité de son fonds ; chemin dû aux propriétaires dans un même quartier que l'on appelle voisins ou de quartier. Le sol des premiers ne cesse pas d'appartenir au propriétaire du fond sur lequel le chemin est établi ; le sol des chemins voisins devient en quelque sorte public entre les co-usagers. »

Alors que l'origine des chemins privés appartenant à un unique propriétaire est toujours la même et dépend de la volonté du propriétaire du terrain sur lequel ce chemin est établi, au contraire les origines des chemins d'exploitation peuvent être très diverses. C'est quelquefois un accord intervenu entre les propriétaires dont les héritages sont bordés ou traversés par ce chemin et qui sont présumés avoir fait, chacun au profit de leurs co-intéressés l'abandon d'une faible partie de leur propriété en vue de jouir sur la propriété des autres d'un avantage équivalent.

Ou bien ils proviennent d'immenses domaines qui, réunis autrefois dans les mêmes mains et sillonnés par le propriétaire unique de sentiers nécessaires à l'exploitation ont été ensuite divisés, alors que les chemins indispensables à l'accès aux domaines morcelés sont restés propriété commune des propriétaires des domaines morcelés (2).

(1) Cassation, 24 juin 1856. D. 57, 1, 91. Voyez sur les caractères des sentes de voisiné en Normandie les arrêts de la Cour de Caen en date du 11 février 1841 ; et 14 février 1855. *J. de Caen*, vol. 1855, p. 178, de la Cour de Rouen du 24 décembre 1825. Voir aussi *Rep. Dalloz*, v^o Voirie par terre, n^o 1345-2^o.

(2) Cassation, 27 décembre 1830. S. 31, 1, 165.

Ces chemins peuvent avoir encore pour origine l'application des lois de 1842 de 1836 ou de 1881 relatives au droit de préemption, au maintien d'un chemin d'exploitation enfin l'existence d'associations syndicales pouvant construire ou entretenir ces chemins (1). Les chemins privés de ces deux catégories (à un unique propriétaire ou à une communauté de propriétaires) diffèrent entre eux profondément en ce qui concerne les règles applicables pour l'écoulement des eaux.

Ils ont cependant les points de similitude suivants :

1° Ils existent aussi bien comme voies urbaines que comme voies rurales. Ce sont donc soit des sentiers, des routes privés, soit des ruelles, ou des rues, des impasses des passages, des voies de cités ouvrières, des cours servant de passages et jointes à la voie publique ;

2° Ils peuvent être clos ou non clos par des barrières, des balises, des poteaux placés au milieu du chemin, sans que l'absence ou l'existence d'une clôture constitue la preuve de leur caractère public ou privé (3). Une voie même non close peut être une voie privée dans toute l'acception du terme. Il est vrai qu'un arrêt ancien de la Cour de cassation du 26 août 1825 ne paraît attribuer le caractère de chemin privé qu'à ceux qui sont fermés par des barrières. Cet arrêt a pu se baser sur des circonstances de fait mais il est évident qu'il faut étendre ce caractère de chemin privé à tous les chemins qui, loin d'être compris dans le domaine de l'Etat, des départements ou des communes, sont la propriété

(1) Loi 21 juin 1865, art. 1^{er}, § 8. Voyez Féraud Giraud, p. 549 et suiv.

(2) Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1840, 9 janvier 1849.

exclusive d'un ou de plusieurs propriétaires à titre privé. Cela ressort de la jurisprudence constante de la Cour de cassation ; (1)

3° Ils peuvent être ouverts ou non à la circulation générale sans que leur caractère de voie privée en soit modifié. Il n'est pas en effet subordonné à la non-affectation au public et le fait seul de l'usage public d'un chemin ne suffit pas pour en modifier le caractère privé. C'est la plupart du temps une question de pur fait (2).

Il faut joindre aux chemins privés dont nous venons de parler les chemins de halage qui constituent de véritables chemins privés grevés d'une servitude établie dans l'intérêt de la navigation.

(1) Orléans, 15 mars et 15 décembre 1882. S. 93, 2, 469.

(2) Cassation, 5 mai 1868. S. 68, 1, 247.

I

Les droits des riverains.

CHAPITRE PREMIER

ÉCOULEMENT DES EAUX SUR LES VOIES PRIVÉES A UN PROPRIÉTAIRE UNIQUE

§ I. — *Voies non ouvertes au public.*

Ces voies privées, appartenant à un propriétaire unique, ont plus que toute autre le caractère de véritable propriété privée et, en conséquence, sont soumises aux règles du droit civil qui régissent cette propriété. En principe le propriétaire unique d'une telle voie jouit entièrement et sans partage de cette voie sans que les riverains puissent lui opposer des droits autres que ceux qu'ils tiendraient de conventions, de titres ou de prescriptions.

Les riverains, par conséquent, ne seraient pas fondés en principe à exiger du propriétaire du chemin l'écoulement de

leurs eaux pluviales, ménagères ou autres sur le sol ou sur les dépendances de ce chemin.

Envisageons diverses hypothèses :

Supposons, tout d'abord, que le chemin privé n'appartienne pas à la même personne que les immeubles bâtis ou non, en bordure de ce chemin. Les propriétaires ou locataires de ces immeubles ne pourront invoquer, vis-à-vis du propriétaire du chemin, que les droits reconnus par le Code civil entre héritages voisins. De même si le propriétaire du chemin est aussi propriétaire des immeubles bordant un côté de la voie privée ou de tous les immeubles en bordure des deux côtés de cette voie, alors du moins que ces immeubles ont une autre issue et d'autres accès que la voie privée ; c'est-à-dire sont sans lien de droit nécessaire avec elle.

Aucune difficulté ne se présente dans toutes ces hypothèses. Les règles du droit privé trouvent leur application naturelle. Et les rapports entre les héritages riverains de la voie privée et le sol de cette voie sont régis par les dispositions de l'article 640, Code civil :

1° Rappelons que la voie privée devra recevoir, sans que le propriétaire de cette voie puisse s'y opposer d'une manière quelconque, les eaux pluviales découlant naturellement du fond supérieur. Mais il n'est pas permis aux riverains d'y faire écouler, en l'absence de convention, les eaux provenant de l'égout des toits ; *a fortiori* les eaux ménagères ou tous liquides insalubres et malsains.

On sait, en effet, que la servitude d'égout des toits établie par l'article 681, Code civil, est précisément destinée à protéger les propriétés privées voisines. L'article 681 n'est d'ailleurs qu'une application du principe général posé par

l'article 640. Ce dernier article vise exclusivement les eaux qui coulent naturellement sans le concours de l'homme : or, les constructions, élevées sur un terrain, sont précisément une œuvre de l'homme, troublant et modifiant l'écoulement naturel des eaux pluviales. La prohibition de déverser l'égout des toits sur les voies privées est générale, soit que les eaux tombent en nappe sur toute la longueur du toit, ou qu'elles soient réunies pour s'écouler par une canalisation unique (1).

La disposition de l'article 681 a cette conséquence pratique de permettre au riverain de la voie privée de reculer sa construction en bordure de cette voie, de façon que les eaux provenant du toit de sa maison, abandonnées à elles-mêmes au moment où elles parviennent au bord de la toiture, tombent sur le propre fonds du riverain, et qu'après avoir repris sur ce fonds le cours normal que le toit leur avait fait abandonner, elles soient ainsi transmises à la voie privée soumise à l'écoulement naturel des eaux du fonds supérieur (2).

L'espace à ménager entre la ligne correspondant au bord du toit, et la limite de la voie privée, varie suivant les usages locaux. Il est ordinairement du double de l'avance du toit.

Quant aux eaux, qui seraient artificiellement amenées à la voie privée, ou même qui s'écoulant suivant la pente du terrain, auraient été corrompues, altérées du fait de l'homme,

(1) Cassation, 19 juin 1865. D. 65, 1, 478 ; 3 juin 1891. S. 92, 1, 257. Cassation, 8 mai 1867. D. 67, 1, 223 ; 28 mars 1892. D. 92, 1, 265.

(2) Pardessus I, 213. Aubry et Rau, II, p. 310 et note 3. Baudry Lacantinerie, n° 1042. Demolombe, XII, 589. Toullier et Duvergier, III, 538.

le riverain ne peut invoquer pour elles aucun droit à l'écoulement sur la voie privée ; l'article 640 ne vise que les eaux pluviales pures et portées par la pente naturelle du sol. Il interdit, d'ailleurs, au propriétaire supérieur de les polluer, d'y mélanger des éléments nuisibles à la salubrité (1).

Il y a lieu, d'ailleurs, d'appliquer aux voies privées l'article 45 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1781, qui porte que personne ne peut inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible sous peine de payer le dommage, et une amende qui ne peut excéder la somme du dédommagement.

En l'absence de textes spéciaux qui leur confèrent le droit d'écouler leurs eaux pluviales sur une voie privée, les riverains d'une telle voie acquerront cette faculté par tous les modes d'acquisition de droit commun d'une servitude de cette nature.

Cette acquisition se réalisera suivant les articles 690 et suiv., Code civil, par destination du père de famille, titre ou prescription.

La servitude d'égout des toits, en particulier, peut s'établir par destination du père de famille, car elle constitue une servitude continue et apparente. Et dans le cas où il existait entre les deux parties d'un même héritage, au moment de sa division d'avec la voie privée, un signe apparent de servitude continue, tel que le déversement permanent d'eaux des toitures, cette servitude subsiste de plein droit sur la voie privée sans que le riverain, qui en réclame le bénéfice, ait à représenter aucun titre. La seule obligation, imposée au pro-

(1) Cassation, 16 janv. 1866. D. 66, 1, 206 ; 31 déc. 1879. D. 80, 1, 109.

priétaire riverain, est de prouver que son fonds a été antérieurement réuni avec la voie privée aux mains du même propriétaire et que le signe de servitude existait avant la séparation.

L'acquisition de la servitude d'égout des toits pourrait de même être acquise par titre, si la maison du riverain versant les eaux de son toit sur la voie privée, appartenant au même propriétaire, est déclarée vendue avec toutes ses circonstances et dépendances dans l'état où elles se trouvent.

Enfin, pareille servitude d'égout des toits pourrait encore être acquise par prescription.

2° Il n'en va pas de même du droit d'écoulement des eaux ménagères insalubres ou industrielles. Si l'écoulement de ces eaux sur une voie privée peut résulter, dans certains cas, de la disposition des lieux, leur contamination ne saurait provenir que du fait continuellement renouvelé de l'homme. Il s'agit donc d'une servitude essentiellement discontinue (2), qui, par suite, n'est susceptible d'acquisition que par titre (2).

Au surplus, ce sont tous les principes du Code civil régissant les rapports entre héritages privés qui s'appliquent. La plupart du temps, il interviendra des conventions tacites ou expressees entre le propriétaire de la voie privée, et les riverains pour fixer les conditions de déversement des eaux résiduaires des héritages limitrophes dans les fossés ou sur le sol de la voie privée. A défaut de convention spéciale, une large tolérance autorisera ces déversements. Seuls seront prohibés tous ceux qui, par leur volume, leur composition ou leur mode d'exercice, porteraient atteinte à la voie privée.

(1) Aubry et Rau, tome III, 248. Daviel, tome II, 710, 942.

(2) Art. 691, Code civil.

3° Cas spéciaux des acquéreurs d'immeubles. S'il s'agit, non pas de propriétaires des immeubles riverains, différents du propriétaire de la voie, mais de location de ces immeubles par le propriétaire du chemin auquel ces immeubles appartiennent, les baux devront contenir les clauses nécessaires destinées à fixer les conditions de jouissance des locataires riverains vis-à-vis de la voie privée du bailleur. Si ces immeubles sont desservis par une voie publique, les bordant sur une autre face, l'écoulement de leurs eaux usées se fera le plus souvent vers cette voie publique ; si, au contraire, la voie privée est seule à desservir ces immeubles, il appartiendra au bailleur et au locataire de fixer, d'un commun accord, les conditions d'évacuation des eaux usées par ce chemin. Dans le cas où le bail serait obscur ou ambigu, c'est aux tribunaux judiciaires qu'il appartiendrait d'interpréter les clauses relatives à la jouissance de la voie privée par le locataire, et notamment celles ayant trait à l'écoulement des eaux. Enfin l'autorité municipale pourrait intervenir — en vertu des dispositions de la loi du 15 février 19à2 — imposer au propriétaire de la voie privée, propriétaire des immeubles riverains, l'obligation de pourvoir à l'évacuation des eaux usées des locataires sur le chemin privé au cas où une insalubrité dangereuse résulterait de l'état des lieux.

Si la question ne présente généralement pas de difficultés lorsqu'il s'agit d'un immeuble loué à bail, la question est plus délicate au cas d'aliénation de terrains en bordure de la voie privée et desservis par cette voie. L'acte de vente, s'il est muet sur ce point, autorise-t-il l'acquéreur, qui construit ultérieurement, à exiger du propriétaire de la voie privée l'écoulement des eaux résiduaires des immeubles construits. La question est importante, car le cas se présente fréquemment : le propriétaire, d'un terrain bâti ou à bâtir, le divise

en plusieurs parcelles, desservies par une voie privée dont il se réserve la propriété. Les parcelles sont aliénées au profit de divers acheteurs, qui y élèvent des constructions. Ceux-ci devront-ils considérer que le chemin privé est grevé à leur profit d'une servitude d'écoulement d'eaux par destination du père de famille ou n'ont-ils qu'une simple servitude de passage sur le chemin sans aucun droit à écouler par cette voie leurs eaux usées ?

La première solution doit être admise. En effet, il est certain que les rues et passages, créés par des particuliers sur leurs terrains, conservent leur nature de propriétés privées et ces particuliers ont le droit d'en disposer de la manière la plus absolue dans les termes de l'article, 544 Code civil ; par conséquent, ces voies sont libres de tous droits réels vis-à-vis des riverains, à l'exception de ceux qui leur auraient été expressément concédés à ceux-ci, ou qui résulteraient pour eux de la situation des lieux.

D'autre part, le bénéfice de l'article 684, Code civil, ne saurait être invoqué, puisque la servitude d'égout n'est établie comme servitude légale que sur les voies publiques (1) et jamais sur les voies privées. En outre, la servitude de l'article 640, Code civil, si elle s'applique pour les eaux découlant naturellement, ne peut être invoquée ni pour les eaux des toits, ni pour les eaux pluviales s'écoulant du fait de l'homme, ni pour les eaux ménagères.

Faut-il alors prétendre que le vendeur se trouve implicitement engagé vis-à-vis de l'acheteur par le fait même de la vente de son terrain, à lui fournir, sur la voie privée lui appartenant, le libre écoulement des eaux ménagères et pluviales à provenir de la construction qui pourrait être édifiée

(1) Cassation, 8 mai 1867. D. 67, 1, 223.

sur ce terrain ? Si la vente porte sur des terrains à bâtir n'est-il pas naturel que le vendeur soit tenu de procurer les conditions nécessaires à la mise en valeur des terrains ? La voie n'est pas seulement établie pour l'accès et le passage. Aux yeux des propriétaires riverains, elle est aussi le déversoir des eaux pluviales et ménagères. Peu importe que la rue en question ait été qualifiée voie d'accès. Est-ce que sauf stipulation contraire on ne peut considérer qu'elle pourra être utilisée comme toutes les voies de la commune ?

Mais il ne résulte d'aucun texte, ni d'aucun principe de droit que, dans le silence du contrat, le vendeur d'un terrain, même qualifié propre à recevoir des constructions, s'oblige envers son acquéreur à lui fournir les moyens d'écouler librement ses eaux. Ce serait étendre singulièrement l'obligation de garantie, à laquelle le vendeur est soumis, que d'en déduire une servitude conventionnelle tacite de cette nature (art. 1603, Code civil).

Pourrait-on encore invoquer l'article 1615, Code civil, et considérer le chemin comme un accessoire indispensable de la chose vendue en tant que moyen d'évacuation des eaux usées ? Ce serait aggraver et déformer la notion de l'accessoire.

Enfin, pourrait-on objecter que les mesures à prendre, pour l'écoulement des eaux, doivent nécessairement incomber au vendeur du terrain à bâtir sur lequel l'acheteur a élevé les constructions qui déversent leurs eaux, puisque l'autorité municipale ne peut prescrire les travaux nécessaires à cet effet sur le sol des voies privées ? Non, car l'autorité municipale peut, dans une certaine limite, imposer aux propriétaires des voies privées des mesures d'intérêt public pour l'écoulement de leurs eaux, mais elle seule peut les imposer et les tiers riverains sont sans qualité pour l'exiger.

En conséquence, il convient de décider que le vendeur d'un terrain à bâtir n'est pas tenu de procurer à l'acquéreur l'écoulement sur une voie qui borde le terrain et dont le vendeur est resté propriétaire, des eaux pluviales et ménagères de la construction édifiée sur ce terrain (1).

(1) Cassation, 3 juin 1891. S. 92, 1, 257. Voici l'espèce. Le 21 octobre 1886, M. de Scitivaux a vendu à M. Tuny, auteur de M. Tout, une parcelle d'un terrain lui appartenant, laquelle bordait une voie dite rue du Petit-Loup, dont M. de Scitivaux s'était réservé la propriété. M. Tout, après avoir élevé une construction sur cette parcelle, a fait écouler les eaux pluviales et ménagères en provenant, sur le terrain qui se trouvait en face, au moyen d'un canal souterrain passant sous ladite rue du Petit-Loup. Par jugement du 24 juin 1889 le tribunal de Nancy a ordonné la suppression de ce canal et décidé que M. de Scitivaux serait tenu de procurer à M. Tout, par l'établissement d'un égout, d'un puits perdu ou à l'aide de tout autre travail, le moyen d'écouler ses eaux pluviales et ménagères sans causer de préjudice à ses voisins. Sur appel de M. de Scitivaux, arrêt infirmatif de la cour de Nancy, en date du 19 février 1890. Pourvoi en Cassation par M. Tout. Arrêt.

La Cour : « Attendu qu'aucune loi, ni aucun principe de droit n'oblige le vendeur d'un terrain à bâtir de procurer à l'acquéreur l'écoulement sur le fonds voisin, dont il est resté propriétaire, des eaux pluviales et ménagères de la construction édifiée sur le terrain vendu ; que cette obligation ne saurait notamment résulter de l'article 1603, Code civil, aux termes duquel le vendeur est tenu de défendre l'acquéreur de toute éviction et de le garantir contre les vices cachés de la chose vendue ;

Attendu que la servitude légale dont parle l'article 691, Code civil, ne grève que les voies publiques et non celles qui, comme en l'espèce, restent la propriété privée de celui qui a vendu le terrain les bordant ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que l'acte du 21 octobre 1886, par lequel de Scitivaux a vendu aux époux Tuny le terrain appartenant aujourd'hui au demandeur en Cassation, n'impose au vendeur aucune obligation même implicite, de recevoir sur la voie, par lui créée et dont il est resté propriétaire, les eaux de la maison construite par l'acquéreur sur ledit terrain, et qu'il

Si telle est la solution à adopter lorsque le contrat de vente ne prête à aucun doute, il n'en sera pas de même au cas où ce contrat présenterait une ambiguïté qui devrait profiter à l'acquéreur (art. 1602, Code civil). D'ailleurs, toutes les fois qu'il y aura lieu à interprétation du contrat, les tribunaux judiciaires pourront être saisis et il leur appartiendra d'apprécier souverainement si l'acte de vente impose ou non cette obligation (1).

La solution, qui résulte de l'arrêt de la Cour de cassation, semble conduire à des conséquences fâcheuses.

Que feront les riverains de ces eaux, si la jurisprudence leur défend de les projeter sur la rue privée? On ne peut songer à la construction d'un canal souterrain, conduisant ces eaux à un égout public, puisque le canal devrait traverser le sous-sol des propriétés privées qui refuseraient peut-être de leur livrer passage. Il faudra donc recourir à des puisards qui répandront les eaux dans le sous-sol ; sources de dépenses et de procès futurs avec les voisins, et aussi des maladies que leur insalubrité provoque.

Cependant à cette situation défectueuse il y a des atténuations : conventions entre acheteurs et vendeurs soit à titre gratuit, soit à titre onéreux ; et surtout intervention

ne résulte de cet acte ni quasi contrat, ni convention tacite relatifs à la servitude réclamée par Tout ; d'où il suit qu'en rejetant la demande de ce dernier, l'arrêt attaqué dont la décision est expressément motivée, par l'interprétation qu'il donne au contrat, n'a violé aucun des articles visés par le pourvoi. Rejette, etc.,

(1) Cassation, arrêt précité et Dalloz, *Répertoire*, v^o Cassation, n^o 1609. Suppl. *ibidem*, n^o 364. Code civil annoté de Dalloz, art. 1602, n^o 25 et 23. Code de procédure civile annoté (Dalloz), Pourvoi en Cassation appendice 1^{re} partie 1294 p. 826 suppl. à ce code 6.944.

toujours possible de l'autorité municipale au cas où la salubrité de l'immeuble se trouverait compromise.

Telles sont les conditions d'écoulement des eaux pluviales, ménagères et autres sur les voies privées appartenant à un unique propriétaire. Il y a assimilation complète entre la voie privée et le fonds inférieur ordinaire de l'article 640.

§ II. — *Voies ouvertes au public.*

L'ouverture d'une voie privée à la circulation générale ne modifie pas le caractère des rapports qui existent entre les riverains et le propriétaire de la voie. Mais l'affectation d'une voie au passage du public entraîne, pour le propriétaire, l'obligation de lui assurer un état de viabilité parfait et notamment de pourvoir à l'écoulement des eaux usées. De plus les pouvoirs de l'autorité municipale, issus des lois de 1884 et de 1902 combinées lui permettent de réglementer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des immeubles les conditions d'évacuation des eaux usées. Il en résultera le plus souvent des conventions, tantôt à titre onéreux qui donneront aux riverains la faculté d'écouler au ruisseau de la voie privée leurs eaux pluviales et ménagères. Mais ils n'ont aucun droit direct à cet écoulement, car on ne doit pas oublier que l'affectation à la circulation générale ne modifie pas la nature de la voie, qui reste essentiellement une propriété privée c'est-à-dire un fonds inférieur au sens de l'article 640. Code civil.

Que la voie privée soit ou non ouverte au public, l'appréciation des droits des riverains et leurs rapports avec le pro-

priétaire de la voie en ce qui concerne l'écoulement des eaux est de la compétence des tribunaux judiciaires. Ceux-ci auront à se prononcer, tant sur les actions intentées par les riverains pour obtenir le respect de leurs droits à l'écoulement des eaux, que sur les actions en dommages-intérêts intentées par le propriétaire pour dégradations causées à la voie privée par l'émission des eaux riveraines.

CHAPITRE II

ÉCOULEMENT DES EAUX SUR LES VOIES PRIVÉES APPARTENANT A UNE COMMUNAUTÉ DE PROPRIÉTAIRES

On connaît le caractère de ces chemins privés. Ils tiennent le milieu entre les chemins publics, propriété de la collectivité communale, et les chemins privés propriété exclusive d'un seul propriétaire.

Ils sont destinés à l'usage d'un certain nombre de parcelles ou de propriétés voisines, possédées par des propriétaires plus ou moins nombreux. Tracés en tous sens, ils aboutissent tantôt aux chemins publics, tantôt à des propriétés privées où ils disparaissent. Ils sont par leur multiplicité et leur usage de la plus haute importance pour les riverains.

On ne peut déterminer les droits des riverains sur ces chemins qu'en appréciant exactement leur caractère juridique et la nature de la propriété réservée à chacun de ces riverains.

Ces voies ne constituent à proprement parler ni une propriété collective, ni une propriété indivise ordinaire. C'est un ensemble de parcelles privées grevées d'une affectation à l'usage général. Ces chemins, en effet, sont en l'absence de titre, pré-

sumés appartenir aux propriétaires riverains chacun en droit soi, mais l'usage en est commun à tous les intéressés (1). Il s'agit là, en somme, d'une copropriété avec indivision forcée portant sur une voie affectée comme accessoire indispensable à l'usage commun de plusieurs héritages appartenant à des propriétaires différents (2). Les riverains sont donc des communistes ayant droit de propriété sur la partie du chemin qui borde leurs héritages, et ayant droit de jouissance sur toute la longueur du chemin privé sous la réserve que nul ne doit nuire à l'usage commun des copropriétaires. C'est l'application d'un principe analogue en vertu duquel les propriétaires de bâtiments contigus peuvent jouir comme ils l'entendent, chacun au droit de leur bâtiment, d'un terrain commun qui leur sert de passage, pourvu que cette jouissance ne nuise pas à la libre circulation de tous (3-4).

Chacun exerce son droit ainsi établi sur tout le parcours du chemin (5), quelle que soit son étendue et sans qu'il soit obligé de rapporter un titre.

Tels sont les principes ; tirons-en les conséquences juridiques pour l'écoulement des eaux des riverains sur ces chemins.

Les riverains communistes, qu'il faut distinguer des tiers

(1) Loi du 20 août 1881, art. 33. Voyez Féraud Giraud, *Voies rurales*, 594.

(2) Demolombe, XI, 444. — Aubry-Rau, 5^e édit., tome II, p. 588-589. — Baudry-Lacantinerie, 273 ; Cassation, 12 déc. 1853. S. 56, 1, 472 ; Cassation, 20 février 1866. S. 66, 1, 193.

(3) Grenoble, 28 novembre 1868. S. 69, 2, 252.

(4) Aubry-Rau, II, p. 588, 5^e édit., Demolombe, XI, 445-446 ; Cass., 14 février 1876. D. 77, 1, 327 ; 8 février 1897. D. 97, 1, 104.

(5) Cassation, 25 mars 1891. S. 91, 1, 245. Dalloz, *Répertoire*. Vis voirie 1458. Action possessoire, n° 459. Servitude, n° 910 et suiv.

n'ayant qu'une simple servitude de passage, auront le droit d'écouler sur ces chemins privés leurs eaux usées dans les conditions ordinaires des voies publiques et pourront exiger des riverains inférieurs le passage au droit de leur propriété, comme ils devront supporter des riverains supérieurs le même passage des eaux usées déversées sur le sol du chemin.

Et ce droit pour chaque communiste d'écouler les eaux usées sur le sol du chemin, et de jouir ainsi de la chose commune, ne saurait dépendre du consentement des autres communistes pourvu que le mode de déversement par lui adopté ne dénature pas la destination de la voie commune et ne cause ni dommage, ni trouble de possession aux autres communistes (1).

La plupart du temps la voie privée comportera de chaque côté de la chaussée des fossés, des revers, ou des rigoles exécutés de main d'homme, quelquefois creusés par le ravinement constant des eaux et ces ouvrages assureront un écoulement normal des eaux riveraines. Tous ces travaux sont à la charge de l'ensemble des riverains (2). La part contributive, dont chaque propriétaire est tenu, est proportionnelle à son intérêt, qui varie selon les circonstances de fait, par exemple : l'étendue de l'immeuble en bordure, la longueur du parcours utilisé pour l'écoulement des eaux, etc. Si, au contraire, les eaux s'écoulent sur le sol même ou la chaussée de la voie privée, il appartiendra à chaque riverain en particulier, de s'assurer que le déversement qu'il opère ne nuit ni au bon état de la voie privée, ni à la jouissance des riverains inférieurs :

(1) Cassation, 7 avril 1875. S. 75, 1, 299. *Idem*, 28 juin 1876. S. 76, 1, 344.

(2) Loi 20 août 1881, art. 34.

1° On doit donc reconnaître tout d'abord au riverain copropriétaire d'une voie privée le droit de faire écouler ses eaux pluviales sur cette voie. La question ne se pose pas pour les eaux découlant naturellement du fonds supérieur.

L'application de l'art. 640, Code civil, ne souffre aucune difficulté. La solution doit être la même pour les eaux pluviales canalisées par le riverain et déversées par lui ensuite sur la voie privée.

Elle se justifie, d'abord, par le droit de jouissance reconnu au riverain sur la voie privée, droit qui lui permet d'y déverser des eaux pluviales, dont le volume ni la composition ne peuvent nuire aux autres riverains (1). En outre, les eaux pluviales, ainsi amenées sur la voie privée, se déversent sur la bande de terrain appartenant en propriété propre au riverain et lorsque ces eaux atteignent les parcelles voisines, elles y arrivent suivant la pente naturelle du terrain, eaux découlant du fonds supérieur, et c'est encore l'application de l'article 640, Code civil ;

2° Les mêmes raisons autorisent le riverain à déverser sur la voie privée l'égoût de ses toits en vertu de l'article 640, Code civil car c'est bien sur son terrain, parcelle de la voie privée, que les eaux des toitures s'écouleront. Elles toucheront le sol sur la bande de voie privée qui appartient à chaque riverain en droit soi, et de là reprenant leur cours naturel, elles dévaleront la pente de la voie privée. Pareil déversement est, en outre, conforme à la destination et à la jouissance de ces chemins pour les riverains. Il s'en suit que ceux-ci ne sont pas par rapport au chemin, dans la situation de deux propriétaires distincts limitrophes et qu'ils doivent se comporter vis-à-vis du chemin privé comme vis-à-vis d'une propriété voisine.

(1) Cassation, 7 avril 1875. S. 75, 4, 299.

La jurisprudence a toujours admis que les riverains avaient le droit de faire écouler sur la voie privée l'égout de leurs toits (1) et que ce droit s'entendait également pour les cessionnaires et sous-cessionnaires (locataires et sous-locataires) de l'immeuble riverain.

Les arrêts posent le principe très net qu'il n'est point besoin dans cette hypothèse de l'agrément des autres copropriétaires. Le riverain auteur du déversement est seulement tenu de ne causer aucun dommage, ni trouble de possession aux autres ayant droits en adoptant un mode d'évacuation nuisible.

Devrait être considéré comme tel la gargouille qui projette loin sur le sol de la chaussée les eaux des toitures, le caniveau construit par le riverain et coupant la voie privée, le conduit évacuateur qui déverserait un volume d'eau trop considérable causant des dégradations au sol de la voie.

Cependant, un arrêt de Bordeaux a décidé que les riverains d'une voie privée ne peuvent faire déverser l'égout de leurs toits sur un chemin commun. On pourrait y voir une solution contraire aux principes admis, si on ne prenait garde qu'en l'espèce, il ne s'agissait pas d'un riverain copropriétaire, mais d'un riverain ayant une simple servitude de passage qui n'entraîne pas *de plano* un droit à l'écoulement des eaux (2).

3° Les eaux ménagères peuvent aussi être écoulées par les riverains sur les voies privées, sous la condition essentielle

(1) Cassation, 31 mars 1851. D. 51, 4, 256 ; Cassation, 19 juin 1876. S. 77, 4, 267 ; et 28 juin 1876. S. 76, 4, 344. Cassation, 7 avril 1875. D. 75, 4, 381. Grenoble 28 novembre 1868. S. 69, 2, 252. Voyez Féraud Giraud., *Voies rurales*, 605.

(2) Bordeaux, 20 juillet 1858. S. 59, 2, 350. *Id.*, Nancy, 19 février 1890. *Loi* 2 mai 1890.

qu'il ne s'ensuive aucun désagrément pour l'ensemble des communistes. Il sera nécessaire, le plus souvent, d'assurer l'écoulement de ces eaux au moyen de rigoles ou de fossés pour en éviter la stagnation prolongée. Les mêmes motifs, qui font admettre le déversement de l'égout des toits, autorisent le déversement des eaux ménagères. C'est bien un des modes de jouissance de la voie privée pour les riverains (1).

4° Enfin, les eaux insalubres et les eaux industrielles ne pourront être déversées que sous les plus expresses réserves des droits des tiers. Lorsque le degré d'infection des eaux ou leur volume trop considérable deviennent nuisibles à l'état de la voie privée ou à la jouissance des communistes, le déversement de ces eaux ne pourra être opéré qu'avec le consentement unanime, exprès ou tacite, des copropriétaires, et moyennant l'exécution de travaux pour supprimer toute cause de dommages à la voie privée.

C'est ainsi que les communistes pourront exiger du riverain, et à ses frais, la construction d'un fossé assurant un écoulement inoffensif aux eaux évacuées d'un caniveau souterrain ou couvert sur toute la longueur de la voie privée.

Toutes les difficultés qui s'élèvent relativement à ces chemins, entre copropriétaires, sont de la compétence de l'autorité judiciaire.

En principe les copropriétaires riverains ont le droit de s'opposer soit au pétitoire, soit au possessoire à tous actes d'un co-riverain portant atteinte à l'intégrité de la propriété commune (2).

Toutes les contestations, nées de déversements nuisibles

(1) Demolombe, XI, 446. Aubry-Rau, II, p. 591, Guillouard. De la société 389. Caen, 23 avril 1847. D. 49, 5, 362. Cassation, 6 février 1822 ; 5 déc. 1827. D. 28, 1, 49.

(2) Chambéry, 14 mai 1870. S. 70, 2, 247.

ou de modes de déversement défectueux, seront tranchées par les tribunaux judiciaires *civils*. Les empiètements, dégradations, usurpations commises sur une pareille voie privée, ne sont ni des contraventions, ni des délits du ressort des tribunaux de répression, mais seulement des actes donnant lieu à des actions civiles devant les tribunaux ordinaires (1). Ces actions seront basées sur les articles 1382 et suivant Code civil et donneront lieu devant le juge de paix à l'allocation de dommages-intérêts et à la cessation du fait dommageable.

L'autorité judiciaire est toujours compétente lorsqu'il s'agit d'un chemin privé, alors même que l'une des parties en cause invoquerait la vicinalité du chemin (2).

Enfin, la suppression de ces voies privées peut toujours être effectuée du consentement unanime des propriétaires riverains (3). Tout litige, qui s'élève à ce sujet, est du ressort des tribunaux civils. La loi de 1881 a décidé que toutes les contestations relatives aux chemins privés seraient jugées par les tribunaux comme en matière sommaire.

(1) Conseil d'Etat, 13 octobre 1809 ; 13 mai et 12 août 1818. Dalloz, *Répertoire*, v^o Voirie, n^o 1465. Cassation, 9 juin 1854. D. 55, 1 414 ; 3 mai 1861. D. 61, 1, 360 ; 10 novembre 1875. D. 76, 1, 328.

(2) Cassation, 13 juin 1837. Voyez Dalloz, *Répertoire*, v^o Voirie, n^o 1464 en note.

(3) Art. 35. Loi du 20 août 1881. Paris, 11 mars 1861. D. 61, 2, 191.

II

Les Pouvoirs de Police de l'Autorité administrative.

L'étendue des pouvoirs de police, de l'autorité administrative sur les voies privées, varie en raison inverse de deux principes : le respect dû à la propriété privée et l'obligation pour le Maire d'assurer la police de la circulation et de la salubrité dans toutes les parties de la commune. Il est donc nécessaire de concilier ces deux notions divergentes pour la réglementation de l'écoulement des eaux riveraines sur les voies privées reliées à la voie publique.

Il est clair, tout d'abord, que toutes les voies privées de la commune sont soumises aux arrêtés municipaux généraux applicables à toutes les propriétés particulières quelles qu'elles soient. Mais en dehors de ces pouvoirs généraux, le maire peut-il édicter des règlements spécialement applicables à toutes les voies privées de la commune ou à une voie privée en particulier ? Notamment peut-il restreindre les droits des riverains quant aux déversements qu'ils opèrent et aux conditions de ces déversements ? On doit, pour répondre, faire une distinction, suivant qu'il s'agit de voies privées ouvertes à la circulation générale du public, ou qu'au contraire ces voies sont réservées à la jouissance particulière du propriétaire ou des riverains co-usagers.

CHAPITRE PREMIER

VOIES NON OUVERTES AU PUBLIC

Tant que la voie privée est close à ses extrémités, ou même, s'il n'existe aucune clôture, tant que cette voie n'est pas ouverte à la circulation générale du public, l'autorité municipale n'a vis-à-vis d'elle que des pouvoirs de police assez restreints.

Un propriétaire est toujours libre d'établir sur son fonds et sans autorisation de la municipalité une semblable voie alors surtout que par sa destination, sa position ou par le nombre de personnes qui la fréquentent, elle ne saurait être considérée que comme un chemin privé (1).

Lorsque la voie privée a été ainsi établie, le maire ne peut exercer sur elle ses pouvoirs de police relatifs à la circulation, puisqu'en principe la circulation publique est interdite sur cette voie. Il n'a pas non plus à surveiller la sécurité ou la conservation du chemin dont le propriétaire privé est seul responsable.

(1) Cassation, 28 janvier 1874. D. 74, 1, 490 ; 16 février 1883. D. 83, 1, 436.

Voyez Dalloz, *Répertoire*, v^o Voirie par terre, n^{os} 1473 et 1126.

§ I. — *Application des lois de 1884 et de 1902.*

En principe, ces chemins strictement privés échappent aux lois et règlements qui concernent la voirie (1). En conséquence, le maire ne saurait édicter à l'égard de ces voies fermées aucune mesure de voirie proprement dite concernant l'alignement (2), les saillies et la mise en état de la chaussée (3). Il ne pourrait imposer aux riverains de ces voies privées un mode spécial de déversement des eaux, exiger que les eaux provenant des toits, soient amenées jusqu'au sol par des tuyaux de descente, imposer la construction de trottoirs ou l'établissement de gargouilles en fonte sous les trottoirs pour conduire au ruisseau les eaux ménagères et autres (4); obliger les propriétaires à construire au droit de leurs propriétés des trottoirs, ruisseaux, caniveaux (5), revers ou fossés (6) pour assurer l'écoulement des eaux, *motif pris de la commodité de la circulation*; contraindre les riverains ou le propriétaire unique si un égout passait sous la voie publique voisine, de brancher sur cet

(1) Cassation, 13 mai 1854 et 27 juillet 1854. S. 55, 1, 476 et Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1840. L. 200 et 24 juillet 1848. L. 454.

(2) Cassation, 7 juillet 1854. D. 55, 1, 42 et la note.

(3) Cassation, 14 décembre 1844. D. 45, 4, 545; 7 mars 1862. D. 63, 1, 270; 20 novembre 1863. D. 64, 1, 56; 16 décembre 1881. D. 82, 1, 185.

(4) Cassation, 16 février 1883. D. 83, 1, 436; 21 mai 1886. S. 87, 1, 144.

(5) V. Tribunal correctionnel de Bordeaux, 20 mars 1909. Recueil Bordeaux, 09, 3, 65.

(6) Cassation, 5 janvier 1855. S. 55, 1, 145.

égout public, un égout privé remontant la voie particulière dans lequel viendraient se déverser toutes les eaux riverraines.

En effet, l'article 97 de la loi municipale en ce qu'il règle les pouvoirs du maire sur la police de la voirie ne s'applique pas aux voies privées de la commune.

L'autorité municipale n'est, cependant, pas complètement désarmée en ce qui concerne les voies privées non ouvertes au public. Si elle ne peut faire des actes ayant le caractère de mesures de voirie proprement dites, elle est toujours à même d'intervenir pour assurer la salubrité de ces voies.

Les mesures relatives à la salubrité figurent en première ligne parmi celles qui sont de la compétence de l'autorité municipale (loi 1884, art. 97). Ce droit lui appartient alors même que l'objet insalubre ou la cause de l'insalubrité se trouve dans une propriété privée et soit par voie d'arrêté général, soit par voie d'arrêtés individuels, elle peut inviter les propriétaires à supprimer cette cause d'insalubrité sous la seule réserve que ces arrêtés ne portent pas atteinte au droit de propriété et que tout en invitant le propriétaire à faire disparaître la cause d'insalubrité, elle lui laisse le soin de choisir tel ou tel mode d'assainissement.

Les pouvoirs que l'autorité municipale tenait de la loi de 1884 sur les voies privées ont été complétés par la loi de 1902 qui actuellement est la base de la matière.

La loi de 1884 donnait sur ce point au maire des pouvoirs vagues et discutables. La loi de 1902 a précisé ses pouvoirs et a créé au profit de l'administration des droits nouveaux, spécialement en ce qui touche les voies privées. Dans toute commune, le maire *est tenu* de déterminer sous forme de règlements sanitaires « les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons ou de leurs dépendances, *des voies*

privées closes ou non à leurs extrémités, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des matières usées (1) ».

Ce texte indique que le règlement sanitaire contiendra nécessairement des prescriptions relatives à la salubrité des rues privées. Il importe, en effet, d'éviter que les exhalaisons infectées des voies, sur lesquelles s'écoulent des eaux polluées, ne pénètrent pas dans les immeubles riverains. Mais ce n'est pas là le seul procédé prévu par la loi. Elle a organisé également toute une procédure individuelle ayant le même but que l'ancienne loi de 1850 sur les logements insalubres, mais applicable dans un beaucoup plus grand nombre de cas, sanctionnée par des amendes et aboutissant à l'exécution forcée des travaux destinés à faire cesser la cause d'insalubrité; c'est la procédure compliquée des articles 12 et suivants.

1° Dans l'ordre logique, la première question, qui est à examiner en ce qui concerne la salubrité, est celle de savoir si les dispositions d'un règlement sanitaire peuvent s'appliquer à des voies privées déjà existantes ou seulement aux voies à établir.

Dans un arrêt du 5 juin 1908 (2), le Conseil d'Etat a nettement tranché la question. Les auteurs des recours repoussaient très énergiquement la rétroactivité du règlement. Il n'est pas possible, disaient-ils, que les règlements sanitaires puissent viser les rues existantes, sans quoi ils violeraient le grand principe de la non rétroactivité des lois. Jamais, d'ailleurs, jusqu'ici, la jurisprudence n'a admis la possibilité d'imposer des prescriptions de police aux immeubles existants et la loi nouvelle n'a pas entendu innover à cet égard.

(1) Loi du 15 février 1902, art. 1^{er}.

(2) Conseil d'Etat, 5 juin 1908. L. 611.

La lecture, non seulement de l'article 1^{er}, mais de l'ensemble de la loi, prouve qu'on ne peut disposer par voie réglementaire qu'en ce qui concerne les voies à ouvrir.

Pour celles déjà existantes, il n'y a place que pour des mesures réglementaires individuelles, en cas d'insalubrité, suivant une procédure analogue à celle de l'ancienne loi de 1850. Il existe, en effet, dans la loi nouvelle, un chapitre relatif aux mesures sanitaires concernant les immeubles. Dans ce chapitre, il n'y a qu'un article qui vise les maisons à bâtir. C'est l'article 11, qui impose dans les communes de plus de 20.000 habitants l'obligation pour ceux qui veulent construire une maison neuve d'obtenir une permission de bâtir, qui ne sera accordée qu'aux projets remplissant les conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire. Toutes les autres dispositions de ce chapitre concernent la procédure à suivre pour faire disparaître les causes d'insalubrité des immeubles existants, par conséquent, des voies privées créées antérieurement à la loi. Or, aucun de ces textes ne fait la moindre allusion au règlement sanitaire. C'est donc, conclut-on, que le législateur a édicté deux régimes absolument distincts pour les deux catégories d'immeubles : le régime du règlement sanitaire général pour toutes les voies privées créées postérieurement à la loi de 1902 ; le régime des mesures et des procédures individuelles pour les voies déjà ouvertes.

M. Teissier, commissaire du gouvernement, a combattu dans ses conclusions cette conception du régime général de la loi de 1902. Tout d'abord, dit-il, il n'est pas exact que la jurisprudence antérieure à la loi de 1902 n'admettait pas l'application aux immeubles existants des mesures de police prescrites dans l'intérêt de l'hygiène publique ; elle limitait seulement le droit d'édicter de semblables mesures au cas

où elles ne portaient pas atteinte à l'économie de ces immeubles. De telle sorte que si on acceptait l'interprétation proposée par les requérants, bien loin d'étendre les pouvoirs de l'administration, la loi nouvelle les aurait limités : certes, tel n'a pas été son but.

Au surplus faire intervenir d'une façon absolue le principe de la non-rétroactivité en matière de lois de police et spécialement de lois sur la salubrité, c'est nier la possibilité de légiférer en pareille matière. L'insalubrité des voies privées étant un état chronique qui se répète sans cesse, les lois et règlements qui en prescrivent la disparition ne violent aucunement le principe de la non rétroactivité, et l'on ne saurait admettre qu'on puisse acquérir des droits inviolables à l'infraction de ses concitoyens (1).

Enfin, le texte de la loi de 1902 et les travaux préparatoires impliquent, de la façon la plus certaine, que les règlements sanitaires doivent viser, peut-être pas cependant dans les mêmes conditions, mais doivent viser obligatoirement aussi bien les voies privées existantes que les voies à ouvrir. Le texte de l'art. 1^{er} tout d'abord est aussi général que possible. « Le règlement sanitaire doit déterminer les prescriptions destinées à assurer la salubrité des voies privées », c'est-à-dire de toutes les voies privées existantes ou non. C'est ce qu'on a dit et c'est bien aussi ce qu'on a voulu dire. L'exposé des motifs joint au projet initial du gouvernement, après avoir indiqué les prescriptions essentielles que devait contenir le règlement sanitaire pour les constructions à venir, ajoutait ceci : « Il conviendra également de comprendre dans le règlement les conditions indispensables pour l'assainissement des maisons déjà construites. »

(1) Conclusions de M. Teissier, Commissaire du gouvernement.

Enfin, le rapporteur de la loi au Sénat, M. Cornil, tout en reconnaissant que les immeubles existants seraient surtout soumis au régime des mesures individuelles et de la procédure des art. 12 et suivants, indiquait que, pourtant, ils devraient faire l'objet de quelques dispositions du règlement sanitaire.

Donc, pas de doute ; le règlement sanitaire peut, et doit contenir certaines prescriptions relatives à la salubrité et à l'hygiène des maisons existantes.

C'est ce que le Conseil d'Etat a décidé dans l'arrêt du 5 juin 1908 :

« Considérant que les dispositions de l'art. 1^{er}, paragraphe 2, de la loi du 15 février 1902, sont générales et concernent toutes les propriétés de la commune, quelle qu'en soit la nature sans distinguer entre les immeubles à construire et les immeubles déjà construits, que le règlement sanitaire s'applique donc aux uns comme aux autres. »

2° La seconde question qui se pose est celle-ci : quels sont les pouvoirs du maire, d'après la loi de 1902.

D'après les auteurs du recours du 5 juin 1908, la loi de 1902 n'aurait point étendu, en ce qui concerne leurs attributions afférentes à la police de la salubrité, les pouvoirs que les maires tenaient de l'ancienne législation municipale ; la loi, disent-ils, s'est bornée à rendre obligatoires les règlements sanitaires ; il doit en être pris dans chaque commune.

Mais ces règlements ne peuvent édicter des prescriptions autres que celles dont la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation admettait la légalité quand elles se rencontraient dans des arrêtés de police, de telle sorte que toutes les dispositions des règlements sanitaires, qui auraient été considérées comme nulles sous l'empire de l'ancienne législation, devraient être encore impitoyablement annulées.

Cette thèse ne saurait être admise. Elle est trop manifestement contraire aux intentions les plus certaines des auteurs de la loi de 1902. L'exposé des motifs du projet du gouvernement, en 1891, indiquait très nettement le double but poursuivi : c'était tout d'abord de donner une sanction plus efficace aux pouvoirs de police qui appartenaient aux maires et aux préfets ; c'était aussi et surtout de mettre fin « aux difficultés résultant d'une interprétation trop étroite des articles 94, 97 et 99 de la loi du 5 avril 1884 ». Tous les rapports rédigés sur les divers états de la loi en 1891 et en 1902, toutes les discussions devant les Chambres prouvent surabondamment que le Parlement a voulu condamner la jurisprudence restrictive du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation et donner à l'administration des pouvoirs plus larges qu'auparavant, notamment permettre aux maires de prescrire dans les règlements sanitaires, telle ou telle mesure d'assainissement déterminée de préférence à telle autre si cela paraissait vraiment utile dans l'intérêt de l'hygiène publique.

Est-ce à dire que les maires vont se trouver investis, en matière de police sanitaire, de pouvoirs absolument arbitraires et qu'ils pourront librement insérer dans leurs règlements les dispositions les plus fantaisistes et les plus attentatoires au droit de propriété ? Nullement, et le juge de répression ou de l'excès de pouvoir aura à rechercher si les maires n'ont pas fait de leurs attributions réglementaires un usage abusif et condamnable.

Les pouvoirs conférés aux maires en matières d'hygiène, disait M. Cornil, dans son rapport au Sénat, sont limités par l'obligation de respecter les principes du droit public : « liberté individuelle et liberté de la propriété. »

Le juge saisi soit par voie de recours direct, soit par suite de contravention relevée à la charge du prévenu, aura

donc à rechercher si les Maires n'ont pas fait un usage abusif des pouvoirs à eux dévolus dans l'intérêt de la santé publique et si les dispositions des règlements sanitaires ne sont pas contraires à quelque principe de droit public, ou à quelque droit privé particulièrement respectable.

Fréquemment, cette recherche soulèvera des questions délicates. Celles-ci devront, la plupart du temps, être résolues d'après la distinction à faire entre les prescriptions relatives aux voies nouvelles et celles relatives aux voies existantes. C'est ici qu'intervient la notion du respect dû aux situations acquises. Et dans cet ordre d'idées la mission du Conseil d'Etat, suivant l'expression de M. Teissier dans ses conclusions, apparaît plus comme un contrôle administratif supérieur et exercé *a posteriori* en la forme judiciaire, que comme un contentieux à proprement parler dans le sens ancien et étroit de ce mot.

Toutefois, si tel est le principe général auquel on doit se référer, il est, cependant, une catégorie de mesures à laquelle les auteurs de la loi de 1902, attachent une importance toute particulière, une importance telle, que les règlements sanitaires pourront les imposer alors même que pour les voies existantes elles entraîneraient de profondes modifications. Ce sont toutes les mesures relatives à l'évacuation des matières usées que l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la loi, vise expressément et d'une manière absolument générale, pour toutes les voies présentes ou futures sans aucune espèce de distinction, en réserve.

Or, l'écoulement des eaux ménagères, des eaux infectes, insalubres, rentre dans l'expression « évacuation des matières usées » et pour elles, par conséquent, l'autorité administrative aura des pouvoirs très étendus tant pour les voies existantes que pour les voies à ouvrir.

« Considérant, dit l'arrêt du 5 juin 1908, qu'en ce qui concerne les immeubles déjà construits (par conséquent, les voies déjà ouvertes et les immeubles en bordure sur ces voies), le règlement sanitaire ne doit pas, en principe, prescrire des conditions ayant pour effet de modifier la construction ou l'aménagement des bâtiments (par conséquent, le sol de la voie privée et les conditions de déversement d'eaux usées par les immeubles riverains), à moins qu'il ne s'agisse de mesures dont la nécessité est absolument démontrée pour assurer la salubrité publique, notamment de travaux en vue de l'évacuation des matières usées. »

Les pouvoirs de l'autorité municipale, en matière de salubrité et fondés sur l'application de la loi du 15 février 1902, sont, à l'heure actuelle, indubitablement reconnus par la jurisprudence du Conseil d'Etat, telle qu'elle ressort de l'arrêt capital du 5 juin 1908. Sur les voies privées non ouvertes au public, le maire ne peut avoir d'action basée sur la circulation de ces dites voies dans ses rapports avec l'écoulement des eaux riveraines. Par contre, il peut intervenir utilement et à peu près dans les mêmes limites que s'il s'agissait de voies publiques ordinaires, lorsque la salubrité des voies privées est en cause. En d'autres termes, les propriétaires et riverains des voies privées doivent se soumettre aux dispositions impératives d'un règlement sanitaire municipal.

Ce règlement sanitaire visera, le plus souvent, deux catégories d'assujettis différents et de travaux à exécuter. Certaines de ses dispositions s'appliqueront aux immeubles riverains de la voie privée ; les autres au sol même et à l'aménagement de cette voie.

C'est ainsi que, d'une part, l'autorité municipale pourra fixer les conditions auxquelles doivent satisfaire, dans l'intérêt de l'hygiène, les tuyaux, conduites, orifices de décharge

servant à l'évacuation des eaux usées ; prescrire les précautions pour empêcher le danger résultant de la congélation ou du jet d'eaux chaudes dans ces tuyaux, interdire de projeter les eaux usées directement sur le sol de la voie privée pour prévenir la stagnation et le croupissement des dites eaux, exiger que les tuyaux d'évacuation seront constamment entretenus en parfait état de propreté ; bref, imposer aux propriétaires des immeubles riverains, tout en les laissant libres de choisir les matériaux qu'ils entendent employer, toutes conditions de déversement des eaux usées identiques aux conditions prescrites aux riverains des voies publiques.

D'autre part, et en ce qui concerne l'écoulement des eaux sur le sol de la voie privée, l'autorité municipale pourra encore insérer, dans les dispositions du règlement sanitaire, toutes obligations pour le ou les propriétaires de la voie privée d'avoir à assurer un écoulement satisfaisant de toutes les eaux déversées par les riverains sur le sol de la voie.

S'il lui est impossible d'exiger l'établissement de ruisseaux, de trottoirs, de caniveaux, de gargouilles semblables à ceux en usage sur les voies publiques de la commune, ou même l'emploi pour les travaux à exécuter de matériaux équivalents à ceux employés pour les voies publique, l'autorité municipale sera en droit d'exiger du propriétaire et au moyen de travaux laissés à son choix, de faire cesser toute cause d'insalubrité de la voie privée due à un écoulement défectueux des eaux résiduaires ; ce sera tantôt par l'établissement de ruisseaux, de rigoles, de fossés ayant une pente d'au moins cinq millimètres par mètre, tantôt par la construction de caniveaux couverts assurant l'écoulement souterrain des eaux.

Enfin, le maire pourra indiquer dans quelles conditions, et

sous quelles formes, le volume total des eaux usées de la voie privée sera déversé sur la voie publique (1).

Ainsi donc si pour l'écoulement des eaux pluviales le maire est dépourvu de tout pouvoir, il en est tout autrement pour la réglementation de l'écoulement des eaux ménagères, des eaux insalubres et des eaux industrielles.

Pourrait-il aller jusqu'à interdire le déversement de ces eaux sur le sol des voies privées ? Ce ne serait qu'à titre de coercition et jamais de réglementation qu'une telle mesure devrait être prise. Si des eaux, dangereuses pour la santé publique, viennent à être déversées sur le sol de la voie privée, le maire mettra le propriétaire en demeure de faire cesser l'état d'insalubrité constatée, en lui laissant entièrement le choix des moyens à employer.

Ce n'est qu'au cas où aucun travail ne serait exécuté par le propriétaire, qu'il serait loisible à l'autorité municipale d'exiger la cessation immédiate de l'émission des eaux insalubres, jusqu'à ce que les travaux demandés soient exécutés. On sait, d'ailleurs, qu'une procédure est ouverte à l'autorité municipale pour obtenir l'exécution de ces travaux. Ce sera toujours par voie d'arrêté individuel et non par un article du règlement sanitaire, qu'une semblable interdiction pourra être prononcée.

Tels sont les pouvoirs que l'on doit reconnaître à l'autorité municipale sur les voies privées, en matière de salubrité. La sanction de ces pouvoirs réside, comme toujours, dans l'article 471-15°. Code pénal, que la loi du 15 février 1902 a déclaré applicable en cas d'inobservation des prescriptions

(1) Mais il est bien entendu que l'autorité municipale ne peut méconnaître le droit de propriété, et elle doit laisser au propriétaire le soin de choisir le mode d'assainissement qu'il préfère, à moins qu'il n'en existe qu'un, celui indiqué dans l'arrêté.

du règlement sanitaire. Les conditions d'application des pénalités prévues, et les pouvoirs du juge répressif, ont déjà été exposés précédemment. Il en est de même pour tout ce qui concerne les recours ouverts aux intéressés contre les règlements municipaux.

§ II. — *Application de l'art. 471, Code pénal.*

En l'absence de tout règlement municipal, pris en vertu de la loi de 1834, l'autorité administrative aurait-elle un moyen détourné de pourvoir à la police de la circulation sur les voies privées, fermées au public, en appliquant l'art. 471, Code pénal? Il faut répondre négativement. L'article 471, paragraphe 6, Code pénal, qui punit le jet ou le déversement au devant des édifices, de choses de nature à nuire par leur chute ou leurs exhalaisons insalubres, ne s'applique qu'aux voies publiques et non pas aux voies privées interdites à la circulation générale (1). Par conséquent, l'interdiction et la sanction de cet article ne pourraient atteindre le riverain d'une telle voie privée (2).

La jurisprudence est très nettement fixée en ce sens. Les arrêts les plus nombreux, relatifs aux pouvoirs de l'autorité municipale sur les voies privées, n'ont pas trait généralement

(1) En ce sens Cassation, 19 janvier 1836. D. 56, 1, 140 ; 9 juin 1854. D. 53, 1, 414.

(2) En ce sens Chauveau et Hélie, tome VIII, page 321. L'article 471-6° ne mentionne pas expressément qu'il s'agit de la voie publique. On a déjà indiqué (*supra*) que l'article 605, n° 3, du Code de brumaire, était beaucoup plus explicite. Voir Dalloz, *Repert.*, v° Voirie par terre, n° 1465.

au paragraphe 6 de l'art. 471, mais au paragraphe 4 (embarras de la voie). Dans un cas comme dans l'autre le principe est le même (1).

Dans des arrêts des 9 juin 1854 (2), 9 janvier 1857 (3) et 2 juin 1865 (4), la Cour de cassation a repoussé toute application de l'article 471, Code pénal, aux voies privées non ouvertes au public.

« Attendu, dit le dernier de ces arrêts, que la veuve Capel était prévenue d'avoir, le 25 décembre 1864, jeté de l'eau par la fenêtre de sa maison, sur un terrain faisant suite à la voie publique et servant de passage aux propriétaires de plusieurs maisons qui y accèdent; attendu que le n° 6 de l'article 471, Code pénal, n'est applicable au jet de choses de nature à nuire que lorsqu'il a été accompli sur la voie publique, et qu'il est inapplicable lorsque le jet a eu lieu sur une propriété privée, ladite propriété fût-elle sans clôture dans la partie où elle aboutit sur la voie publique et grevée de servitudes de passage au profit de quelques propriétaires voisins; attendu, qu'il n'est prétendu par personne que le terrain, dont il s'agit, fit partie de la voie publique; attendu, que c'est donc à tort que le jugement attaqué a fait application à la veuve Capel des dispositions de l'article 472-6°. Casse (5) ».

Ainsi donc le juge de police ne peut, sans excès de pouvoir, faire application des dispositions de l'art. 471, aux voies privées non ouvertes au public.

(1) Cassation, 18 germinal an X rapporté à Dalloz, *Répertoire*, v° Contravention, n° 164 en note et Cassation, 19 janvier 1856. D. 56, 1, 140.

(2) D. 55, 1, 414.

(3) D. 57, 1, 80.

(4) D. 65, 5, 236.

(5) Voyez encore 3 mai 1861. D. 61, 1, 360.

Ce point n'offre, d'ailleurs, pas un intérêt considérable. En vertu des pouvoirs qui lui ont été reconnus, le maire pourra toujours, en dehors de l'art. 474, s'opposer à l'écoulement d'eaux insalubres ou infectes. Des deux infractions visées par le Code pénal, seul, le mode de déversement nuisible ne sera pas punissable.

Mais comme il s'agit d'une voie privée non ouverte au public les dommages, qui pourraient résulter d'un écoulement défectueux, n'atteindront que faiblement les riverains ou co-usagers de la voie et entraîneront, pour le propriétaire, l'obligation d'exécuter des travaux, en dehors de toute action répressive.

CHAPITRE II

VOIES OUVERTES AU PUBLIC

L'ouverture des voies privées au public est un simple fait (1). La clôture, mise à l'extrémité d'une rue ou d'un passage, n'empêche pas qu'elle ne soit considérée comme ouverte, alors que malgré cette clôture le public pénètre et circule librement sur cette voie. La circulation du public peut être restreinte à celle des piétons ; elle peut avoir pour origine un droit acquis au profit des habitants d'une commune ou la tolérance du propriétaire. Peu importe. Dès qu'on se trouve en

(1) Lorsque des particuliers veulent ouvrir une voie privée et si cette voie est destinée à la circulation générale, ils doivent demander l'autorisation du maire.

Le maire qui peut toujours refuser l'autorisation demandée, du moins en tant qu'elle s'appliquerait à une voie ouverte au public, peut la subordonner à l'accomplissement d'un certain nombre de travaux et à un aménagement identique ou à peu près à celui des voies publiques de la commune ; il peut donc, en particulier, prescrire toutes conditions utiles pour l'écoulement des eaux (Courcelle, *Traité de la voirie*, page 144. Dufour et Taudière, tome VIII, n° 487).

Le plan de la rue projetée est adressé au maire qui peut le rectifier ; de plus l'administration fait surveiller l'exécution des travaux (Cassation, 1^{er} fév. 72. D. 72, 1, 205).

présence de voies privées ouvertes à la circulation, on doit reconnaître à l'autorité municipale des pouvoirs beaucoup plus étendus que sur les voies privées fermées au public.

Il faut, en effet, quant aux pouvoirs de police de l'autorité municipale, assimiler complètement les voies publiques et les voies privées ouvertes au public. De nombreux arrêts ont posé ce principe (1).

On décidait dans l'ancien droit que tout passage livré à la circulation du public soit qu'il appartînt à des particuliers, soit qu'il fit partie du domaine communal, était assujéti à toutes les lois et à la police de la voirie publique (2).

Aujourd'hui, la jurisprudence a fait à cet égard une distinction entre les mesures de voirie proprement dites c'est-à-dire concernant l'alignement, les saillies, la hauteur des maisons, et les règles de police concernant la liberté, la sûreté, la salubrité du passage. A ce dernier point de vue, que les rues soient propriétés privées ou dépendent du domaine communal, les pouvoirs de l'autorité municipale sont les mêmes. Il suffit qu'un chemin soit livré à la libre circulation du public pour que l'action de la police municipale s'y exerce dans toute son étendue (3).

La jurisprudence de la Cour de cassation, et celle du Conseil

(1) Voyez Cassation, 20 mai et 25 novembre 1892. D. 93, 1, 299 et 16 juin 1893. D. 95, 1, 495.

(2) Voir Perrot, *Dictionnaire de la Voirie*, v^o Passage.

(3) Conseil d'Etat, 7 août 1906. L. 764 ; 2 avril 1909. L. 382. « Considérant que l'art. 97-1^{er} de la loi du 5 avril 1844 comprend dans la police municipale tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues et voies livrées au public sans distinguer entre celles qui font partie du domaine communal et celles qui, demeurées propriétés privées, ont été du consentement de leurs propriétaires ouvertes à l'usage du public. ».

d'Etat sont d'accord à cet égard, et ces deux juridictions décident que l'autorité municipale exerce des pouvoirs de police sur les voies privées conformément aux dispositions de la loi de 1884, en ce qui concerne la salubrité, la commodité de la circulation. Enfin l'art. 474-6° Code pénal, est applicable. Ce sont ces points qu'il faut examiner.

§ I. — *Police de la salubrité.*

En matière de salubrité le maire possède des pouvoirs plus considérables sur les voies ouvertes au public, que sur les voies privées réservées à la circulation des riverains. Depuis longtemps la jurisprudence a reconnu, au profit de l'autorité municipale, des droits puisés non plus dans la législation sanitaire de 1850 ou de 1902, mais dans les lois municipales. L'art. 97, de la loi de 1884, s'applique exactement en pareil cas. Il charge le maire de veiller à la salubrité des lieux publics. La loi du 24 juin 1898, art. 21, trouve aussi là son application. On doit donc admettre qu'en vertu de ces deux textes, le maire peut prescrire au propriétaire de la voie privée toute mesure utile à en assurer la salubrité en ce qui concerne l'écoulement des eaux au moyen de caniveaux, ruisseaux ou drains. Son action s'étend non seulement sur le sol du chemin privé, mais sur les maisons riveraines auxquelles il peut imposer tout mode d'évacuation des eaux qu'il juge propre à assurer la salubrité de la voie.

Dans les cas où l'état d'insalubrité de la voie privée serait une cause de danger public, il peut aller jusqu'à interdire et faire fermer cette voie (1).

(1) Cassation, 13 avril 1846. D. 46, 4, 533 ; 23 janvier 1890.

§ II. — *Police de la voirie.*

Pour tout ce qui concerne la sûreté de la circulation sur ces voies privées le maire jouit des pouvoirs que l'art. 97, de la loi de 1884, lui reconnaît sur tous les lieux publics. C'est le principe qui se dégage de plusieurs arrêts du Conseil d'Etat, notamment d'un arrêt du 31 mars 1905. « Considérant, dit cet arrêt, que l'art. 97-1° de la loi du 5 avril 1884 comprend dans la police municipale tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage *dans les rues et voies livrées au public*, sans distinguer entre celles qui font partie du domaine communal et celles qui, demeurées propriétés privées, ont été du consentement de leurs propriétaires ouvertes à l'usage du public »... (1)

Il s'agissait, dans cette affaire, d'un arrêté municipal portant règlement de voirie de la ville de Croix et qui édictait que l'éclairage des voies privées, livrées à la circulation publique serait assuré d'une façon suffisante par les propriétaires eux-mêmes aux mêmes jours et aux mêmes heures que l'éclairage de la voie publique. Le Conseil d'Etat a reconnu la parfaite légalité de cet arrêté et a repoussé la thèse du recours, qui considérerait ce règlement municipal comme entaché d'excès de pouvoir. Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 7 août 1906 (2), a, par les mêmes motifs, reconnu la validité d'un arrêté municipal qui ordonnait à la Compagnie des Mines de Douchy

D. 90, 1, 210 ; 20 mai 1892. D. 93, 1, 299 ; 25 novembre 1892.
D. 93, 1, 299 ; 16 juin 1893. D. 95, 1, 495.

(1) Conseil d'Etat, 31 mars 1905. L. 322.

(2) L. 755.

d'enlever des poteaux qu'elle avait fait placer sur une voie de cité ouvrière ouverte au public. Même solution dans une autre décision récente du Conseil d'Etat validant un arrêté municipal qui prescrivait des mesures destinées à faciliter la circulation sur des voies livrées au public (1).

On voit donc qu'aux termes de la jurisprudence la plus récente, il existe une assimilation complète entre les voies publiques et les voies privées ouvertes au public. Ainsi, pour assurer la commodité de la circulation le maire sera en droit de réglementer l'émission des eaux riveraines sur ces voies ; c'est-à-dire, ordonner l'établissement de gouttières, de caniveaux, de ruisseaux, de rigoles, de gargouilles, pour l'évacuation des eaux pluviales et ménagères (2), prohiber le jet d'eaux sales d'une façon nuisible pour les passants, s'opposer à ce que des eaux insalubres ou industrielles soient jetées sur le sol de la voie et que toutes eaux y séjournent en flaques (3). Et lorsque la disposition des lieux ne permettra pas l'écoulement des eaux usées, soit à l'égout public, soit au caniveau de la rue, le maire pourra ordonner que ces eaux soient dirigées dans une fosse fixe et déterminer les conditions de cet écoulement.

Ces pouvoirs ne sont pas cependant sans limites. Il est évident, tout d'abord, que le maire ne soit point compétent pour accorder l'autorisation d'exécuter des canalisations souterraines en vue d'assurer l'évacuation des eaux riveraines. C'est du propriétaire du chemin privé seul que dépend cette autori-

(1) Conseil d'Etat, 2 avril 1909. L. 392. Voyez aussi Conseil d'Etat, 21 mai 1909. L. 515.

(2) Cassation, 29 juillet 1898. D. 02, 1, 144. Conseil d'Etat, 2 avril 1909. L. 382.

(3) Conseil d'Etat, 21 mai 1909. L. 519. Cassation, 11 février 1856. D. 56, 1, 140.

sation ; mais le maire peut subordonner à cette condition l'écoulement des eaux insalubres du riverain, soit d'une manière formelle, soit indirectement en lui refusant de laisser écouler sur la voie privée des eaux qui, par leur nature, seraient susceptibles de nuire à la salubrité ou à la circulation.

L'écoulement souterrain ne pourrait, toutefois, être imposé par le maire, tant que les eaux ne sont pas plus nuisibles que celles qui coulent ordinairement sur les voies publiques de la commune. L'autorité municipale ne pourrait, sans excès de pouvoir, interdire toute émission d'eaux pluviales ou ménagères sur le sol de la voie privée et supprimer ainsi le droit qu'ont les riverains à la jouissance de cette voie.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 1908 (L. 615) semble reconnaître au maire le droit d'imposer l'évacuation des eaux par des conduits souterrains. Mais il s'agissait en l'espèce de voies privées à l'intérieur de Paris. La législation du 26 mars 1852 a édicté des mesures spéciales d'évacuation des eaux pour la capitale et ce régime a été étendu à d'autres villes. Il nous paraît, dans ce cas, que le maire (pour la ville de Paris le préfet de la Seine) a le droit d'imposer l'écoulement souterrain pour toutes les eaux, quelles qu'elles soient, en vertu du principe qui assimile complètement la voirie privée ouverte à la circulation générale et la voirie publique. Si donc pour les voies publiques ordinaires les riverains doivent recourir à l'écoulement direct à l'égout pour les eaux pluviales et ménagères, il doit en être de même pour les riverains des voies privées ouvertes au public.

Mais il n'en est ainsi que pour les voies privées des grandes villes, auxquelles la législation de 1852 est applicable. Dans les villes où l'écoulement souterrain de toutes les eaux usées n'est pas obligatoire, on ne saurait exiger des riverains des voies privées l'écoulement direct à l'égout ; car si l'autorité

municipale peut assurer la salubrité et la commodité de la circulation, et subordonner dans ce but à une réglementation stricte l'exercice des droits de jouissance appartenant aux riverains(1), elle n'a pas la faculté de supprimer entièrement ces droits. Si l'évacuation d'eaux usées donne lieu à de graves inconvénients le maire est suffisamment armé pour en faire disparaître les causes en réservant toutefois les droits des propriétaires.

L'autorité municipale dépasserait encore l'étendue de ses attributions en décidant que les chaussées, trottoirs et ruisseaux seront établis conformément aux règles posées pour les voies publiques (2), car le maire ne peut porter atteinte au droit de propriété privée en déterminant les travaux à exécuter dans l'intérêt de la salubrité ou de la circulation publique. Il ne peut, par exemple, spécifier quels matériaux devront être employés, pas plus que le genre déterminé de travaux à exécuter : édicter que l'écoulement permanent des eaux pluviales ou ménagères sera assuré au moyen de rigoles pavées, à supposer d'ailleurs, que de pareils travaux concernent la salubrité ou la circulation publique. Le maire doit se borner à indiquer au riverain à quelles conditions doit satisfaire l'écoulement des eaux usées ; c'est aux propriétaires ou aux riverains des voies privées d'exécuter le mode de travaux qui leur semble réaliser, au mieux de leurs intérêts, les conditions prescrites.

C'est le principe affirmé dans un arrêt récent de la Cour de Cassation (3), statuant sur le pourvoi du procureur de la

(1) Cassation, 19 février 1876. D. 77, 1, 45. Cassation, 24 juin 1877. *Bulletin*, n° 377 ; Conseil d'Etat, 20 mai 1904. L. 408 ; 10 mars 1905. L. 240 ; 8 décembre 1905. L. 912 ; 6 juillet 1906. L. 600.

(2) Conseil d'Etat, 21 mai 1909. L. 519.

(3) Cassation, 9 juin 1910. *Gaz. Pal.*, 10, 2, 73.

République à Bordeaux, contre un jugement du tribunal correctionnel de ce siège qui a relaxé un sieur Moffre d'une poursuite pour contravention à un arrêté municipal. « Attendu que l'arrêté du maire de Valence en date du 2 juillet 1906 porte : art. 7 « L'assainissement et l'entretien des chemins et cités (privés) existants ou à créer devront assurer : 1° l'écoulement permanent de toutes les eaux pluviales qui seront amenées sur la voie publique ou dans l'égout public le plus voisin au moyen de rigoles pavées » ; Attendu qu'en suite d'un procès-verbal, dressé le 23 juin 1908, Moffre a été poursuivi pour avoir contrevenu à ces dispositions en n'exécutant pas les travaux d'écoulement d'eaux qui lui avaient été prescrits ; attendu qu'en admettant que les travaux prescrits par l'article 7 précité concernent la salubrité publique, l'autorité municipale ne pouvait porter atteinte au droit de propriété privée en déterminant la nature des travaux à exécuter dans l'intérêt de la dite salubrité, ainsi qu'elle l'a fait en imposant l'établissement de rigoles pavées dans les conditions sus-énoncées ; d'où il suit qu'en déchargeant en cet état Moffre es-qualités des condamnations prononcées contre lui par le tribunal de simple police, le jugement attaqué, loin de violer les principes de la matière, en a fait, au contraire, une saine application. Rejette (1) ».

On sait, d'ailleurs, qu'au cas où le propriétaire refuse d'exécuter les travaux jugés indispensables par l'autorité municipale, celle-ci peut demander au juge de simple police d'ordonner l'exécution des travaux d'office aux frais et risques du contrevenant. Elle a aussi le droit, si elle le préfère, de prescrire collectivement et individuellement à ceux qui ont ouvert la voie privée à la circulation générale, de la

(1) En ce sens voyez Cassation, 16 février 1883. *Bulletin criminel*, n° 47.

clure dans le délai par elle déterminé et de prononcer l'interdiction pour le public d'y circuler dorénavant (1). Les propriétaires des voies privées ont, d'ailleurs un moyen de se soustraire à une réglementation trop stricte de l'autorité municipale, en fermant par des barrières et en interdisant au public l'entrée de ces voies.

§ III. — *Application de l'article 471, Code pénal.*

En dehors de tout règlement municipal, est-il possible d'appliquer l'article 471, Code pénal? Il faut répondre négativement. L'article 471, ne vise que les voies publiques. Les dispositions pénales devant toujours s'entendre au sens restrictif de leurs termes, on ne saurait les étendre à une propriété privée. C'est, d'ailleurs, l'opinion exprimée par un arrêt de Cassation, qui déclare l'article 471 inapplicable même dans le cas où par la tolérance du propriétaire le chemin resterait accessible au public (2).

« Attendu qu'en supposant avec le jugement attaqué que par la tolérance du propriétaire du sentier, cette voie privée resterait accessible au public, cette circonstance ne suffirait pas pour la faire rentrer sous la protection de l'article 471, Code pénal. »

On remarquera, d'ailleurs, que si l'article 471 n'est pas applicable, le maire peut en vertu de l'article 97 de la loi de

(1) Cassation, 9 janvier 1861. D. 63, 1, 269; 13 août 1846. D. 46, 4, 533.

(2) Cassation, 19 juin 1868. D. 69, 5, 409.

1884, insérer dans un règlement municipal applicable aux voies privées l'interdiction portée par cet article.

Ajoutons, que l'infraction aux prescriptions d'un arrêté municipal n'est pas punissable, s'il est prouvé que l'obstacle à l'écoulement des eaux résulte de travaux municipaux, par exemple, de travaux de voirie publique (1).

§ IV. — *Voies de recours.*

Les voies de recours ordinaires sont ouvertes contre les arrêtés municipaux entachés d'excès de pouvoirs, soit à raison de ce que l'autorité municipale a prescrit des mesures de police pour réglementer l'écoulement des eaux, motifs pris de la circulation sur les voies privées non ouvertes au public, soit dans le cas où sur les voies privées ouvertes au public, le maire aurait ordonné des mesures de police en dehors des pouvoirs qui lui ont été reconnus.

Tantôt ce sera la collectivité des propriétaires à qui appartient le chemin privé, tantôt ce sera l'un deux, tantôt ce sera le propriétaire unique de la voie privée qui formera le recours, contre l'arrêté municipal collectif, individuel ou général applicable à la voie privée ou aux immeubles en bordure de cette voie.

Les propriétaires ou riverains ont un autre moyen de défense : ne pas se soumettre aux prescriptions édictées par l'autorité municipale, se laisser poursuivre en contravention à cet arrêté et exciper devant la juridiction répressive de

(1) Cassation, 25 juin 1869. D. 70, 1, 379.

l'illégalité de l'arrêté municipal pris en dehors des pouvoirs du maire.

§ V. — *Sanctions.*

Lorsqu'on se trouve en présence d'un règlement légalement fait et pris dans les limites des pouvoirs municipaux que nous avons indiquées, la sanction de ces règlements qu'ils proviennent de la loi de 1884, ou de la loi de 1902, est toujours en cas de contravention, celle prévue par l'article 471-15°. Code pénal. On se reportera pour l'étude de son application et des pouvoirs du juge de répression à ce qui a été exposé en détail précédemment (1).

(1) Cassation, 15 mai 1856. *Bull.*, n° 181 ; 19 janvier 1856. S. 56, 1, 697.

III

Législation spéciale à la ville de Paris et quelques autres.

CHAPITRE PREMIER

VOIES PUBLIQUES

Pendant longtemps, l'écoulement des eaux pluviales ou ménagères se fit à Paris, comme partout ailleurs, dans les ruisseaux de la voie publique. Les inconvénients, résultant de ce système appliqué à une grande ville comme Paris, en un temps où l'état de chaussée et de ses dépendances laissait fort à désirer, ont été, maintes fois, décrits et condamnés. Pour y remédier, l'écoulement des eaux usées se fit ensuite dans les égouts, et les propriétaires de Paris furent astreints à l'entretien et au curage de ces conduits qui passaient sous leurs maisons, en raison de l'avantage qu'ils tiraient d'y faire écouler leurs eaux et de décharger leurs latrines. La Ville n'avait à sa charge que les égouts découverts et ceux qui passaient sous les rues (1).

(1) Arrêt du Conseil, du 21 juin 1725.

Mais ces égouts, dépourvus à cette époque de l'eau nécessaire pour les laver, répandaient des odeurs infectes et des exhalaisons insalubres. En conséquence, un arrêt du Conseil au 22 janvier 1785 défendit aux propriétaires d'établir des tuyaux de communication entre les maisons et les égouts, de manière à faire écouler, dans ces derniers les eaux ménagères et autres. Il fallait procéder à leur évacuation sur la voie publique. Quant aux eaux vannes elles devaient s'écouler dans des puisards, et des fosses fixes ou mobiles.

L'ordonnance du 30 septembre 1824 qui renouvelle cette prohibition, fit exception pour le cas où le sol des rez-de-chaussée, cours ou jardins d'une maison se trouvaient au-dessous du niveau de la voie publique ; il y avait dans ce cas impossibilité de conduire au dehors, par une pente d'eau moins cinq millimètres par mètre, les eaux ménagères et pluviales pour les faire écouler par les ruisseaux des rues et places.

Ces mesures, qui se justifiaient alors par l'état des égouts n'ont plus de raison d'être depuis que l'eau de l'Ourcq fut distribuée sur une large échelle et qu'ainsi les égouts offrent toute garantie de salubrité.

Aussi des obligations diamétralement opposées ont-elles été imposées aux propriétaires de Paris par le décret du 26 mars 1852. Ce sont les dispositions de ce décret, toujours en vigueur et complétées par les règlements administratifs, qui doivent être examinées.

Ce décret offre ce caractère particulier qu'il peut être étendu à d'autres villes que Paris. Les villes doivent en faire la demande ; le décret de 1852 leur est alors appliqué par un décret spécial rendu en la forme d'un règlement d'administration publique.

C'est ainsi, qu'à l'époque actuelle, la plupart des grandes

villes Lyon, Marseille, Bordeaux, Reims, etc., sont soumises à la législation de 1852.

L'article 6, du décret du 26 mars 1852, porte que « toute construction nouvelle dans une rue pourvue d'égouts devra être disposée de manière à y conduire ses eaux pluviales et ménagères. La même disposition sera prise pour toute maison ancienne en cas de grosses réparations, et en tout cas avant 10 ans (1) ».

C'est donc l'interdiction absolue d'évacuer, par quelque moyen que ce soit, les eaux pluviales et ménagères *a fortiori* les eaux insalubres et industrielles sur la voie publique. Cet article 6 a été déféré au Sénat comme inconstitutionnel ; mais l'article 58 de la Constitution du 14 janvier 1852 ayant préalablement déclaré que tous les décrets, rendus jusqu'à la Constitution des grands corps de l'Etat, auraient force de loi, il ne fut pas difficile à Mallet, rapporteur, de réfuter cette thèse.

« Les rues d'une ville, dit-il, peuvent être considérées par les propriétaires des maisons riveraines comme le fonds inférieur qui, d'après le Code, doit recevoir les eaux de ces maisons. Mais l'administration a le droit d'exiger que cet écoulement des eaux soit fait de manière à ne compromettre ni la salubrité, ni la sécurité de la circulation. Elle peut donc exiger l'écoulement souterrain des eaux dans les égouts. »

Le décret du 26 mars 1852 oblige donc les propriétaires à conduire directement à l'égout leurs eaux pluviales et ménagères et toutes eaux plus insalubres ; et il leur enlève ainsi

(1) Le délai de 10 ans court, pour chaque ville, de la date du décret qui lui est spécial. Passé ce délai dès qu'une rue est pourvue d'un égout tous les riverains sont tenus d'avoir les branchements nécessités par le déversement de leurs eaux. Cassation, 1^{er} juin 1888. Voyez des Cilleuls, *Voirie urbaine*, page 519.

la faculté de les déverser sur la voie publique conformément au droit commun. C'est une grave dérogation à l'article 684, Code civil, dérogation légale, cependant puisqu'elle résulte d'un acte ayant force de loi. Mais l'autorité administrative commettrait un excès de pouvoir en l'imposant aux riverains dans le simple exercice de son pouvoir réglementaire, hors Paris et les villes auxquelles le décret de 1852 s'applique.

Des règlements municipaux ont donc été pris en ce sens. Ainsi l'art. 26, du règlement-type du 20 septembre 1858, fait application du texte de l'article 6 du décret de 1852.

A Paris, c'est le préfet de la Seine, qui, aux termes du décret du 10 octobre 1859, est chargé des attributions municipales en ce qui concerne l'écoulement des eaux des maisons riveraines sur la voie publique. C'est de lui qu'émaneront les arrêtés destinés à réglementer le mode de déversement à l'égout.

Mais le plus souvent, à cause de l'importance de la matière, c'est par ordonnance ou décret que l'on a procédé pour prescrire à quelles conditions pratiques le décret de 1852 devrait recevoir son application. Il appartient, en effet, à l'autorité administrative, comme on l'a déjà vu, d'indiquer aux riverains de la voie publique le mode de déversement des eaux le moins nuisible à la circulation et à interdire tout mode de déversement susceptible de présenter des inconvénients.

C'est ainsi qu'aucune espèce de cuvettes pour l'écoulement des eaux ménagères et industrielles ne peut être établie en saillie sur la voie publique à quelque hauteur du bâtiment que ce soit, fût-ce au rez-de-chaussée ; celles qui existeraient ne peuvent être, ni réparées, ni remplacées (1). On retrouve

(1) Décret du 13 août 1902 (art. 41).

dans cette disposition l'objet de l'édit de 1607, sur les évier en saillie sur la voie publique.

Quant aux cuvettes de dégagement des eaux pluviales, cuvettes qui doivent être closes et entretenues en bon état, elles sont autorisées, mais leur saillie sous l'entablement est limitée à celle du gabarit de l'immeuble dont définition est donnée à l'article 1^{er} du décret du 13 août 1902. Dans tous les cas cette saillie peut être au maximum de 35 centimètres.

Enfin, les tuyaux de descente, longeant la façade des maisons et destinés à conduire à l'égout public les eaux pluviales des toits, et les eaux ménagères de l'immeuble sont soumis aussi à des conditions de saillie. Ils doivent être renfermés dans les limites du gabarit fixées pour la partie inférieure du bâtiment. (art. 36).

Mais il se peut que dans certaines rues l'écoulement direct à l'égout ne puisse être substitué à l'écoulement des eaux sur la voie publique. Il y aura alors lieu d'appliquer l'ordonnance du 23 novembre 1853, (art. 2.) Les maisons devront être pourvues de tuyaux et cuvettes, en nombre suffisant, pour l'écoulement et la conduite des eaux ménagères. Ces tuyaux et cuvettes seront constamment en bon état. Ils seront lavés et nettoyés assez fréquemment pour ne jamais donner d'odeur, (art. 3.) Les eaux ménagères devront avoir un écoulement facile jusqu'à la voie publique, de manière qu'elles ne puissent séjourner ni dans les cours, ni dans les allées ; les gargouilles, caniveaux, ruisseaux destinés à l'écoulement de ces eaux seront lavés plusieurs fois par jour et entretenus avec soin ; d'ailleurs, dès que l'égout public est établi, l'administration requiert les riverains d'y faire écouler leurs eaux. Quant aux eaux jetées directement sur la voie publique par les riverains, elles ne peuvent l'être que dans les ruisseaux ; et leur déversement doit s'y faire de manière à

ne pas incommoder les passants (1). Il est d'ailleurs défendu de jeter ou de faire couler dans les ruisseaux des eaux infectes quelconques.

Enfin, l'art. 471-6° peut toujours être applicable dans les cas que nous avons énumérés. Il est interdit aux riverains des rues de Paris, de même qu'aux riverains des autres voies publiques, de jeter des eaux quelconques d'une manière pouvant nuire aux passants ou de laisser écouler et séjourner devant leur immeuble des eaux infectes répandant des exhalaisons insalubres.

Quelles sont les sanctions ?

Le Conseil d'Etat a jugé que les infractions à l'article 6 du décret de 1852 ne constituaient que des contraventions de petite voirie, malgré le caractère spécial des rues de Paris qui font partie de la grande voirie (2).

« Considérant, dit l'arrêt, qu'aux termes des articles 21 et 22 de l'arrêté du 12 messidore an VIII, l'exécution des règlements relatifs aux conduites des eaux des maisons dans la ville de Paris appartient au préfet de police et qu'aux termes du tarif annexé au décret du 27 octobre 1808, les conduites des eaux sont comprises dans les objets de petite voirie, que dès lors l'infraction à l'art. 6 du décret du 26 mars 1852 ne constitue pas une contravention en matière de grande voirie, dont la répression appartienne au Conseil de préfecture du département de la Seine, en vertu de la loi du 29 floréal an X ; que le décret du 26 mars 1852, ni aucune autre dis-

(1) Ordonnance de police du 1^{er} sept, 1853.

(2) Conseil d'Etat, 12 juillet 1855. L. 526. Le premier des motifs cités par l'arrêt n'existe plus depuis le décret du 10 octobre 1859 qui a transféré au préfet de la Seine les attributions du préfet de police en la matière.

position législative n'attribuent à ce Conseil de préfecture, le pouvoir d'en connaître. »

Ces contraventions doivent donc être poursuivies devant le tribunal de simple police. La sanction est celle prévue à l'article 471-15°, Code pénal. Une sanction identique en application du même article assure le respect par les riverains des prescriptions des règlements de police, pris par le préfet de la Seine, en exécution des décrets de 1852, 1853 et 1902.

Ces contraventions sont poursuivies devant le juge de paix de l'arrondissement dont les pouvoirs ne diffèrent pas de ceux qui lui ont été reconnus antérieurement.

CHAPITRE II

VOIES PRIVÉES

La législation de la ville de Paris, en ce qui concerne les voies privées, ne diffère pas essentiellement des règles que nous avons précédemment indiquées. Tout propriétaire peut ouvrir sur son terrain une voie privée, sans aucune autorisation administrative, du moins si cette voie n'est pas ouverte au public, c'est-à-dire est fermée au moyen de grilles placées aux extrémités.

Ces voies sont soumises aux mesures de police concernant la salubrité indiquée précédemment.

Les propriétaires peuvent, en outre, ouvrir des voies affectées à la circulation générale moyennant une autorisation demandée au préfet de la Seine et une soumission des plans d'ouverture et d'aménagement. L'autorisation est toujours subordonnée à une mise en état de viabilité avec chaussée, trottoirs, égouts, etc... aux frais exclusifs du propriétaire des terrains. Le décret de 1852 est applicable en ce qui concerne l'écoulement des eaux à de telles voies privées ainsi qu'aux passages et cours affectés à un usage public.

Une ordonnance de police du 21 mars 1888 s'occupe exclusivement des voies privées accessibles au public. Si

elles échappent au point de vue de leur entretien à la surveillance du préfet de la Seine, le préfet de police a le devoir d'y assurer, en tant que chargé de la police de la voie publique, la sécurité et la commodité de la circulation ainsi que la salubrité.

L'art. 1^{er} de cette ordonnance porte que les propriétaires du sol et les propriétaires riverains des passages, rues, impasses et autres voies privées ouvertes au public sur des propriétés particulières doivent en entretenir constamment le sol en bon état, y conserver ou y établir les ruisseaux et les pentes nécessaires pour procurer aux eaux un écoulement facile et régulier, faire balayer et laver chaque jour le sol et les ruisseaux et les tenir en constant état de propreté.

DEUXIÈME PARTIE

Les déversements dans les cours d'eau.

Les cours d'eau, de quelque nature qu'ils soient, sont les exutoires naturels des eaux tombées ou s'écoulant sur le sol. Le dernier réceptacle des eaux pluviales, ménagères, industrielles c'est le ruisseau qui les entraîne vers le fleuve et de là dans la mer. Une partie minime des eaux usées est envoyée dans des puisards perméables et de là se répand dans le sous-sol. Outre, que ce système ne s'applique qu'à une aible partie des eaux corrompues c'est le plus déplorable des moyens de se débarrasser des eaux usées, car ces eaux en se perdant dans le sous-sol tantôt deviennent un foyer d'infection, tantôt altèrent profondément les nappes d'eau souterraines et les sources. Le plus simple moyen d'évacuer les eaux pluviales ou autres est donc de les diriger suivant la pente naturelle du terrain vers les vallées et les cours d'eau qui les sillonnent. C'est là l'aboutissant normal des fossés des routes, comme des égouts des villes. Mais si le principe du déversement dans les cours d'eau est logique et nécessaire, il ne s'ensuit pas, cependant, que toutes les eaux peuvent être impunément évacuées de cette façon. Les cours d'eau, en effet, rendent de nombreux services à l'agri-

culture et à l'industrie, aux riverains qu'ils baignent, aux villes qu'ils traversent et ces services ne peuvent être annihilés par l'action nocive de déversements d'eaux corrompues. Si, par conséquent, l'émission des eaux pluviales et des eaux ménagères, tant qu'elles ne sont pas nuisibles, ne souffre aucune difficulté, il n'en va pas de même du déversement des eaux malsaines ou insalubres et surtout des eaux industrielles. Pour ces eaux de graves problèmes se posent à l'heure actuelle ; des conflits surgissent entre les droits des riverains et les pouvoirs de l'administration, des règlements très sévères interviennent pour s'opposer à la corruption des eaux courantes, les voisins s'élèvent contre ces déversements qui ont pour eux de sérieux et durables inconvénients.

La question d'abord assez restreinte s'est étendue, depuis quelques années, par suite de l'établissement de nombreuses usines le long des cours d'eau. Certaines industries doivent nécessairement employer les eaux courantes et ne peuvent rendre ces eaux que souillées et corrompues. Doit-on sacrifier les intérêts des riverains inférieurs ou interdire ces industries ? Doit-on subordonner leur existence à des conditions lourdes et onéreuses ? La question déjà délicate au point de vue industriel, s'est encore compliquée lorsque l'établissement des égouts et notamment l'envoi des eaux vannes et chargées de déchets humains dans les égouts, a transformé en cloaques dangereux et insalubres, les cours d'eau où se déversaient ces égouts.

Les voisins, gravement troublés dans leur jouissance, ont protesté contre ces déversements et d'innombrables procès sont nés de cet état de choses.

Enfin l'alimentation des communes, non seulement en eau potable mais aussi en eaux propres pour les usages domes-

tiques, a ajouté encore un nouvel élément au problème. Tirailé en sens contraire par des intérêts divergents et des droits certains quoiqu'opposés, le législateur n'a pu formuler encore de règles précises, le juge s'est heurté à des difficultés de fait considérables et l'autorité administrative, impuissante à satisfaire les exigences de tous, a souvent avoué cette impuissance.

Aussi tout récemment un projet de loi a-t-il essayé de formuler dans quelques articles les principes de la matière.

Ce sont ces différentes questions que nous nous proposons d'étudier dans les chapitres qui vont suivre. Après avoir examiné rapidement les droits des riverains à l'émission des eaux pluviales et ménagères dans les cours d'eau, nous étudierons les déversements industriels et les déversements d'égout en ce qui concerne les droits des riverains supérieurs et inférieurs et les pouvoirs de l'administration. Nous analyserons le projet de loi récemment déposé au Parlement et nous terminerons par quelques indications sur les cours d'eau privés.

TITRE I

LES COURS D'EAU PUBLICS

CHAPITRE PREMIER

L'ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES ET MÉNAGÈRES DANS LES COURS D'EAU

L'évacuation naturelle des eaux pluviales se fait dans les cours d'eau. Ceux-ci naissent de la formation de ces eaux, et s'accroissent des eaux pluviales reçues au passage.

Pour cette première catégorie de déversement la question est simple. Le droit des riverains à déverser leurs eaux pluviales dans les cours d'eau existe à raison de la destination même de ces cours d'eau (1).

(1) Tout ce qui sera exposé au sujet des cours d'eau navigables dans ce chapitre et les suivants s'applique également aux canaux de navigation, construits par l'administration ou concédés temporairement. Ces canaux font partie du domaine public et il faut leur étendre ce qui sera dit des cours d'eau navigables pour la conservation, la pêche, etc... Les accessoires du canal, notamment les réservoirs d'alimentation ou de décharge ont le même caractère.

Quant aux canaux concédés à perpétuité, ils sont de véritables

§ I. — *Egout des toits.*

L'article 681, Code civil, ne peut trouver ici son application. L'expression voie publique ne s'entend pas des voies navigables ou non navigables. D'ailleurs, les circonstances où l'article 681 pourrait s'appliquer sont assez restreintes. Le long des cours d'eau navigables il existe d'un côté un chemin de halage, de l'autre un marchepied d'une largeur respective de 7m. 50 et de 3m. 25 pour le passage des chevaux. En outre, il est interdit d'avoir des arbres ou des clôtures à moins de 9m. 75 du côté où est établi le chemin de halage.

Il ne peut donc être question d'égout des toits direct dans les cours d'eau navigables. L'eau des toitures s'écoule d'abord sur le sol du chemin de halage, propriété privée, et gagne ensuite le cours d'eau suivant la pente du terrain ; ou bien gagne directement la rivière par des canalisations spéciales. Dans un cas comme dans l'autre, ce ne sont pas les règles posées par l'article 681 qui s'appliquent. S'il s'agit d'un cours d'eau non navigable pour lequel aucun chemin de halage n'est nécessaire, il n'arrive que rarement que des constructions quelconques soient établies en surplomb ou au droit des berges. Et ce n'est que par exception que les égouts des toitures s'écoulent directement dans les cours d'eau.

Dans tous les cas où des édifices peuvent être établis dans

propriétés privées grevées d'une affectation perpétuelle à la navigation (Cassation, 11 nov. 1867. D. 68, 1, 426. Conseil d'Etat, 30 déc. 1858, L. 786) et seront étudiés dans le chapitre des cours d'eau privés.

des conditions telles, que l'égout des toits s'écoule directement ou indirectement dans les cours d'eau, les auteurs sont d'accord pour reconnaître aux riverains tant sur les cours d'eau du domaine public que sur les rivières non navigables, le droit de laisser tomber directement ou d'amener par des chénaux et gouttières les eaux des toitures dans le cours d'eau (1). La jurisprudence est d'accord avec la doctrine sur ce point (2) : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de cassation, que les rivières, qu'elles dépendent ou non du domaine public, sont de leur nature destinées et assujetties à recevoir les eaux de toutes sortes qui y affluent, eaux de pluie, etc ... »

§ II. — *Eaux découlant naturellement suivant la pente.*

C'est pour cette catégorie d'eaux avant toutes les autres que l'on peut invoquer la destination des rivières assujetties à recevoir toutes les eaux qui y affluent en suivant la pente naturelle du sol de la vallée et de ses versants. C'est la meilleure justification que l'on puisse donner du droit du riverain. Pourrait-on, d'ailleurs, établir ce droit sur l'article 640 du Code civil ? L'affirmation ne fait pas de doute pour les cours d'eau non navigables qui, en tant que fonds inférieurs, « sont assujettis, envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement ». Cette solution est d'autant plus certaine que la loi du 8 avril 1898 a reconnu formel-

(1) Fabreguettes, *Traité des eaux*, tome I, n° 191 et la note. Picard, tome I, p. 67 et 72. Aubry et Rau, 5^e édit., III, p. 13.

(2) Cassation, 4 juin 1872. S. 72, 4, 263 ; 5 déc. 1887. D. 88, 1, 205.

lement la propriété du lit du cours d'eau aux riverains, propriété assujettie à une servitude perpétuelle de passage des eaux. Si donc le lit du cours d'eau navigable est grevé d'une telle servitude, on doit admettre qu'il supporte également la servitude de l'article 640. Le cours d'eau non navigable est bien le fonds inférieur du Code civil.

Pour les cours d'eau navigables la question est différente. Faisant partie du domaine public, il ne peut être question de leur appliquer l'article 640 qui ne règle que les rapports entre héritages privés. D'ailleurs, le caractère de domanialité publique s'oppose à ce qu'une servitude *légale* quelconque vienne grever le cours d'eau navigable. On doit donc tirer exclusivement de la destination même du cours d'eau et de la servitude *naturelle* dérivant de la situation des lieux, le droit des riverains.

Il faut rapprocher de cet écoulement des eaux pluviales au cours d'eau, le déversement des sources, du moins si le riverain laisse la source suivre son cours naturel, ne modifie pas le lieu où elle se jette dans la rivière et ne fait rien pour en altérer ou corrompre les eaux.

§ III. — *Eaux s'écoulant du fait de l'homme.* *Eaux ménagères.*

Il s'agit ici de déversements artificiels, soit que le propriétaire riverain détourne les eaux de sa propriété de leur direction naturelle pour les amener à la rivière, soit qu'il canalise et réunisse les eaux qui se rendaient à la rivière, pour les y jeter à un endroit déterminé, soit encore qu'il puise en amont un volume d'eau quelconque destiné à ses besoins domes-

tiques, agricoles ou industriels pour les restituer en aval, soit enfin qu'il envoie au cours d'eau ses eaux ménagères. Le droit du riverain s'il s'agit d'un cours d'eau non navigable ne saurait faire de doute. A l'argument tiré de la destination du cours d'eau, on doit ajouter un motif juridique pris dans le texte de l'article 644 Code civil. « Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 538 au titre de la distinction des biens, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés ; celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre à la sortie de son fonds à son cours ordinaire. » Cette faculté donnée au riverain exige, en effet, comme contrepartie la possibilité pour lui de la restituer au cours d'eau.

Ce droit existe pour les riverains en dehors de toute autorisation soit de l'administration, soit des riverains inférieurs ou supérieurs. La jurisprudence l'a reconnu pour toutes les eaux amenées artificiellement et, en particulier, pour les eaux ménagères (1).

Mais il faut ajouter que l'exercice de ce droit est soumis à trois conditions :

1^o Il faut qu'il ne s'agisse ni d'eaux corrompues, ni d'eaux nuisibles. Le déversement de celles-ci est soumis à des règles spéciales qu'on étudiera plus loin.

2^o Il ne faut pas que le déversement des eaux soit tel qu'il modifie l'écoulement normal du cours d'eau ; il ne faut pas, en particulier, que le riverain effectue pour assurer l'émission de ses eaux au ruisseau, des travaux de nature à en modi-

(1) Cassation, 4 juin 1872. D. 74, 1, 160 ; 31 décembre 1879. D. 80, 1, 109. *Conf.* Aubry Rau, 3^e édit., III, p. 13.

fier le libre écoulement. Dès qu'un déversement quelconque prend une importance suffisante pour modifier le cours des eaux ou pour nécessiter des travaux dans le lit, ou sur les berges de la rivière non navigable, le riverain doit demander une autorisation préfectorale.

3° Enfin, il ne faut pas que ces déversements artificiels nuisent en quoi que ce soit aux riverains voisins. Un riverain ne pourrait, par exemple, détourner une source et en jeter les eaux par le nouveau cours qu'il leur trace, en aval d'une usine, trop près de la roue, et de manière à en paralyser l'activité par un remous. De même, tout déversement de main d'homme, qui causerait des érosions aux fonds voisins ou déterminerait, au contraire, des atterrissements ou des envasements ne pourrait être effectué au préjudice des droits du voisin. L'auteur du déversement devait être mis en demeure ou bien de modifier les conditions dommageables d'écoulement de ses eaux ou bien de réparer le préjudice causé aux tiers.

Si on passe maintenant aux cours d'eau navigables on doit encore reconnaître, au profit du riverain, le droit de déverser ses eaux à la rivière même par suite de travaux exécutés par lui. On ne saurait invoquer les termes de l'article 644 ou de tout autre article du Code civil ; mais seulement la destination naturelle du cours d'eau. La jurisprudence administrative reconnaît d'ailleurs ce droit aux riverains (1).

Mais ici, en principe, le déversement à raison du caractère domanial du cours d'eau ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation administrative délivrée par le Préfet (2). Mais la plupart des déversements artificiels s'effectuent sans autori-

(1) Conseil d'Etat, 1^{er} février 1907. L. 124 ; 4 mars 1898, L. 199.

(2) Loi du 8 avril 1898, art. 40.

sation. Leur peu d'importance, notamment lorsqu'il s'agit de l'évacuation d'eaux domestiques, ne nécessite point de formalités particulières. Une tolérance administrative suffit à leur existence.

Cependant dès que ces déversements exigent des travaux dans les berges, l'établissement de canalisation, par exemple, il est nécessaire d'obtenir une permission du préfet.

C'est qu'en effet un pareil déversement engendre une servitude dont aucun riverain n'a le droit de grever les cours d'eau navigables ou les canaux.

Un déversement non régulièrement autorisé peut toujours, sans qu'on puisse invoquer l'excuse de la tolérance administrative, constituer une création de servitude et, par suite, une anticipation sur le domaine public.

CHAPITRE II

LES DÉVERSEMENTS D'EAUX INDUSTRIELLES OU MALSAINES DANS LES COURS D'EAU

L'étude des déversements malsains ou nuisibles dans les cours d'eau navigables ou non navigables présente une complexité assez grande pour plusieurs raisons. On se trouve, en effet en présence de droits divers et opposés, droits des riverains supérieurs, droits des riverains inférieurs, droits de réglementation et de répression des pouvoirs publics. Ces droits reposent sur de sérieux intérêts souvent inconciliables. L'intérêt de l'industrie se heurte tantôt à l'intérêt agricole, tantôt à l'intérêt de la pêche, tantôt aux intérêts d'ordre domestique, tantôt enfin aux intérêts généraux de salubrité et d'hygiène publiques.

A cette complexité d'intérêts, l'absence de législation unique ou le silence des textes viennent ajouter une confusion plus grande encore. On est en plein domaine jurisprudentiel, domaine peuplé d'innombrables arrêts, quelquefois, contradictoires et fondés sur des circonstances de fait plus souvent que sur des principes de droit strict.

Avant de préciser les différents points de droits essentiels, il importe d'indiquer la nature, l'importance et les consé-

quences des déversements insalubres opérés par les riverains. Les cours d'eau étant considérés comme les exutoires naturels de toutes les eaux, quelle que soit leur origine, sont désignés pour recevoir en dehors des eaux pluviales et ménagères, les eaux souillées qui y sont amenées ou s'y déversent naturellement. Ces eaux souillées sont de nature très diverse et leur degré de pollution varie avec leur nature. Ce sont des eaux ménagères particulièrement infectes ou chargées de détritux, ce sont des eaux malsaines ou insalubres, eaux de fumier, d'étables, d'abattoir. Ce sont des eaux corrompues, infectées par les industries qui les ont employées, eaux résiduairex des fabriques ; ce sont enfin les eaux d'égoutx particulierx ou communaux qui se déversent, chargées de déchets humains dans le lit des rivières. De plus en plus, par suite des progrès et du développement de l'industrie, de la construction d'égoutx communaux et de l'envoi dans ces égoutx des matières usées et fécalex, ces déversementx nocifx augmentent et troublent la pureté des eaux des cours d'eau.

Ce sont là les déversementx les plus nuisiblex. Les villex qui construisent des égoutx ou qui transforment leur réseau déjà construit en vue de l'écoulement des matières de vidange sont, en effet, de plus en plus nombreusex, et dans la plupart des cas elles évacuent leurs eaux usées dans les rivières, sans prendre les précautionx indispensablex pour faire disparaître les élémentx nuisiblex qu'elles renferment, sans se rendre compte qu'elles n'ont ainsi éloigné de leurs habitantx les germes d'infection que pour les reporter vers l'aval au préjudice des populationx riverainex dont la santé est menacée et qui ne peuvent plus utiliser les eaux pour les multiplex usagex auxquellex ellex servaient précédemment.

Cette pollution, sans cesse croissante, ne constitue pas seu-

lement un danger pour la salubrité, mais menace de compromettre l'utilisation des ressources hydrauliques de notre territoire (1).

Le mal n'est d'ailleurs pas limité aux eaux superficielles et les causes de contamination des eaux souterraines augmentent tous les jours au moment même où l'emploi des eaux de cette provenance prend une importance de plus en plus grande et s'étend de l'alimentation publique à l'industrie et aux usages agricoles. De nombreuses plaintes se sont élevées de diverses régions du territoire contre la contamination des cours d'eau.

Les inconvénients des déversements de liquides résiduaires quelconques dans les cours d'eau peuvent être appréciés à des points de vue très différents : destruction des poissons — altération des eaux — odeurs et émanations — envasement du lit.

L'intérêt de la pisciculture est gravement engagé dans la question. La contamination des cours d'eau, par le déversement des produits industriels, est une des causes profondes de la disparition des diverses espèces de poissons : on a, en effet, constaté que les produits chimiques rejetés dans les cours d'eau après leur utilisation dans les usines ou simplement les eaux résiduaires chargées de matières nuisibles et toxiques, tuent, endorment ou enivrent les poissons établis à proximité de ces déversements : quelquefois, l'inconvénient sera moindre : le poisson se contentera de fuir l'endroit contaminé. Nombre d'industries emploient et rejettent dans les cours d'eau des substances qui rendent l'eau de la rivière impropre à la vie du poisson.

(1) Voyez Corset, *Considérations sur la pollution des rivières par les eaux résiduaires industrielles*, Paris, 1909.

Toutefois, ce n'est pas là l'inconvénient dont les conséquences sont les plus désastreuses. L'intérêt de la pisciculture ne saurait être comparé à celui de la salubrité publique. A vrai dire, ces deux intérêts sont, en quelque sorte, parallèles, car toutes les substances, de nature à nuire au poisson, présentent des inconvénients non moins grands pour les riverains qui emploient aux usages domestiques l'eau des rivières contaminées. La salubrité publique est gravement engagée en cette matière. Nous verrons, par la suite, quels droits les riverains tirent de leur voisinage avec les cours d'eau et comment ces droits ne doivent point être lésés par les riverains supérieurs. Le principal de ces droits intéresse les usages domestiques auxquels les eaux sont employées par les riverains. L'eau sert de boisson, sert à faire cuire les aliments, sert aux lavages ; la salubrité exige que les eaux ainsi employées soient aussi pures que possible — en tout cas qu'elles ne contiennent aucun principe préjudiciable à la santé. Les déversements industriels, les déversements d'eaux d'égout, qui corrompent les eaux courantes sont contraires à la salubrité.

L'envoi d'eaux chaudes dans les cours d'eau rend pour les riverains immédiats l'usage de ces eaux impropres à l'usage domestique. Il en est de même de l'envoi d'eaux fortement colorées, ou lourdement chargées de matières chimiques.

Dans certain cas l'alimentation des communes en eau potable est gravement atteinte, quelquefois même rendue impossible par ces déversements. La santé publique en souffre.

L'altération des eaux ne nuit pas seulement à leur usage. Elle est souvent accompagnée d'émanations nauséabondes, d'odeurs fortes qui incommode les habitants des propriétés voisines. Là encore les déversements d'eaux résiduaires,

d'eaux vannes ou d'eaux d'égout préjudicient dans une large mesure à la jouissance des riverains.

Enfin, les déversements dans les cours d'eau peuvent intéresser à la fois la conservation du domaine public ou privé et la navigation. Beaucoup d'eaux résiduares chargées de molécules solides finissent — en laissant déposer peu à peu ces molécules — par encombrer le lit du cours d'eau, et par causer des envasements, dont la permanence est une gêne pour la navigation, une cause d'inondations plus fréquentes et plus dangereuses, et oblige à procéder à des curages plus répétés et plus coûteux : ce sont encore là de graves inconvénients.

On voit donc l'importance du problème : qu'il s'agisse de la destruction du poisson, des usages domestiques, des usages agricoles de l'eau ou même des usages industriels inférieurs, qu'il s'agisse de la santé publique intéressée à avoir à sa disposition des eaux pures et propres, ou de la conservation du lit des cours d'eau, toujours les déversements industriels doivent être envisagés à des points de vue très divers et très importants.

Lorsque nous parlons de déversements insalubres nous ne faisons pas seulement allusion à des déversements industriels nuisibles par l'impureté de leurs eaux, mais à tout envoi d'eaux de quelque nature qu'elles soient qui, par leur chaleur, leur composition, leur mode de déversement, portent atteinte aux intérêts des tiers : eaux d'égout, eaux vannes, eaux chaudes, eaux ménagères particulièrement insalubres et malsaines, matières de cabinet d'aisance, eaux urinaires, etc... aussi bien qu'eaux échappées d'usines et de manufactures.

Nous examinerons successivement :

- 1° Les droits des riverains supérieurs ;
- 2° Le pouvoir réglementaire de l'Administration et la répression.

SECTION I

Les droits des riverains.

Les cours d'eau navigables ou non navigables, étant les issues naturelles des eaux riveraines, il ne peut être question d'une interdiction formelle et absolue d'y déverser les eaux résiduaires. Bien plus, on peut parler de droits pour les riverains d'écouler dans les cours d'eau leurs eaux malsaines ou insalubres comme ils peuvent y écouler leurs eaux pluviales ou ménagères. Ce droit naît de la destination naturelle des rivières, comme la destination semblable des voies publiques permet aux riverains de ces voies d'y écouler leurs eaux usées. *En principe*, les fonds voisins des voies navigables ou non navigables peuvent donc y envoyer toutes leurs eaux y compris les eaux industrielles et résiduaires (1). Les eaux les plus contaminées, les plus corrompues, peuvent toujours — en principe — être envoyées au cours d'eau (2). La pratique et la réalité des faits sont, d'ailleurs, conformes à cette règle générale. Il est d'un exemple journalier et courant que des biefs d'usine apportent à la rivière des eaux résiduaires ou que des égouts rejettent

(1) Cassation, 4 juin 1872, D. 74, 1, 160. En ce sens Picard, IV, p. 450.

(2) Cassation, 6 juillet 1897, D. 97, 1, 424.

dans le cours d'un fleuve les eaux nauséabondes et corrompues d'une grande ville.

Mais si ce droit est formel et indiscutable, l'exercice en est subordonné à deux conditions essentielles : obtenir une autorisation administrative dans tous les cas où celle-ci est nécessaire ; ne rien faire qui puisse nuire aux intérêts des co-riverains (1). On conçoit ici l'importance qu'il faut attacher à cette distinction entre le droit et l'exercice ou la jouissance du droit ; non pas que ce soit là une distinction purement théorique et imaginaire. Il y a des cas où, après avoir obtenu l'autorisation administrative — souvent pure formalité — le riverain peut exercer son droit sans porter préjudice à aucun des intérêts des co-riverains. Si on suppose, par exemple, un riverain d'un cours d'eau, possédant un établissement situé à l'embouchure de ce cours d'eau, il est clair qu'il pourra y déverser ses eaux si corrompues soient-elles, si elles sont immédiatement entraînées vers la mer où elles ne nuisent à personne.

De même, le riverain d'un grand fleuve peut y déverser des produits très nuisibles si leur faible volume, eu égard au volume considérable des eaux du fleuve, n'en altère pas la pureté suffisamment pour préjudicier aux riverains inférieurs ; si, d'ailleurs, le courant rapide entraîne ces eaux contaminées vers le milieu du fleuve en les diluant rapidement et en empêchant des envasements ou des altérations graves de se produire.

On arrive donc à cette conclusion pratique que l'émission d'eaux résiduaires au cours d'eau ne doit pas être envisagée en elle-même, c'est-à-dire avant tout mélange avec les eaux

(1) Cassation, 24 mars 1879. S. 80, 1, 45, 12 mars 1900. D. 00, 1, 284 ; 27 avril 1857. D. 57, 1, 173 ; 16 janvier 1866. D. 66, 1, 206.

de la rivière, mais après ce mélange et suivant le volume, le débit et la nature des eaux du cours d'eau. Des arrêts nombreux se sont placés à ce point de vue pour reconnaître les droits des riverains au déversement (1).

L'exercice des droits des riverains se ramène donc à deux points : l'autorisation administrative et les conséquences vis-à-vis des tiers.

Sur le premier point nous serons brefs. On sait déjà qu'en ce qui concerne les cours d'eau non navigables, aucune autorisation n'est nécessaire en principe ; mais aucun travail ne peut être exécuté sans l'autorisation du préfet s'il intéresse l'écoulement des eaux. Quiconque doit faire un pareil travail doit soumettre les plans au préfet.

Celui-ci dans le délai de deux mois doit indiquer si l'ouvrage projeté intéresse l'écoulement des eaux. Dans ce cas l'ouvrage ne pourra être exécuté que dans les conditions fixées par le préfet. Si le préfet ne répond pas dans deux mois, le riverain pourra procéder à l'exécution des travaux.

S'il s'agit de Cours d'eau navigables, c'est-à-dire faisant partie du domaine public, le caractère de domanialité publique a pour conséquence qu'aucun déversement ne peut se faire sans une autorisation administrative. Celle-ci ne constitue pas une simple permission donnée aux riverains. C'est la concession d'un droit, mais d'un droit précaire. L'administration pourra retirer l'autorisation postérieurement, mais seulement dans un intérêt public.

Mais à côté de ces déversements qui sont autorisés administrativement, il en est d'autres qui sont soumis à un régime différent. Il y a, d'abord, des déversements d'eaux résiduaires de peu d'importance, qui n'intéressent nullement

(1) Douai, 29 avril 1896. D. 97, 2, 8.

le régime du Cours d'eau, et très peu la qualité des eaux. Pour ceux-là, la tolérance administrative suffit.

Il en est d'autres, au contraire, généralement plus importants qui sont fondés sur des titres antérieurs à 1789, et qui doivent être respectés comme possédant une autorisation régulière.

D'autres déversements enfin, comme ceux des établissements classés, font l'objet d'arrêtés préfectoraux spéciaux. Nous les examinerons dans le paragraphe consacré au pouvoir réglementaire de l'autorité administrative.

L'exercice du droit des riverains est en second lieu subordonné au respect du droit des tiers (1). La jurisprudence reconnaît que le riverain supérieur ne peut faire des eaux un usage qui les altère et les corrompt de manière à nuire au propriétaire inférieur (2). Cette restriction a une importance très grande lorsque les eaux sont utilisées par certaines industries (teintureries, mégisseries, etc...), l'administration, lorsqu'elle autorise la création de ces établissements sur les Cours d'eau, a, d'ailleurs, à se préoccuper de cette question ; elle peut imposer à cet égard certaines prescriptions à l'usinier non seulement dans un but de salubrité publique, mais encore en vue de sauvegarder les intérêts des riverains dont les droits au surplus sont toujours réservés. Il y a donc lieu d'examiner rapidement quels droits les tiers inférieurs peuvent invoquer.

Ces droits des riverains sur les cours d'eau navigables ou non navigables sont nombreux : Ils se ramènent tous aux usages que les voisins d'une rivière peuvent tirer de ses eaux. Tantôt ces usages n'exigent pas une pureté quelconque

(1) Voyez Dalloz, *Répert.*, v^o Servitude n^o 80, 120, 233 et suiv. Douai, 3 mars 1845, D. 45, 2, 167.

(2) Cassation, 16 janv. 1866, D. 66, 1, 206.

des eaux. Ce sont ceux qui s'appliquent à la force motrice tirée de la houille blanche. Tantôt, au contraire, les riverains se servent de l'eau pour des usages qui nécessitent une certaine qualité des eaux : alimentation, lavages, usages domestiques, usages agricoles, usages industriels ; ces usages de l'eau exigeront l'absence de toute matière acide, colorante ; dans d'autres cas il faudra que l'eau soit potable ce qui devra exclure tout germe toxique ou nauséabond.

Enfin, les riverains, s'il s'agit d'eaux non domaniales, les fermiers ou locataires du droit de pêche dans les eaux domaniales, peuvent invoquer leurs droits pour se plaindre de tout déversement de nature à enivrer ou à détruire le poisson.

Les origines de ces droits, à part le droit de pêche, peuvent être diverses ; art. 644, Code civil, art. 2 de la loi 1898, conventions amiables, prescription, autorisation administrative etc...

Tels sont les droits des riverains inférieurs auquel l'auteur des déversements ne doit pas porter atteinte.

Notre étude ne comporte pas l'examen des actions que les riverains auraient à exercer pour faire respecter leurs droits vis-à-vis des riverains supérieurs. Cependant, l'examen du droit de déversement de ces derniers riverains, nous oblige à préciser quelque peu les limites de ce droit vis-à-vis des voisins d'aval. Pour que les riverains inférieurs puissent s'opposer aux déversements d'eaux résiduaires, il faut que ceux-ci soient de nature à préjudicier gravement à leurs droits et qu'ils y préjudicient effectivement (1). L'altération des eaux ne suffit pas en principe (2). Il faut que cette alté-

(1) Rouen, 18 mars 1839. D. 45, 2, 167 ; Lyon, 13 déc. 1854. D. 56, 2, 284. Voyez Dalloz, *Répert.*, v° Servitudes ; Caen, 20 déc. 1855. D. 56, 2, 294.

(2) Picard, IV, p. 450.

ration ait, en fait, des conséquences nuisibles : par exemple, si les eaux ainsi altérées avaient une action toxique sur les plantes, les poissons, ou dégageaient des émanations insalubres rendant les propriétés inhabitables, etc. Sur les cours d'eau navigables comme sur les cours d'eau non navigables les riverains et autres usagers ne sont, en effet, pas propriétaires des eaux, et n'ont pas qualité pour s'opposer au déversement d'eaux résiduaires par ce seul motif qu'elles sont contaminées. Mais si les impuretés déversées dans la rivière sont assez abondantes eu égard au volume débité pour contaminer les eaux de manière à les rendre impropres aux usages agricoles, industriels ou domestiques (1) soit à détruire le poisson, tous ceux qui ont le droit d'user de ces eaux, tous ceux qui ont le droit de pêche peuvent s'opposer à ce déversement et réclamer des dommages-intérêts.

Mais pour qu'il y ait véritablement dommage et réparation nécessaire de ce dommage il faut que plusieurs conditions soient réunies :

Il faut tout d'abord prouver le dommage c'est-à-dire l'altération des eaux au point que les droits du riverain soient lésés soit parce que l'eau n'est plus utilisable pour les usages domestiques agricoles ou industriels, ou que sa corruption soit telle que le poisson ne puisse plus y séjourner. Il faut aussi que le régime du Cours d'eau ne soit pas par un usage immémorial et une tradition constante affecté à l'évacuation des liquides corrompus. Exemple : les ruisseaux des environs de Rouen.

Il faut enfin que le préjudice causé soit la conséquence immédiate et directe du déversement. Tout dommage indirect,

(1) Cassation, 12 mars 1900. D. 00, 4, 284 ; 21 mars 1879. S. 80, 1, 45 ; 5 décembre 1887, *Revue des Mines* 1887, p. 350, 47 janvier 1888. D. 88, 1, 75.

plus ou moins éloigné du fait dommageable, n'entraîne pas une responsabilité pécuniaire. Cependant, si le dommage indirect peut être rattaché ouvertement au fait du déversement la responsabilité de l'auteur du déversement est engagée. Ainsi l'usiner, par la faute duquel une rivière a été empoisonnée, ne doit pas d'indemnité à un aubergiste pour diminution de sa clientèle, si cette diminution n'a pas pour cause la mort du poisson dans la rivière. Mais, au contraire, des dommages-intérêts seraient dus s'il y avait connexité entre les deux faits (1).

Il faut encore pour que l'action soit recevable que les déversements ne soient pas antérieurs à l'acquisition du terrain riverain du cours d'eau ; car alors le riverain ne pouvait prétendre ignorer les inconvénients du voisinage. C'est ce qui semble ressortir d'un arrêt du Conseil d'Etat (2). Mais l'auteur du déversement serait, cependant, responsable devant le riverain inférieur, si la contamination des eaux avait augmenté depuis l'acquisition du terrain bordant la rivière, ou si malgré une promesse de faire disparaître les causes de contamination dans un certain délai celles-ci avaient continué à subsister (3).

En quoi consiste donc le droit des riverains inférieurs ? Il ne leur est pas permis d'exiger directement la suppression du déversement. Leur droit se résout uniquement en une action en dommages-intérêts basée sur l'article 1382, Code civil (4). C'est donc devant les tribunaux judiciaires que

(1) Nancy, 8 février 1890. *Loi*, 31 octobre 1890.

(2) Conseil d'Etat, 14 juin 07. *L.* 265.

(3) Même arrêt.

(4) Cassation, 5 décembre 1887, *Rev. des Mines*, 1887, p. 350.
7 juin 1904. *Monit., Lyon*, 19 oct. 04. *Lyon*, 7 février 1905.
Monit., Lyon, 3 avril 1906.

l'action devra être portée, et ceux-ci auront pleine compétence pour juger le différend (1). La question pourrait être controversée s'il s'agissait de contestants tous deux commerçants et si les faits qui donnent lieu à l'action avaient été accomplis dans l'exercice d'une industrie. Un jugement du tribunal civil de Lille du 30 avril 1891 (2) a tranché la question dans le sens de la compétence civile.

Le rôle des tribunaux judiciaires est délicat. Ils doivent, en effet, concilier les droits des riverains inférieurs, avec les intérêts primordiaux d'une industrie qui très souvent ne peut pas faire autrement que de déverser dans le cours d'eau les eaux impures (3). On devra avoir égard à l'état général du cours d'eau, à la possibilité pour l'auteur du déversement de remédier à ses conséquences préjudiciables, au rapport de cause à effet entre le dommage causé et l'évacuation des eaux résiduaires.

On a longtemps agité la question de savoir si les tribunaux civils pouvaient prescrire la modification, ou la destruction d'ouvrages effectués par l'auteur des déversements avec l'autorisation de l'administration. La jurisprudence admettait d'abord que le juge civil devait se borner à condamner l'industriel à des dommages-intérêts, et ne pouvait ordonner la destruction de travaux qui avaient obtenu la sanction de l'autorité administrative (4). Mais une doctrine toute différente a prévalu ensuite au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

On a fait une distinction entre les ouvrages exécutés dans

(1) Cassation, 13 décembre 1861.

(2) *Annales du Régime des Eaux*, année 1891, tome V, p. 324.

(3) V. *Rep.*, Dalloz, v^o Industrie, n^o 169, v^o Manufacture, n^o 210.

(4) Cassation, 19 août 1845. D. 45, 1, 401.

l'intérêt général et ceux qui ne sont faits que pour l'utilité des particuliers. En vertu de cette distinction, il est aujourd'hui de principe constant que s'il n'appartient qu'à l'autorité administrative de connaître des difficultés qui naissent à l'occasion des travaux prescrits sur les cours d'eau dans l'intérêt public (égouts, par exemple), l'autorité judiciaire est, au contraire, seule compétente pour statuer sur les demandes en modification ou en destruction auxquelles donnent lieu les travaux autorisés dans un intérêt purement privé (1).

L'autorisation, donnée par l'administration d'opérer des déversements n'étant accordée qu'au point de vue des droits de police et de surveillance de l'administration supérieure sans préjudice du droit des tiers, ne met pas obstacle à l'action des tribunaux civils. Ceux-ci, saisis des plaintes des riverains inférieurs, ont tout pouvoir pour faire cesser le trouble, pour défendre au propriétaire supérieur, à peine d'une condamnation pécuniaire pour chaque contravention, de laisser à l'avenir couler dans le cours d'eau les eaux résiduelles (2).

En effet, si la réparation du dommage causé à autrui est le plus ordinairement établie en argent, la loi n'interdit pas tout autre mode de réparation de nature à donner satisfaction à la partie lésée (3).

Les juges peuvent aussi allouer une indemnité aux demandeurs, généralement après expertise, fixée d'après les conclusions de cette expertise, globale si on peut apprécier en une fois le dommage, sinon annuelle et renouvelable tant que dureront les déversements incriminés.

(1) Cassation, 10 avril 1883. D. 84, 1, 322. Conseil d'Etat, 18 juillet 1884. D. 86, 3, 18.

(2) Cassation, 12 mars 1900. D. 00, 1, 284.

(3) Cassation, 31 déc. 1879. D. 80, 1, 109 ; 9 août 1880. D. 81, 1, 206, 6 juillet 1897. D. 97, 1, 536, 9 janvier 1872. D. 72, 1, 41.

La permission donnée par l'autorité administrative ou l'autorisation régulière d'un établissement industriel ne sera jamais un moyen de défense valable.

Si l'altération des eaux provient non pas de déversements industriels particuliers opérés en amont du riverain, mais de déversements d'eaux d'égouts communaux, l'action des riverains lésés a un tout autre aspect. Ces déversements d'égouts sont envisagés par la jurisprudence comme conséquences de travaux publics exécutés par une ville et rentrent dans les limites de la jurisprudence constante en vertu de laquelle les dommages résultants de travaux publics donnent lieu à une indemnité dont l'allocation est poursuivie devant le Conseil de préfecture.

La question des déversements d'égouts communaux, et leurs conséquences vis-à-vis des tiers, a été particulièrement posée à propos des déversements effectués par la ville de Paris dans les eaux de la Seine. De nombreux arrêts sont intervenus. La ville de Paris a été déclarée responsable et condamnée à des dommages-intérêts toutes les fois que les riverains d'aval ont pu fournir la preuve du préjudice causé (1).

La compétence administrative n'est pas limitée aux déversements d'égouts des communes. Toutes les fois que la contamination d'un ruisseau, provient de travaux publics, c'est le Conseil de préfecture qui est compétent. Ainsi la contamination d'un ruisseau à la suite de déversement des eaux industrielles d'une manufacture nationale d'armes, résulte

(1) Conseil d'Etat, 14 juin 1907. L. 565 ; Conseil d'Etat, 30 juillet 1880. L. 714 ; 19 mai 1905. L. 463 ; 26 juillet 1907. L. 737. Voyez les multiples arrêts rapportés au Lebon tables 1895-1904, v° Travaux publics, n° 1467.

d'un travail public, et l'indemnité à raison du préjudice causé doit être réclamée devant le Conseil de préfecture (1). Il en serait de même pour des déversements d'égouts provenant d'une caserne (2). Mais il n'en est plus de même, malgré le caractère apparent de travail public, si les déversements poursuivis proviennent d'un établissement classé. Ainsi l'égout, établi par une commune pour le service d'un abattoir, a le caractère d'un travail public et, par suite, il ne peut appartenir aux tribunaux judiciaires d'en ordonner la suppression ; mais les tiers riverains inférieurs ne se plaignent pas de l'exécution de ce travail ; ils se plaignent de ce que la commune, au moyen de cet égout fait écouler dans un cours d'eau les eaux provenant de l'abattoir et qui ont été corrompues par les opérations qui s'y pratiquent.

En pareil cas, il ne s'agit pas de dommages résultant de l'exécution d'un travail public, mais de dommages causés par l'exploitation de l'abattoir considéré comme établissement insalubre et qui sont de la compétence judiciaire. Si c'est à l'autorité administrative qu'il appartient d'autoriser l'exploitation d'un semblable établissement et de fixer les mesures à prendre pour l'écoulement des eaux de l'abattoir, cette autorisation n'a été accordée que sous la réserve des droits des tiers, et ne saurait avoir pour effet d'enlever à la connaissance des tribunaux judiciaires les contestations entre la commune et les propriétaires d'usines relativement au préjudice résultant des déversements de l'abattoir (3).

Cependant il y a une exception au principe : La compé-

(1) Conseil d'Etat, 26 avril 1901, L. 408.

(2) Trib. conflits, 4 déc. 1897. D. 99, 3, 21.

(3) Conseil d'Etat, 13 déc. 1861. L. 894. Voyez sur la même affaire ; Cassation, 19 janvier 1861, D. 61, 1, 122.

tence administrative n'est pas applicable aux fermiers de pêche (1).

La loi du 15 avril 1829 (art. 1 et 2) reconnaît le droit de pêche aux riverains sur les cours d'eaux non navigables, aux locataires ou fermiers sur les eaux du domaine public. Les fermiers, locataires ou propriétaires du droit de pêche et les riverains des eaux non domaniales ont à leur disposition deux moyens d'action. Ou bien ils porteront leur action devant les tribunaux civils qui alloueront des dommages-intérêts (2) ; ou bien ils se porteront partie civile devant les tribunaux correctionnels saisis par l'action publique. S'il s'agit, en particulier, de fermiers de la pêche sur les eaux domaniales ceux-ci pourront agir directement contre ceux qui leur portent préjudice en souillant les eaux de manière à les rendre moins poissonneuses, en détruisant le poisson ou même en empêchant sa reproduction (3). Ils peuvent encore agir directement contre l'Etat de qui ils tiennent leur droit et qui doit, par conséquent, leur en garantir la jouissance. Cependant il est clair que les causes permanentes de contamination, qui existaient au moment où le bail de pêche a été passé, ne sauraient donner lieu à aucune réclamation de leur part, puisqu'ils ont dû en tenir compte dans les offres qu'ils ont faites pour le prix du bail.

Ajoutons que les arrêtés préfectoraux, autorisant les déversements industriels dans les cours d'eau, ne peuvent faire obstacle à l'action basée sur les articles 23, et 25 de la loi du

(1) Paris, 1^{er} mai 1891, *Annales du régime des Eaux*, année 1891, p. 275. Trib. civ. Seine, 20 juillet 1894, *Droit*, 24 juillet 1894.

(2) Cassation, 11 juin 1896, *Pandectes* 98, 1, 93 et 2 juil. 1910, *Gaz. Pal.* 1910, 2, 408.

(3) Trib. civ. Seine, 5 juin 1885, *Droit*, 31 juillet 1885.

15 avril 1829, surtout lorsque ces arrêtés, en accordant les autorisations, ne se sont référés en aucune façon au décret du 10 août 1875 sur la pêche et se sont placés, non pas au point de vue de la pêche et de la reproduction du poisson, mais de l'hygiène et de la santé publique (1).

SECTION II

Les pouvoirs de l'administration.

L'autorité administrative possède-t-elle des armes pour prévenir, réglementer ou interdire ces déversements insalubres dans les cours d'eau? Quelques auteurs pensent que les pouvoirs dont elle dispose sont inefficaces et insuffisants. Le 24 décembre 1910, le gouvernement, sous l'inspiration de ces auteurs et par l'intermédiaire de M. Raynaud, ministre de l'Agriculture et de M. Puech, ministre des Travaux publics, a déposé un projet de loi relatif aux mesures à prendre contre la pollution et en vue de la conservation des eaux des rivières. Pour justifier les dispositions prévues et avant d'examiner ce projet de loi, il est nécessaire de rappeler quels sont actuellement les pouvoirs de l'autorité administrative et leur application. On appréciera mieux alors par une étude d'ensemble le but et l'efficacité des mesures proposées.

(1) Grenoble, 27 juin 1891, *Rec., Grenoble*, 91, 1, 240.

On sait que la police des cours d'eau navigables ou non navigables relève de l'autorité administrative ; les cours d'eau navigables dépendent du ministère des Travaux publics ; les cours d'eau non navigables du ministère de l'Agriculture. Pour ces deux catégories d'eaux courantes le préfet représentant du pouvoir central, a dans ses fonctions pour chaque département la police générale des différentes rivières. Il y pourvoit au moyen d'arrêtés généraux pris suivant un arrêté type (1), ou par arrêté individuel pour tel riverain en particulier.

Les pouvoirs de police du préfet sont spécifiés pour les cours d'eau non navigables par les article 8 et 12 de la loi du 8 avril 1898, et pour les cours d'eau navigables par les articles 40, 41 et 42 de la même loi (2).

A côté de l'action préfectorale, le maire, dans chaque commune, tient aussi des différents textes législatifs, des pouvoirs de police sur les cours d'eau. Tantôt il agit dans les limites de la délégation préfectorale et comme auxiliaire de l'autorité administrative supérieure (3) pour tout ce qui concerne la police des cours d'eau. Tantôt il agit suivant des pouvoirs propres par initiative personnelle, mais seulement dans deux cas : 1° lorsqu'il y a danger ou péril imminent. Ce premier cas ne rentre pas dans les limites de notre étude et se réfère surtout aux menaces d'inondation ; 2° lorsque la salubrité publique est en jeu. Ce second cas est de beaucoup le plus général. Toutes les fois que l'état d'un cours d'eau affecte ou peut affecter la salubrité de la commune, le maire

(1) Voyez Picard, tome II, annexe 1 et tome III annexe 2 art. 51.

(2) Voyez aussi les anciens règlements de police maintenus en vigueur par la loi des 17-22 juillet 1791, la loi des 22 décembre, 6 janvier 1790, section III, art. 2.

(3) Art. 16, Loi 8 avril 1898.

tient de la loi de 1884, art. 97 et de la loi du 21 juin 1898, article 18 et 21, les pouvoirs les plus étendus (1). Les actes administratifs réglementaires sont donc tantôt des décrets rendus après enquête dans la forme des règlements d'administration publique, tantôt des arrêtés préfectoraux ou municipaux, généraux et réglementaires ou spéciaux et individuels (2).

L'action de l'autorité administrative se manifeste donc par l'entremise de deux fonctionnaires différents, préfet ou maire. Mais chacun d'eux peut agir soit par mesure préventive, soit par mesure répressive. De plus les pouvoirs de chacun diffèrent suivant qu'ils concernent des cours d'eau navigables ou des cours d'eau non navigables. L'étude des pouvoirs de l'autorité administrative se divisera donc comme suit :

1° Cours d'eau non navigables ni flottables.

a) Pouvoirs préventifs ; b) pouvoirs répressifs ; vis-à-vis des déversements particuliers ; et des égouts communaux.

2° Cours d'eau navigables (mêmes divisions).

COURS D'EAU NON NAVIGABLES

§ I. — *Réglementation préventive.*

La loi du 8 avril 1898 a précisé les pouvoirs de police des préfets et des maires sur les cours d'eau non navigables (art 16), et a entouré l'action administrative de certaines

(2) Voyez aussi Loi 15 février 1902.

(3) Voyez la circulaire du ministère de l'Agriculture du 1^{er} juin 1906.

garanties pour les riverains, au moyen de recours qui n'existaient antérieurement qu'au cas d'excès de pouvoir (art. 13).

Si le lit de ces cours d'eau appartient aux riverains, il n'en est pas de même de l'eau. Les riverains ne doivent user de cette eau qu'en se conformant aux prescriptions de l'autorité administrative.

La situation légale de ces cours d'eau qui en fait une propriété commune des riverains, grevée d'une servitude perpétuelle de passage des eaux et qui en classant ces eaux comme *res communis* en confie la police et la conservation à l'autorité publique, a pour conséquence de subordonner toute entreprise sur ces cours d'eau à une autorisation administrative (1).

L'autorité administrative a donc un pouvoir préventif réglementaire considérable. Cependant, on peut se rendre compte que si ses pouvoirs sont suffisants pour les déversements particuliers de peu d'importance, ils rencontrent dans la pratique des difficultés très grandes lorsqu'il s'agit de déversements plus considérables. Il y aurait intérêt sérieux — comme on pourra s'en apercevoir, — à régler, d'une

(1) Loi 1898, art. 12. « Les préfets statuent après enquête sur les demandes ayant pour objet : 1° L'établissement d'ouvrages intéressant le régime ou le mode d'écoulement des eaux, 2° La régularisation de l'existence des usines et ouvrages établis sans permission et n'ayant pas de titre légal, 3° la révocation ou la modification des permissions précédemment accordées. »

On doit comprendre dans les termes de cet article les déversements opérés dans les Cours d'eau. Les permissions accordées pour ces déversements peuvent être révoquées ou modifiées sans indemnité soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour faire cesser les inondations, soit pour couvrir les différents intérêts en présence. Dans tous les cas les droits des tiers sont et demeurent réservés.

manière toute spéciale la procédure à suivre en ce qui concerne les deux cas de déversements les plus graves et les plus fréquents, ceux opérés par les égouts et par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. Des mesures particulières doivent être prises dans ces deux cas : d'une part parce que ces déversements constituent les causes principales des contaminations des cours d'eau ; d'autre part, parce que l'intervention administrative devant nécessairement s'exercer pour autoriser les égouts et les établissements classés, il convient de profiter de cette circonstance pour réglementer parallèlement leurs évacuations dans les rivières. On étudiera donc successivement :

1° Les déversements particuliers ; 2° les déversements d'établissements classés ; 3° les déversements d'égouts communaux.

1° En dehors des questions spéciales concernant les établissements classés, l'autorité administrative puise dans ses pouvoirs généraux de police le droit d'édicter des règlements destinés à assurer soit la conservation du cours d'eau, soit la salubrité publique (1). Chargés de diriger les eaux des cours d'eau vers un but d'utilité générale, les préfets doivent chercher à supprimer les inconvénients de toute nature que présente la pollution des eaux. Pour cela ils ne doivent s'inspirer que de l'intérêt public et ne peuvent réglementer le régime des cours d'eau dans un but étranger à cet intérêt (2). Ils ont donc édicté dans tous les départements des règlements de police sur les cours d'eau non navigables, dont les dispositions sont conformes à un modèle que la direction

(1) Loi des 22 décembre 1789, 6 janvier 1790, 14 floréal an XI et 8 avril 1898.

(2) C. d'E., 24 janvier et 18 août 1856. L. 69 et 535.

de l' « Hydraulique et des améliorations agricoles » a préparé pour remplacer en le complétant celui qui avait été abrogé précédemment comme ne concordant plus avec la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux (1).

La circulaire, qui accompagne ce règlement de police, fait ressortir qu'il n'est pas moins essentiel pour l'intérêt général de préserver les eaux de la contamination, que d'assurer leur libre écoulement et elle recommande aux ingénieurs du service hydraulique de veiller avec le plus grand soin à la stricte observation des précautions destinées à sauvegarder la pureté des eaux de rivières. Les pouvoirs du préfet se manifestent soit sous forme d'arrêtés généraux, soit sous forme d'arrêtés individuels. Le règlement général légalement édicté devient la loi du cours d'eau. Il fait table rase et abroge tous les actes administratifs antérieurs et toutes les autorisations accordées. Ces règlements généraux ne sont pas susceptibles d'être attaqués par la voie contentieuse, à raison de ce qu'ils porteraient atteinte à des droits privés

(1) Par une circulaire du 17 juillet 1900 le ministre de l'Agriculture avait, en effet, invité les préfets à rapporter le règlement de police sur les cours d'eau non navigables ni flottables pris conformément aux Instructions du ministre des Travaux Publics en date du 21 juin 1878.

Cette mesure était indispensable puisque le modèle réglementaire n'était plus en parfaite concordance avec la loi du 8 avril 1898, mais l'absence de tout règlement de police ne pouvait être que provisoire, étant donné la nécessité pour l'Administration de fixer avec précision les usagers des eaux sur leurs obligations, et un nouveau règlement devait être pris dès que la loi du 8 avril 1898 aurait été complétée par les Règlements d'Administration publique prévu pour son application.

C'est pour satisfaire à cette nécessité que le ministre de l'Agriculture a le 1^{er} juin 1906 envoyé un modèle nouveau de règlement de police des cours d'eau non navigables ni flottables.

Les mêmes mesures de police (1) n'ouvrent pas contre l'Etat droit à indemnité.

Les préfets ne doivent donc agir qu'avec réserve et uniquement dans l'intérêt général. Ils peuvent aussi agir par mesure individuelle. La loi de 1898 leur permet de révoquer ou de modifier des permissions précédemment accordées (art. 12). Ils peuvent donc interdire temporairement les déversements précédemment autorisés. Mais la suspension ou la suppression d'une autorisation antérieure exigent en principe une indemnité (2).

Leurs prescriptions peuvent se ramener aux deux principes suivants : 1° Les arrêtés préfectoraux soumettent à l'autorisation administrative tous les déversements particuliers (3) ; 2° Ils interdisent tous déversements susceptibles de nuire à la salubrité, à l'écoulement ou à l'utilisation des eaux (4). Les préfets ont donc un pouvoir réglementaire préventif considérable, puisqu'il ne peut exister aucun déversement de quelque importance dans le cours d'eau non navigable en l'absence d'une autorisation préfectorale.

L'article 11 de la loi du 8 avril 1898 porte, en effet, qu'aucun ouvrage ne peut être entrepris sans l'autorisation de l'administration, et l'article 12 ajoute qu'il appartient aux préfets de statuer après enquête sur les demandes ayant pour objet l'établissement d'ouvrages intéressant le régime ou le mode d'écoulement des eaux. Cette autorisation, donnée par le préfet, peut être subordonnée à des conditions destinées à sauvegarder la salubrité générale et la pureté des eaux. Un

(1) C. d'E., 30 mars 1888.

(2) Conseil d'Etat, 8 août 1865, L. 847 ; 9 août 1880, L. 770 ; 27 juillet 1883, L. 697 ; 30 mai 1884, L. 454.

(3) Art. 4 et 8 du règlement type.

(4) Article 12, même règlement.

décret du 1^{er} août 1905 a fixé les formalités et phases de l'enquête préfectorale (1).

(1)

1^{er} juin 1906

Ministère de l'agriculture

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE ET DES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

Département d.

Cours d'eau non navigables ni flottables

(Modèle d'arrêté préfectoral)

(Extraits)

Nous, Préfet du département d.

Vu la loi du 22 décembre 1789-janvier 1790 ;

Vu la loi des 12-20 août 1790 qui confie notamment à l'Administration le soin de diriger toutes les eaux du territoire vers un but d'utilité générale ;

Vu les lois des 28 septembre-6 octobre 1791 et 20 messidor an III (article 4) ainsi que l'arrêté du Gouvernement du 19 ventôse an VI ;

Vu les articles 644, 645, 714 du Code civil et les articles 457, 471, 474 du Code pénal ;

Vu les décrets des 8 mai 1861, 14 novembre 1881, 5 septembre 1897 ;

Vu la loi du 5 avril 1884 (article 99) ;

Vu la loi du 8 avril 1898 (Titre II), notamment l'article 8 qui charge l'autorité administrative de la conservation et de la police des cours d'eau non navigables ni flottables ;

Vu les règlements d'administration publique des 14 novembre 1899 et 1^{er} août 1905 ;

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture en date du 1^{er} juin 1906 ;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

.
.

2° Les établissements classés empruntent souvent à la rivière l'eau qui leur est nécessaire et la rejettent ensuite dans le cours d'eau. Pendant la fabrication à l'intérieur de

ART. 4.

Caractères distinctifs des travaux subordonnés à une autorisation préalable.

Aucun travail, quel qu'il soit, permanent ou temporaire, susceptible d'avoir une influence sur le régime ou l'écoulement des eaux d'un cours d'eau, ne peut être entrepris avant d'avoir été autorisé par l'administration.

.

L'article 4 a pour but d'indiquer de la façon la plus générale quels sont les travaux dont l'exécution est subordonnée à une autorisation préalable.

Toutes les fois qu'un travail quelconque permanent ou temporaire est susceptible d'avoir une influence, soit sur le régime, soit sur l'écoulement des eaux, il ne doit être entrepris qu'après avoir été auparavant autorisé par l'Administration.

Pour reconnaître, dans chaque espèce particulière, si une autorisation est nécessaire, il conviendra donc uniquement d'examiner si l'une ou l'autre de ces deux conditions est remplie. Cette règle est absolue ; elle est applicable quelle que soit la nature et l'importance de l'ouvrage projeté, quelle que soit sa situation par rapport au lit. Elle conserve toute sa valeur lorsque l'opération ne comporte pas d'ouvrages intéressant par eux-mêmes l'écoulement des eaux, comme par exemple dans le cas de dérivations effectuées au moyen de simples coupures dans la berge. Elle trouverait également son application s'il s'agissait de prises ou déversements communiquant indirectement avec une rivière, puisque, dans ces circonstances, le régime des eaux serait encore influencé.

Les caractères distinctifs des travaux soumis à autorisation étant ainsi déterminés par l'article 4, les articles 5, 6, 7 et 8 envisagent les différents cas qui peuvent se présenter et précisent les règles spéciales à chacun d'eux.

.

l'usine l'eau a été contaminée, altérée et c'est sous la forme de liquide résiduaire qu'elle est restituée à la rivière. Ces déversements constituent une des plus importantes matières de

ART. 8.

Prise d'eau et déversements d'eau.

Toute prise d'eau, quel qu'en soit le mode, tout déversement susceptible de modifier d'une manière appréciable le débit d'un cours d'eau ne peut être effectué, soit directement, soit indirectement, à titre permanent ou temporaire, qu'après avoir été autorisé par l'administration.

Article. 8. — Prises et déversements d'eau.

L'article 8 est relatif aux prises et déversements d'eau.

Les riverains, dans l'exercice des droits sur les eaux qui leur sont conférés par le Code civil, sont soumis au pouvoir réglementaire de l'Administration, et l'article 2 de la loi du 8 avril 1898 rappelle expressément que, dans l'usage de l'eau courante qui borde ou traverse leurs propriétés, ils sont tenus de se conformer aux dispositions des règlements et aux autorisations émancées de l'Administration.

Les prises et les déversements d'eau ont nécessairement, quel que soit le volume dérivé ou écoulé, une influence sur le régime des cours d'eau où ils sont effectués et devraient, par suite, conformément au principe posé à l'article 4, n'être opérés qu'après avoir été autorisés. Cependant l'application stricte de cette règle entraînerait un travail considérable pour les agents du service hydraulique, imposerait dans certains cas aux riverains des sujétions sans utilité, et il a paru qu'il convenait de ne pas exiger d'autorisation toutes les fois que le débit du cours d'eau ne serait pas modifié d'une manière appréciable.

Dans ce cas, en effet, une réglementation n'est pas utile pour les déversements qui ne peuvent présenter aucun inconvénient et elle n'a également aucune raison d'être pour les prises, puisqu'étant donnée leur faible importance, elles ne peuvent

réglementation que la législation spéciale sur les établissements insalubres a confié à l'autorité préfectorale. Dans un précédent chapitre on s'est déjà occupé des pouvoirs des

priver les usagers d'aval de l'eau qui leur est indispensable.

Dans le cas contraire, une autorisation préalable devra être demandée pour toutes les prises ou déversements envisagés au seul point de vue du volume dérivé ou écoulé et indépendamment des ouvrages destinés à les effectuer, soumis par eux-mêmes à la réglementation s'ils intéressent l'écoulement des eaux. Cette autorisation sera d'ailleurs nécessaire, que ces prises ou ces déversements soient faits directement ou indirectement dans le cours d'eau, et même s'ils ne devaient être que temporaires.

Il conviendra, en particulier, de n'apporter aucune tolérance à cet égard toutes les fois qu'il s'agira de dérivations pouvant nuire à la salubrité, à l'alimentation des hommes ou des animaux, aux besoins domestiques, à l'utilisation générale des eaux ; dans ces cas, l'intervention de l'administration devra nécessairement s'exercer pour sauvegarder ces intérêts dont elle doit tout particulièrement se préoccuper.

L'autorisation devra être précédée des formalités prévues par le décret du 1^{er} août 1905.

Il y a lieu de faire remarquer d'une part que les non riverains, sauf ceux auxquels des titres auraient par exception conféré des droits sur les eaux, ne peuvent pratiquer de dérivations sur les rivières non navigables ni flottables qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique ; d'autre part, que les déversements susceptibles d'être autorisés par application de l'art. 8 ne peuvent évidemment être que des déversements d'eaux propres ne rentrant pas dans la catégorie de ceux qui sont interdits par l'article 12.

ART. 12.

Déversements interdits.

Il est interdit de jeter, de déverser ou de laisser écouler, soit directement, soit indirectement, dans le lit des cours d'eau, des matières, des résidus, des liquides :

préfets et des maires concernant l'écoulement des eaux résiduaires des établissements classés, sur la voie publique. Il suffira de préciser dans ce chapitre ce qui a trait spéciale-

1° S'ils sont susceptibles d'occasionner des envasements de gêner l'écoulement des eaux ;

2° S'ils sont infects, nuisibles ou susceptibles de compromettre la salubrité publique ;

3° S'ils sont susceptibles par leur température ou leur nature de rendre les eaux impropres à l'alimentation des hommes et des animaux, à leur emploi aux usages domestiques, à leur utilisation pour l'agriculture ou l'industrie, ou à la conservation du poisson.

L'article 12 a pour but d'interdire diverses opérations qui pourraient avoir, soit directement, soit indirectement, une influence nuisible sur les cours d'eau.

Le premier paragraphe vise les dépôts et, d'une manière générale, les déversements quels qu'ils soient, qui pourraient gêner l'écoulement des eaux.

Le deuxième paragraphe est destiné à protéger la salubrité publique.

Le troisième paragraphe a pour but d'empêcher que la qualité des eaux ne soit altérée et que leur nature ou leur température ne soit modifiée de façon à rendre leur utilisation impossible.

Un assez grand nombre d'ingénieurs du service hydraulique supposent que le rôle de l'Administration doit se borner à prescrire des mesures en vue d'assurer le libre écoulement des eaux. Cette opinion constitue une grave erreur, puisqu'elle néglige une partie très importante des attributions de police conférées de tous temps à l'autorité administrative et rappelées expressément par l'article 8 de la loi du 8 avril 1898, celle qui est relative à la conservation des cours d'eau.

L'importance de la mission qui incombe à cet égard au service hydraulique est, d'ailleurs, capitale : s'il est nécessaire de prévenir les inondations, il n'est pas moins indispensable, dans l'intérêt général, d'interdire que les eaux soient polluées de façon à

ment à l'émission des eaux industrielles dans les cours d'eau.

Les dispositions insérées dans les arrêtés d'autorisation des établissements classés ne concernant, en principe, que les

nuire à la salubrité publique, de veiller à ce qu'elles ne perdent pas leurs qualités naturelles et d'empêcher qu'elles ne soient rendues impropres à l'un quelconque des nombreux usages auxquels elles sont destinées.

C'est aux ingénieurs du service hydraulique seuls qu'il appartient de proposer les mesures qu'il conviendra de prendre afin de protéger l'alimentation des hommes et des animaux et afin de permettre l'emploi de l'eau aux usages domestiques ou son utilisation pour l'agriculture et l'industrie.

En particulier, toutes les fois qu'il sera utile de compléter les dispositions édictées par le règlement de police, notamment de prévoir quels sont les résidus industriels dont l'écoulement est interdit ou ne peut être effectué que dans des conditions déterminées, les ingénieurs du service hydraulique devront adresser au préfet toutes les propositions utiles pour sauvegarder les divers intérêts dont ils ont la charge.

Lorsqu'il ne s'agira que d'assurer uniquement la conservation du poisson, le préfet consultera les agents de l'administration des forêts dont dépend le service de la pêche, mais, en vertu du principe rappelé par la circulaire du 10 décembre 1905, il conviendra que les mesures qui seront soumises à cet effet fassent l'objet de conférences avec le service hydraulique, si elles sont de nature à avoir une influence sur l'utilisation industrielle ou agricole des eaux.

En cas de désaccord entre les conférents, le préfet devra saisir le ministre sous le timbre de la Direction de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

Les égouts qui ont manifestement pour objet des déversements rentrant dans la catégorie de ceux qui sont interdits ne peuvent, en principe, être exécutés qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique et dans les conditions reconnues nécessaires pour le service hydraulique pour sauvegarder les divers intérêts qui lui sont confiés. Cependant, lorsque ces déversements ne seront pas, par leur composition et leur volume, de nature à influer à une époque quelconque de l'année, d'une manière sen-

précautions à prendre pour remédier aux risques du voisinage et les mesures prescrites en ce qui touche l'épuration des résidus industriels ne visent pas directement la protection des cours d'eau où ils sont déversés. Mais à la suite de l'accord intervenu entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce et de l'Industrie, accord dont on indiquera la portée plus loin, la procédure nouvelle adoptée permet de statuer simultanément sur l'autorisation concernant l'établissement projeté et sur celle relative à l'évacuation dans une rivière des eaux usées. Il est ainsi possible de frapper la violation des conditions imposées pour le déversement, des mêmes sanctions que celles qui peuvent être appliquées si l'industriel n'observe pas les autres prescriptions de son autorisation.

L'autorisation d'opérer les déversements industriels dans les cours d'eau non navigables ou navigables est accordée par le préfet après enquête pour les établissements de 1^{re} et 2^e classes ; par le sous-préfet, après avis des maires pour les établissements de 3^e classe.

Le préfet ou le sous-préfet a le droit de refuser l'autorisation ou de la subordonner à des conditions propres à remédier aux dangers des déversements (1).

sible, sur la qualité des eaux des cours d'eau où ils sont effectués, ils pourront être assimilés aux écoulements d'eaux propres et réglementés dans les mêmes conditions. Mais lorsqu'une ville fera application du système du tout-à-l'égout, l'évacuation dans la rivière devra être déclarée d'utilité publique.

Un article final de cette circulaire ajoute qu'il pourra être constitué des gardes-rivières sur la demande des intéressés et à leur charge pour veiller à l'exécution du règlement. Ces agents seront commissionnés par le sous-préfet et prêteront serment devant le tribunal de l'arrondissement.

(1) Cassation, 3 août 1866. D. 66, 1, 460 ; Conseil d'Etat, 17 février 1905. L. 162.

Enfin, ces établissements une fois autorisés sont soumis aux arrêtés préfectoraux ou municipaux complémentaires (1).

La décision administrative est susceptible d'un recours contentieux portant sur le bien fondé et la légalité de ses clauses. Le recours est porté directement devant le Conseil d'Etat quand il est formé par l'industriel auquel l'autorisation a été refusée ou accordée sous des conditions excessives et s'il s'agit d'un établissement de la 1^{re} ou de la 2^e classe. Il est porté devant le Conseil de préfecture s'il s'agit d'un établissement de la 3^e classe ou si le recours est formé par un tiers intéressé quelle que soit la classe de l'établissement.

L'autorisation peut être postérieurement révoquée soit par le préfet et des recours semblables sont ouverts à l'industriel lésé, contre la mesure de révocation prise à la suite d'un recours formé par l'industriel ou un tiers. Le Conseil de préfecture ou le Conseil d'Etat peuvent retirer l'autorisation donnée par le préfet, si celui-ci l'a donnée à tort ou si les déversements opérés viennent à présenter de graves dangers (2).

Tout établissement qui traite des matières animales, végétales ou minérales peut, lorsqu'il déverse des eaux chargées de ces matières en suspension ou en dissolution, causer l'altération des eaux. Les prescriptions des arrêtés préfectoraux destinées à obvier à la corruption des rivières ne diffèrent point de celles prises pour parer à l'évacuation sur la voie publique d'eaux nuisibles et insalubres.

Par exemple, l'autorité administrative a la faculté de re-

(1) Cassation, 3 février 1877. D. 79, 1, 46 ; Conseil d'Etat, 20 décembre 1889 D. 91, 3, 53 (3 arrêts).

(2) Conseil d'Etat, 13 avril 1870. L. 438 ; 20 juillet 1877. L. 714 ; 30 juin 1882. L. 619 et la note ; 4 avril 1884. L. 265.

fuser l'autorisation à une blanchisserie ou à un lavoir dont les eaux contamineraient un cours d'eau destiné à l'alimentation d'une agglomération (1); à une fabrique de colle forte qui polluerait les eaux d'une rivière utilisées par de nombreuses industries en aval (2); à une fabrique d'huile portant préjudice à un établissement hydrothérapique préexistant sur la même rivière (3); à un abattoir situé sur un cours d'eau d'un débit insuffisant (4); à une tannerie dont les résidus contamineraient et obstrueraient un cours d'eau (5).

Les conditions imposées à l'établissement industriel peuvent être variées; grilles ou grillages à l'orifice des conduites destinées à emmener les eaux à la rivière pour retenir les déchets et détritiques (6), reporter à la sortie du village les déversements, etc., etc.

Mais les trois procédés les plus recommandables sont tout d'abord la décantation des liquides, leur épuration avant toute émission dans le cours d'eau (7). Ces deux procédés ont été étudiés en détail précédemment. Il en est un troisième spécial à l'évacuation dans les rivières et qui consiste à « étendre suffisamment les liquides résiduaires pour que l'oxydation, produite par l'air en dissolution dans l'eau,

(1) Conseil d'Etat, 16 août 1860. L. 635; 22 août 1868. L. 958.

(2) Conseil d'Etat, 20 juillet 1877. L. 714.

(3) Conseil d'Etat, 13 avril 1870. L. 438.

(4) Conseil d'Etat, 30 juin, 1882. L. 619.

(5) Conseil d'Etat, 7 juin 1859. L. 409 et la note.

(6) Conseil d'Etat, 4 juin 1880. L. 510; 19 novembre 1875. L. 901.

(7) Conseil d'Etat, 7 août 1863. L. 640; 15 décembre 1865. L. 973; 7 mai 1875. L. 420; 4 juin 1880. L. 510; 4 mai 1888. L. 397; 28 février 1896. L. 188.

transforme, dans un temps suffisant, tous les produits organiques en produits inoffensifs (1) ».

L'un de ces trois procédés peut facilement être employé dans un établissement quelconque et si vis-à-vis d'un établissement existant régulièrement, on doit tenir compte, dans une large mesure, des sacrifices pécuniaires exigibles de la part d'un industriel, en vue de protéger les eaux d'un cours d'eau, il est certain, par contre, qu'au moment de la création d'une usine nouvelle, le préfet est en droit d'imposer à l'industriel toutes précautions désirables pour atteindre ce but et de subordonner l'arrêté d'autorisation aux travaux exécutés dans ce sens. Sinon, l'autorité administrative proscriera — à bon droit nous semble-t-il — l'envoi de tout liquide corrompu dans la rivière ou fixera à l'industriel un emplacement peut être moins avantageux pour lui, mais où n'existeront pas les mêmes inconvénients s'opposant à l'envoi direct dans un cours d'eau.

Le préfet devra, d'ailleurs, baser son autorisation, non seulement sur les prescriptions imposées à l'industriel, mais eu égard à des circonstances spéciales à chaque espèce et proportionner la quantité des matières nuisibles déversées suivant le volume des eaux, la profondeur du lit, la vitesse du courant et surtout les usages que les riverains inférieurs retirent actuellement du voisinage du cours d'eau.

Enfin, les modes de déversement devront s'inspirer des plus récentes études faites par les techniciens et dont les conclusions consistent à « opérer le déversement loin du bord et à une certaine profondeur, éviter les barrages et, en général, tout ce qui peut mettre obstacle au renouvellement

(1) Porée et Livache, *Traité des ateliers dangereux*, p. 306.

de l'air (1) », favoriser le mouvement et l'entraînement rapide des liquides déversés, car le mouvement a, dans le cas de corruption des eaux, une action considérable sur la vitalité des bactéries (2).

A la suite d'un accord interministériel, une circulaire du ministre de l'Agriculture, en date du 20 août 1906, a signalé et consigné les mesures qui seraient utilement prises pour empêcher une altération trop grande des eaux. Cette circulaire a pour but d'unifier le régime administratif des établissements classés. Antérieurement à cette circulaire, la réglementation était double : il fallait, tout d'abord, une autorisation concernant la création de la manufacture relativement aux risques et inconvénients résultant du voisinage, et une réglementation faite ensuite pour l'évacuation des eaux résiduaires dans les cours d'eau, car cet écoulement ne peut être opéré qu'en vertu d'une autorisation spéciale imposant à l'industriel l'observation des précautions reconnues nécessaires par le préfet et le service hydraulique pour sauvegarder les divers intérêts qui leur sont confiés.

Pour simplifier et éviter la nécessité de cette double réglementation, la circulaire organise la procédure suivante : En adressant sa demande d'autorisation, l'industriel devra faire connaître si les eaux résiduaires, provenant de son usine, devront être évacuées dans un cours d'eau non navigable ni flottable. Dans l'affirmative il devra être procédé parallèlement à l'instruction relative à l'autorisation de l'établissement et à celle qui concerne le déversement.

L'enquête hydraulique qui devra être faite dans les con-

(1) De Freycinet, *Traité de l'assainissement*, p. 337.

(2) Docteur Pouchet, *Revue d'hygiène*, année 1886, p. 419.

ditions fixées et précédemment rappelées du décret du 1^{er} août 1905, pourra avoir lieu au même moment que celle qui sera ouverte sur le principe de l'établissement de l'usine. Elle devra être suivie d'une conférence entre les ingénieurs du service hydraulique et les agents chargés de l'élaboration de l'arrêté d'autorisation en vue d'empêcher que des prescriptions contradictoires ne soient imposées à l'industriel par les deux administrations intéressées. S'il y a désaccord entre les ingénieurs du service hydraulique et les représentants du préfet ou sous-préfet, le ministre statuera.

Les conditions à imposer aux industriels sont celles que nous avons indiquées plus haut et qui ont pour objet de sauvegarder l'utilisation des eaux et d'assurer leur libre écoulement ainsi que leur salubrité (1).

(1) La contamination des Eaux souterraines. L'effort, ainsi tenté par le département de l'agriculture pour protéger les eaux non domaniales dont il a la gestion, n'a pas été limité aux cours d'eau non navigables, il s'est étendu aux eaux souterraines. Depuis plusieurs années déjà la direction de l'« hydraulique et des améliorations agricoles » procède avec le concours du Comité d'études scientifiques institué auprès d'elle à un inventaire des richesses hydrauliques du sous sol en vue de déterminer leur importance, si mal connue et de faciliter leur utilisation ; la préservation des ressources aquifères dont elle s'efforce de développer la mise en valeur s'imposait donc à sa vigilance. En vue d'atteindre les causes de contamination en dehors des périmètres de protection des eaux servant à l'alimentation, qui peuvent être constitués en vertu de la loi sur la santé publique, le ministre de l'Agriculture s'est mis d'accord avec le ministre de l'Intérieur pour que les opérations d'épandage, effectuées par les Communes, soient réglementées à la suite de conférences entre les inspecteurs du service hydraulique et les représentants des services municipaux intéressés. A la suite de cette entente, la circulaire

Cette circulaire a précisé et accentué les pouvoirs de l'autorité administrative. On ne peut guère aller plus loin dans cette voie et si malgré l'étendue des droits reconnus aux préfets et aux ingénieurs, des cours d'eau sont encore gra-

du 20 août 1906, a donné aux préfets des instructions qui indiquent les moyens de mettre les eaux souterraines et les sources à l'abri des inconvénients d'entreprises, dont la nocivité peut être particulièrement redoutable. En effet, les eaux de ces provenances sont employées de plus en plus par les populations rurales qui s'en servent, indépendamment de l'alimentation publique pour leurs besoins domestiques ainsi que pour l'irrigation. Le service de l'hydraulique, et des améliorations agricoles qui subventionne ces entreprises et prête le concours de ses agents pour leur réalisation, doit donc nécessairement intervenir pour protéger ces eaux contre une pollution qui les rendrait inutilisables. La loi de 1902, sur la santé publique a bien prévu dans son article 10 une protection partielle des eaux souterraines. Le décret déclarant d'utilité publique le captage d'une source pour le service d'une Commune doit déterminer, s'il y a lieu, en même temps que les terrains à acquérir en pleine propriété un périmètre de protection contre la pollution de la dite source. Il est interdit d'épandre sur les terrains compris dans ce périmètre des engrais humains et d'y forer des puits sans l'autorisation du préfet. Ces dispositions de la loi de 1902 doivent s'étendre à tous déversements nocifs effectués dans la zone du périmètre. Elles sont applicables aussi aux puits ou galeries fournissant de l'eau potable empruntée à une nappe souterraine.

Déjà bien antérieurement à la loi de 1902 l'intérêt qui s'attache à la conservation des eaux minérales et thermales avait justifié l'intervention des pouvoirs publics. La loi du 14 juillet 1856, qui règle actuellement cette matière, confirme, coordonne et sur certains points modifie les dispositions antérieures dont quelques unes datent du XVIII^e siècle (Voyez notamment déclaration du 25 avril 1772, et arrêts du Conseil du Roi du 1^{er} avril 1774 et 5 mai 1781, ainsi que le titre 11, art. 1^{er} de la loi du 24 août 1790, et l'article 434 Code pénal qui ont maintenu en vigueur ces anciens règlements). La déclaration d'intérêt public prévue par l'article 1^{er} de la loi a pour conséquence d'établir un périmètre

vement altérés par des déversements industriels, il faut s'en prendre beaucoup plus à la négligence de l'administration qu'à l'insuffisance de la législation.

Cependant, en regard des intérêts généraux qui sont en jeu, il ne faut pas oublier les intérêts des industriels. Les industries doivent vivre et leur exercice doit être restreint le moins possible. Aucune prescription totale d'émission de liquides résiduaux aux cours d'eau ne peut être prononcée si le déversement ne présente pas de graves inconvénients en le subordonnant à quelques conditions faciles à exécuter. Il y a même des cas où les conditions doivent être réduites au minimum. Si, par la disposition des lieux, par l'usage immémorial, par la destination constante et générale, un

de protection où on ne pourra faire aucun travail susceptible de diminuer ou *d'altérer* la source.

Mais toutes ces précautions et, en particulier, celles de la loi de 1902, qui peuvent être efficaces pour conserver la pureté de ces eaux à un point déterminé ne sauraient assurer la préservation de toute la nappe d'où elles proviennent et pour ne pas rendre dangereuse son utilisation, c'est aux causes même de contamination qu'il faut remédier.

Parmi les opérations qui présentent le plus de danger à cet égard se place l'épandage. Conformément à l'entente interministérielle survenue, les projets communaux relatifs à l'épandage devront être à l'avenir soumis au service hydraulique qui devra les examiner de façon qu'ils soient établis en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter la pollution de la nappe souterraine. Les dispositions qu'il conviendra de prescrire à cet égard feront l'objet de conférences entre les ingénieurs du service hydraulique et les représentants du service municipal chargés des projets d'épandage. Elles seront insérées à l'acte déclaratif d'utilité publique des travaux qui paraît indispensable pour autoriser l'entreprise étant donnée sa nature, même si la Commune n'avait pas besoin de recourir à l'expropriation pour acquérir les terrains nécessaires à l'opération.

cours d'eau, comme cela se voit quelquefois dans les pays manufacturiers, sert d'exutoire à tous les établissements industriels qui le bordent il va sans dire que le préfet ne pourrait interdire la création d'un nouvel établissement sous le prétexte d'empêcher la contamination d'eaux déjà largement contaminées.

3^e Les déversements industriels ne sont pas les seuls qui unissent notablement à la pureté des eaux des cours d'eau. A côté de ces déversements particuliers, il en est d'autres beaucoup plus dangereux qui proviennent des égouts communaux. Les évacuations des eaux usées des communes sont, sans doute, moins nombreuses que celles provenant de l'industrie privée ; mais leur volume est incomparablement plus important et leur composition constitue une des causes principales de pollution des cours d'eau.

D'après le régime légal des cours d'eau non navigables et l'article 12 de la loi du 8 avril 1898, le déversement d'égouts communaux ne peut se faire qu'à la suite d'une autorisation administrative donnée par le préfet. De plus, les déversements d'eau d'égouts, étant manifestement compris parmi ceux qui sont interdits par le règlement de police qui doit intervenir en exécution de la circulaire du 1^{er} juin 1906, ne peuvent, en principe, être autorisés qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique. Cependant, lorsque les eaux usées ne sont pas — en tenant compte de leur volume et leur composition — de nature à influencer sensiblement à aucun moment de l'année sur la qualité des eaux des cours d'eau où elles sont évacuées, leur écoulement pourra être autorisé par le préfet de la même manière que celui des eaux propres. Mais le déversement devra nécessairement être déclaré d'utilité publique toutes les fois que la ville qui l'effectuera, fera application du système du tout-à-l'égout soit qu'elle éta-

blisse, à cet effet, de nouveaux égouts, soit qu'elle se serve d'un réseau déjà existant (1).

A la suite de l'accord interministériel, dont il a déjà été parlé, l'établissement des égouts et leurs déversements dans les cours d'eau demeurent subordonnés aux conditions qui sont reconnues nécessaires par le service hydraulique pour sauvegarder les cours d'eau où ces ouvrages aboutissent.

Les déversements, qu'ils soient déclarés d'utilité publique, ou qu'ils fassent l'objet d'un simple arrêté préfectoral, ne doivent être autorisés que sous réserve des conditions nécessaires pour permettre l'utilisation des eaux aux différents usages auxquels elles servent, pour assurer le libre écoulement de ces eaux compromis par des dépôts préjudiciables à la fois aux usines et à ceux auxquels incombe la charge du curage ; enfin, pour maintenir la salubrité.

Communication aux ingénieurs du service hydraulique doit donc être faite de tous les projets d'égout, sans exception, pour que des propositions utiles puissent intervenir à cet égard. S'il s'agit de villes d'une population supérieure à 5.000 habitants, les projets d'égouts concernant les agglomérations de cette importance doivent, en outre, être soumis au Conseil supérieur d'hygiène publique de France (2).

L'examen du projet par le Conseil supérieur ne dispense pas de la communication aux ingénieurs du service hydraulique (circulaire ministérielle du 20 août 1906).

En effet, si l'examen, fait par ce conseil, donne toute garantie aux populations d'aval au point de vue de la santé publique, il ne saurait sauvegarder leurs intérêts ni en ce qui concerne l'utilisation des eaux, ni en ce qui concerne leur

(1) Circulaire ministérielle du 20 août 1906.

(2) Art. 25. Loi 15 février 1902.

libre écoulement, seul le service hydraulique peut apprécier quelles mesures doivent être prises pour la défense de ces divers intérêts et son avis doit par suite — encore dans ce cas — être nécessairement demandé.

Les prescriptions à insérer dans les actes d'autorisation sur la proposition du service hydraulique ont pour objet, d'une part, de sauvegarder la salubrité, l'alimentation des hommes et des animaux, l'utilisation des eaux pour les besoins domestiques, pour l'agriculture et l'industrie; d'autre part, de pourvoir aux curages dont la nécessité résulterait de l'établissement des égouts. Le meilleur moyen de satisfaire à toutes ces conditions est l'obligation imposée aux communes d'épurer leurs eaux d'égout avant de les rejeter à la rivière.

En principe, les évacuations des sewages communaux à l'état brut peuvent donc être évitées, mais, en pratique, il est souvent difficile d'obtenir que les communes n'échappent pas à l'obligation d'épurer leurs eaux.

Les conditions, qu'il conviendra d'imposer aux communes à ces divers points de vue, devront être déterminées par les ingénieurs après une enquête hydraulique faite dans les conditions fixées par le décret du 1^{er} août 1905. Cette enquête sera suivie d'une conférence avec les représentants du service municipal chargés de la construction des égouts : procédure qui devra, d'ailleurs, être suivie, non seulement lorsqu'une commune projettera l'établissement de nouveaux égouts, mais encore lorsqu'elle aura l'intention de se servir d'un réseau déjà existant pour l'évacuation d'eaux usées d'une nouvelle nature qui ne s'y écoulaient pas précédemment, en particulier pour l'application du tout-à-l'égout. Dans ce cas, en effet, l'autorisation ou la tolérance, dont la commune bénéficiait auparavant, ne saurait conserver ses effets

puisque l'importance et la nature des déversements sont complètement modifiées et que leurs inconvénients pour les rivières où ils sont effectués deviennent, par suite, beaucoup plus considérables.

Pour réduire les formalités, l'enquête hydraulique nécessaire pourra avoir lieu en même temps que celle qui sera ouverte sur le travail communal à exécuter, sous la réserve expresse d'une part, que l'arrêté ordonnant cette information spécifiera nettement qu'elle porte sur le principe du déversement des eaux usées, et, d'autre part, que l'enquête sera ouverte dans toutes les communes riveraines du cours d'eau dans la partie où la qualité des eaux pourra être influencée (1).

Le procès-verbal des conférences sera toujours joint au dossier envoyé au ministre de l'Agriculture s'il y a lieu à déclaration d'utilité publique. Lorsque le déversement peut être autorisé par arrêté préfectoral, le ministre n'est saisi que s'il y a désaccord entre les conférants ; dans le cas contraire seule est envoyée au Ministre la copie du procès-verbal de la conférence.

Tels sont les pouvoirs nouveaux dont jouit l'administration préfectorale en ce qui concerne les déversements industriels ou les déversements d'égouts communaux : c'est comme on le voit, un régime d'autorisation nécessaire qui permet à l'administration d'imposer toutes les conditions destinées à sauvegarder les intérêts qu'elle a mission de défendre. Les mesures, édictées par la circulaire de 1906, ont rencontré dès qu'elles ont été prises une approbation, qui témoigne de l'étendue du mal dont les usagers des eaux ont à souffrir.

(1) Prescriptions de la circulaire du 20 août 1906.

A côté de ces pouvoirs généraux le préfet est encore armé des pouvoirs spéciaux quant à leur objet qu'il tient des lois particulières notamment de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche.

En effet, d'après le décret du 7 novembre 1896 la surveillance et la police de la pêche dans les rivières, ruisseaux et cours d'eau non navigables, ni flottables, sont placées dans les attributions du ministre de l'Agriculture et rattachées à l'Administration des forêts ; et l'article 19 du règlement général sur la pêche (décret du 5 septembre 1897) porte que : « des arrêtés préfectoraux, rendus sur les avis de conseils de salubrité et des ingénieurs ou des fonctionnaires de l'administration des forêts, déterminent les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des matières susceptibles de nuire au poisson et provenant de fabriques et autres établissements industriels quelconques. » Cet article reproduit textuellement les dispositions de l'article 19 du précédent décret du 10 août 1875.

Les arrêtés préfectoraux, pris dans le but de réglementer les conditions des déversements visés, ne sont exécutoires qu'après approbation donnée par le ministre de l'Agriculture, la commission de la pêche fluviale entendue (1).

De plus ces arrêtés ne sont valables que pour une période maximum d'une année, mais ils peuvent être renouvelés (2).

(1) La Commission de la pêche fluviale instituée au ministère de l'Agriculture, se compose de neuf membres : un Conseiller d'Etat en service ordinaire, président ; quatre représentants du ministère de l'Agriculture et quatre représentants du ministère des Travaux publics ; les membres de cette commission sont nommés par décret pour une période de trois années.

Décret du 5 septembre 1897, art. 20.

(2) Même décret, art. 21.

L'homologation du Ministre, dont il vient d'être parlé, est nécessaire afin d'éviter les dissemblances trop grandes dans les dispositions relatives aux départements limitrophes et de prévenir les difficultés et les abus des anciens règlements départementaux. L'examen de la Commission de la pêche fluviale, qui remplace celui du Conseil général des Ponts et chaussées, a paru utile pour conserver autant que possible, sinon pour toute la France, au moins pour chaque grand bassin l'unité de la réglementation.

De plus, lorsque la réglementation s'applique à un cours d'eau commun à plusieurs départements, les Préfets ne doivent adresser à l'administration centrale que des propositions concertées avec leurs collègues des départements intéressés. Les règlements des préfets ne peuvent être considérés comme obligatoires qu'autant qu'ils ont été publiés. Cette publication se fait par l'insertion de l'arrêté d'homologation du Ministre dans le Recueil des actes administratifs du département à côté de l'arrêté préfectoral.

A côté de l'action des préfets se fait sentir celle non moins importante des maires. Comme délégués du préfet et dans les limites de leur délégation le rôle des maires se borne à veiller à l'exécution des arrêtés de l'autorité administrative supérieure. Jusqu'à la loi du 9 avril 1898, on discutait le point de savoir si les Maires pouvaient recevoir du préfet une délégation pour les mesures réglementaires n'intéressant que l'écoulement des cours d'eau en dehors de leur salubrité. La jurisprudence soutenait l'affirmative (1).

L'article 16, de la loi de 1898, porte que « les maires

(1) Cassation, 17 mai 1862. D. 64, 5, 108 ; 6 décembre 1867. D. 72, 5, 160 ; 2 août 1889. D. 89, 5, 186 ; Conseil d'Etat, 27 avril 1877.

peuvent, sous l'autorité des préfets, prendre toutes les mesures nécessaires pour la police des cours d'eau ». Ce texte d'apparence très générale a simplement pour but de mettre fin aux controverses sur la question de la délégation en consacrant l'état de choses reconnu par la jurisprudence.

Dans certaines circonstances et si les préfets le jugent nécessaire, ils peuvent donc transmettre aux maires, par un arrêté motivé, une délégation spéciale s'étendant aux diverses mesures à prendre pour la police des cours d'eau. L'initiative et la responsabilité du préfet restent attachées à ces mesures.

La délégation donnée par le préfet au maire est essentiellement temporaire. Le préfet excéderait ses pouvoirs s'il donnait une délégation générale et permanente.

En dehors de ces délégations spéciales et temporaires, le principe est que l'autorité municipale n'a pas qualité pour intervenir dans la réglementation et la police des cours d'eau non navigables.

Cependant, le pouvoir réglementaire réservé aux préfets ne fait pas obstacle à ce qu'un maire prenne, à l'égard de la jouissance des cours d'eau de cette catégorie les mesures de police commandées par l'intérêt des habitants de sa commune, sauf le droit de réformation réservé à l'autorité supérieure. Spécialement les maires ont un rôle propre en ce qui concerne la salubrité publique en vertu des lois du 5 avril 1884 (art. 97), 21 juin 1898 (art. 21) et 15 février 1902 (art. 1^{er}), pour prendre des arrêtés concernant l'évacuation dans les cours d'eau des eaux malsaines ou insalubres. L'article 21, de la loi du 21 juin 1898, est ainsi conçu : « Les maires surveillent au point de vue de la salubrité l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau. » Il est vrai de dire que très souvent la pollution des rivières n'intéresse que peu

la salubrité. Celle-ci n'est, en général, sérieusement menacée que dans les cas où les matières déversées sont très putrescibles et où les eaux qui les reçoivent sont stagnantes.

Quant à la loi de 1902, qui donne au maire le pouvoir d'édicter un règlement sanitaire municipal, il ne nous semble pas qu'on lui ait fait produire tous ses effets utiles. En effet, le modèle type préparé par le ministère de l'Intérieur, renferme un seul article interdisant l'évacuation des vidanges dans les rivières. Cette prescription a été édictée beaucoup plus dans un but d'hygiène générale que pour protéger les cours d'eau. Le règlement sanitaire pourrait nous, semble-t-il, contenir des dispositions beaucoup plus précises et interdire tout déversement de nature à corrompre les eaux et à les rendre impropres aux usages domestiques. Les maires, sauf des cas exceptionnels, ont montré une répugnance manifeste à se servir de la loi.

Et, cependant, leur rôle pourrait être large et bienfaisant. L'autorité municipale tient des textes précités le pouvoir d'interdire tout déversement, tout acte de nature à nuire à la salubrité des cours d'eau.

C'est ainsi qu'est légal et obligatoire : l'arrêté municipal, qui pour assurer la salubrité des eaux d'un abreuvoir communal et pour éviter les épizooties interdit de laver du linge et d'envoyer des eaux sales dans la partie d'un ruisseau située en amont du dit abreuvoir (1).

L'arrêté municipal qui interdit aux habitants de jeter, dans un ruisseau traversant la commune, des ordures, des immondices ou des liquides malsains répandant une mauvaise odeur (2).

(1) Cassation, 21 mars 1879. S. 80, 1, 45 ; 8 décembre 1865. D. 69, 5, 138 ; Dalloz, *Rep.*, v° Eaux, n° 460. Vidanges, n° 25.

(2) Cassation, 19 mai 1892. S. 92, 1, 472.

L'autorité municipale peut même à l'intérieur d'une ville et dans un but d'hygiène et de salubrité ordonner la suppression de toutes les latrines construites sur les cours d'eau traversant la ville (1). Pareil arrêté reconnu légal, même avant la loi du 15 février 1902, rentre *a fortiori* depuis l'application de cette loi dans les pouvoirs qu'elle reconnaît à l'autorité municipale.

Les arrêtés municipaux de cette nature, pris en matière de salubrité comme ceux pris par le maire en vertu de ses pouvoirs généraux de police, sont soumis par application de l'art. 95 de la loi municipale, au contrôle du préfet. Par conséquent, le préfet a le droit d'annuler de tels arrêtés et ce ne serait pas un excès de pouvoir de sa part d'annuler par exemple, un arrêté municipal interdisant l'établissement d'un lavoir à moins de 100 mètres d'un abreuvoir public sur un cours d'eau (2).

Mais le rôle des maires se borne aux mesures prescrites dans un but de salubrité. Les maires n'ont aucun droit de réglementation en matière de simple écoulement des eaux et de pêche en dehors des délégations qu'ils peuvent recevoir du préfet. Il y aurait lieu d'annuler pour excès de pouvoir tout arrêté municipal qui réglementerait la police de la pêche sur un cours d'eau non navigable et interdisant dans ce but des déversements nuisibles à la conservation du poisson.

La seule autorité compétente en l'espèce est l'autorité préfectorale.

(1) Conseil d'Etat, 5 décembre 1873. L. 885. Cassation, 28 février 1861. D. 61, 1, 144 ; 14 mai 1887. *Bull. Crim.*, 195. Conseil d'Etat, 31 mai 1895 (Mulliez).

(2) Conseil d'Etat, 23 février 1906. L. 170. Pour tout ce qui se rattache aux pouvoirs concurrents des Maires et des Préfets vis-à-vis des établissements industriels on se référera à ce qui a été exposé dans la première partie.

§ II. — *Réglementation répressive.*

Les pouvoirs réglementaires préventifs qui viennent d'être examinés ne valent que par les sanctions qui s'y attachent et par les armes dont l'administration peut disposer pour réprimer les contraventions commises par les riverains. La contravention résulte, soit du déversement fait sans autorisation dans un cours d'eau, soit, si le déversement est autorisé, de la pollution des eaux par l'effet de ce déversement. Mais l'élément de contravention qui repose sur la pollution des eaux est indéterminé et sujet à discussion. Quel est le degré de pollution qui constitue la contravention ? Ce degré varie avec le volume des eaux, l'emplacement du riverain déverseur, les usages, l'état de contamination antérieure des eaux. C'est donc surtout une question de fait.

Plusieurs catégories d'agents ont compétence pour constater l'infraction si le délit concerne la pêche, c'est-à-dire si c'est l'application de l'art. 25 de la loi du 15 avril 1829 qui est envisagée, la surveillance est exercée et les contraventions sont constatées par des agents spéciaux dits « gardes-pêche » et cumulativement par les gardes champêtres éclusiers, officiers de police judiciaire et gendarmes (1). Il existe aussi des gardes pêches particuliers assermentés et qui peuvent dresser procès-verbal.

S'il s'agit, au contraire, de violation de règlements préfectoraux ou municipaux, la constatation peut en être faite par

(1) Art. 36. Loi 15 avril 1829. Art. 314 et 330. Décret, 1^{er} mars 1854.

les gardes champêtres, commissaires de police, agents des eaux et forêts et tous officiers de police judiciaire. La répression des contraventions constatées consiste à la fois en une amende et dans la suppression du fait délictueux. Il faut distinguer plusieurs cas :

1° D'une manière générale la sanction prévue est celle de l'article 474-15°. Code pénal qui s'applique aux contraventions, aux règlements administratifs légalement faits. C'est la même sanction dont dispose le service hydraulique pour réprimer les infractions commises aux règlements de police sur les cours d'eau non navigables. Tout déversement fait sans autorisation ou contrairement à un règlement administratif, sera donc frappé d'une amende de 1 à 5 francs et en cas de récidive d'un emprisonnement de trois jours au plus (1).

Ces premières pénalités sont d'après certains auteurs insuffisantes et la répression est arrêtée par suite de leur inefficacité.

En matière de contravention aux règlements administratifs municipaux ou préfectoraux une question intéressante s'est posée. Le propriétaire d'une usine située sur un cours d'eau qui s'est conformé pour l'écoulement des eaux résiduaires aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du préfet du département où est située l'usine, peut-il être poursuivi pour contravention à l'arrêté préfectoral d'un département voisin, établissant un mode d'écoulement différent de celui prescrit par l'arrêté d'autorisation ?

Un arrêt de Cassation du 14 août 1857 (2) a tranché la question dans le sens de la négative. Il s'agissait d'usines

(1) Art 474, Code pénal.

(2) S. 57, 1, 792. *Idem*, Cassation, 26 février 1858. D. 58, 1, 993. (2 espèces).

situées dans le département du Nord et pour lesquelles un arrêté préfectoral autorisait le déversement des vinasses et eaux résiduaires dans le canal d'Aire à la Bassée. Le juge de simple police avait déclaré le propriétaire de l'usine coupable d'une contravention à un arrêté du préfet du Pas-de-Calais qui défendait à toute personne de déverser sans autorisation des eaux résiduaires provenant de distilleries et autres établissements industriels dans les rivières. Le jugement considérait que la contravention naissait à l'instant même où par le cours naturel des eaux les résidus insalubres pénétraient avec les eaux du canal dans le département du Pas-de-Calais, alors même que dans le département du nord le déversement avait pu être légalement fait. La Cour de cassation repousse cette thèse en indiquant qu'elle confondait l'action civile résultant du dommage et qui s'ouvre partout où le dommage se manifeste avec l'action publique pour la répression des contraventions aux règlements qui ne peut s'exercer que là où ces règlements ont autorité et là où ils ont été violés.

2° La législation de 1810 applicable aux déversements des établissements classés prévoit une double sanction : d'abord celle de l'article 471-15°, Code pénal, si l'usinier transgresse les conditions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou des arrêtés postérieurs de réglementation, puis une autre sanction spéciale, qui consiste en la suspension ou même dans le retrait de l'autorisation d'exploiter lorsque l'usinier, malgré une mise en demeure préalable, persiste à opérer des déversements nuisibles à l'état du cours d'eau. Mais cette deuxième pénalité est rarement appliquée. On hésite à en user car elle entraînerait le chômage de nombreux ouvriers et nuirait à l'intérêt général en frappant l'industriel.

La répression des contraventions de cette nature est pour-

suivie devant le juge de paix lorsque le fait illicite repose uniquement sur une violation d'un règlement administratif. Si, en plus, le déversement a eu pour effet d'altérer la qualité des eaux et de faire que celles-ci sont transmises d'une façon nuisible aux usagers inférieurs ce n'est plus le tribunal de simple police qui est compétent, mais le tribunal correctionnel (1).

3° Enfin, la législation sur la pêche contient aussi une sanction spéciale. C'est l'article 25, de la loi du 15 avril 1829, qui ne vise, il est vrai, qu'indirectement le déversement des eaux résiduaires industrielles en des eaux d'égout : « quiconque aura jeté dans les eaux des drogues ou appâts qui sont de nature enivrer le poisson ou à le détruire sera puni d'une amende de 30 à 300 francs et d'un emprisonnement d'un mois à 3 mois. »

L'exposé des motifs et la discussion de la loi de 1829 montrent de la manière la plus nette que l'article 25 ne vise que la répression des procédés illicites de pêche. Aussi certains parquets et tribunaux se sont-ils refusés de faire application de cet article en réprimant les délits constatés ; ils se sont refusés à intervenir même lorsque les eaux déversées sont de nature à empoisonner le poisson.

On a prétendu, pour écarter l'application de l'article 25, que la loi de 1829 n'a fait que réglementer la police de la pêche et qu'elle ne semble pas avoir eu pour but de remédier principalement au dépeuplement des rivières et l'on invoque à l'appui les *précédents de la loi* (2).

On ajoute que lors du vote de l'article 25, on ne pouvait

(1) Art. 15. Titre II, de la loi des 28 sept., 6 octobre 1791.

(2) Voyez ces arguments développés dans un article de M. Henriet intitulé : « Les lois sur la pêche fluviale et le déversement dans les eaux de substances nuisibles au poisson » *France judiciaire*, 1897, 21, 1^{re} partie, page 110.

avoir prévu les déversements usiniers toxiques parce que la chimie n'avait pas encore transformé l'industrie naissante ; qu'étendre la loi aux usiniers, c'est torturer et déformer les textes, et que d'ailleurs l'administration elle-même ne se sent pas très sûre de ses droits, puisqu'elle s'est plusieurs fois occupée de faire régler cette matière par une loi.

Néanmoins, il nous semble beaucoup plus logique de décider que l'article 25 de la loi de 1829 trouve son application naturelle et nécessaire dans le cas de déversements industriels ou communaux. Cette loi est avant tout une loi de protection du poisson. Elle n'a pas pu s'occuper d'une façon spéciale des produits industriels, puisque la plupart de ceux-ci n'existaient pas encore ou étaient d'une application très restreinte, mais elle a employé dans son article 25 une formule intentionnellement élastique. En traitant du jet dans les cours d'eau de « drogues ou d'appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire », elle n'a fait aucune distinction entre les produits jetés pour un exercice illégal de la pêche et les produits déversés qui, indépendamment de toute idée de braconnage et de pêche, aboutiraient, cependant, à une destruction partielle ou totale du poisson.

Toute autre interprétation restrictive serait certainement contraire à l'esprit d'une loi qui se propose la conservation du poisson. Au surplus, l'administration n'a pas hésité à exercer des poursuites en vertu de cet article 25 et des arrêts importants en ont fait application aux usiniers. Le ministre des Travaux publics, dans une circulaire du 10 juin 1879 (1) s'appuyant sur un arrêt de la Cour de cassation du 27 janvier 1859, déclarait que le Conseil général des Ponts

(1) Debaube, *Dictionnaire des Travaux publics*, tome II, p. 518.

et Chaussées ne craignait pas d'étendre l'article 25 à l'évacuation de résidus d'usines susceptibles de nuire au poisson. Les préfets et ingénieurs étaient même invités « à faire constater par leurs agents à ce commissionnés toute introduction dans les cours d'eau de résidus d'usines, considérés comme nuisibles et à faire poursuivre ». Ils devaient, au besoin, « saisir l'administration des jugements qui seraient rendus en sens contraire afin de la mettre à même d'en appeler si elle le jugeait convenable ».

D'ailleurs, la jurisprudence de la Cour Suprême a, d'une façon constante, fait application de l'article 25 et assimilé d'une façon expresse au jet des substances prohibées par cet article le fait de verser dans les eaux des liquides provenant de résidus industriels et nuisibles au poisson (1).

Un arrêt du 5 mai 1883 (2) décide que l'article 25 est applicable aux usiniers de même qu'à toutes les autres personnes dès qu'il est établi que le jet des substances nuisibles a eu lieu sciemment et volontairement. Un arrêt du 11 juin 1896 (3) porte que l'article 25 s'applique nécessairement aux industriels et usiniers, comme à tous autres, et que cet article n'a pas eu sa portée restreinte par les décrets du 25 février 1868 ou 10 août 1875, qui autorisent les préfets à déterminer les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des matières et résidus susceptibles de nuire aux poissons, et provenant des fabriques et établissements industriels quelconques ; un décret ne pouvant, sans une délégation du législateur, déroger ou autoriser à déroger aux prescriptions de la loi.

(1) Cassation, 27 janvier 1859. D. 59, 1, 425 ; 19 mai 1839. Dalloz, *Répertoire*, v° Pêche fluviale, n° 112.

(2) D. 83, 1, 484.

(3) D. 97, 1, 431.

On peut citer en ce sens, à titre d'exemple, un jugement du tribunal correctionnel de Bellac qui considère un directeur d'usine comme pénalement responsable de l'empoisonnement d'un cours d'eau par le déversement des eaux résiduaires de son usine ; il le déclare passible des peines portées par l'article 25 de la loi de 1829 (1).

Toutefois, pour que l'article 25 puisse s'appliquer, il faut que les produits déversés soient de nature à détruire ou enivrer le poisson. Ils doivent donc présenter un certain degré de nocuité. Qui va procéder à la détermination de la nocuité des produits ? Il y a sur ce point une confusion à éviter. La question n'est pas de savoir si les poissons peuvent vivre dans les eaux résiduaires de l'usine avant leur déversement dans la rivière, mais si ces eaux, après avoir été jetées dans le cours d'eau où elles se répandent, étant donné le volume, le débit et le courant de la rivière, sont de nature à enivrer ou à détruire le poisson aux termes de l'article 25 qui a pour objet la protection du poisson. L'expérience faite doit porter, pour être concluante, non pas sur l'eau industrielle avant tout mélange, mais sur l'eau prise dans la rivière à quelque distance de l'endroit où vient déboucher le tuyau de décharge de l'usine ou l'égout communal.

Un arrêt de la Cour de Douai (2) s'est nettement prononcé à cet égard ; il expose que s'il était établi que le poisson n'est pas incommodé par l'eau prise aux environs du point de déversement des eaux résiduaires, « il ne pourrait y avoir de

(1) Bellac, 24 décembre 1898, *Revue des Eaux et forêts* année 1899, page 110.

En ce sens encore, Douai 1^{er} mars 1859, *J. d. P.*, 59-863 ; Cassation, 11 juin 1896. S. 97, 1, 112 et 2 juillet 1910, *G. Palais*, 1910, 2, 408. *Addé*, Fuzier-Hermann, *Rép.*, v^o Pêche fluviale, n^o 419 et suiv.

(2) Douai, 29 avril 1896, D. 97, 2, 8.

délit, le délit consistant à rendre l'eau de la rivière impropre à la vie du poisson. « Attendu, dit l'arrêt, que s'il était décidé que la culpabilité résulte du déversement d'un liquide dans lequel le poisson ne peut vivre, bien que l'eau de la rivière, après le mélange opéré, reste inoffensive, il deviendrait impossible d'établir même une simple laverie au bord d'un cours d'eau. »

Il est à noter qu'en pratique, la constatation de la nocuité des produits déversés et de leur influence sur le poisson est très délicate. Il y a, en effet, de sérieuses difficultés à faire la preuve que la mortalité constatée chez les poissons provient des déversements opérés par une usine déterminée et dans beaucoup de cas les services chargés de la pêche renoncent à chercher à appliquer la loi de 1829 aux évacuations industrielles. Sauf des cas exceptionnels, la protection du poisson contre la pollution des eaux est actuellement assurée par des arrêtés préfectoraux, pris en vertu du décret du 5 septembre 1897, interdisant l'évacuation des matières susceptibles de nuire aux poissons. Ces arrêtés n'ont alors d'autre sanction que celle de l'article 474-15°, Code pénal.

4° Enfin, en ce qui concerne les déversements d'égouts communaux faits en violation d'un règlement sanitaire, la sanction prévue est celle de l'article 27 de la loi du 15 février 1902. Elle consiste en une amende de 1 à 5 francs. Outre les amendes et les pénalités que le juge doit toujours prononcer, l'administration dispose de moyens de coercition plus efficaces. Elle peut toujours demander au juge correctionnel ou de simple police d'ordonner la suppression des travaux opérant les déversements et la suppression pour l'avenir de ces déversements eux-mêmes. Le juge doit aussi se prononcer sur les dommages-intérêts qui seraient réclamés (1).

(1) Art. 161, Code Instruction criminelle.

La circulaire du 1^{er} juin 1906 met, en outre, à la disposition de l'administration une voie plus directe de coercition. Elle indique qu'après une mise en demeure, le préfet peut ordonner l'exécution d'office des travaux destinés à parer aux inconvénients des déversements nuisibles. Mais s'il n'y a pas urgence, il est préférable de demander aux tribunaux saisis du procès-verbal d'ordonner la suppression des faits nuisibles par les soins de l'administration aux frais du contrevenant. Le recouvrement des dépenses effectuées se fait comme en matière de contributions directes, en exécution de la loi annuelle relative à ces contributions.

Il peut encore être fait application, mais dans des circonstances assez spéciales, de l'article 9 de la loi du 15 février 1902. Lorsque pendant trois années consécutives, le nombre des décès dans une commune a dépassé le chiffre de la mortalité moyenne de la France, le préfet est tenu de charger le Conseil départemental d'hygiène de procéder, soit par lui-même, soit par la commission sanitaire de la circonscription à une enquête sur les conditions sanitaires de la commune. Si cette enquête établit que l'état sanitaire de la commune nécessite des travaux d'assainissement, notamment en ce qui concerne l'évacuation des eaux usées dans les cours d'eau, le préfet, après une mise en demeure à la commune non suivie d'effet, invite le Conseil départemental d'hygiène à délibérer sur l'utilité et la nature des travaux jugés nécessaires. Le maire est mis en demeure de présenter ses observations devant le Conseil départemental d'hygiène.

En cas d'avis du Conseil départemental d'hygiène contraire à l'exécution des travaux ou de réclamation de la part de la commune, le préfet transmet la délibération du Conseil au ministre de l'Intérieur qui, s'il le juge à propos, soumet la

question au comité consultatif d'hygiène publique de France. Celui-ci procède à une enquête dont les résultats sont affichés dans la commune.

Sur les avis du Conseil départemental d'hygiène et du Comité consultatif d'hygiène publique, le préfet met la commune en demeure de dresser un projet de travaux d'assainissement et de procéder à ces travaux.

Si dans le mois qui suit cette mise en demeure le Conseil municipal ne s'est pas engagé à y déférer ou si dans les trois mois, il n'a pris aucune mesure en vue de l'exécution des travaux, un décret, rendu en Conseil d'Etat, ordonne ces travaux dont il détermine les conditions d'exécution. La dépense ne pourra être mise à la charge de la commune que par une loi. Enfin le Conseil général statue dans les conditions prévues par l'article 46, de la loi du 10 août 1871, sur la participation du département aux dépenses des travaux engagés.

Telle est la procédure, assez compliquée comme on le voit, de l'article 9 de la loi de 1902, pour imposer à la Commune des travaux ayant pour but de remédier à l'écoulement des eaux des égouts communaux dans les rivières. Ce mode de coercition est, d'ailleurs, d'une portée restreinte. Outre la complexité de la procédure il y a deux raisons pour que cette faculté laissée à l'administration soit d'une efficacité douteuse : tout d'abord l'intervention administrative ne peut s'exercer que si la mortalité dans la commune a dépassé, *pendant trois années consécutives*, le chiffre moyen de la mortalité de la France ; ensuite les déversements des eaux usées peuvent présenter les plus graves inconvénients sans que les conditions sanitaires de la Commune soient aussi défectueuses (1).

(1) Voir sur ce point l'intéressante étude de M. Guilhaux « Les

A côté de la loi de 1902, l'administration pourrait encore avoir recours aux articles 35, 36 et 37 de la loi du 16 septembre 1807, qui donnent le droit au gouvernement d'ordonner les travaux de salubrité qui intéressent les villes et les communes et mettent les dépenses à la charge de celles-ci. L'article 35 prévoit, en effet, que tous ces travaux seront ordonnés par le gouvernement et les dépenses supportées par les communes intéressées.

Cette loi de 1807, faite dans un temps où la propriété privée n'était pas entourée des garanties qu'elle a maintenant, donne à l'administration des pouvoirs excessifs. Celle-ci règle, en effet, tout ce qui est relatif aux travaux de salubrité. L'exécution des mesures à prendre rentre dans les attributions du Préfet.

Malheureusement, les pouvoirs publics, à raison même de l'étendue extrême des droits, dont ils sont armés, n'osent en user et ont rarement recours à cette législation. Cependant, il en a été fait une application très intéressante il y a quelques années. Il s'agissait de l'assainissement de l'Espierre, petite rivière qui reçoit les égouts des villes de Roubaix et de Tourcoing. Des mesures de coercition ont été prises dans les limites de la loi de 1807 à la suite des plaintes incessantes de la Belgique où cette rivière coule à sa sortie de France. Cette opération présentait nettement un caractère accentué de salubrité. Il est rare de pouvoir mettre en avant des considérations aussi décisives pour obliger une commune à épurer l'effluent de ses égouts.

Et, cependant, partout où une agglomération importante

enquêtes sanitaires et l'application de l'article 9 de la loi du 15 février 1902 » parue en juin 1910 dans la *Revue d'hygiène générale et appliquée*.

existe l'exercice des pouvoirs de police contre le déversement des eaux polluées dans les rivières se heurte à une sorte d'impossibilité pratique tant que le problème de l'épuration des eaux d'égouts ne sera pas résolu.

Ce problème n'a été étudié sérieusement que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à raison du développement simultané des grandes villes et des progrès de la science et de l'hygiène. Pour qu'une législation efficace puisse être adoptée il était nécessaire qu'elle fût précédée d'une solution technique concernant les procédés d'épuration.

Actuellement cette solution technique a été trouvée et c'est ce qui explique les mesures réglementaires entièrement nouvelles que consacre le projet de loi qu'on étudiera par la suite. Les premiers procédés d'épuration mécanique par décantation et filtration ont paru insuffisants. Les procédés chimiques reviennent trop chers. L'épuration par le sol, le dernier procédé en date est le seul véritablement pratique et efficace.

Les villes de Paris et de Reims ont assuré l'épuration de leurs eaux d'égout par ce dernier procédé. De telles entreprises rentrent dans l'initiative des municipalités. Elles peuvent faire l'objet de déclarations d'utilité publique et l'acquisition des terrains nécessaires peut se faire par voie d'expropriation (1).

Mais lorsque les municipalités refusent d'agir, le gouvernement peut les y forcer en application des articles 35, 36 et 37 de la loi du septembre 1807. On a fait application de ce système coercitif aux villes de Roubaix et de Tourcoing. Ces deux villes déversent leurs égouts dans les eaux de l'Esperre, dont les eaux après ce déversement, sont excessi-

(1) Voyez le décret du 2 août 1887 pour la ville de Reims.

vement souillées. Elles s'écoulent ensuite sur le territoire belge. De vives protestations se sont élevées du côté de la Belgique. Le gouvernement français a alors imposé aux deux villes l'épuration chimique de leurs eaux résiduaires. En raison de l'intérêt international de l'opération, l'Etat y a contribué pour moitié jusqu'à concurrence de 300.000 francs. Le surplus de la dépense a été réparti entre Roubaix et Tourcoing dans la proportion du volume et du degré d'infection des eaux fournies par chacune d'elles, calculée suivant des formes qui, à défaut d'accord, seront déterminées par un règlement d'administration publique. Les industriels qui contribuent à la pollution des eaux peuvent être appelés dans les mêmes formes à supporter une partie de la dépense (1).

COURS D'EAU NAVIGABLES

On a pu voir par ce qui précède que les pouvoirs de l'autorité administrative étaient déjà considérables sur les cours d'eau ne faisant pas partie du domaine public. Ces pouvoirs

(1) Décret du 22 février 1887.

Sur la question technique d'épuration des eaux d'égouts consulter, Léon Perrier, *La pollution des eaux*, Encyclopédie parlementaire des sciences politiques et sociale. Odilon Arnaud, *Essais d'épuration de l'eau du canal alimentant la Ville de Marseille*, « Marseille médical », 15 mai 1911. Chassevant, *Epuration des eaux résiduaires*, « Hygiène générale et appliquée » septembre et décembre 1910. Remlinger et Noury, *Utilisation agricole des eaux d'égout* « Hygiène générale appliquée », juillet 1910. Même revue, mai 1910. Bechmam et Le Coppez de la Forêt, *Etude des procédés d'épuration des eaux diverses d'égout*, même revue juin 1910. Calmette et Masson, *Instructions générales relatives à l'évacuation et l'épuration des eaux d'égout*. Lemoine, *Traité d'hygiène militaire*, Masson, édit. 1911.

sont encore bien plus étendus sur les cours d'eau navigables et flottables, c'est-à-dire sur les eaux domaniales.

On adoptera les mêmes divisions que dans le chapitre précédent : Moyens préventifs de réglementation. Moyens répressifs et sanctions.

§ I. — *Réglementation préventive.*

Les Cours d'eau navigables et flottables sont sous la dépendance et l'autorité du ministre des Travaux publics. Ils font partie du domaine public (art. 538, Code civil) et sont classés dans la grande voirie. C'est le préfet représentant de l'administration centrale et, par conséquent, du ministre des Travaux publics qui est compétent pour prendre les règlements nécessaires à la police des cours d'eau navigables.

D'anciens textes, ordonnances de 1669 et 1672, Arrêt du Conseil du 24 juin 1777, protègent déjà les Cours d'eau du domaine public contre toute entreprise des riverains et les préfets souvent se bornent à prendre des arrêtés appliquant les dispositions des anciens textes. Ainsi l'arrêt du Conseil de 1777 interdit de jeter des immondices dans les cours d'eau. Tous les anciens règlements ont d'ailleurs été maintenus en vigueur par la loi des 17-22 juillet 1791.

En vertu de ces textes, et, par suite, du caractère domanial des Cours d'eau navigables, en principe aucun déversement même d'eaux pures ne peut être opéré. Les riverains obligés de faire des travaux d'aménée le long ou sur les berges doivent, à un double point de vue, demander une autorisation.

Qu'il s'agisse de déversements particuliers ou de déverse-

ments d'établissements classés, les pouvoirs de l'autorité préfectorale sont les mêmes. L'administration des Travaux publics dispose de nombreuses lois pour assurer sur les rivières navigables la conservation du domaine et l'exercice de la navigation. Par contre, elle est beaucoup moins armée lorsqu'il s'agit de la pollution des eaux. Ainsi, dans tous les cas où les déversements industriels causeront des envaselements dans le lit du cours d'eau, les pouvoirs réglementaires de l'administration seront très étendus : ils le seront beaucoup moins s'il ne s'agit que de l'altération des eaux.

Les anciens textes applicables aux déversements dans les cours d'eau navigables sont nombreux :

1^o Edit du 13 août 1669. Si le Code forestier, promulgué en 1827, a abrogé toutes les dispositions de cet édit, relatives aux bois et forêts, et si la loi du 15 avril 1829 a abrogé toutes les dispositions concernant la pêche, par contre, il y a dans les titres 27 et 28, une foule de dispositions encore en vigueur, concernant la police des rivières navigables et flottables, la construction des usines, etc..., qui, chaque jour, sont appliquées par les tribunaux civils et administratifs.

Art. 42. — « Nul, soit propriétaire ou engagiste, ne pourra faire moulins, batardeaux, écluses, gords, pertuis, murs, plans d'arbres, amas de pierres, de terres et des fascines, ni autres édifices ou empêchements nuisibles au cours de l'eau dans les fleuves et rivières navigables et flottables, ni même y jeter aucunes ordures, immondiçes ou les amasser sur les quais et rivages à peine d'amende arbitraire.

« Enjoignons à toutes personnes de les ôter dans trois mois du jour de la publication des présentes ; et si aucuns se trouvent subsister après ce temps, voulons qu'ils soient in-

cessamment ôtés et levés à la diligence de nos procureurs des maîtrises, aux frais et dépens de ceux qui les auront faits ou causés, sur peine de 500 livres d'amende, tant contre les particuliers que contre le juge et notre procureur qui auront négligé de le faire, et de répondre en leurs privés noms des dommages et intérêts. »

2° Edit du 23 décembre 1672, art. 9. « Défenses à toutes personnes de jeter dans le bassin de la rivière de Seine, le long des bords d'icelle, quais et ports de ladite ville aucunes immondices, etc..., à peine de punition corporelle contre les serviteurs et d'amende arbitraire au paiement de laquelle pourront être les maîtres contraints. »

3° Arrêt du Conseil du 24 juin 1777, portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables.

' *Art. 14.* « Défend S. M. sous les mêmes peines, à tous riverains et autres, de jeter dans le lit des dites rivières et canaux, ni sur leurs bords aucuns immondices, etc..., ainsi que d'y mettre rouir des chanvres. »

4° Arrêt du Conseil d'Etat du 17 juillet 1782, concernant la navigation de la Garonne.

Art. 9. « Défend S. M. sous les mêmes peines à tous riverains et autres de mettre rouir des chanvres dans le lit de la rivière ni sur ses bords. »

5° Arrêt du Conseil d'Etat du 23 juillet 1783, portant règlement pour la navigation de la Loire et des rivières y affluentes.

Art. 9. « Défend S. M. sous les mêmes peines à tous riverains et autres de rien jeter dans le lit des dites rivières et

ruisseaux qui puisse les encombrer, d'y mettre rouir du chanvre. »

.
6^e Décret du 22 novembre - 1^{er} décembre 1790, relatif aux domaines nationaux.

Art. 2. « Les chemins publics, les rues et places des villes, *les fleuves et rivières navigables*, les rivages lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades, etc... et, en général, toutes les portions du territoire national qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée sont considérés comme des dépendances du domaine public.

En dehors de ces anciens textes, dont le préfet se borne à assurer l'application, il tient de la loi du 8 avril 1898 des pouvoirs propres.

Les articles 40 et suivants de cette loi déclarent qu'aucun travail, par conséquent aucun déversement, ne peut être effectué dans un cours d'eau navigable sans une autorisation administrative. Ces autorisations sont données soit par arrêté préfectoral sur l'avis des Ingénieurs, soit par décret rendu après enquête et sur l'avis du Conseil d'Etat, suivant l'importance de l'entreprise. L'autorité administrative pourra donc éliminer préventivement tous les déversements susceptibles d'altérer ou de corrompre les eaux, et fixer les conditions d'épuration, de décantation, de déversement moyennant lesquelles l'autorisation sera accordée.

La législation des établissements insalubres s'applique aux cours d'eau navigables comme aux eaux non domaniales et constitue encore un pouvoir réglementaire préventif entre les mains de l'autorité préfectorale.

S'il s'agit d'égouts communaux, l'autorisation administrative est encore plus nécessaire que pour les cours d'eau non navigables et que pour les établissements industriels.

L'article 9 de la loi du 15 février 1902, les articles 35-36-37 de la loi du 16 septembre 1807, sont applicables dans la mesure précédemment indiquée et permettent à l'autorité supérieure d'imposer aux communes des travaux spéciaux d'assainissement pour l'évacuation des eaux d'égout.

Les déversements d'égouts communaux doivent être appréciés par l'autorité administrative suivant les hypothèses déjà examinées, notamment suivant que les villes ont ou non le tout-à-l'égout. Une circulaire du ministre de Travaux publics, en date du 8 janvier 1907, a demandé aux ingénieurs de faire connaître au Ministre les villes pratiquant le tout-à-l'égout avec évacuation finale dans les rivières navigables et flottables, ainsi que les plaintes formulées contre ces opérations et les moyens susceptibles de remédier à la situation actuelle. Nous avons indiqué pour les cours d'eau non navigables les mesures administratives qui, en l'état actuel de la législation pouvaient être prises. Aux termes du règlement type (art. 51) les égouts dirigés vers la voie navigable ne peuvent être établis qu'en vertu d'une autorisation toujours révocable et sous les conditions déterminées par l'administration.

Enfin, la loi sur la pêche autorise le préfet à prévenir toute émission de liquides résiduels susceptibles de nuire à la conservation du poisson. Le droit de pêche, qui dans les cours d'eau navigables est exercé, non plus au profit des riverains, mais au profit de l'Etat, étend encore les pouvoirs de l'autorité administrative.

A côté des pouvoirs préfectoraux de réglementation, l'autorité municipale, elle aussi, a sur les cours d'eau navigables un rôle analogue, soit qu'une délégation préfectorale l'en charge, soit que de sa propre initiative, en vertu des lois de 1884 et de 1902, le maire se plaçant sur le terrain de la sa-

lubrité publique prenne des arrêtés pour réglementer ou même interdire tout déversement de nature à nuire à la salubrité du cours d'eau traversant la commune.

§ II. — *Réglementation répressive.*

La répression des contraventions dépend de la nature du fait délictueux et du règlement applicable. Tantôt il s'agit d'une contravention de grande voirie poursuivie devant le conseil de préfecture, tantôt d'une contravention de petite voirie poursuivie devant le tribunal de simple police; tantôt enfin d'un délit spécial entraînant la compétence du tribunal correctionnel.

1° Toutes les infractions aux arrêtés préfectoraux, pris pour assurer la conservation du domaine public et l'écoulement des eaux, ou en application des anciens règlements qui s'y rapportent, constituent des contraventions de grande voirie. Tout déversement industriel ou d'eaux résiduaires opéré sans autorisation, tout ouvrage ayant pour but de le faciliter, toute dégradation causée par un déversement même autorisé, aux berges ou au lit du cours d'eau, enfin tout envasement du lit par des déversements industriels chargés de matières en suspension constituent des contraventions de grande voirie constatées, poursuivies et réprimées par la voie administrative (1).

La constatation en est faite concurremment par les maires ou adjoints, les ingénieurs des ponts et chaussées, les conducteurs, les agents de la navigation, les commissaires de po-

(1) Loi, 29 floréal an X. Conseil d'Etat, 18 mars 1887. L. 254.

lice et la gendarmerie (1) au moyen de procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont adressés aux sous-préfet qui ordonne par provision toutes mesures utiles pour faire cesser les dommages. Contre l'exercice de cette attribution des sous-préfets, la loi de l'an X organise un recours au préfet qui peut suspendre ou confirmer l'exécution de ces mesures (2).

Sous la réserve de ce recours au préfet les sous-préfets ont le droit de faire exécuter par provision leurs décisions rendues pour contravention en matière de grande voirie (3). C'est le préfet seul qui a qualité pour poursuivre devant le conseil de préfecture les contraventions de grande voirie et ce à peine de nullité (4). Contre son refus de poursuivre aucun recours n'est ouvert. Ce principe s'applique non seulement aux cours d'eau navigables, mais aussi aux canaux concédés. Le concessionnaire d'un canal ne peut poursuivre directement une contravention de grande voirie (5).

La compétence pour réprimer l'infraction appartient, en cette matière, au Conseil de préfecture (6). Il statue sauf recours au Conseil d'Etat. Ses pouvoirs sont : prononcer l'amende dans tous les cas où celle-ci est prévue ; interdire pour l'avenir le déversement incriminé et ordonner la suppression des ouvrages opérant le déversement ; enfin, ordonner la remise des lieux en état aux frais du contrevenant, par

(1) Même loi, art. 2.

(2) Loi du 29 floréal an X, art. 3.

(3) Arrêt du Conseil, 12 novembre 1809. Sirey, *Jurisp. du Conseil*, I, 334 — et plusieurs autres arrêts en ce sens.

(4) C. d'E., 1^{er} juin 1900. L. 413.

(5) C. d'E., 25 janvier 1866, L. 46 ; 24 janvier 1861. L. 60 ; 12 janvier 1850, L. 40 ; 6 mars 1856. L. 185 ; 25 juin 1857. L. 523.

(6) Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4. Loi 29 floréal, an X, art. 4.

exemple, s'il y a eu envasement, prescrire le curage. Rarement le Conseil de préfecture prononcera des dommages-intérêts. Les frais des procès-verbaux sont toujours à la charge des contrevenants. Le Conseil d'Etat admettait, autrefois, dans l'hypothèse d'absence de condamnation à l'amende et à des dommages au domaine public, la condamnation aux dépens (1). Mais il a ensuite abandonné cette jurisprudence (2). Puis un nouveau revirement s'est produit. M. Laferrière a fait remarquer que si une infraction aux règlements, bien que n'ayant pas causé de dommage, était de nature à en occasionner, le contrevenant pourrait être condamné à supporter les frais du procès-verbal même en l'absence de toute autre répression. Un arrêt du 8 juillet 1887 (L. 568), un autre du 5 février 1897 (L. 99) et un dernier du 6 avril 1900 (L. 292) ont de nouveau prononcé la condamnation aux seuls frais du procès-verbal.

Les arrêtés du Conseil de préfecture sont exécutés sans visa, ni mandement des tribunaux, nonobstant tout recours (3).

Cette compétence du Conseil de préfecture n'existe qu'au cas de contravention de grande voirie. Il importe de remarquer que le fait unique de la pollution des eaux d'un cours d'eau navigable ne constitue pas une contravention de grande voirie. L'administration n'est fortement armée pour la répression que toutes les fois que la conservation du domaine public et l'exercice de la navigation sont en jeu. Les déversements industriels ne peuvent donc constituer une contravention de grande voirie que dans deux cas :

(1) Conseil d'Etat, 4 mai 1859. L. 332.

(2) Conseil d'Etat, 6 juillet 1877. L. 676 et 13 avril 1883, L. 351.

(3) Loi 29 floréal, an X, art. 4.

a) S'ils ont été établis sans autorisation. Il y a alors anticipation sur le domaine public.

b) S'ils entraînent une dégradation du lit ou des berges ou un envasement.

Ces faits sont prévus par les anciens textes antérieurs à la Révolution. Ils ne permettent tous de réprimer que les empiètements et dommages concernant les cours d'eau navigables. Les textes postérieurs à la Révolution, en dehors de la loi sur la pêche, notamment la loi des 23 septembre, 6 octobre 1791, l'arrêté du directoire du 19 ventôse an VI, les décrets du 18 août 1870, 16 décembre 1811, 10 avril 1812, la loi du 23 mars 1842, présentent tous le même caractère. La simple pollution des eaux ne constitue donc pas une contravention de grande voirie (1). Ainsi l'écoulement dans une rivière navigable d'eaux d'un lavoir. C'est ainsi encore que le Conseil de préfecture du Nord, le 11 janvier 1907, a pu renvoyer des fins de la poursuite engagée contre eux des manufacturiers qui avaient déversé des eaux résiduaires dans un canal, par ce motif que les eaux évacuées étaient incapables de porter atteinte à la navigation et aux ouvrages d'art. Sans doute, le Conseil d'Etat dans un arrêt du 17 janvier 1908 (2) a annulé la décision du Conseil de préfecture ; mais il s'est fondé précisément sur ce fait que les résidus industriels avaient produit dans le canal un envasement de nature à en embarrasser et à en rétrécir le lit.

Constitue ainsi une contravention de grande voirie prévue par l'article 9, du titre II, de l'arrêt du conseil du 23 juillet 1783, le déversement par un mégissier dans le bras navigable d'un fleuve, de la laitance de chaux et des détritits de laine prove-

(1) Conseil d'Etat, 20 déc. 1889, L. 1202.

(2) L. 67.

nant de sa tannerie et ayant eu pour effet de causer un envasement du lit du fleuve (1) ; le déversement même, non considérable de résidus industriels d'une fabrique de carton ayant produit un envasement (2). L'excuse tirée de ce que les auteurs des déversements n'ont pas agi volontairement n'est pas admise. Aussi on devrait écarter le moyen de défense tiré de ce que les résidus n'ont été déversés que par l'effet des gelées, ces résidus au lieu d'être absorbés par les terres s'étant écoulés dans la rivière. La contravention relevée est, en effet, indépendante de toute intention et elle consiste uniquement dans le fait d'atterrissement provenant d'une cause non contestée (3).

Pareils déversements dans les canaux de navigation constituent aussi une contravention de grande voirie (4). Mais pour qu'il y ait contravention de grande voirie il faut que le déversement incriminé soit opéré *directement* dans le cours d'eau navigable. Ainsi le fait d'avoir déversé des tonneaux de vidange dans l'égout d'une commune qui débouche dans un cours d'eau navigable ne constitue pas une contravention de grande voirie, l'égout n'étant pas compris dans les dépendances du lit de la Seine (5).

De même le déversement d'eaux résiduelles provenant d'une râperie de betteraves dans un fossé d'écoulement se jetant dans un affluent de la dite rivière ne constitue pas une contravention de grande voirie (6).

(1) Conseil d'Etat, 5 février 1897. L. 99 ; Conseil d'Etat, 18 mars 1887. L. 254 et 20 déc. 1889. L. 1202.

(2) Conseil d'Etat, 17 janv. 1908. L. 67.

(3) Conseil d'Etat, 12 juillet 1895. L. 590. Cassation, 2 juil. 1910, *Gaz. Pal.*, 1910, 2, 408.

(4) C. d'E., 18 mars 1887. L. 254.

(5) Conseil d'Etat, 21 janvier 1881. L. 106. *Idem*, 20 déc. 1889. L. 1202.

(6) Conseil d'Etat, 7 juillet 1893. L. 587.

Il en serait encore ainsi, si le déversement était fait dans un affluent non navigable d'un cours d'eau navigable (1). Dans ce dernier cas il n'y a qu'une contravention de simple police, dans les deux premiers cas il n'y a pas de contravention du tout.

En ce qui concerne les déversements d'égouts communaux la jurisprudence a reconnu que le principe de la personnalité des peines s'oppose à ce que la commune soit atteinte par une répression pénale ; mais que rien ne fait obstacle à ce que des contraventions soient dressées contre des communes qui effectueraient des déversements nuisibles aux rivières, à ce que l'administration obtienne ainsi la réparation des dommages (2) et la suppression des envasements produits. Mais là encore le seul intérêt pris en considération est celui de la navigation et la simple contamination des eaux ne saurait servir de base aux poursuites.

2° Lorsque l'infraction poursuivie n'est prévue que par un règlement administratif et non par une loi ou une ancienne ordonnance, il n'y a plus qu'une simple contravention de police. Il en est ainsi d'infractions aux arrêtés pris par les préfets ou les maires dans l'intérêt de la salubrité publique. C'est le cas de pollution des eaux. Ce sont alors des contra-

(1) Conseil d'Etat, 11 janvier 1851. L. 33 ; 28 novembre 1879. L. 761 ; 26 janv. 1900, 67.

(2) Conseil d'Etat, 30 juin 1899, L. 488. Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'envasement du canal de Roubaix au bief de Sens provient des déversements du ruisseau dit Riez des Trois Ponts qui sert d'égout à une partie de la ville ; qu'il suit de là que la ville de Roubaix a contrevenu aux dispositions des art. 34 de l'arr. du Cons. du 24 juin 1877 qu'ainsi c'est avec raison qu'un procès-verbal a été dressé contre elle et que le Conseil de préfecture l'a condamnée à faire disparaître l'envasement faute de quoi il y serait procédé à ses frais.

ventions de simple police poursuivies devant l'autorité judiciaire et tombant sous le coup de l'art. 471-15°, Code pénal (amende de 1 à 5 francs). Ainsi un arrêté préfectoral qui déclare expressément que les prohibitions par lui faites ont pour objet d'empêcher que les eaux et résidus des distilleries de betteraves et autres établissements industriels ne puissent causer des exhalaisons insalubres, rendre les eaux impropres aux usages domestiques et faire mourir les poissons, est pris dans l'intérêt de la salubrité et une infraction à cet arrêté ne constitue pas une contravention de grande voirie (1).

La jurisprudence constante de la Cour de cassation reconnaît le caractère obligatoire de ces prescriptions édictées pour prévenir la contamination du cours d'eau dans l'intérêt de la salubrité publique, qu'elles émanent des préfets ou des maires.

Le juge de simple police saisi de poursuites de cette nature, doit s'assurer de la légalité de l'arrêté ; mais il n'a pas compétence pour vérifier l'efficacité des mesures prescrites et, par suite, n'a pas à discuter dans les motifs du jugement les moyens de défense qui seraient fondés sur l'inefficacité de la réglementation prescrite. La longue tolérance de l'administration ne peut créer un droit acquis permettant à ceux qui en ont joui de se soustraire à l'application des mesures de police prises dans l'intérêt de la salubrité (3). Le juge de simple police, outre l'amende ; pourra ordonner la cessation de tout déversement pour l'avenir et la suppression des travaux non-autorisés (3) et prescrire la réparation du dommage.

(1) Cassation, 14 août 1857. S. 57, 1, 792.

(2) Cassation, 3 février 1877. D. 79, 1, 46.

(3) Cassation, 13 juillet 1850. D. 50, 1, 253, 22 avril 1858, Bull. 131, 1^{er} mars 1888, Bull. 85.

causé. Mais la pollution des eaux, en dehors de toute preuve de dommage souffert par les riverains, ne saurait justifier une demande en indemnité.

3° Enfin, l'altération des eaux peut, pour les cours d'eaux navigables comme précédemment, être poursuivie, en vertu de l'art. 25 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche, et constituer un délit spécial de la compétence des tribunaux correctionnels. La seule différence, à signaler avec les règles exposées plus haut a trait à la constatation des délits.

Les officiers de police judiciaire et les gendarmes, les gardes champêtres, les éclusiers des canaux ont qualité pour constater les déversements (1). La police de la pêche est encore exercée par les agents des douanes, les employés des contributions indirectes et des octrois (2); les commissaires de l'inscription maritime, les officiers et sous-officiers mariniers commandant les bâtiments et embarcations gardes-pêche, les inspecteurs des pêches maritimes, les syndics des gens de mer, les prudhommes pêcheurs, les gardes jurés de la marine, les gardes mariniers et les gendarmes de la marine (3).

En outre, des agents sont spécialement chargés de la constatation des délits relatifs à la loi de 1829. Ce sont les gardes-pêche de l'Etat et ceux des particuliers (4).

Le droit de poursuivre la répression des déversements nuisibles au poisson appartient, soit à l'administration, soit aux particuliers. L'administration des ponts et chaussées a qualité pour poursuivre la répression des déversements dans

(1) Art. 36, Loi 15 avril 1829, art. 314 et 330 du décret du 1^{er} mars 1854.

(2) Art. 10, Loi 31 mai 1865.

(3) Art. 10, Loi 31 mai 1865 et art. 16 décret du 9 janv. 1852.

(4) Articles 6 et 65 de Loi 1829.

les canaux de l'Etat ou dans les cours d'eau canalisés.

En pratique, c'est le procureur de la République qui agit au nom de l'administration, des ponts et chaussées.

Dans les autres cours d'eau navigables le droit de poursuite appartient à l'administration des eaux et forêts ainsi qu'aux propriétaires ou locataires de la pêche.

En dehors de toute poursuite judiciaire l'administration a toujours le droit d'ordonner la destruction ou la suppression des travaux non autorisés et le rétablissement des lieux en l'état primitif (1). Aux déversements et ouvrages faits sans autorisation, il faut assimiler ceux faits en dehors des conditions de l'arrêté d'autorisation. L'administration a le droit de les faire supprimer également (2).

(1) Conseil d'Etat, 24 août 1836. L. 413 ; 21 décembre 1837. L. 553 ; 9 février 1850. L. 135 ; 12 février 1857. L. 136.

(2) Conseil d'Etat, 10 mai 1860. L. 404 ; 24 décembre 1880, L. 1064 ; 16 décembre 1881. L. 1020.

CHAPITRE III

LE PROJET DE LOI

On a pu se rendre compte par ce qui précède que l'administration ne manquait pas d'armes pour lutter contre l'altération des eaux des cours d'eau. Les préfets, les maires, les ministres ont un pouvoir réglementaire considérable sur les entreprises des particuliers et sur les déversements nuisibles dans les cours d'eau.

Ce ne sont ni les textes, ni les règlements, ni les décisions de jurisprudence qui font défaut. Comment se fait-il, cependant, que de tous côtés des plaintes s'élèvent contre la pollution des rivières, que les déversements se multiplient plus malsains et plus insalubres, que les pouvoirs publics se déclarent impuissants à enrayer le mal et que les tribunaux saisis (1) se refusent, parfois, à punir les contrevenants ? On peut attribuer deux causes à cet état de choses : d'une part, une application trop indulgente et trop intermittente de la législation actuelle ; d'autre part, une insuffisance certaine des sanctions que cette législation comporte. Les différentes mesures qui ont été adoptées ont rencontré une approbation

(1) Conseil de préfecture du Nord, 11 janvier 1907.

unanime. De toutes parts dans des congrès, dans des réunions d'associations, dans des brochures, les hygiénistes, les industriels, les agriculteurs, les pêcheurs furent unanimes pour donner leur adhésion à la réglementation édictée par le ministre de l'Agriculture et pour lui demander de poursuivre la lutte contre la pollution des eaux.

Mais l'expérience a démontré que les nouvelles prescriptions ne pouvaient à elles seules apporter un remède satisfaisant et l'administration a rapidement reconnu qu'une des principales causes de la stérilité des mesures prises était l'absence de sanctions suffisantes.

Nous avons, en effet, vu que la plupart du temps les peines qui frappent les auteurs de déversements nuisibles sont les amendes de l'art. 471, Code pénal. Très exceptionnellement, ce sont les amendes édictées par les anciens règlements. Dans un seul cas la peine d'emprisonnement est prévue. C'est le cas de l'art. 2 de la loi de 1829 et encore les tribunaux n'en font-ils pas application « en présence du paradoxe légal qui punit de prison celui qui détruit le poisson et qui ne frappe que d'une amende dérisoire celui qui peut menacer la santé humaine ou compromettre l'agriculture et l'industrie (1) ».

Nous avons vu que ces dispositions en vigueur, dans leur ensemble, ne peuvent pas fournir pratiquement les moyens de répression qui sont nécessaires, soit parce que les peines prévues ne consistent qu'en de légères amendes, soit parce que, au contraire, certains moyens de coercition effraient par leur excessive rigueur les administrations qui devraient les mettre en œuvre et les tribunaux qui devraient les sanctionner.

On en est donc arrivé à cette constatation très juste ; qu'en

(1) Exposé des motifs, p. 9.

principe l'ensemble des textes en vigueur et les pouvoirs, qu'ils donnent aux ministres, préfets ou maires, est largement suffisant, mais que des sanctions plus précises et plus sévères devraient être ajoutées à ces textes. Si l'on veut obtenir les heureux résultats qu'on voudrait voir se réaliser, il faut atteindre les auteurs des déversements nuisibles avec assez d'énergie pour que les précautions prises en vue d'éviter la souillure des eaux soient exactement respectées. L'intervention du législateur s'impose donc encore.

En étudiant de plus près la question, on constate pourtant que des sanctions plus fortes que celles actuellement existantes ne peuvent intervenir qu'à la faveur d'une législation qui préciserait mieux les pouvoirs réglementaires des autorités administratives. Il importe surtout, que l'administration puisse imposer aux auteurs des déversements — industriels ou communes — des conditions pratiques de déversements. Il est nécessaire enfin d'envisager les moyens réalisables de substituer à des envois nuisibles, des déversements anodins sans que cette substitution entraîne des charges insupportables pour les industriels et les communes. Les problèmes à résoudre sont alors si nombreux et si complexes, les intérêts à concilier sont si respectables et si divers, qu'on se rend compte de tout l'avantage qu'on aurait à condenser dans une législation spéciale les prescriptions nouvelles et les mesures anciennes qui devront réglementer définitivement la matière et permettre d'assurer efficacement la protection des eaux.

On est donc amené, par la force même des choses et dans un but de simplification, de précision et de pratique, à envisager la création de toutes pièces d'un texte légal nouveau, qui porterait réglementation des déversements insalubres de toute nature dans les cours d'eau quels qu'ils soient et qui

édicterait toutes les mesures à prendre « contre la pollution et en vue de la conservation des eaux ».

Cette codification fait défaut en France.

Le projet qui a abouti à la loi du 8 avril 1898 voulait remédier à la pollution des cours d'eau. Un titre spécial s'occupait des eaux usées et de leur évacuation. Certains articles interdisaient de jeter dans les rivières des matières encombrantes, portant obstacle au libre écoulement des eaux ainsi que des immondices, résidus et déjections susceptibles par leur nature et leur quantité de rendre les eaux insalubres ou impropres aux usages domestiques. De même ce projet voulait assurer l'épuration des eaux d'égouts ou des usines. La mise en vigueur de ces dispositions ne devait pas faire obstacle à l'exercice des pouvoirs de police des préfets ou des maires partout où les dispositions légales auraient besoin d'être complétées par des prescriptions nouvelles.

On sait que cette partie du projet de loi n'a pas été votée et que depuis elle n'est jamais entrée en discussion.

En Angleterre où la question de la contamination des ressources aquifères émeut tout particulièrement l'opinion publique, sont intervenues depuis 1885 plusieurs lois réglementaires parmi lesquelles il faut citer, à cause de son importance, exceptionnelle, « The river's pollution presentation act 1876 » dont les prescriptions ont été arrêtées en s'inspirant des travaux d'une grande commission contre la pollution des rivières (River's pollution commission). Cette réglementation était à peine en vigueur que l'on se préoccupait de la perfectionner et les recherches se poursuivent encore actuellement dans ce sens.

La législation anglaise, déjà très stricte, doit être prochainement accentuée encore et le fait est d'autant plus caractéristique que les usages juridiques de ce pays sont hostiles à

l'intervention administrative, et qu'ils laissent, en général, aux particuliers le soin de recourir après coup aux tribunaux lorsqu'un dommage leur est causé.

Aux Etats-Unis les législations des divers Etats renferment des dispositions souvent très détaillées pour s'opposer à la contamination des eaux.

En Allemagne les lois diffèrent suivant les pays. La loi générale sur les eaux du royaume de Wurtemberg, en date du 4^{er} décembre 1900, renferme, à ce sujet de nombreux articles commentés et renforcés par une ordonnance du 16 novembre 1901.

En Prusse une ordonnance très complète du 20 février 1901 a réglementé la matière en attendant le vote d'un projet de loi en préparation.

Dans les autres Etats allemands, comme dans les autres nations de l'Europe, la législation, quoique moins étendue, se préoccupe également de la protection des eaux (1).

L'exemple de l'étranger et l'insuffisance de la législation existante, ont amené la France à préparer un texte de loi nouveau. Une commission, réunissant tous les éléments susceptibles de donner un avis éclairé sur ces questions si délicates a été instituée auprès de la Direction de l'« hydraulique et des améliorations agricoles » (2).

Les travaux de la commission ont abouti à la rédaction d'un projet de loi dont on peut, dès maintenant, dégager les lignes essentielles.

1° Tout d'abord, les différences entre le régime légal des deux catégories de cours d'eau sont si profondes qu'il a paru, tout d'abord, indispensable de prendre des mesures distinctes

(1) Exposé des motifs, n° 652.

(2) Décret du 22 mars 1907.

pour les eaux domaniales et les cours d'eau non navigables. La nécessité de remédier à la pollution des eaux non domaniales présente une importance capitale. La loi sur la santé publique, ne permet de sauvegarder que très imparfaitement la pureté des eaux souterraines, et il importe d'autant plus de la défendre que les difficultés, rencontrées pour déverser dans les rivières les eaux usées de toute nature, conduisent inévitablement les industriels comme les villes à chercher à s'en débarrasser dans les profondeurs du sol. De plus, le développement des cours d'eau non navigables est incomparablement supérieur à celui des rivières navigables (270.000 kilomètres, contre 7.980 kilomètres), et leur faible débit rend beaucoup plus facile leur contamination par les évacuations des égouts et des établissements industriels.

Enfin, les eaux de ces cours d'eau sont particulièrement utilisées pour l'alimentation, l'agriculture et l'industrie.

Malgré ces divergences, les départements ministériels intéressés ont reconnu que les avantages d'une législation commune aux deux catégories de cours d'eau étaient tels, qu'il n'y avait pas lieu de faire état de ces différences de régime légal notamment en ce qui touche l'ordre des tribunaux chargés de réprimer les infractions commises.

Le projet de loi actuellement déposé s'applique donc à la fois aux eaux souterraines, aux cours d'eau non navigables ni flottables, et aux rivières navigables et flottables. Il est relatif « aux mesures à prendre contre la pollution et en vue de la conservation des eaux. »

2^e Deuxième principe. — Pour remédier à la situation actuelle, il y a lieu d'instituer les sanctions qui font défaut dans la législation en vigueur, moins pour punir les infractions commises que pour obtenir le respect des mesures imposées à titre préventif.

3° *Troisième principe.* — Le résultat à atteindre c'est que les industriels et les communes, avant de se débarrasser de leurs eaux usées dans les cours d'eau ou dans les profondeurs du sol, les épurent suffisamment pour éviter toute conséquence nocive. Pour atteindre ce but, il convient de renforcer et de faciliter le contrôle des dispositifs de purification, sans que l'intervention de l'administration puisse avoir pour effet de substituer sa responsabilité à celle des intéressés, sans qu'elle en devienne pour eux une entrave.

4° *Quatrième principe.* — Il n'est pas moins essentiel que les dépenses nécessitées par l'épuration ne nuisent pas au développement de l'industrie ; qu'elles n'entraînent pas pour les communes des charges hors de proportion avec leurs ressources. Il importe donc de réduire au minimum les sujétions imposées et d'accorder les tolérances compatibles avec l'intérêt général. Il faut encore chercher par tous les moyens possibles à rendre plus facile, moins onéreuse, l'exécution des travaux destinés à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées.

C'est en s'inspirant de ces principes qu'a été préparé le projet de loi. Les dispositions qu'il renferme peuvent être groupées en deux catégories : les unes constituent la réglementation préventive et ont pour but de prévenir les opérations dangereuses, et de permettre de réaliser pratiquement les précautions à prendre, les autres constituent la répression et édictent les sanctions indispensables.

Comme ce projet de loi n'a pas encore fait l'objet d'une discussion au Parlement et que des modifications profondes se produiront sans doute en cours de discussion, il nous paraît inutile d'entrer dans un large examen des articles. Nous nous bornerons à résumer, d'après l'exposé des motifs, les dispositions du projet de loi.

Ces dispositions peuvent se diviser ainsi : les unes sont destinées à prévenir les opérations dangereuses et à faciliter la réalisation des précautions imposées. Les autres constituent les sanctions nécessaires.

Aux termes des articles 1 et 2 du projet les déversements ne devront être effectués dans les rivières que sous la réserve de remplir aux points de vue organoleptique, physique, chimique et bactériologique les conditions qui seront fixées par des arrêtés concertés entre le ministre de l'Agriculture et le ministre des Travaux publics. Tous les déversements, écoulements ou jets qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles de nuire « à la conservation ou à l'écoulement des eaux, à la salubrité, à l'utilisation des eaux pour l'alimentation des animaux, pour les besoins domestiques et les emplois agricoles ou industriels, à la faune et à la flore aquatiques utiles » sont en principe interdits.

En outre, pour que le contrôle de l'administration puisse s'exercer de plus près qu'actuellement et avoir ainsi des effets plus satisfaisants, le projet de loi prévoit les mesures suivantes. Les industries, dont les déversements sont les plus nuisibles, ne pourront déverser leurs résidus dans les cours d'eau qu'après leur avoir fait subir une épuration dont le dispositif devra être agréé par le préfet.

La nomenclature des industries, soumises à ce régime, sera déterminée par des arrêtés pris par le ministre de l'Agriculture et par le ministre des Travaux publics, après accord avec le ministre du Commerce et de l'Industrie. L'obligation ainsi imposée à certaines industries procurera des moyens sûrs et commodes d'obtenir que l'épuration de leurs résidus soit réellement efficace, ainsi que de tenir la main à ce que son fonctionnement soit régulièrement assuré. Mais en lais-

sant l'industriel libre du choix des moyens d'épurer on lui donne la faculté d'avoir recours aux procédés les mieux appropriés à son exploitation, on lui accorde toute liberté et toute initiative désirables sous la surveillance du préfet.

Ces principes établis, on s'est proposé dans les articles suivants, d'alléger les charges ainsi imposées à l'industrie en lui accordant toutes les tolérances possibles. Ainsi les résidus industriels, dont les déversements dans les cours d'eau sont interdits, pourront être admis dans les égouts sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente. Afin que les facilités, ainsi concédées, ne puissent compromettre la qualité des eaux de la rivière où les résidus parviendront finalement, deux sortes de précautions seront prises. L'égout devra être régulièrement autorisé, ce qui n'aura lieu que si les mesures convenables ont été prises pour que le déversement de son affluent, dans le cours d'eau, ne présente pas d'inconvénients. De plus le préfet aura le droit d'interdire l'admission dans les égouts des résidus de certaines industries ou de la subordonner aux précautions nécessaires pour éviter leur nuisance. On va plus loin encore en permettant aux industriels d'évacuer dans certaines sections de rivières des eaux résiduaires, alors même qu'elles ne rempliraient pas les conditions d'inocuité dont nous avons parlé. La liste de ces cours d'eau sera fixée par le ministre de l'Agriculture et par le ministre des Travaux publics, chacun en ce qui le concerne pour les cours d'eau dont il a la gestion. On pourra ainsi réduire considérablement les sujétions imposées sur les cours d'eau, dont l'affectation à l'industrie présente une importance prépondérante sur les autres intérêts en jeu, ou dont le débit est considérable. S'il devient nécessaire de revenir sur la tolérance accordée, les industriels, qui cesseront d'en bénéficier, disposeront d'un délai qui ne pourra être in-

férieur à deux ans pour se conformer aux prescriptions nouvelles.

Les évacuations d'eaux usées des communes seront soumises aux mêmes obligations que celles des particuliers, et les mesures prévues, pour que l'intervention de l'administration puisse se faire sentir d'une façon plus étroite qu'actuellement à leur égard, sont tout à fait semblables à celles édictées en ce qui touche les particuliers : il serait injuste et impossible d'imposer aux industriels d'avoir recours à de coûteux procédés d'épuration pour remédier aux nuisances de leurs déversements si les mêmes obligations n'étaient pas imposées aux communes, dont les eaux usées présentent une nocivité plus grande encore et peuvent être plus facilement épurées.

Il appartiendra aux communes comme aux industriels de proposer les dispositions convenables à cet égard ; mais l'administration ne peut, comme pour ces derniers, se borner à reconnaître si les dispositions proposées sont acceptables : elle doit les imposer dans l'acte d'autorisation de façon que les communes, placées sous sa tutelle, soient fixées avec précision sur leurs obligations. C'est au préfet qu'il appartiendra de statuer en ce qui concerne les déversements communaux ; cependant, l'intervention de l'administration supérieure paraît indispensable dans les cas où leur nuisance sera le plus à redouter, lorsqu'il s'agira d'égouts destinés à recevoir des matières provenant des fosses d'aisances. L'arrêté préfectoral doit, dans ce cas, être approuvé par le Ministre compétent, après avis des commissions de conservation des eaux.

Si les communes ne proposent pas les dispositions convenables, ou ne se conforment pas à celles arrêtées par le préfet l'administration peut les y contraindre. Le système

adopté consiste à prévoir l'exécution d'office, aux frais des communes, des travaux reconnus indispensables. On appliquera pour le recouvrement des dépenses l'article 149 de la loi du 5 avril 1884. En conséquence, si le Conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite d'office au budget, soit par un arrêté du préfet en Conseil de préfecture, soit par un décret du Président de la République, suivant que le revenu de la commune serait ou non inférieur à 3 millions.

Sur l'exemple des législations étrangères et par souci de tenir compte de tous les intérêts en présence et d'aboutir à une œuvre pratique, le projet de loi a reconnu que les problèmes difficiles et complexes, que soulèvera la législation nouvelle, doivent être examinés en s'inspirant des avis de personnalités de compétence diverses et a décidé que les Ministres intéressés, ainsi que les préfets, ne pourraient exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en la matière qu'après avis de commissions chargées de les éclairer.

La Commission placée auprès du préfet sera formée par le Conseil départemental d'hygiène, complété par diverses personnalités représentant les services chargés de la police des eaux et par des représentants de diverses catégories d'usagers des eaux. Cette commission spéciale a reçu le nom de *commission de conservation des eaux*. De son côté le Conseil appelé à prêter son concours aux ministres de l'Agriculture et des Travaux publics, et qui constituera un organisme, complètement nouveau, a été désigné sous le nom de *commission supérieure de conservation des eaux*. La commission aura à s'occuper à la fois des questions concernant les eaux non domaniales et les eaux domaniales.

Enfin, le projet de loi envisage la création d'un Institut

analogue à celui qui a été chargé, en Allemagne, d'étudier les questions concernant la pollution des eaux.

Le point le plus délicat peut être de la législation nouvelle se réfère aux dispositions transitoires dont l'importance est capitale. Leur fixation était difficile, car s'il convient de remédier le plus rapidement possible à la situation actuelle, il est indispensable de ne pas bouleverser le fonctionnement des établissements existants et de laisser aux industriels, comme aux communes, le temps suffisant pour prendre les précautions qui leur sont imposées.

Aussi les communes et les établissements industriels, effectuant des déversements d'eaux usées au moment de la promulgation de la loi, auront un délai de 4 ans, pour mettre en fonctionnement les dispositifs nécessaires pour épurer leurs résidus avant leur évacuation dans les cours d'eau. Et ce n'est qu'après une période de dix ans, que leurs évacuations ne seront admises dans les cours d'eau que s'ils remplissent les conditions imposées au point de vue organoleptique, physique, chimique et bactériologique à toutes les opérations effectuées après la promulgation de la loi. Ce système permettra de réaliser une amélioration énorme au bout de 4 ans sans entraver l'industrie ni imposer de très lourdes charges aux communes. Puis, grâce aux recherches qui se poursuivent de toutes parts, les progrès qui seront réalisés permettront certainement dans le délai de dix ans prévu de remplir, sans difficulté, des exigences auxquelles il ne pourrait être actuellement satisfait qu'au prix de dépenses inacceptables.

La deuxième série des dispositions du projet de loi s'occupe des sanctions aux obligations imposées et des constatations des délits.

L'article 13 qui concerne les pénalités range toutes les in-

fractions diverses à la loi, aux règlements d'administration publique ou aux arrêtés préfectoraux, pris en vertu de son application, dans la catégorie des délits et prescrit qu'elles seront jugées comme telles par les *tribunaux correctionnels*.

C'est là la grande innovation du projet de loi : L'unité de juridiction qui fait que seuls seront saisis les tribunaux correctionnels, même en ce qui concerne les infractions sur les rivières du domaine public, alors que les contraventions commises sur ces cours d'eau sont à titre de contraventions de grande voirie, jusqu'à présent justiciables des seuls tribunaux administratifs. Cette innovation s'explique, d'ailleurs, par la nature même des actes délictueux commis. Les contraventions soumises au Conseil de préfecture portent, en effet, sur des matières d'un ordre purement administratif : la conservation du domaine public et sa mise en usage en vue de sa fin essentielle, la navigation, ce qui explique que les tribunaux administratifs restent juges de la répression de faits, dont ils sont mieux que tous autres en situation d'apprécier convenablement la partie. Au contraire, dans le cas actuel, il s'agit de matières d'un ordre bien plus général et qui au surplus touchent à des intérêts qui ne sont pas liés d'une manière immédiate à la conservation et à la gestion du domaine public. La convenance de cette solution est d'ailleurs confirmée par les précédents suivis en matière de pêche et en matière de police du roulage. Il convient, d'ailleurs, d'ajouter que, si à l'avenir les opérations nuisibles à la salubrité, ou gênant l'écoulement des eaux sans porter atteinte à la navigation, seront réprimées en vertu de la présente loi par les tribunaux judiciaires, les actes susceptibles de compromettre la circulation par eau ou la conservation du domaine public, seront, au contraire, punis, en vertu des anciens textes par les conseils de préfecture.

Quant aux pénalités applicables elles consistent en des amendes. Il a été reconnu qu'on atteindrait le but poursuivi en adoptant les mesures suivantes à l'exemple de la législation anglaise : l'article 18 prévoit des amendes pour punir les délits commis, quelle que soit leur nature et fixe leur montant de 50 à 100 francs pour la première condamnation de 100 à 2.000 francs en cas de récidive. La définition de la récidive donnée par le projet de loi est la suivante : « sera considéré comme étant en état de récidive quiconque ayant été condamné par application de la présente loi, aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ». Pour que les pénalités prononcées atteignent ceux auxquels incombe la véritable responsabilité des délits commis le projet de la loi décide que si dans tous les cas les maîtres de l'entreprise seront rendus *civilement* responsables des condamnations prononcées contre les ouvriers, employés, gérants, administrateurs ou directeurs, les tribunaux pourront, dans certains cas, déclarer les chefs de l'industrie, gérants, administrateurs, ou directeurs, *pénalement* responsables des délits commis par leurs ouvriers ou leurs employés.

Malgré leur importance les pénalités, qui viennent d'être indiquées, ne suffiraient pas toujours à obtenir un résultat pratique. Aussi a-t-on spécifié que le jugement frappant le délinquant devra impartir au *maître de l'entreprise* un délai pour prendre les mesures convenables, en vue de faire cesser la nuisance du déversement et le condamner au cas où les dispositions nécessaires n'auraient pas été prises à l'époque fixée, à une amende formant astreinte qui se renouvellera chaque jour aussi longtemps que les dispositions n'auront pas été mises en fonctionnement.

Cette disposition du projet de loi constitue encore une innovation. Actuellement notre législation n'admet l'astreinte qu'en matière civile comme réparation d'un dommage causé. Ici il s'agit d'une nouvelle combinaison juridique « l'astreinte pénale ».

Afin de permettre de procéder aux constatations qu'exige l'application de la loi les agents chargés de relever les infractions commises auront le droit de pénétrer le jour ainsi que de nuit dans les usines closes et non closes et leurs dépendances. Toutefois, ils ne pourront pénétrer de nuit dans les parties closes qu'accompagnés d'un représentant de l'autorité municipale ou d'un commissaire de police. Tout industriel, qui mettrait obstacle à l'exercice de cette surveillance, serait passible d'amendes. Le projet examine enfin le mode d'établissement de la preuve des délits commis.

Actuellement pour qu'une contravention puisse être dressée contre l'auteur d'un déversement nuisible, il est indispensable de prendre pour base des poursuites, les dommages causés (récoltes compromises, fabrication industrielle entravée, poissons détruits). Mais lorsque les dommages sont constatés, il est très souvent impossible de remonter avec précision à la cause du mal ; il est le plus souvent impossible de convaincre les tribunaux que le déversement est réellement nuisible.

Pour simplifier le problème le projet de loi considère comme délictueux et frappe de pénalités prévues les déversements dans les cours d'eau opérés contrairement aux prescriptions imposées sans qu'il y ait lieu de rechercher, quelles en ont été les conséquences.

Tel est l'ensemble des dispositions instituées par le projet de loi. Elles donnent à l'administration les moyens d'exercer plus étroitement et plus efficacement son contrôle, tout en

laissant aux industriels et aux communes l'initiative et l'indépendance désirables dans le choix des procédés d'épuration. Si les prescriptions édictées, pour prévenir la contamination, ne sont pas observées, les moyens de répression mis entre les mains de l'Etat, qui constituent l'une des particularités les plus caractéristiques du projet de loi, permettront d'obtenir que les délinquants ne puissent se soustraire aux obligations qui leur sont imposées.

Il est à souhaiter que le législateur achève l'œuvre qu'il a entreprise et vote dans un avenir prochain les dispositions de ce projet de loi.

TITRE II

LES COURS D'EAU PRIVÉS

Les cours d'eau privés sont constitués par toute dérivation faite par un particulier sur sa propriété, par tout ruisseau né et s'écoulant sur la propriété privée. Ce sont, par exemple, des canaux d'irrigation ou de drainage creusés de main d'hommes en vertu des lois du 29 avril 1845 ou 15 juillet 1847, des biefs d'usines, canaux d'amenée ou de fuite des moulins, etc.

Tantôt ces cours d'eau privés appartiennent à un unique propriétaire, lorsqu'ils sont bordés par le domaine du propriétaire du cours d'eau ou que les propriétaires riverains n'ont aucun droit de propriété ou de possession sur le cours d'eau.

Tantôt, au contraire, le ruisseau, canal ou bief privé, sera la propriété commune de tous les propriétaires riverains qui auront un droit de jouissance sur lui. Qu'il y ait propriétaire unique ou communauté de propriétaires, on peut concevoir deux régimes différents pour les cours d'eau privés. Ou bien ils sont établis à titre de servitude sur les fonds qu'ils traversent ; ou bien ils sont la propriété même de ceux qui en jouissent.

La première hypothèse n'appelle aucune explication. La

servitude qui n'aura pu être constituée que conformément aux règles qui gouvernent l'établissement des servitudes n'aura d'autre étendue que celle qui résultera de son titre même ou de sa cause d'acquisition. La propriété d'un canal ou d'un cours d'eau privé confère, au contraire, des droits qui diffèrent de ceux qu'on peut avoir sur un cours d'eau au sur une source.

On examinera successivement les cours d'eau appartenant à un seul propriétaire et les cours d'eau communs à plusieurs propriétaires ; enfin, les pouvoirs de l'administration sur ces deux catégories de cours d'eau.

CHAPITRE PREMIER

COURS D'EAU A UN PROPRIÉTAIRE UNIQUE

Lorsque le cours d'eau appartient à un propriétaire unique il importe de distinguer deux hypothèses. Si le ruisseau, canal ou bief, est bordé et entouré par le domaine de son propriétaire, les déversements étrangers ne pourront se faire qu'au moyen de caniveaux ou de fossés d'écoulement passant sur une propriété privée avec l'agrément nécessaire du propriétaire. Tous les déversements, quels qu'ils soient, seront donc soumis dans ce cas à une autorisation préalable, expresse ou tacite et le tiers qui opère le déversement pourra prescrire utilement selon les règles du Code civil. Au contraire, lorsque des terrains appartenant à des tiers propriétaires s'étendent jusqu'au bord du ruisseau, ceux-ci auront la possibilité d'y écouler directement leurs eaux pluviales ménagères et autres. En auront-ils le droit ? On peut caractériser d'une façon générale le droit de propriété du propriétaire du cours d'eau en disant, qu'il est exclusif de tout droit de riveraineté.

Le principe fondamental qui doit dominer est le suivant. Le cours d'eau privé doit être considéré comme fonds inférieur aux termes de l'article 640, Code civil et comme tel

soumis à toutes les règles édictées par le Code civil dans les rapports entre héritages voisins.

§ I. — *Déversement des eaux pluviales.*

1° Eaux coulant suivant la pente du terrain. Pour celles-là pas de doute. Ce sont les eaux expressément visées par l'article 640, Code civil. Le cours d'eau remplit vis-à-vis des propriétés voisines le rôle de fonds inférieur. Il est tenu, tant par sa destination que par les textes, à recevoir de telles eaux s'écoulant naturellement. Le riverain n'aura donc aucune autorisation à solliciter du propriétaire du cours d'eau. Il devra, toutefois, ne rien faire qui aggrave la servitude ;

2° Si le riverain réunit et rassemble les eaux pluviales tombant sur son fonds pour les diriger soit par des fossés ou des drains vers la rivière, il n'est pas déchu pour cela de son droit d'écoulement. Mais il doit veiller à ce que le nouveau mode de déversement qu'il adopte ainsi ne nuise ni à la solidité ni à la conservation des berges du cours d'eau. Il doit aussi adopter un mode de déversement qui ne puisse, par le volume des eaux amenées, déterminer dans le cours d'eau un remous ou un courant violent susceptible de produire des érosions ou des dégradations. Il ne peut, conformément au Code civil, aggraver l'exercice de sa servitude ; de son côté le propriétaire du cours d'eau ne pourrait apporter aucun obstacle à l'exercice de cette servitude tant qu'elle est exercée dans des conditions qui ne peuvent lui porter préjudice.

3° *Egout des toits.* — On ne saurait admettre l'applica-

bilité de l'article 681, Code civil, aux déversements des égouts des toits dans le cours d'eau privé. Il résulte des commentaires qu'on a donnés de cet article au chapitre des voies privées qu'il ne peut être question de s'en prévaloir dans les rapports entre héritages voisins.

D'ailleurs, l'égout des toits ne pourra le plus souvent en pratique être déversé directement dans le cours d'eau, sauf le cas de gouttières saillantes. Aucune construction n'existe généralement sur le bord extrême de la berge d'un ruisseau privé. Le toit pourrait tout au plus venir jusqu'à l'aplomb même et au droit de la berge. Car d'après l'article 552, Code civil et suivant les règles de la mitoyenneté le toit voisin ne doit pas surplomber le cours d'eau propriété privée. Dans ces conditions l'égout des toits s'écoulera donc généralement sur le sol du fonds riverain avant de gagner le ruisseau où il se déversera avec les eaux pluviales suivant la pente du terrain.

La question serait tout autre si les eaux des toitures sont amenées au ruisseau par des tuyaux ou rigoles.

Bien qu'en droit strict le riverain n'ait pas le droit d'écouler artificiellement ses eaux pluviales sur le fonds inférieur, par conséquent, dans le cours d'eau privé, le propriétaire inférieur pourrait-il d'obtenir du juge, en dehors de tout préjudice subi, la suppression de ces déversements? Nous ne le pensons pas. L'article 640, Code civil, interdit au propriétaire supérieur d'aggraver la servitude c'est-à-dire de causer un dommage au propriétaire inférieur en augmentant le volume ou en changeant la direction des eaux. Mais, lorsque le fonds assujéti est un cours d'eau, sa destination naturelle est de recevoir les eaux riveraines du moins les eaux pures, eaux de source ou eaux pluviales. Il n'en serait pas de même si le déversement des eaux des toitures, par leur volume ou leur

mode de déversement était de nature à causer un dommage au cours d'eau. Le propriétaire inférieur pourrait obtenir du juge la réparation du dommage et la suppression du déversement nuisible.

§ II. — *Eaux ménagères, malsaines, industrielles.*

L'écoulement au cours d'eau de ces eaux contaminées constitue une servitude complètement en dehors de l'article 640, Code civil. Elle ne peut donc jamais grever les fonds inférieurs et notamment les cours d'eau privés.

S'il n'existe pas de servitude légale, le déversement de ces eaux peut faire l'objet d'une servitude conventionnelle conformément aux articles 690 et 694, Code civil et dans ce cas les rapports entre les héritages riverains du cours d'eau et celui-ci sont réglés par le titre qui constate la convention intervenue entre les deux propriétaires.

A défaut de titre la servitude d'écoulement des eaux ménagères ou industrielles peut-elle résulter de la destination du père de famille ou de la prescription conformément aux articles 692 à 694, Code civil. La question a été controversée en ce qui concerne la servitude d'écoulement de ces eaux contaminées.

Pour pouvoir résulter de la destination du père de famille ou de la prescription, il faut qu'une servitude soit continue et apparente. La question de savoir si les voies d'écoulement, par lesquelles s'exerce la servitude d'évier, sont apparentes dans le sens du Code est une question d'espèce à résoudre par les tribunaux. Par contre la discontinuité de cette servitude est

certaine. Si l'écoulement des eaux ménagères résulte de la disposition des lieux, leur contamination ne peut résulter que du fait actuel et continuellement renouvelé de l'homme. La servitude est donc essentiellement discontinue ; elle ne peut résulter ni de la destination du père de famille, ni faire l'objet d'une possession susceptible, soit de servir de fondement à une action possessoire en cas de trouble, soit d'engendrer la prescription (1).

Si donc, en dehors de conventions particulières les riverains déversent dans un cours d'eau privé des eaux contaminées, le propriétaire du cours d'eau, canal ou bief peut intenter contre eux une action en cessation de tout déversement et en réparation du préjudice causé.

Cette action sera portée tantôt devant les tribunaux judiciaires, tantôt devant les tribunaux administratifs. Ces derniers devront être saisis toutes les fois que les déversements opérés auront le caractère de dommages résultant de travaux publics.

Ainsi la ville, qui recueille des eaux usées dans une rigole latérale à un chemin rural pour les conduire dans un bief de moulin, est responsable des dommages occasionnés par ces déversements (2).

L'autorité judiciaire est compétente toutes les fois que l'auteur des déversements nuisibles est un particulier ou si aucune notion de travail public ne peut être envisagée (3).

Les causes de préjudice que peut soulever pareil écoulement d'eaux contaminées sont nombreuses : corruption des eaux, détérioration des moteurs hydrauliques, éboulements de la berge, habitations rendues insalubres, etc...

(1) Cassation, 10 juin 1865 ; 17 février 1875. D. 76, 1, 504.

(2) Conseil d'Etat, 11 février 1887. L. 147.

(3) Conseil d'Etat, 25 mai 1861. L. 418.

Dans tous les cas et avant d'obtenir condamnation contre les auteurs des déversements le propriétaire du cours d'eau doit faire la preuve de son droit de propriété sur lui, sinon les riverains supérieurs seraient en droit d'y déverser leurs eaux même corrompues (1).

(1) Aix, 24 avril 1884, *Gaz. Pal.*, 85, 4, suppl. 10.

CHAPITRE II

COURS D'EAU COMMUN A PLUSIEURS PROPRIÉTAIRES

Lorsqu'un canal de dérivation est établi, il se peut qu'il soit l'œuvre de plusieurs intéressés. Notamment la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales prévoit l'ouverture de canaux d'irrigation ou de drainage dans ces conditions. Un ruisseau naturel peut aussi appartenir à plusieurs propriétaires riverains. Pareil cours d'eau fait alors l'objet d'une copropriété.

Il est évident, tout d'abord, que les riverains tiers doivent s'abstenir de toute entreprise sur les eaux qui sont la propriété des copropriétaires. Ils ne peuvent rien y faire qui préjudicie au lit et aux eaux, par exemple, en y projetant des eaux résiduaires (1).

En ce qui touche les droits respectifs des copropriétaires il y a un principe dominant : chaque copropriétaire peut opérer tout déversement quelconque sous la seule réserve de ne pas nuire aux autres copropriétaires.

Il y a lieu d'appliquer en cette matière toutes les règles de copropriété indivise qui ont déjà été examinées au sujet des

(1) Fabreguettes, tome II, p. 757.

voies privées appartenant à plusieurs propriétaires communs.

Aucune difficulté n'existe pour l'écoulement des eaux pluviales, même amenées artificiellement au cours d'eau. Le déversement des eaux pluviales riveraines constitue un mode de jouissance normale des propriétaires communs sur le cours d'eau. Pour ce qui est des eaux ménagères, la solution n'est pas différente. Il faut décider que les riverains ont le droit de les écouler au ruisseau sauf, cependant, si les conventions de copropriété ou des titres postérieurs apportaient sur ce point une restriction aux droits des riverains. Enfin, en principe, ceux-ci ont encore le droit de déverser leurs eaux malsaines ou industrielles à la condition de ne soulever aucune plainte de la part des coriverains. La jouissance de l'un ne doit pas, en effet, nuire à la jouissance de l'autre et le cours d'eau ne doit pas être détourné de sa destination générale au profit d'un seul propriétaire. Si donc les déversements effectués ont pour résultat de corrompre les eaux en les rendant impropres aux usages qu'en faisaient antérieurement les riverains inférieurs, ceux-ci pourront poursuivre la suppression du fait nuisible.

Les tribunaux judiciaires sont pleinement compétents pour trancher les débats privés sur l'étendue de leurs droits respectifs en ce qui concerne le déversement d'eaux impures dans un canal ou cours d'eau qui s'élèveraient entre copropriétaires riverains (1).

Cependant, s'il s'agit de canaux privés appartenant à des syndicats ils peuvent être l'objet de règles spéciales au point de vue de la compétence qui échoit tantôt au Conseil de pré-

(1) Conseil d'Etat, 13 décembre 1861. L. 894.

fecture (1), tantôt au Conseil d'Etat (2), tantôt au juge de paix (3), tantôt enfin aux tribunaux civils (4).

D'une manière générale on peut dire que les tribunaux civils sont compétents pour statuer sur toutes les questions de droit civil non soumises à une juridiction spéciale : les contestations entre syndicataires, relatives à la jouissance des eaux sont de ce nombre.

(1) Conflits, 7 août 1880. L. 757 ; Conseil d'Etat, 14 janv. 1881, L. 48 ; Conflits 25 nov. 1882 ; S. 84, 3, 64 ; Conseil d'Etat, 6 juillet 1858. L. 496.

(2) Conseil d'Etat, 4 août 1876. L. 772 ; 4 mars 1881, S. 255 ; Aucoc, *Conferences*, I, n° 365.

(3) Cassation, 26 mai 1880. D. 80, 1, 227.

(4) Conflits, 11 décembre 1880. L. 1005 ; Conseil d'Etat, 8 janv. 1886. L. 5 (3 espèces) Cassation, 6 mai 1874. D. 74, 1, 377.

CHAPITRE III

LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION

Quoique le propriétaire d'un canal ou cours d'eau privé soit en principe propriétaire des eaux dérivées, l'administration jouit sur ces eaux du pouvoir d'en réglementer la conservation, l'écoulement et la salubrité. Les eaux des dérivations privées sont, en effet, soumises à toutes les règles générales ou spéciales établies légalement dans le but de pourvoir à la police du cours d'eau.

Les autorités administratives chargées de cette réglementation sont tantôt le maire, tantôt le préfet.

§ I. — *Pouvoirs de réglementation de l'autorité municipale.*

Le maire a dans ses attributions tout ce qui se rattache au maintien de la salubrité publique de la commune. L'art. 97 de la loi du 5 avril 1834 indique d'une manière générale que la police municipale a pour objet d'assurer la salubrité publique. Il a été complété et précisé par les dispositions de la loi du 21 juin 1898.

Aux termes de l'article 21 de cette loi, les maires surveillent au point de vue de la salubrité l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau. Ce texte ne fait aucune distinction entre les eaux publiques et les eaux privées. On doit donc en conclure que l'autorité municipale est en droit de réglementer les cours d'eau privés « au point de vue de la salubrité ». Il suit de là que le maire peut interdire aux riverains des cours d'eau privés tout déversement qui aurait pour effet de rendre le voisinage du cours d'eau insalubre. Il en serait ainsi de déversements d'eaux résiduaires, d'eaux vannes, d'eaux corrompues qui transformeraient le cours d'eau en égout ou en altèreraient profondément les eaux.

La jurisprudence tient pour légal et obligatoire tout arrêté municipal édicté dans le but d'empêcher les riverains de corrompre les eaux des cours d'eau ou canaux privés (1).

Le fait, que le cours d'eau privé se jette dans une rivière ou un canal publics, peut d'ailleurs exercer au point de vue du droit de réglementation administrative une influence considérable (2). Il importe, en effet, que les eaux privées ne puissent altérer la rivière navigable ou non navigable.

Il pourrait enfin être fait application des dispositions de la loi du 15 février 1902 dans les limites que nous avons déjà précisées. Le règlement sanitaire municipal est, en principe, applicable aux cours d'eau ou canaux privés. Mais quel que soit le texte invoqué, les pouvoirs du maire sont strictement limités à ce qui intéresse la salubrité publique. L'autorité municipale n'est en droit ni d'édicter des mesures destinées à assurer le libre écoulement des eaux ou la conservation du cours d'eau ni d'en prescrire le curage. Elle ne peut agir

(1) Cassation, 17 déc. 1846. L. 49, 2, 73.

(2) Conseil d'Etat, 20 août 1864. L. 814.

alors que suivant délégation préfectorale. Hormis ce cas spécial, tout arrêté municipal, visant un autre but que le maintien de la salubrité dans la commune, serait entaché d'excès de pouvoir. Tout intéressé serait recevable à en poursuivre l'annulation devant le Conseil d'Etat.

§ III. — *Pouvoirs de réglementation de l'autorité préfectorale.*

L'autorité préfectorale peut intervenir, elle aussi, pour protéger la salubrité publique, mais seulement par voie de réglementation générale pour tous les cours d'eau du département.

Le préfet a, en outre, un droit qui lui appartient en propre : celui de prescrire le curage des cours d'eau. Ce droit s'étend-il aux cours d'eau privés ?

Il faut faire une distinction entre les rivières ou canaux artificiels en communication avec des eaux publiques courantes et ceux, plus rares, qui ne sont point dans cette situation. Alors que pour les seconds, le préfet ne peut en prescrire obligatoirement le curage, au contraire, pour les premiers il faut lui reconnaître ce droit.

Le Conseil d'Etat a toujours admis qu'un canal construit de main d'homme, appartenant à un usinier, qui dérive les eaux d'une rivière et les déverse dans un fleuve a le caractère de cours d'eau, au curage duquel la loi du 14 floréal an XI a eu pour objet de pourvoir (1). La solution est la

(1) Conseil d'Etat, 8 août 1888. L. 737, 19 juillet 1907. L. 696, 21 févr. 1908. L. 173 ; Conseil d'Etat, 7 août 1900. L. 555 ; 10

même pour les ruisseaux, canaux ou fossés de dessèchement aboutissant aux rivières (1).

Il y a, d'ailleurs, des cas où le doute n'est pas possible : toutes les fois qu'aux termes de l'acte administratif qui a autorisé la dérivation, l'entretien et le curage ont été prévus (2).

En matière de curage les maires n'ont aucun pouvoir ; qu'il s'agisse d'assurer le libre écoulement des eaux ou de sauvegarder la salubrité publique : il faudra un règlement d'administration publique dans le cas où l'on aurait à modifier des usages locaux ou des règlements anciens (art. 21 de la loi du 8 avril 1898) et dans les autres cas, il faudra un arrêté du préfet (art. 22, même loi), mais jamais ce ne sera au maire qu'il appartiendra de prescrire le curage (3).

Contre l'arrêté préfectoral ordonnant le curage d'un cours d'eau privé, le propriétaire de ce cours d'eau peut introduire un recours devant le Conseil d'Etat. La juridiction administrative n'a jamais hésité à reconnaître la régularité d'un acte administratif imposant le curage d'un canal privé lorsque la salubrité publique est en jeu. Si le canal communique avec un cours d'eau public, le préfet peut même agir pour assurer le libre écoulement des eaux dérivées (4).

Ajoutons que les cours d'eau privés ne sont pas soumis à la réglementation édictée en vue de la pêche fluviale par la

mars 1899. L. 495 ; 27 mars 1896. L. 295. *Répertoire Fuzier-Hermann*, v^o Canal, n^o 1075 ; Conseil d'Etat, 24 janvier 1856.

(1) Conseil d'Etat, 13 février 1885. L. 178 ; 30 mai 1884. L. 454, 7 mai 1880. L. 438.

(2) Conseil d'Etat, 20 juin 1890. L. 584 ; 15 mars 1889. L. 363.

(3) Conseil d'Etat, 19 avril 1907. L. 348.

(4) Conseil d'Etat, 19 avril 1907. L. 348.

loi du 15 février 1829. L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur la demande d'un propriétaire sur ce point (1).

(1) Conflits 3 juin 1905. L. 505 ; Cassation, 6 mars 1867. D. 67, 1, 431 ; 10 janvier 1874. D. 74, 1, 449 ; Conflits 13 décembre 1890, L. 951.

TITRE III

LE ROUISSAGE DES PLANTES TEXTILES

C'est une question qui a un rapport étroit avec les déversements d'eaux insalubres dans les cours d'eau, soit que le rouissage effectué directement dans le cours d'eau en corrompe les eaux, transmises ainsi souillées aux riverains inférieurs, soit qu'il ait lieu dans des affluents, noues, boires, mares ou étangs dont les eaux corrompues s'écoulent ensuite dans les cours d'eau.

Le rouissage est une préparation que l'on fait subir aux plantes textiles, lin ou chanvre. En trempant plus ou moins longtemps ces plantes dans l'eau, les fibres peuvent plus aisément se séparer de la partie ligneuse et être ensuite travaillées. Le rouissage fait dans les cours d'eau est préféré au rouissage dans les eaux stagnantes, parce que les produits obtenus sont de meilleure qualité. Il présente des inconvénients très variables suivant l'importance des cours d'eau : l'altération des eaux est très forte dans les rivières d'un faible débit et, au contraire, à peu près nulle dans une rivière à grand débit.

Mais la plupart du temps, le rouissage s'effectue dans des ruisseaux de peu d'importance. Aussi rentre-t-il dans la caté-

gorie des choses qui infectent les eaux, et sous ce rapport, il était prohibé dans l'ancien droit.

Les arrêts du Conseil des 4 avril et 27 juin 1702, 14 décembre 1719, 11 septembre 1724 et 26 février 1732 ; l'arrêt de règlement du Parlement de Rennes du 6 août 1735, l'arrêt du Conseil du 28 décembre 1738, l'arrêt de règlement du Parlement de Bretagne du 31 janvier 1757, enfin l'arrêt du Conseil 24 juin 1777 portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables ; l'arrêt du Conseil du 17 juillet 1782 concernant la navigation de la Garonne, interdisent de faire rouir du chanvre dans les rivières, étangs et canaux. Tous ces anciens arrêts ou règlements dérivait de l'article 42 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 qui défendait de jeter aucune ordure ou immondice dans les eaux des rivières.

Mais c'était là, dans l'ancien droit, une interprétation exagérée. Comment assimiler à des immondices jetés dans les rivières du chanvre mis dans ces rivières pour l'y faire rouir ? Comment transformer en délit l'exercice légitime d'une industrie, et interdire aux cultivateurs, sous prétexte de la conservation du poisson, l'usage d'un élément indispensable pour le rouissage ? Certes, cela était loin de la pensée du législateur de 1669 et tous les règlements de police, qui défendaient le rouissage dans les rivières, donnaient à l'ancienne ordonnance une extension abusive. C'est ce qui a été reconnu lors de la discussion de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale : l'article 30 du projet du gouvernement contenait une défense expresse de faire rouir le lin dans les eaux courantes.

« Le rouissage du lin, du chanvre et de toute autre plante textile dans les fleuves, rivières, canaux et dans les ruisseaux y affluent, est défendu sous peine d'une amende de 25 à

100 francs. Toutefois, dans les localités où l'on ne pourrait suppléer au rouissage dans l'eau par un autre moyen, le préfet, sous l'approbation du gouvernement, pourra accorder les exceptions qu'il jugera nécessaires. »

Mais cet article fut rejeté par la Chambre des Pairs (séance du 2 mai 1829. *Moniteur* du 4 mai) sur la demande de MM. de Marcellus et de Chaptal comme étant contraire aux intérêts des cultivateurs du commerce et de la marine. Ils firent valoir que le rouissage du chanvre dans les eaux courantes était d'une haute utilité et sans aucun danger, tandis que dans les marais il est funeste pour la salubrité et procure, en outre, un produit moins parfait.

La conclusion à tirer de la discussion de la loi de 1829 est donc que le rouissage est permis dans tous les cours d'eau, du moins au point de vue de la police de la pêche.

Mais le rejet de l'article 30 laisse-t-il subsister cependant les anciens règlements qui, s'ils avaient force réglementaire, n'avaient cependant jamais eu qu'une exécution incomplète. Leur abrogation est certaine. Elle résulte de l'article 83 de la loi du 15 avril 1829 qui abroge toutes lois, ordonnances, édits et déclarations, arrêts du Conseil, arrêtés et décrets et tous règlements intervenus à quelque époque que ce soit (1).

Le rouissage des plantes textiles est soumis de nos jours à une législation précise. La loi du 21 juin 1898 sur le Code rural a consacré un article spécial à cette matière. Ce texte doit être combiné avec la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, la loi du 5 avril 1884 (art. 97) sur les pouvoirs du maire, le décret du 5 septembre 1897 sur la pêche fluviale ;

(1) Cassation, 5 février 1847. D. 47, 1, 58 ; Besançon, 25 février 1859 ; Daviel, I, 320 ; Garnier, I, 332.

enfin, la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.

Les règles relatives au rouissage des plantes textiles, résultant de ces textes combinés sont les suivantes.

§ I. — *Rouissage dans les lavoirs ou abreuvoirs.*

Il est interdit de faire rouir du chanvre ou du lin ou toutes autres plantes textiles dans les abreuvoirs et lavoirs publics. (art. 25, § 1^{er}. Loi 21 juin 1898). C'est, en effet, dans ces eaux que le rouissage présenterait les plus grands inconvénients. Aussi l'interdiction est-elle formelle.

Quelle en est la sanction ? La plus part du temps l'interdiction sera portée à la connaissance des intéressés par un règlement préfectoral ou municipal et toute contravention à ce règlement devrait être poursuivie devant le juge de simple police et punie de la peine prévue à l'art. 471-15°, Code pénal.

§ II. — *Rouissage dans les étangs privés et routoirs agricoles privés ou publics.*

Lorsque le rouissage se fait dans les étangs privés, le plus généralement des étangs spéciaux appelés routoirs agricoles et exclusivement destinés à l'usage des cultivateurs, les dangers ne sont plus les mêmes. Cependant, des inconvénients graves résultant de la pollution des eaux des routoirs et de

la contamination possible des eaux voisines peuvent résulter de leur établissement.

En principe, les routoirs agricoles ne sont soumis à aucune réglementation. Seuls les routoirs industriels ou les plantes textiles sont traités par l'action des acides, de l'eau chaude et de la vapeur sont assujettis aux prescriptions des décrets du 15 octobre 1810 et 31 décembre 1866 relatifs aux établissements insalubres (1). Les routoirs agricoles privés sont donc libres et peuvent être librement installés, sans autorisation, dans une partie quelconque d'une propriété.

Toutefois, ces routoirs privés peuvent nuire à la santé publique à raison des inconvénients signalés plus haut. Et l'autorité administrative peut au double point de vue préventif et répressif par l'intervention du maire ou du préfet, obvier à ces inconvénients. Tout d'abord le maire peut, en vertu des pouvoirs généraux qu'il tient de la loi du 5 avril 1884 et des pouvoirs spéciaux que lui confère la loi du 15 février 1902, prendre toutes les mesures de police nécessaires concernant la salubrité publique à l'égard des routoirs privés. Il peut agir de trois façons : par voie de règlement sanitaire, d'arrêtés généraux ou d'arrêtés individuels. Dans ces trois cas les sanctions sont toujours celles de l'article 471-15°, Code pénal.

Le maire n'a en cette matière que des pouvoirs de réglementation. Son rôle doit se borner à édicter des mesures de salubrité préventives. Il pourrait préciser à quelles conditions doivent satisfaire les installations de routoirs privés postérieurs au règlement en ce qui concerne notamment la distance des habitations, l'écoulement des eaux. Il ne pourrait sans excès de pouvoir interdire un routoir privé existant.

(1) Art. 25, § 3, Loi 21 juin 1898.

Mais il a le droit de mettre le propriétaire en demeure d'effectuer les travaux nécessaires et en cas de refus de celui-ci, de saisir l'autorité supérieure.

Le préfet a, en effet, le droit, aux termes de la loi 21 juin 1898 (art. 25), d'ordonner la suppression d'un routoir établi à proximité des habitations et dont l'insalubrité serait constatée.

L'action du préfet est dans ce cas subordonnée à l'une des deux conditions suivantes : demande de suppression formulée par le Conseil municipal de la commune ou plaintes des propriétaires voisins. L'interdiction est prononcée par un arrêté préfectoral individuel. Il pourrait être déféré au Conseil d'Etat dans les conditions ordinaires du recours pour excès de pouvoir.

Enfin il existe dans certaines communes des routoirs publics. Le maire a sur eux tout pouvoir pour désigner par arrêté les lieux où ils seront établis ainsi que la distance à observer dans le choix des emplacements destinés au séchage des plantes textiles après le rouissage.

§ III. — *Rouissage dans les eaux courantes.*

Le plus souvent le rouissage se fait dans les eaux courantes. Rien ne s'y oppose en principe. Le rouissage n'est pas un délit de pêche non plus qu'une contravention de voirie. Cependant, indépendamment de la santé publique et dans le cas où un dépôt de chanvre ou l'établissement de pieux, l'apport des pierres nécessaires destinés au rouissage dans une rivière navigable faits sans autorisation, mettraient obstacle au libre cours de la navigation il y aurait contravention de grande voirie. Le Conseil de préfecture serait

compétent pour en connaître et pour prononcer la sanction prévue par la loi du 29 floréal an X (1).

Au point de vue de la salubrité publique et de la pêche fluviale, le rouissage des plantes textiles dans les eaux courantes peut être soumis à une étroite réglementation. Dans toutes les eaux courantes et les étangs du département, le préfet a la faculté de procéder à cette réglementation (2) qui portera, soit sur la durée du rouissage, soit sur la désignation des emplacements où cette opération peut être pratiquée avec le moins d'inconvénients pour le poisson (3).

Elle est faite sous forme d'arrêtés préfectoraux généraux pour le département rendus sur les avis des conseils de salubrité et des ingénieurs ou des fonctionnaires de l'administration des forêts (4).

Le pouvoir du préfet va plus loin encore : il peut interdire le rouissage dans les cours d'eau ou les étangs. La seule formalité exigée est l'avis du Conseil d'hygiène et de salubrité du département (5).

En outre, si le rouissage dans les cours d'eau est susceptible de compromettre la salubrité publique, les maires sont en droit de prendre des arrêtés réglementaires. Ils sont, en effet, chargés, suivant l'article 24 de la loi du 24 juin 1898, de la surveillance au point de vue de la salubrité des ruisseaux, rivières, étangs ou amas d'eau. Les règlements municipaux, pris dans l'intérêt de la salubrité, sont légaux et obligatoires s'ils ne prétendent régler ni l'écoulement, ni la répartition des eaux du cours d'eau (6).

(1) Conseil d'Etat, 4 février et 4 novembre 1824.

(2) Art. 25, § 2. Loi 24 juin 1898.

(3-4) Art. 19, décret, 5 sept. 1897.

(5) Art. 25, loi du 24 juin 1898.

(6) Cassation, 17 février 1855, S. 55, 1, 236 ; 3 février 1877.

Bull. 43 : Conseil d'Etat, 8 avril 1858, L. 277.

Les pouvoirs du maire s'étendent à tous les cours d'eau navigables ou non navigables et aux étangs de la commune. Mais la disposition spéciale de l'article 25 de la loi du 21 juin 98 ayant réservé au préfet le droit de réglementer ou d'interdire le rouissage, le maire ne peut agir que dans les limites d'une délégation du préfet. Les arrêtés des préfets ou des maires ne sont pas soumis à l'approbation ministérielle : les infractions à ces arrêtés sont passibles, non des peines prévues à l'article 25 de la loi du 15 avril 1829, mais de celles portées à l'article 471-15°, Code pénal.

Cependant, si le rouissage est licite en principe, le jet de sucs infects de ces matières textiles est puni par l'article 25, de la loi de 1829 (1).

Ainsi en serait-il du fait de déverser dans un cours d'eau, les eaux corrompues provenant de vastes routoirs appartenant à une commune, et qui ont amené l'enivrement et la destruction du poisson.

Ajoutons qu'il est rare que les autorités administratives interviennent pour réglementer spécialement ou interdire le rouissage dans les cours d'eau.

(1) Besançon, 23 février 1859.

Le président de thèse,

F. LARNAUDE.

Le doyen,

P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris.

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Aubry et Rau. — *Cours de droit civil français*, en 8 vol., 4^e édition, 1869-1878.
- Aucoc. — *Conférences de droit administratif*, 3 vol.
- Avisse. — *Traité des établissements industriels*.
- Annales du régime des Eaux*, publiées par H. de Lalande, 1885-1892.
- Annales des Ponts et Chaussées*.
- Berthelemy. — *Traité élémentaire de Droit administratif*, 5^e édition, 1908.
- Béquet et Laferrière. — *Répertoire de droit administratif*, 1882-1911.
- Blanche. — *Dictionnaire de l'administration*.
- Blanche et Dutruc. — *Contraventions de police*. 2^e édition, 1891.
- Block. — *Dictionnaire administratif*.
- Bordeaux. — *Législation des Cours d'Eau*, 1849.
- Bourgnon de Layre. — *Essai sur le régime général des Eaux*, 1851.
- Bourguignat. — *Législation des établissements insalubres*.
- Carpentier. — *Régime des Canaux*, 1 vol., 1892.
- Chauveau. — *Essai sur le régime des Eaux*, 1859.
- Des Cilleuls. — *Traité de la Voirie urbaine*, 1 vol., 1877.
- Code des Cours d'eau non navigables ni flottables*, 1 vol., 2^e édit., 1900.
- Corset. — *Considérations sur la pollution des rivières par les eaux résiduaires industrielles*, Paris, 1909.
- Courcelle. — *Traité de la Voirie*, 1 vol., 1900.
- Courville. — *Répertoire de police judiciaire et administrative*.
- Dalloz. — *Jurisprudence générale, Recueil périodique, Code administratif annoté. Code pénal annoté*.
- Daviel. — *Traité des Cours d'eau*, 2^e édit., 1837.

- Debauve. — *Dictionnaire des Travaux publics*, 4 vol., 1892.
- Demolombe. — *Cours de Code Napoléon*, 31 vol., 1845-1896.
- Ducrocq. — *Cours de droit administratif*, 6 vol., 1897.
- Dufour. — *Droit administratif*.
- De Freycinet. — *Traité de l'assainissement, France judiciaire*, année 1897.
- Fabreguettes. — *Traité des Eaux publiques et privées*, 2 vol., 1900.
- Féraud-Giraud. — *Des voies publiques et privées modifiées par les chemins de fer*, 1 vol., 1878.
- Féraud-Giraud. — *Traité des voies rurales publiques et privées*, 2 vol., 4^e édit., 1896.
- Fuzier-Hermann. — *Répertoire*.
- Graux et Renard. — *Commentaire de la loi du 8 avril 1898*.
- Guillaume. — *Traité de la Voirie urbaine*, 4^e édit., 1 vol., 1887.
- Guillaume. — *Traité de la Voirie rurale*, 1 vol., 1882.
- Hauriou. — *Précis de droit administratif*, 1 vol., 6^e édit., 1907.
- Isambert. — *Traité de la voirie rurale et urbaine*, 1 vol., 1825.
- Jourdan. — *Pouvoir des maires en matière de salubrité*.
- Journé. — *La pêche fluviale*, thèse, Paris, 1901.
- Labori. — *Répertoire*.
- De Lalande. — *Les Cours d'eau*, 2^e édit.
- Lerat de Magnitot et Huart Delamarre. — *Dictionnaire de droit public et administratif*.
- Lebon. — *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 1 vol. par an.
- Martin et Bluget. — *Commentaire de la loi du 15 février 1902*.
- Monod. — *La santé publique*.
- Morgand. — *Loi municipale*, 2 vol., 1912.
- Madault de Buffon. — *Régime légal des sources*, 1 vol., 1877.
- Perrot. — *Dictionnaire de la Voirie*.
- Pandectes françaises.
- Picard. — *Traité des Eaux*, 5 vol., 2^e édit., 1896.
- Plocque. — *Des Cours d'eau*, 3 vol., 1873.
- Planiol. — *Droit civil, Traité théorique et pratique*, 3 vol., 3^e édit., 1904.
- Le Poittevin. — *Dictionnaire formulaire de la simple police*, 2 vol., 1906.
- Porée et Livache. — *Traité des manufactures et des ateliers dangereux*, 1 vol., 1887.
- Revue d'Hygiène, années 1882, 1886, 1910.
- Rabany et Montsarrat. — *Traité pratique de la voirie vicinale rurale et urbaine*, 2 vol., 1911.
- De Royon. — *Traité pratique de la Voirie à Paris*, 1 vol., 2 édit., 1884.
- Serrigny. — *Compétence administrative*.
- Sirey. — *Recueil périodique* 1 vol. par an.

Strauss et Fillassier. — *La loi sur la protection de la santé publique*,
1 vol., 1902.

Walker. — *Collection des lois antérieures à 1789*, 5 vol., 1835.

Documents parlementaires.

Projet de loi relatif aux mesures à prendre contre la pollution et en
vue de la conservation des eaux. Chambre des députés. Annexe au
procès-verbal de la 2^e séance du 24 décembre 1910.

TABLE ANALYTIQUE

- Acquéreur d'immeubles, 214.
Aggravation de servitude, 43.
Alignement, 17, 42.
Altération des eaux, 276, 285, 290.
Amende, 29, 30, 61, 72, 81, 130, 197, 324, 330, 342, 347, 363.
Anciens règlements, 65, 336 et suiv., 344, 384.
Anticipation sur le domaine public, 52, 54, 128, 275.
Appel, 100, 166, 197.
Approbation ministérielle, 318.
Arrêtés municipaux ou préfectoraux, 39, 43, 46, 49, 60, 88, 110, 114, 143, 176, 185, 201, 228, 229, 248, 253, 258, 292, 294, 295, 298 et suiv., 307, 318, 324, 339, 340, 379, 380, 389.
Article 538 Code civil, 336.
Article 544 Code civil, 215.
Article 552 Code civil, 44, 371.
Article 640 Code civil, 38, 45, 50, 63, 66, 86, 192, 193, 210, 212, 215, 219, 224, 271, 369 ; 370, 372.
Article 641 Code civil, 44.
Article 643 Code civil, 50.
Article 644 Code civil, 273, 285.
Article 649 Code civil, 44.
Article 681 Code civil, 13, 18, 37, 41, 47, 48, 63, 66, 86, 102, 210, 215, 258, 270, 371.
Article 690 Code civil, 212, 372.
Articles 692 à 694 Code civil, 372.
Article 1382 Code civil, 227.
Article 1602 Code civil, 218.
Article 1603 Code civil, 216.
Article 1615, Code civil, 216.
Article 463, Code pénal, 30.
Article 471, Code pénal, 30, 33, 39, 53, 60, 69, 72, 86, 92, 97, 99, 103 et suiv., 129, 132, 138, 178, 189, 191, 240, 241, 246, 252, 254, 260, 324, 325, 330, 347, 351, 386, 387.
Article 479 Code pénal, 30.
Article 483, Code pénal, 30.
Astreinte, 363.
Autorisation administrative, 27, 48, 70, 125, 140, 153, 172, 262, 274, 282 et suiv., 289, 290, 299 et suiv., 306, 314, 339, 340, 358.
Autorisation de bâtir, 116.
Autorisation conditionnelle, 158.
Autorisation du propriétaire, 369.
Autorité municipale, 28, 102, 113, 172, 186, 229 et suiv., 238, 240, 246, 249, et suiv.

TABLE ANALYTIQUE

- Acquéreur d'immeubles, 214.
 Aggravation de servitude, 43.
 Alignement, 17, 42.
 Altération des eaux, 276, 285, 290.
 Amende, 29, 30, 61, 72, 81, 130, 197, 324, 330, 342, 347, 363.
 Anciens règlements, 65, 336 et suiv., 344, 384.
 Anticipation sur le domaine public, 52, 54, 128, 275.
 Appel, 100, 166, 197.
 Approbation ministérielle, 318.
 Arrêtés municipaux ou préfectoraux, 39, 43, 46, 49, 60, 88, 110, 114, 143, 176, 185, 201, 228, 229, 248, 253, 258, 292, 294, 295, 298 et suiv., 307, 318, 324, 339, 340, 379, 380, 389.
 Article 538 Code civil, 336.
 Article 544 Code civil, 215.
 Article 552 Code civil, 44, 371.
 Article 640 Code civil, 38, 45, 50, 63, 66, 86, 192, 193, 210, 212, 215, 219, 224, 271, 369 ; 370, 372.
 Article 641 Code civil, 44.
 Article 643 Code civil, 50.
 Article 644 Code civil, 273, 285.
 Article 649 Code civil, 44.
 Article 681 Code civil, 13, 18, 37, 41, 47, 48, 63, 66, 86, 102, 210, 215, 258, 270, 371.
 Article 690 Code civil, 212, 372.
 Articles 692 à 694 Code civil, 372.
 Article 1382 Code civil, 227.
 Article 1602 Code civil, 218.
 Article 1603 Code civil, 216.
 Article 1615, Code civil, 216.
 Article 463, Code pénal, 30.
 Article 471, Code pénal, 30, 33, 39, 53, 60, 69, 72, 86, 92, 97, 99, 103 et suiv., 129, 132, 138, 178, 189, 191, 240, 241, 246, 252, 254, 260, 324, 325, 330, 347, 351, 386, 387.
 Article 479 Code pénal, 30.
 Article 483, Code pénal, 30.
 Astreinte, 363.
 Autorisation administrative, 27, 48, 70, 125, 140, 153, 172, 262, 274, 282 et suiv., 289, 290, 299 et suiv., 306, 314, 339, 340, 358.
 Autorisation de bâtir, 116.
 Autorisation conditionnelle, 158.
 Autorisation du propriétaire, 369.
 Autorité municipale, 28, 102, 113, 172, 186, 229 et suiv., 238, 240, 246, 249, et suiv.

- Locataires d'immeubles, 214, 225.
- Loi des 22 décembre 1789, 6 janvier 1790, 39, 139, 141, 156.
- Loi des 16-24 août 1790, 39.
- Loi des 19-22 juillet 1791, 39, 61.
- Loi des 28 sept.-6 oct. 1791, 212, 344.
- Loi du 29 floréal, an X, 29, 61.
- Loi du 14 floréal, an XI, 380.
- Loi du 16 septembre 1807, 333, 340.
- Loi du 15 avril 1829, 292, 318, 323, 326, 348, 351, 382, 385.
- Loi du 21 mai 1836, 39, 207.
- Loi du 23 mars 1842, 62, 207, 344.
- Loi du 15 juillet 1845, 30.
- Loi de 1850, 232, 246.
- Loi du 21 juin 1865, 375.
- Loi du 24 mai 1867, 34.
- Loi du 10 août 1871, 332.
- Loi du 11 juin 1880, 30.
- Loi du 21 mai 1881, 207, 227.
- Loi du 5 avril 1884, 38, 39, 68, 87, 102, 108, 112, 119, 124, 126, 139, 168, 172, 177, 219, 230, 236, 241, 246, 247, 252, 254, 295, 320, 340, 360, 378, 385, 387.
- Loi du 8 avril 1898, 139, 271, 285, 294, 297, 299, 314, 319, 339, 353, 385.
- Loi du 21 juin 1898, 102, 108, 168, 177, 246, 320, 378, 385, 388, 389, 390.
- Loi du 15 février 1902, 102, 108, 112, 119, 122, 124, 129, 131, 169, 173, 214, 219, 230 et suiv., 238, 240, 246, 254, 320, 330 et suiv., 340, 379, 385, 387.
- Maire, 27, 28, 38, 71, 87, 108, 126, 143, 168, 171, 178, 196, 200, 294, 319 et suiv., 340, 378, 387, 390.
- Mode d'écoulement des eaux, 20, 38, 51, 76, 223, 225, 230, 239, 243, 258, 309.
- Modifications des prescriptions administratives, 158.
- Modification d'actes administratifs, 88.
- Ouvrages sur les cours d'eau, 288 et suiv.
- Personnes responsables des contraventions, 79.
- Pouvoirs de police du maire, 168, 171 et suiv., 178, 228, 235 et suiv., 237, 246, 258, 294, 319, 340, 378 et suiv., 390.
- Pouvoirs réglementaires de l'Administration, 54, 89, 107, 115, 150, 195, 293.
- Pouvoirs du Conseil d'Etat, 164, 196, 201.
- Pouvoirs du Conseil de préfecture, 166.
- Pouvoirs du juge, 81, 96, 191, 192.
- Préfet, 27, 38, 71, 108, 121, 126, 141, 145, 167, 187, 196, 199, 294, 297, 307, 309, 317, 319, 322, 342, 359, 388, 389.
- Prescription, 85, 193.
- Projet de loi, 293 et suiv., 350.
- Procédure, 143.
- Procès-verbal, 118.
- Publication des arrêtés préfectoraux, 319.
- Récidive, 363.
- Recours contentieux, 162 et suiv.
- Redevance, 127.
- Règlements de police, 55, 68, 86, 108, 129, 179, 297.
- Règlement type, 253, 258, 300.
- Règlement sanitaire, 112 et suiv., 116, 231 et suiv., 238, 321, 379, 387.

- Réglementation préventive, 141
et suiv., 295, 336, 357 et suiv.
- Réglementation répressive, 189
et suiv., 323, 341.
- Rétroactivité de la loi du 15 fé-
vrier 1902, 233 et suiv.
- Revers, 24.
- Révocation d'une autorisation,
307.
- Riverains inférieurs, 285 et suiv.,
315.
- Rôle des cours d'eau, 265, 274.
- Rouissage, 383, 386, 388.
- Routes de l'ancienne généralité
de Paris, 29.
- Ruisseaux, 24.
- Salubrité (police de la), 37, 94,
111, 122, 141, 168, 231, 238,
246, 321, 333, 340, 379, 389.
- Sanctions, 54, 60, 72, 99, 128,
189, 236, 240, 254, 260, 326,
355, 361.
- Servitude, 212, 275.
- Servitude d'égout, 13, 31, 48.
- Servitude de curage, 26, 27.
- Servitude d'écoulement, 52, 64,
371, 372.
- Servitude de passage, 223.
- Sources, 272.
- Sous-préfet, 161, 172.
- Suppression de travaux, 33, 60,
99, 330, 342, 347, 349.
- Suppression de voies privées, 227
- Tolérance administrative, 275,
284, 347, 358.
- Travaux de la Commission, 355
et suiv.
- Tribunal correctionnel, 326, 348,
362.
- Usage de l'eau par les riverains,
285.
- Vendeur d'immeubles, 215.
- Ville de Paris, 255, 290, 334.
- Ville de Reims, 334.
- Villes de Tourcoing et de Rou-
baix, 333, 335.
- Villes de Lyon, Marseille, etc., 257.
- Voie ferrée, 12.
- Voie privée, 203, 204, 209, 219,
221, 229, 238, 244, 262.
- Voie publique, 8, 255.
- Voirie urbaine, 14, 123.
- Voirie vicinale, 14.
- Voirie (grande), 122.
- Voies de recours, 111, 123, 156,
160, 162 et suiv., 173, 183, 201,
236, 253, 296, 307, 342, 381,
388.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les voies publiques et privées.

TITRE I

Chapitre I. — Quelles voies sont assujetties à l'écoulement des Eaux	7
§ I. — Les Voies publiques.	8
§ II. — Les Chemins de fer.	11
Chapitre II. — Mode d'écoulement des eaux sur les voies publiques	20
§ I. — Construction des fossés ou ruisseaux . . .	21
§ II. — Propriété des fossés.	23
§ III. — Entretien des voies d'écoulement des Eaux .	25
§ IV. — Protection	29

TITRE II

VOIES PUBLIQUES

Chapitre I. — Ecoulement des Eaux pluviales sur la voie publique	35
Section I. — Droits des riverains	37
§ I. — Egout des toits	37
§ II. — Eaux pluviales suivant la pente	44
§ III. — Eaux découlant avec le concours de l'homme.	47
§ IV. — Ecoulement des sources	49
Section II. — Réglementation administrative et poursuites	54
§ I. — Pouvoirs de l'administration	54
§ II. — Sanctions et Compétence	57
Chapitre II. — Ecoulement des Eaux ménagères sur la voie publique.	63
Section I. — Origine et nature du droit d'écoulement des Eaux ménagères	63
§ I. — Droits des riverains	63
Section II. — Réglementation du droit d'écoulement.	68
§ I. — Application de l'édit de 1607.	69
§ II. — Application de l'article 471, Code pénal.	72
§ III. — Pouvoir réglementaire des maires et des Préfets.	88
§ IV. — Compétence. Pouvoirs du juge	96
Chapitre III. — Ecoulement des eaux insalubres sur la voie publique.	101
§ I. — Interdiction du déversement sur la voie publique	101
§ II. — Pouvoirs de l'autorité municipale	107
§ III. — Pouvoirs de l'autorité préfectorale.	121
§ IV. — Régime des autorisations de voirie.	125
§ V. — Sanctions. Compétence. Pouvoirs du juge	129

Chapitre IV. — Ecoulement des eaux industrielles sur la voie publique.	137
Section I. — Réglementation préventive	141
§ I. — Pouvoirs du préfet.	141
§ II. — Pouvoirs du Sous-préfet	161
§ III. — Voies de recours contre les arrêtés préfectoraux	162
§ IV. — Pouvoirs du maire	168
Section II. — Réglementation expressive	189
§ I. — Sanctions	189
§ II. — Pouvoirs du juge	191
§ III. — Pouvoirs répressifs de l'administration	195
§ IV. — Voies de recours	201

TITRE III

VOIES PRIVÉES

Section I. — Droits des riverains. Ecoulement des eaux.	210
Chapitre. I. — Sur les voies privées à un propriétaire unique	210
§ I. — Voies non ouvertes au public.	210
§ II. — Voies ouvertes au public	219
Chapitre II. — Ecoulement des eaux sur les voies privées appartenant à une communauté de propriétaires	221
Section II. — Les Pouvoirs de Police de l'Auto- rité administrative	228
Chapitre I. — Voies non ouvertes au public	229
§ I. — Application des lois de 1884 et de 1902	230
§ II. — Application de l'article 471. Code pénal	241
Chapitre II. — Voies ouvertes au public	244
§ I. — Police de la salubrité	246

§ II. — Police de la voirie	247
§ III. — Application de l'article 471. Code pénal . .	252
§ IV. — Voies de recours	253
§ V. — Sanctions.	254
Section III. — Législation spéciale à la Ville de Paris.	255
Chapitre I. — Voies publiques	255
Chapitre II. — Voies privées	262

DEUXIÈME PARTIE

Les Cours d'eau publics et privés. Les déversements dans les cours d'eau.

TITRE I

DES COURS D'EAU PUBLICS

Chapitre I. — Ecoulement des eaux pluviales et ménagères dans les cours d'eau	269
§ I. — Egout des toits	270
§ II. — Eaux pluviales coulant suivant la pente . .	271
§ III. — Eaux s'écoulant avec le concours de l'homme.	272
Chapitre II. — Ecoulement des eaux insalubres ou indus- trielles dans les cours d'eau	276
Section I. — Les droits des riverains	281
Section II. — Les pouvoirs de l'administration . .	293
<i>Cours d'eau non navigables.</i>	295
§ I. — Réglementation préventive	295
§ II. — Réglementation répressive	323
Chapitre III. — Le Projet de Loi.	350

TITRE II

LES COURS D'EAU PRIVÉS

Chapitre I. — Cours d'eau à un propriétaire unique . . .	369
§ I. — Ecoulement des eaux pluviales	370
§ II. — Ecoulement des eaux ménagères et industrielles	372
Chapitre II. — Cours d'eau appartenant à une Communauté de propriétaires	375
Chapitre III. — Les pouvoirs de l'administration . . .	378
§ I. — Pouvoirs du Maire	379
§ II. — Pouvoirs du Préfet	380

TITRE III

LE ROUISSAGE DES PLANTES TEXTILES

§ I. — Rouissage dans les lavoirs ou abreuvoirs. . .	386
§ II. — Rouissage dans les étangs et routoirs agricoles	386
§ III. — Rouissage dans les eaux courantes. . . .	388
BIBLIOGRAPHIE	391
TABLE ANALYTIQUE	395

IMPRIMERIE BU SSIÈRE. — SAINT-AMAND (CHER).
